

الشرق الأوسط



Initiatives : 12 pages d'offres d'emploi

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15126 7 F

MERCREDI 15 SEPTEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

La dynamique de la paix au Proche-Orient

● Israël et la Jordanie relancent leurs négociations ● M. Rabin rencontre le roi du Maroc

Permettre l'avenir

ISRAËL et l'OLP n'ont pas manqué leur rendez-vous avec l'histoire. Sur la pelouse de la Maison Blanche, lundi 13 septembre, leurs chefs ont eu - par leurs mots et leurs gestes - été à la hauteur du prodigieux événement dont ils furent les scénaristes secrets avant d'en être les acteurs publics. Au prix parfois d'un effort intime pour forcer leur nature, sans trop la laisser paraître, ils ont donné à l'ensemble de la cérémonie sa gravité émue.

Liesse à Jérusalem-Est

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Nous sommes libres ! O Palestine adorée, terre sacrée de nos ancêtres, te voilà rendue à la vie ! » Personne n'a pu, personne n'a voulu, nul d'oser gâcher les quelques heures de pur bonheur que des dizaines de milliers de Palestiniens se sont offertes, un peu partout, lundi 13 septembre, dans les territoires occupés par Israël. « Vingt-six ans d'occupation militaire, vingt-six ans d'attente ! Et vous voulez s'excuser pour tout les notables de la lutte pour l'indépendance de la Palestine, vous voudriez que nous leur disions qu'il n'y a pas encore d'Etat ? Que l'accord avec Israël ne porte que sur l'autonomie de Gaza et Jéricho ? Mais, malheureux, ils le savent parfaitement ! Et ils s'en moquent ! Car,

comme nous tous ici, ils ont compris qu'aujourd'hui est le premier jour de renaissance de notre patrie sur la terre de Palestine. » Délire et extase. Des heures durant, la partie arabe de la cité sainte a vécu la même liesse, les mêmes débordements de joie, les mêmes instants d'inconscience peut-être que ce samedi 29 novembre 1947, quand les Nations unies, par 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions, décidèrent le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël. Mais, à quarante-six ans de distance, la fête a changé de camp.

Jadis les jeunes juifs avaient couru d'une maison à l'autre pour annoncer la bonne nouvelle, et manifester bruyamment leur bonheur dans les rues.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 3



« Cet incroyable événement... »

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

« Peace, Salam, Shalom », paix, paix, paix... Les mots étaient au rendez-vous et toutes les figures de style furent utilisées pour célébrer l'événement. Il y eut l'hommage rendu aux morts de tant de batailles, les références bibliques, les prières en arabe, en hébreu et en anglais. Il y eut, sous un soleil d'autonomie washingtonien, conjugué en trois langues, un formidable appel à la paix, lancé par des hommes qui, il y a pas si longtemps, étaient encore ennemis mortels.

Dans chacun des discours qui célébrèrent le premier accord de paix entre Israéliens et Palestiniens, lundi 13 décembre, rien n'a manqué, ou presque. L'événement a tenu ses promesses. Cette brève poignée de mains entre le premier ministre israélien, Itzhak Rabin,

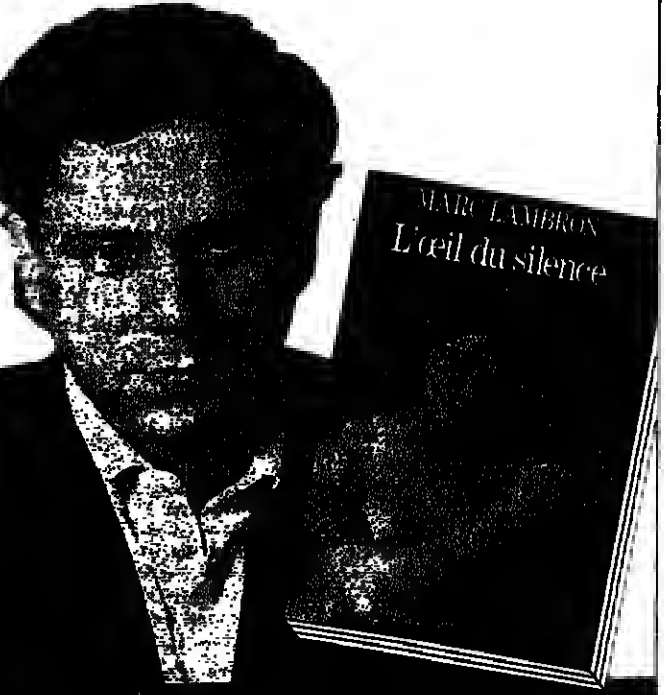
et le président de l'OLP, Yasser Arafat, deux hommes qui, hier encore, étaient en conflit ouvert, cette poignée de mains entre le soldat d'Israël par excellence et l'infatigable chef du mouvement national palestinien avait quelque chose d'un peu inédit.

Et pourtant, si les discours furent à la hauteur d'un scénario que personne n'aurait osé imaginer il y a un mois encore, si l'émotion affleurait dans l'assis-

tance, les acteurs de l'Histoire, adversaires hier, partenaires aujourd'hui, observaient une certaine distance. Peut-être faudrait-il même parler de méfiance. La cérémonie fut grave, digne, les propos parfois émouvants. Mais, dans le comportement des uns et des autres, nulle chaleur, peu d'enthousiasme.

FRANÇOISE CHIPAUX
et ALAIN FRACHON
Lire la suite page 5

MARC LAMBRON



Flammarion

Pologne, an V

I. - Les orphelins de Solidarité

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Sur les écrans de Varsovie, un film fait beaucoup rire ces jours-ci. « L'homme de... » (« Człowiek z... »), long métrage de Konrad Swoboda, est un pastiche assez efficace de l'« Homme de fer » de Wajda et tourne en dérision, dans une dizaine d'années après, toute la mythologie de Solidarité dans la clandestinité. Preuve que l'époque n'est plus intouchable. Zbigniew Bujak, le héros de la clandestinité, l'homme recherché des mois durant par toutes les polices de Pologne, joue son propre rôle dans le film.

S'il fallait un signe supplémentaire que les Polonais ont tourné cette page de leur histoire, les révélations - au demeurant partielles, puisque les documents ne semblent pas être complets - contenues dans les archives apportées fin août à Varsovie par le président Eltsine à propos du rôle des Soviétiques dans l'instauration de l'état de guerre, le 13 décembre 1981, ont été accueillies dans une relative indifférence par la population. Que reste-t-il de Solidarité, quatre ans après la chute du communisme en Pologne, provoquée par le triomphe si émouvant des hommes de Solidarnosc aux élec-

tions « semi-démocratiques » de juin 1989 ? Un syndicat amer, littéralement décimé (dix millions de membres en 1980, 1,6 million aujourd'hui), amputé de toutes ses grandes figures historiques, contre lesquelles il guerroyait aujourd'hui en les accusant d'avoir instauré un « capitalisme au visage inhumain » qui domine la Pologne des allures d'« Amérique latine d'il y a trente ans ».

Ironie, ou injustice, de l'Histoire, les transformations profondes qu'a subies la Pologne depuis quatre ans ont largement contribué à l'affaiblissement du syndicat Solidarité : la montée du chômage, les difficultés de l'industrie lourde d'Etat ont privé d'une bonne partie de ses troupes et, pas plus que les autres syndicats, Solidarité n'est vraiment présent dans le secteur privé, qui emploie aujourd'hui plus de la moitié de la main-d'œuvre polonaise. Disposant de ses propres élus à la Diète et donc d'un groupe parlementaire - vestige du rôle politique du grand mouvement Solidarité - le syndicat a voulu tenter, au printemps dernier, un baroud d'honneur, lors d'une grève nationale des employés de l'éducation et de la santé.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 10

Dans le Monde des débats de septembre

Exister sans travailler

Les hommes peuvent-ils encore exister - et non seulement vivre, plus ou moins bien - lorsqu'ils sont privés d'un travail qui donne un sens à leur vie et assure la cohésion du corps social ? Les réponses d'un économiste, de deux philosophes, d'un théologien,

d'un psychanalyste, d'un historien. Dans le même numéro, le cri de colère de l'écrivain espagnol Juan Goytisolo de retour de Sarajevo : pourquoi tant de lâcheté devant ces crimes ?

En vente dans les kiosques : 30 F.

LA MONTÉE DES DESSERTS

Evolution de la consommation par habitant



Source : INSEE

MO147 - 0915 0 - 7.00 F

11 En dépositaire

11 Y compris

ALÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Arabie Saoudite, 9 F; Côte d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 85 p; Israël, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Europe

Pour une Allemagne forte et responsable

par Karl Lamers

L'est devenu à la mode, depuis la réunification allemande, de spéculer sur une perte de substance des relations franco-allemandes. Cette impression vient encore d'être renforcée par les désaccords actuels sur les négociations du GATT et par la récente crise monétaire. Et pourtant, la coopération avec la France, pour l'Allemagne, n'est pas devenue moins importante, mais plus importante.

Jusqu'à la fin de la guerre froide, l'Allemagne, en première ligne, se sentait particulièrement menacée. Avec l'effondrement du bloc communiste et le rétablissement de son unité, l'Allemagne n'est plus, par rapport à ses partenaires occidentaux, dans une situation de plus grand danger, et donc de plus grande dépendance. Et même temps, elle est devenue l'objet de grandes attentes, d'espérances exagérées, qu'elle ne peut remplir, mais aussi d'une méfiance qui n'a pas de justification.

L'Allemagne est située au centre d'un continent qui n'est plus divisé aujourd'hui par des idéologies, mais par la différence éclatante des valeurs de vie. Sa position à la frontière de cette ligne de démarcation lui donne à la fois une possibilité particulière d'influence mais représente aussi le risque de se retrouver au centre de conflits que cette différence pourrait faire surgir. Et raison de sa taille et de sa situation géographique, les grandes transformations de l'Europe ne peuvent se faire sans l'Allemagne. Mais cette position-clé signifie aussi qu'elle ne peut s'opposer aux évolutions nécessaires sans dommage pour elle et pour les autres.

La force de l'Allemagne en Europe est relative. Elle n'est pas plus forte que les autres ensemble. Son autonomie est encore plus relative : sa position, son interdépendance le rendent vulnérable à toute perturbation de son environnement. En raison de sa position, de son interdépendance, de son histoire et de la relativité de sa force, l'Allemagne a un intérêt particulier à la stabilité de son environnement européen. L'union européenne est l'instrument de cet intérêt.

Les intérêts fondamentaux de ses membres sont idéologiques : c'est seulement ensemble qu'ils peuvent affronter les problèmes et les défis d'aujourd'hui. Cela n'exclut pas des différences d'intérêts particuliers, pas plus que des différences d'appréciation selon la situation géographique, l'expérience historique de chacun et leurs problèmes spécifiques. Mais il n'y a pas de solution hors de cette évolution

progressiste et irréversible, il n'y a pas de retour possible à une conception d'intérêt limité aux frontières nationales.

L'union européenne est un ordre international fondamentalement nouveau, qui a pris la place de la résolution violente des conflits et des modèles d'équilibre de force. L'Europe est davantage qu'un simple instrument pour accroître le bien-être. C'est d'abord une association institutionnalisée de paix et un nouveau modèle de coexistence entre les peuples. Le début de l'intégration européenne s'est révélé comme particulièrement positif pour l'Allemagne comme pour tous ceux qui y ont pris part. L'intérêt fondamental porté par l'Allemagne à un environnement stable et prospère trouve son expression immédiate dans la proportion de ses exportations, qui représentent un tiers environ de son PNB, et qui d'ailleurs témoignent d'une certaine vulnérabilité. Presque trois quarts des exportations allemandes vont dans la CEE et l'espace économique européen.

Le noyau dur de l'union monétaire

L'Allemagne doit être considérée de sa force, c'est-à-dire de son impact sur les autres. Un bon usage de sa force suppose d'abord qu'elle ait conscience. Cela veut dire qu'elle doit pour la puissance économique et monétaire du pays. Il faut en permanence observer les conséquences pour l'Europe de ce que l'Allemagne fait pour que la politique allemande ne soit pas ressentie comme bégémoïque.

L'union monétaire est le complément logique du marché unique et en même temps, le noyau dur de l'union politique. Malgré les difficultés survenues ces derniers temps, il faut s'en tenir au calendrier prévu et à l'application des critères de convergence. Pour cela, il faut que les pays membres de la CEE mènent des politiques financières, économiques et budgétaires rigoureuses, dirigées vers le même objectif, et que l'Allemagne évite toute nouvelle baisse de son déficit budgétaire. Elle a la aussi une responsabilité-clé.

De la récente crise du système monétaire européen, l'Allemagne et la France tout spécialement doivent tirer la leçon qu'il faut poursuivre d'une manière encore plus étroite et strictement coordonnée une politique de convergence, ce qu'a aussi souhaité le ministre français de l'économie, M. Alphonse. Le plan d'économie budgétaires du gouvernement fédéral doit être appliqué de manière conséquente, de manière que la Bundesbank

puisse baisser les taux d'intérêt. On évite ainsi une aggravation des tensions internes en France et dans d'autres pays de la Communauté où aidant à la stabilité et à une politique d'argent moins cher.

Tout aussi nécessaire pour l'économie allemande et toute l'Europe de l'Ouest est la liberté du commerce international. Le protectionnisme est une arme qui à court ou à long terme échoue et se retourne contre ceux qui veulent l'utiliser. Se confronter à la compétition est le seul moyen de ne pas y succomber. Le problème du chômage européen, perçu spécialement en France comme la conséquence d'un protectionnisme insuffisant, est une question structurelle qui ne peut être résolue par les barrières douanières.

C'est seulement par la consolidation des atouts de l'Europe en matière de technologie et de formation, par la garantie des droits de patente et de propriété, de même que par l'ouverture des marchés que la position de l'Europe sur le marché mondial peut être assurée à long terme. C'est pour cela qu'il faut parvenir à une coopération des négociations du GATT à la fin de l'année. L'importance du rôle que joue l'agriculture dans la

société, qui va au-delà de sa seule signification économique, et ses conditions de production, particulièrement distinguées, cette activité des autres, surtout en France, il faut en tenir compte dans le futur par un règlement spécial. Mais cela n'empêche pas que l'agriculture doit aussi à long terme savoir s'adapter.

Une règle de double majorité

Le remodelage nécessaire du commerce mondial suppose aussi l'intégration de l'Europe de l'Est dans l'ordre créé par l'Occident. C'est seulement l'intégration de toute l'Europe qui peut permettre d'assurer la stabilité sur tout le continent et de toutes ses parties. Le noyau déjà constitué au sein de l'union européenne doit ainsi être élargi aux pays capables d'être intégrés. Dans un avenir proche, cela ne pourra être que les pays du groupe de Visegrad (1).

Les peuples et les dirigeants des pays en cours de réforme ont besoin pour la réussite de leur processus de reconstruction d'une perspective claire. Les traités européens doivent pour cela être réellement mis en application et il faut garantir l'accès au marché ouest-européen. Si le processus de réforme

réussit, ces pays deviendront un marché particulièrement intéressant pour l'Europe de l'Ouest. Et leur entrée dans la Communauté sera un enrichissement pour l'union européenne qui dépasse largement le seul domaine économique.

L'élargissement de la Communauté ne doit pas affaiblir le degré d'intégration de l'Europe des Douze. Il faut au contraire le renforcer. Sans accroissement qualitatif de la capacité d'agir de l'Europe de l'Ouest, l'intégration de l'ensemble de l'Europe n'a aucune chance. Il est donc nécessaire d'écarter, parallèlement aux négociations avec les pays de l'AEL, un processus de réforme des institutions, auquel ces pays peuvent déjà être associés comme observateurs.

À la fois du conseil des ministres, la règle de l'unanimité actuelle doit être remplacée par une règle de double majorité, c'est-à-dire une majorité des quatre cinquièmes des États et une majorité représentant les quatre cinquièmes de la population de la CEE. Cela constituerait une garantie substantielle pour les petits et moyens pays et empêcherait qu'une minorité puisse imposer un ordre communautaire à la majorité.

À la fois de la Commission, le nombre des commissaires

devrait être réduit à dix. Au président de la Commission doit aussi être reconnu le droit de nommer les autres membres de la Commission, après que les pays membres aient proposé leurs candidats et sous réserve de l'approbation par le conseil et le Parlement européens. Concernant la présidence de la Communauté, on pourrait introduire le principe de la désignation d'un État membre à la majorité du conseil des ministres et prolonger la durée de la présidence à un an.

L'avenir est à l'Ouest

Dans la pratique, cela signifierait une alternance de présidence entre un grand pays et un petit qui serait appuyé par un groupe régional, mais ne devrait pas éliminer un déséquilibre entre petits et grands pays. Le nombre des sièges au Parlement européen doit, en prévision de l'élargissement, être limité à un plafond ; ses droits et sa participation au processus de décision de la Communauté doivent être élargis. Il faut aussi, pour compenser le déficit démocratique de la Communauté, associer davantage les Parlements nationaux dans le processus d'unification européenne. Si une réforme institutionnelle ne réussit pas entre les Douze, ou plus tard entre les Seize, il deviendra nécessaire de recourir davantage à une Europe à géométrie variable, comme elle existe déjà à l'état embryonnaire. L'Europe, et l'Allemagne en particulier, se trouve face à des problèmes nouveaux, inédits et difficiles. Pour l'Allemagne, la question d'une nouvelle orientation de sa politique étrangère se pose cependant pas : pour la politique allemande, l'Est représente certes un nouvel espace de développement, mais n'est en aucun cas une option nouvelle pour l'orientation de sa politique extérieure.

Ce n'est pas de l'Est que dépend notre avenir, c'est au contraire à l'Ouest que les pays d'Europe centrale et orientale doivent chercher leur. Le but de la politique allemande doit rester d'utiliser la force de l'Allemagne en baroque avec ses voisins, et ne défendant pas seulement ses intérêts particuliers. La coopération franco-allemande a été le cœur de la politique européenne de la RFA pendant ses quarante dernières années. L'Allemagne a aussi besoin de l'appui de la France pour surmonter les nouveaux défis.

(1) Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie.

► Karl Lamers est le porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag pour les questions de politique étrangère.

BIBLIOGRAPHIE

L'Evangile selon Jean-Claude Barreau

BIOGRAPHIE DE JÉSUS
de Jean-Claude Barreau.
Paris, 173 p., 89 F.

Les reyns de bibliothèque sont remplis de vies de Jésus, à prétention historique-scientifique (Henan), littéraire (Pascal, Mauriac), exégétique, apologétique, théologique ou romanesque. À partir du moment où l'on distingue la « Jésus de la foi » — le récit des Évangiles, recouvert par les affirmations des Églises — et le « Jésus de l'histoire », toutes les éruditions sont permises. La dernière en date est celle de Jean-Claude Barreau, le conseiller à l'immigration de Charles Pasqua, qui n'a pas oublié qu'il est prêtre, qui reste « croyant », mais a voulu faire un livre en « agnostique ».

Ce petit ouvrage vaut plus par l'émotion qu'il y exprime que par le résultat obtenu. Après beaucoup d'autres, Jean-Claude Barreau veut reconstruire une biographie la plus serrée et la plus objective possible de Jésus. À la manière d'un restaurateur de tableaux, il s'emploie à retirer, une à une, les couches et les scènes rajoutées par les siècles.

Il veut retrouver une vie de Jésus à l'état brut, c'est-à-dire qui ne soit réductible ni au judaïsme de son origine et de son environnement, ni à l'interprétation prosélyte des communautés chrétiennes primitives.

Pour lui, le « noyau dur » de la vie, des actes, des paroles du fondateur du christianisme, qu'il décrit comme un personnage « très au-dessus des genres religieux de l'humanité » — égalé seulement par un Bouddha ou un Socrate — est si « extraordinaire », dit justement Barreau, que personne ne devrait craindre une histoire « scientifique » de l'homme Jésus, qui reste à faire.

L'intention est excellente, mais l'imagination de l'auteur le trahit à chaque page. À partir d'une trame historique connue, il emmène son lecteur sur des sentiers qui feront sourire plus d'un historien ou théologien. Le Jésus de Barreau est un réformateur du judaïsme (un de plus) qui, après s'être successivement appelé « antichrist » de l'histoire, des docteurs de la Loi, des pharisiens, finit comme victime d'un complot fomenté par

des zélotes antiochiens, menés par un certain Judas.

La scène de la multiplication des pains se réduit à un meeting politique. Et à vouloir épicer son récit de tels enchaînements (Judas est un « militant de l'IRA » ; Jésus est « trahi comme Jean Moulin à Caluire »), il est mystique « comme Jean de la Croix », parle par aphorismes « comme Napoléon ». Jean-Claude Barreau s'agace plus qu'il ne convainc.

Son livre a pourtant l'immense mérite de nous conserver le « cœur » de Jésus, celui de l'histoire comme celui de la foi : le Jésus qui prêche les Béatitudes, celui qui pardonne à la femme adultère, celui qui sépare le culte de César de celui de Dieu. Celui à qui Pierre dit : « Tu es le Christ, le Fils de Dieu ». À qui lions-nous ? Sur ces épaules, Barreau a des passages admirables. Que ne s'est-il tenu à ce « noyau dur », au lieu de se disperser et de confirmer ainsi la réputation de touche-à-tout qui suit les sinuosités de sa carrière publique.

HENRI TINCO

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS-CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F.

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS (tarif de base)
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 030 F	1 123 F	1 530 F
1 an	1 899 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tout les noms propres en capitales d'imprimerie.
301 MON 01 PP Paris 92

PEUT-ON EXISTER SANS TRAVAILLER ?

Les réponses

de Christian Saint-Étienne, Michel Henry, Georges Labica, Alain Didier-Weill, Antoine Kerhuel, Madeleine Rebérioux

A lire dans

Le Monde des
DÉBATS
Le Monde

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-3037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Chevalier
94852 IVRY CEDEX

Le Monde

Président directeur général :
Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cusi

Membres du comité de direction :

Jacques Guiz
Isabelle Toullet

15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria
75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-62-72-72

Téléc : 206.806 F

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

Tél. : 40-62-72-72

LA SIGNATURE DE

La répression d'une manifestation anti-Arafat a fait huit morts et quarante blessés

BEYROUTH

de notre correspondant

Avec le soutien de la Syrie, la loi s'est sévèrement imposée lundi 13 septembre à Beyrouth, face au Hezbollah et aux extrémistes palestiniens qui avaient lancé un appel à la manifestation contre l'accord israélo-palestinien. Huit manifestants sont morts et quarante ont été blessés, dans la banlieue sud de la capitale, fief des islamistes, à Ghobeiri, l'armée s'étant montrée implacable dans l'application des consignes gouvernementales, dispersant les regroupements avant qu'ils ne prennent consistance.

On parle aussi de provocateurs qui auraient tiré sur les deux parties pour créer l'incident. Le ministre de l'Intérieur, Bécham Merhej, a suspendu la participation au gouvernement en attendant les résultats de l'enquête. Le Hezbollah de son côté appelle à une participation populaire aux obèques de ces sept « martyrs » et mobilise contre l'accord israélo-palestinien.

Le conseil des ministres avait interdit toute manifestation bien que les autorités libanaises se soient elles-mêmes prononcées contre l'accord. Elles estiment que la position politique de l'Etat est une chose et les manifestations de rue une autre et ont, à l'évidence, la couverture de la Syrie. Le ministère de l'Intérieur avait d'ailleurs pris soin de souligner que les troupes syriennes au Liban seraient

« mises à contribution en cas de nécessité ».

L'armée syrienne n'a pas été appelée à la rescousse, mais le message était clair : Damas permet aux opposants libanais et palestiniens de s'exprimer et de manifester à l'intérieur des camps palestiniens — aussi bien d'ailleurs qu'en Syrie — mais pas de se livrer dans la rue à des débordements incontrôlables.

La caution syrienne

Les « refusards » avaient pu manifester toute la journée sans problème dans les camps, du nord au sud du Liban, les Hezbollah se joignant parfois aux Palestiniens, condamnant tant et plus l'accord et cooptant Yasser Arafat. Le chef des druzes et membre du gouvernement libanais chargé des personnes déplacées, Walid Joumblatt, a ainsi déclaré dans une conférence de presse que Yasser Arafat « agit comme s'il était un honnête courtier des capitalistes sionistes à qui il a vendu la Palestine ». Le chef de l'OLP avait eu l'insigne maladresse de se vanter, dans une interview, de la façon dont il avait « gouverné le Liban », ce qui a fait grincer des dents musulmans et chrétiens.

La caution syrienne ayant été renouvelée, l'incident avec le Hezbollah, pour grave qu'il soit, ne devrait pas avoir de plus amples développements. Le président syrien, Hafez El Assad se contente en effet d'être très circonspect à

propos de l'accord israélo-palestinien et les autorités libanaises ont dû lui emboîter le pas : après être parties en flèche contre l'accord, elles ont mis une sourdine à leurs critiques lorsque le président syrien a accepté de recevoir M. Arafat.

Autre signe de la position d'attente adoptée par Damas : l'annonce que le Liban serait représenté à la cérémonie de signature par son chargé d'affaires. Représentation minime, mais, si la Syrie ne l'avait voulu, la réponse libanaise, même après un appel téléphonique du président Clinton au président Hraoui, eût été négative. Pendant que se déroulaient la cérémonie de Washington et les événements de Beyrouth, le premier ministre libanais, Rafie Hariri, se trouvait à Damas où il a été longuement reçu par le président Assad.

Pour les Libanais toutes tendances confondues, le grand problème que pose l'accord israélo-palestinien réside dans le risque de figer l'implantation au Liban des trois cent cinquante mille Palestiniens qui s'y trouvent encore. Le Parlement libanais devait tenir une séance spéciale mardi sur cette question. Mais personne ne se fait d'illusions sur les possibilités de les voir quitter le Liban et la vraie question paraît être davantage celle de leur statut dans le pays quand viendra la paix finale.

LUCIEN GEORGE

Réactions hostiles dans le monde arabe

La cérémonie de signature de l'accord israélo-palestinien a été suivie en direct dans la plupart des pays arabes, du Maghreb au Golfe, en passant par l'Égypte et la Jordanie, ce qui est un signe du soutien des gouvernements de ces pays, où les médias sont monopoles d'État. La télévision syrienne et la chaîne officielle libanaise se sont contentées de diffuser des extraits en différé de la « cérémonie ». Diverses manifestations hostiles à l'accord ont eu lieu, dont une violente réprimée à Beyrouth.

■ Au Liban, outre la manifestation sanglante de Beyrouth (voir ci-dessus), deux Palestiniens ont été

blessés lors d'une fusillade entre partisans et adversaires de l'accord dans le camp de Rachidiyeh près de Tyr (Liban sud). Dans les camps palestiniens de Aïn-Heloué, près de Salda, et de Beddaoui et Nahr-el-Bared, dans le Nord, des manifestations hostiles à l'accord ont eu lieu, tandis qu'une grève massive était suivie. Le porte-parole du Liban du Jihad islamique, le cheikh Sayed Baraké, qui participait aux manifestations a déclaré : « Nous devons nous débarrasser d'Arafat, même si l'on fait en passant par la liquidation physique ».

■ En Syrie, 50 000 personnes ont manifesté contre l'accord dans le camp palestinien de Yarmouk, près de Damas. Des manifestations ont également eu lieu dans les camps à Alep, Daraa, Lattaquié et Hama, où la grève générale a été observée. La presse a accordé une large place à ces manifestations, mais plusieurs éditorialistes ont vu dans les déclarations de Warren Christopher en faveur d'un régime mondial au Proche-Orient un soutien à la position officielle syrienne.

■ En Jordanie, quelque 300 jeunes Palestiniens ont manifesté contre l'accord dans le camp de Baqa'a au sud d'Amman. Dans le camp de Al Wahadat, l'appel à la grève générale n'a pas été suivi.

■ A Bagdad, le vice-ministre de l'information, M. Nouri al-Marsoumi, a condamné dans un article publié lundi dans le quotidien officiel *Babel* « ceux qui brandent la cause palestinienne (...) et encoura-

gent les autres régimes arabes à conclure des accords séparés aux dépens des intérêts de la nation arabe ».

■ En Iran, les médias ont dénoncé unanimement l'accord Arafat-Tel-Aviv, conspuant « la reddition » du chef de l'OLP.

■ Au Qatar, le président égyptien Hosni Moubarak s'est déclaré « extrêmement heureux et fier de ce pas courageux et important ». Il a d'autre part rendu hommage au président Anwar Al Sadate, « un visionnaire dont on suit les traces aujourd'hui ».

La presse officielle égyptienne et le quotidien d'opposition libéral *Al Wafd* saluent l'événement. *Al-Ahram* estime que « le train de la paix a démarré au Proche-Orient et ne s'arrêtera pas avant que des relations d'amitié et de bon voisinage aient remplacé les sentiments de haine ». *Al-Ahram* met en garde le peuple palestinien « contre les tentatives sionistes de provocation qui seront faites par les éléments hostiles à la paix afin de faire échouer tout règlement ».

■ Le leader du FFLP, Nayef Hawatmeh, a comparé Yasser Arafat au maréchal Pétain : « Cet accord n'a aucune légitimité (...) Nous pourrions l'infirmer et ne permettrons pas que la police palestinienne se transforme en force de répression », a-t-il déclaré. Il a appelé à un référendum et à l'élection d'un nouveau Conseil national palestinien (CNP-Parlement en exil).

BIBLIOGRAPHIE

Identité israélienne et consensus moral

REPENSER ISRAËL : MORALE ET POLITIQUE DANS L'ÉTAT JUIF dirigé par Ian Gerskammer, Éditions Autrement, 195 pages, 110 F.

« Ce n'est plus l'Etat des pionniers, ce n'est plus l'Etat du kibboutz et d'un socialisme à visage humain. Mais (...) restent des traits qui permettent d'espérer. » C'est par cet avis que l'auteur, Ian Gerskammer, professeur à l'université Bar-Ilan de Tel-Aviv, introduit une vaste réflexion sur la notion de morale dans l'identité israélienne et son influence dans la situation politique du pays. Cet ouvrage à plusieurs voix, publié par Autrement, vient à point en raison de l'actualité. Il s'ouvre sur une étude menée par Ian Gerskammer lui-même, qui développe l'idée selon laquelle une certaine conception morale a été imposée à Israël, lui dénotant ainsi tout droit à être jugé selon les mêmes critères moraux que l'on applique à d'autres nations, et notamment celles du Proche-Orient. Sur cette base, Gerskammer entame une discussion

sur la notion de consensus moral, consensus qui, selon lui, régit dans le pays, et qu'il identifie comme l'élément-clé de la cohésion nationale. A partir de là, la réflexion tourne autour de la question de la souveraineté juive sur la terre de Palestine et l'objection morale que certains apportent sur ce point.

Suivent différents textes ou entretiens choisis par l'auteur, à la fois intellectuels israéliens de tout bord, à qui Ian Gerskammer pose la question de l'existence ou de l'absence d'une identité morale israélienne spécifique dans le contexte politique du pays et aussi dans le cadre du conflit israélo-arabe. Les opinions diffèrent de façon plus ou moins marquée, depuis celle du professeur Yeshayahu Leibowitz, qui nie toute existence d'une morale propre et qui par ailleurs condamne l'occupation des territoires, jusqu'à Léon Askemazi, qui, lui, défend l'idée d'une morale spécifique fondée sur le judaïsme et qui en conclut à la nécessité de maintenir la domination israélienne dans les territoires occupés. Plusieurs thèmes propres à la société israélienne sont ainsi abordés, tels la présence de

MITZPE-JÉRICHÔ

correspondance

Dans quelques minutes, à Washington, Yasser Arafat et Itzhak Rabin se serreront la main. Pour tant, à Mitzpe-Jéricho, l'impossible n'est pas arrivé : la voiture sur laquelle s'agrippe un jeune Palestinien de Jéricho brandissant deux drapeaux, l'un aux couleurs de la Palestine, l'autre frappé de l'étoile de David, s'est approchée, hésitante, de l'entrée de cette colonie de peuplement israélienne, mais a finalement rebroussé chemin. Un garde, armé de son fusil M16, a observé, médusé, cette scène, inconcevable la veille encore, de l'autre côté du grillage qui entoure la colonie. Finalement, le colon et le Palestinien ont pas échangé le dialogue.

Les allées et venues de l'implantation qui surplombe Jéricho depuis 1977 sont détestées. En parcourant, on perçoit des bribes du discours prononcé en arabe par le chef de l'OLP et rétransmis en direct de la Maison Blanche par la télévision. Une porte s'ouvre, laissant apparaître une femme qui entraîne avec elle ses cinq enfants. « Écoutez Arafat ? Ce qu'il a à dire est sans intérêt. Depuis trente ans qu'il tue nos enfants, nos hommes et nos saurs, je ne peux pas croire qu'il a renouvelé son message : liquider Israël. » Ruth Klein masque à grand peine, sous un voile d'indifférence, l'angoisse qui l'envahit. « Le plus terrible, c'est de voir notre premier ministre élever ces assassins au rang de chef d'Etat en lui serrant sa main tachée de sang. Ce qu'il faut Rabin, c'est dire à Arafat : ton combat était justifié », ajoute cette femme professionnelle.

Dans une maison voisine, Gilda Halimi a les yeux rivés sur son rou-

Chez des colons israéliens

leau à pâtisserie et se refuse à la tourner vers l'écran de télévision. Rabin serre la main d'Arafat. La poignée de geste est telle que le commentateur de la télévision israélienne en bafouille d'émotion. Une épaisse muraille psychologique séparant les deux peuples vient de s'effondrer. Pas à Mitzpe-Jéricho.

Gilda, elle aussi, affiche son indifférence. « Cette gorgone-party à Washington est vide de sens », estime-t-elle. Sur le petit écran, on entend voir Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat américain, et Jimmy Carter, l'artisan des accords de Camp David, qui essaient furtivement leurs larmes. « Pas de quoi être ému, ironise-t-elle. C'est du grand spectacle comme seuls les Américains savent en organiser. Le problème, c'est le prix de cette mascarade : notre terre broyée pour rien ».

Les craintes de son mari Daniel, fonctionnaire, sont axées sur « les graves conséquences de l'accord israélo-palestinien sur notre sécurité ». Comme beaucoup des colons, il exprime des doutes quant à « l'efficacité et la volonté de la police palestinienne de contribuer à la protection des Israéliens qui circuleront dans les secteurs sous autonomie ». Rabin est en train de créer une armée palestinienne qui risque, à court terme, de bombarder nos villes et tentes, tôt ou tard, de frapper Jérusalem. C'est un processus irréversible et dangereux car notre armée n'est pas bâtie pour ce type de guerre. Si nous envoyons nos enfants pour nous défendre, ils enverront leurs gosses de dix ans pour leur faire face. C'est un combat perdu d'avance », affirme-t-elle.

Les mots sont empreints de tristesse et, curieusement, dénués de violence. Pas de « Nous prendrons les armes si le gouvernement vient nous

Tristesse et résignation à Mitzpe-Jéricho

arracher à notre terre » on de « Je tirerai sur le premier policier palestinien qui m'arrêtera ». Comme si les colons savaient, dans leur grande majorité, que leur destin avait été définitivement scellé à la Maison Blanche. « J'espère seulement que l'Etat palestinien ne nous étouffera pas et ne nous contraindra pas à partir », murmure Ruth Klein, en observant la ligne imaginaire qui, à moins d'une dizaine de kilomètres se croisent, constituera la prochaine frontière entre « son pays » et le territoire autonome de Jéricho.

Dans la vallée, Jéricho chante et danse. « Le ciel va nous tomber sur la tête », prophétise le chef de l'opposition de droite Bibi Netanyahou, dont les propos se déversent à présent à la télévision.

L'absence positive de la Russie

MOSCOU

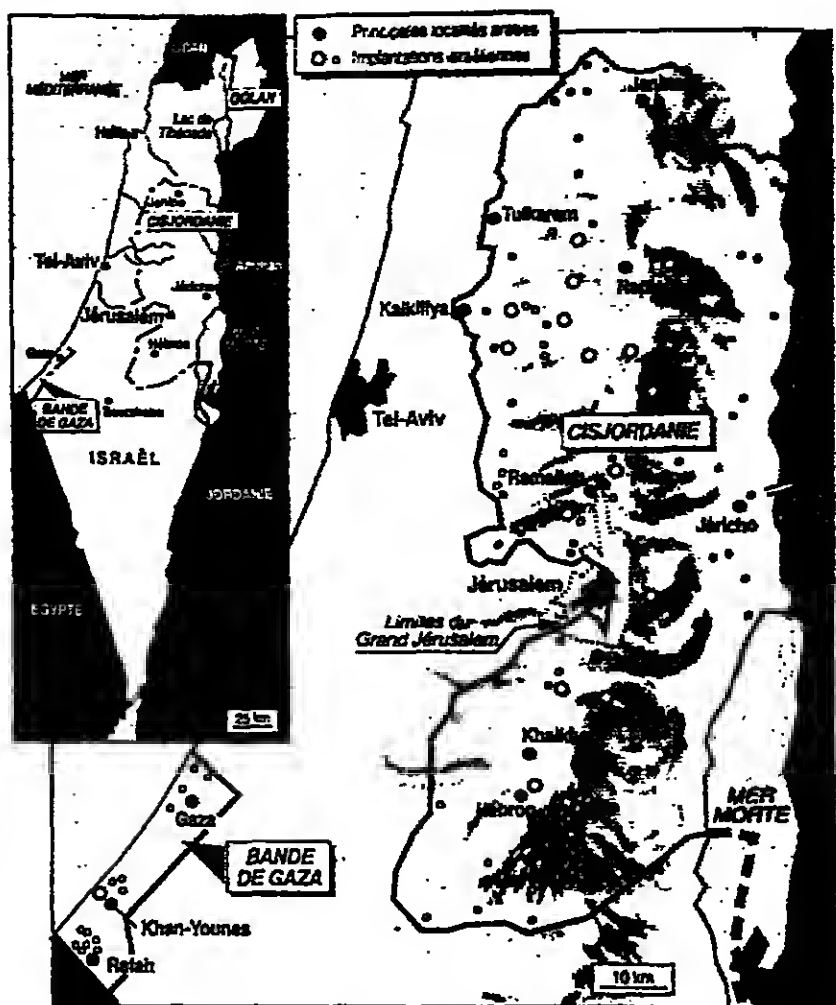
de notre envoyé spécial

« Je voudrais vous assurer que la Russie, en sa qualité de copartenaire — pas seulement de témoin mais de copartenaire — du processus de paix, n'apportera aucun effort (...) pour avancer sur cette route. » Lundi 13 septembre, à Washington, Andreï Kozirev, ministre russe des affaires étrangères, a donc dû mettre les points sur les « i » pour rappeler que la diplomatie russe avait aussi joué son rôle dans le processus de paix au Proche-Orient. Un rôle tout symbolique que cette fonction de « copartenaire » à la conférence de paix, puisqu'il est évident que Moscou, dont l'attitude avait été déterminante pendant des années dans cette partie du monde, y brille maintenant par son absence.

La fait que Boris Eltsine n'ait jamais envisagé la possibilité de se rendre à Washington pour la signature de l'accord sur l'entente palestinienne illustre, plus que tout autre, cette absence, « une absence... positive », commentait, non sans ironie, un diplomate russe qui faisait valoir que cette « neutralité » du son pays avait justement permis le rapprochement entre Israël et l'OLP car « avant, au temps où l'URSS soutenait les Palestiniens, tout accord était été impossible ».

Dans la capitale russe, certains estiment que le Kremlin pourrait maintenant rattraper le temps perdu : « La Russie a encore un rôle à jouer dans la poursuite des négociations palestiniennes, notamment en utilisant ses relations privilégiées avec ses anciens alliés comme la Syrie ou la Jordanie, sans lesquels il serait illusoire de vouloir instaurer une paix définitive dans la région », peut-on ainsi lire dans *Sovetskii*, le nouveau quotidien moscovite. Signe des temps enfin, lundi, la Russie et Israël ont signé un accord sur l'ouverture de lignes aériennes régulières entre les deux pays.

J.-A. F.



Chez des colons israéliens

ORD DE WASHINGTON

incroyable
ment...

Il y a
pa
qu
mo

qu
de
bo
af

إلى من أخطأ

L'ACCORD DE WASHINGTON

« Cet incroyable événement... »

Suite de la première page

Tout fut, en entraine, empreint d'une grande retenue, à l'image de cette première poignée de mains, peu naturelle, sans effusion. Les vieux observateurs des conflits du Proche-Orient - et il n'en manquait pas dans l'assistance - le soulignaient volontiers : de cette cérémonie sur les pelouses de la Maison Blanche, rien n'est venu rappeler l'enthousiasme des uns, et l'abattement de certains autres, qui accueillirent, il y a quinze ans, le voyage, à Jérusalem, du président égyptien, Anwar El Sadate. Les images d'aujourd'hui - ce podium sur lequel étaient réunis les plus farouches des adversaires du Proche-Orient - valaient, pourtant, bien celles du Rafi devant la Knesset.

Mais l'atmosphère qui accompagna la signature de l'accord sur l'autonomie palestinienne fut bien différente. Elle était toute de gravité et de prudence, comme si les uns et les autres étaient figés par l'ennemi d'une véritable paix au Proche-Orient après un demi-siècle de batailles - et trop conscients de l'énormité des obstacles à venir, à savoir la mise en œuvre d'un difficile accord d'autonomie pour les territoires occupés. On peut appeler cela de la prudence, ou de la maturité, ou peut-être voir un signe éminemment rassurant de réalisme. Une chose est sûre : pas un discours n'omit de faire sagement référence aux difficultés à venir.

Aller vite sans céder à l'euphorie

Autant qu'à l'espoir, l'heure fut aux avertissements, non au lyrisme. Le président Bill Clinton, maître de cérémonie, observa : « Nous savons qu'un difficile chemin nous attend. » Le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozirev, co-parrain de l'accord, déclara : « Je pense que le moment est venu de nous séparer, mais certainement pas de céder à l'euphorie. » Son homologue américain, Warren Christopher, mit en garde : « Nous n'avons pas le droit de l'écarter. » Le signataire palestinien de la Déclaration de principes sur l'autonomie, Mahmoud Abbas (Abou Mazen), évoqua le début d'un voyage sur lequel planent de nombreux périls. Shimon Pérès, son vis-à-vis israélien, co-signataire de l'accord, renchérit : « Le défi est énorme. »

D'un côté, plus rien ne sera tant à fait comme avant après cette poignée de mains venue sceller une reconnaissance mutuelle acquise il y a quelques jours seulement. Pour la première fois, un document signé par les Israéliens reconnaît les « droits politiques et légitimes » des uns et des autres ; les accords de Camp David ne mentionnaient, eux, que les « droits légitimes » des Palestiniens.

Dans l'histoire moderne du Proche-Orient, cela empiètera sans doute plus que la signature, le même jour, de cette Déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne. D'un autre côté, rien n'a encore changé sur le terrain et les Palestiniens le disent clairement : si, dans les trois mois qui viennent, la situation des habitants des territoires occupés ne s'améliore pas, tous les risques de pourrissement sont à craindre.

Chaque en est enseignant. Contrairement à ce que le protocole avait minutieusement préparé, le président Clinton s'est entretenu, pendant une dizaine de minutes, lundi, en fin de matinée, après la cérémonie, avec Yasser Arafat, en compagnie du secrétaire d'Etat, Warren Christopher. Ce fut une autre première en ces temps qui n'en manquent pas : jamais le chef de l'OLP n'avait encore eu l'occasion de converser avec un président américain. Message de M. Clinton à son hôte palestinien : « Il est absolument essentiel d'aller vite, de profiter de l'élan créé par cet incroyable événement, afin que les choses commencent à bouger sur le terrain. »

« Je suis prêt à jouer mon rôle »

Même souci d'efficacité pratique lors d'une autre rencontre non inscrite au programme. M. Pérès, en effet, dans l'après-midi, à l'hôtel Mayflower, une réunion de travail sur les détails de l'autonomie, avec plusieurs responsables de l'OLP. Calendrier chargé : dans moins

de six mois, l'autonomie doit entrer en vigueur. An bont de deux ans, à compter de la signature de « l'accord de Washington », Israéliens et Palestiniens devront ouvrir la négociation sur le statut définitif des territoires occupés (voir l'encadré sur le contenu de l'accord).

Telles sont les grandes lignes de la Déclaration de principes sur l'autonomie (dix-sept articles, quatre annexes), signée lors de la cérémonie de lundi. Le terme « cérémonie », utilisé par les services du protocole de la Maison Blanche, rend mal compte d'une affaire qui, du début à la fin, fut difficile, conflictuelle, inattendue. Rien d'une formalité, réglée comme du papier à musique.

Tout commença à 10 h 30 (locales), lorsque les délégations israélienne et palestinienne se rendirent à leur premier rendez-vous à la Maison Blanche. Itzhak Rabin et Yasser Arafat sont reçus par M. Clinton dans le « salon bleu ». Sont aussi présents MM. Pérès et Abbas (qui « remplace » le chef de la diplomatie de l'OLP, Fatah, Kaddoumi, absent pour cause d'opposition à l'accord), M. Christopher et son homologue russe, Andreï Kozirev, co-parrains du processus de paix. Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Amr Moussa, fait partie du groupe en remerciement du rôle joué par son pays, ainsi que le chef de la diplomatie norvégienne, Johan Holst.

A la dernière minute, la délégation de l'OLP formule une objection : dans le préambule de la Déclaration, le mot OLP a été remplacé par l'expression « délégation palestinienne ». Le texte est rectifié à la main : l'OLP est substituée à « la délégation palestinienne ».

Avant de gagner le podium, M. Rabin et Arafat échangent quelques mots. « Ils étaient seuls avec moi dans le salon bleu », raconte, après coup, M. Clinton. Jusqu'à là, ils ne s'étaient pas parlé. Mais, à ce moment, ils se sont regardés droit dans les yeux pour la première fois. Et le premier ministre d'Israël a dit : « Vous savez que nous allons devoir beaucoup travailler pour que cela marche. » Arafat a répondu : « Je sais, et je suis prêt à jouer mon rôle. »

Il est 11 heures. Les délégations sortent sur la « pelouse sud », en face de la demi-rotonde en colonnes néo-helléniques de la Maison Blanche. Au micro, l'abbé annonce la composition de chaque délégation. M. Arafat a droit à la formule : « Le président du comité exécutif de l'OLP ». Plus tard, les uns et les autres lui donneront du « Monsieur le président ». Le temps est radieux, l'assistance impressionnante : deux anciens présidents, George Bush et Jimmy Carter, huit anciens secrétaires d'Etat, tout le Congrès, la Cour suprême, les ambassadeurs arabes, M^{me} Sadate, Jacques Delors pour la CEE, etc. Au total, trois mille personnes, dont plus d'un millier de journalistes, bizzarrement installés en bas de la pelouse où la visibilité est à peu près nulle.

« Nous voulons sérieusement aboutir »

Harmis la hantise éternelle américaine, il n'y a pas de drap, ni celui d'Israël ni celui de l'OLP. Et si la fanfare des marines est là, elle ne joue aucun hymne. On ne célèbre pas la naissance de l'Etat palestinien. Les uns et les autres s'installent sur le podium, à côté de la table réservée à la signature. M. Clinton est plus que maître de cérémonie : avec à sa droite, la délégation israélienne, et, à sa gauche, celle des Palestiniens, il joue les médiateurs, les parrains.

Le président américain prononce quelques mots de bienvenue. Il a un ton de précheur, et use de références bibliques, pour célébrer « cette grande occasion de l'histoire », se manifestant n'en avoir jamais eu du mal à concevoir : que la sécurité du peuple israélien puisse être conciliée avec les aspirations du peuple palestinien. Plus important, le réaffirme solennellement le soutien des Etats-Unis à l'initiative israélo-palestinienne : « M. le premier ministre (Rabin), Monsieur le président (Arafat), je m'engage à apporter le soutien actif des Etats-Unis à la difficile tâche qui nous attend. »

Shimon Pérès prend la parole, en anglais. Fidèle à son image d'homme de vision, le vieux chef travailliste, l'impénitible « chercheur de paix » est, de tous les participants, le plus confiant :

« Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est bien plus que signer un accord, c'est une révolution. C'était un rêve hier, c'est, aujourd'hui, un engagement. » Les peuples israélien et palestinien, ajoute-t-il, qui se sont combattus durant près d'un siècle, (...) qui ont vécu deux tragédies parallèles, se sont mis d'accord pour aller de manière déstabilisatrice vers le dialogue et la compréhension. Il hausse le ton : « Je veux dire à la délégation palestinienne que nous sommes sincères, que nous voulons sérieusement aboutir. »

L'accent nnn moins sinueux, Mahmoud Abbas (Abou Mazen), membre du comité exécutif de l'OLP, lui répond en arabe. L'OLP aussi est en vainqueur, dit-il, que « la coexistence pacifique et la coopération sont les seuls moyens pour arriver à un accord satisfaisant les aspirations des Palestiniens et des Israéliens ». Plus politique, il rappelle que pour les Palestiniens, le rendez-vous important est celui qui doit avoir lieu dans deux ans, lorsque commenceront « les négociations sur le statut final de notre pays ».

« Assez de sang et de larmes ! »

Les deux hommes se rendent à la table de bois sombre pour signer l'accord sur l'autonomie. En 1979, la même table servit à la signature de l'accord de paix israélo-égyptien. A 11 h 45, le premier document de paix jamais conclu entre des représentants de l'Etat d'Israël et du mouvement national palestinien est signé. M. Pérès regagne sa place sans serrer de main. M. Abbas salue

tous les dirigeants réunis sur le podium : MM. Clinton, Christopher, Kozirev, Arafat, Rabin et Pérès.

L'assistance s'émue, bruyamment. Bill Clinton, le baptiste, qui croit dans les vertus du pardon, Bill Clinton, qui, la nuit passée, a relu, dans la Bible, le Livre de Josué, regarde M. Arafat : le chef de l'OLP fait mine de s'avancer vers le premier ministre israélien. Le président américain donne un coup de pouce à l'histoire, sous forme de pression amicale dans le dos de M. Rabin, qui hésite. L'Israélien et le Palestinien se saluent. C'est une poignée de main franche, ponctuée de part et d'autre d'un léger sourire. L'assistance applaudit, en vainqueur, sans se gêner. L'événement n'aurait perdu en force symbolique.

Mais, la politique reprend vite ses droits, quand MM. Rabin et Arafat prennent à leur tour la parole. Vain grave, railleuse, le premier ministre d'Israël dit franchement toutes les harpies psychologiques qu'il lui a fallu surmonter, le malaise presque, pour figurer sur le podium aux côtés de M. Arafat : « Cette signature (...) aujourd'hui, ce n'est pas facile, ni pour moi, ni pour le peuple d'Israël, ni pour le peuple juif de la diaspora qui nous regardent avec un mélange de grand espoir et d'appréhension (...) Ce n'est pas facile pour les familles des victimes des guerres, de la violence, de la terreur. »

M. Rabin parle comme s'il s'adressait d'abord à l'opinion publique israélienne, comme s'il

voulait atténuer la portée de la poignée de mains avec M. Arafat, comme s'il voulait rassurer ses concitoyens. M. Pérès avait évoqué les « tragédies parallèles » de deux peuples et « la ville éternelle de Jérusalem ». M. Rabin, lui, mentionne « Jérusalem, l'ancienne et éternelle capitale du peuple juif ».

Mais, la voix se fait plus émue, le ton plus grave, lorsqu'il ajoute : « A vous Palestiniens, laissez-moi vous dire que nous sommes destinés à vivre ensemble sur le même sol, la même terre. Nous, les soldats qui sommes revenus du front tachés de sang (...) nous qui nous sommes battus contre vous, Palestiniens, nous vous disons aujourd'hui, d'une voix claire et forte : assez, assez de sang et de larmes. » Dans l'assistance, certains Palestiniens se disent déçus par les propos du premier ministre et ne se lèvent pas quand il quitte le podium. Chef de file des Palestiniens de « l'intérieur », Fayal Hussein commente : « J'espère entendre davantage parler du futur que du passé. »

« Nous ne nous retirerons pas sous notre tente »

« Au nom de Dieu le miséricordieux », commence M. Arafat qui, uniforme militaire, keffiyeh sur la tête et sans pistolet, succède à M. Rabin et s'exprime en arabe. Sa seule présence à ce podium - après tout, MM. Pérès et Rabin sont des habitués de la Maison Blanche - est aussi forte que son discours. Il chausse de grosses lunettes pour lire un texte soigneusement balancé : « Notre peuple ne considère pas que

l'exercice de son droit à l'autodétermination puisse violer les droits de ses voisins ou menacer leur sécurité. Au contraire, mettre fin à son sentiment d'avoir subi un tort, d'avoir souffert d'une injustice historique est le meilleur moyen pour réaliser la coexistence entre deux peuples. »

Mais le chef de l'OLP, qui, dans son organisation, a dû mener une dure bataille pour arriver à Washington, se veut aussi politique. Il accepte, lui aussi, de parler de « nouvelle ère historique ». Mais, pour l'heure, il n'oublie pas les revendications des Palestiniens : il faudra, dit-il, « mettre en œuvre l'ensemble de l'accord », c'est-à-dire, après deux ans d'autonomie, « se diriger vers le règlement définitif (du statut des territoires), appliquer dans tous leurs aspects les résolutions 242 et 338 de l'ONU (qui posent le principe de la paix en échange de territoires), résoudre la question de Jérusalem, celle des réfugiés, celle des implantations et celles des frontières ».

Les Israéliens et, plus encore, les Palestiniens ont tous insisté sur un point : le succès suppose l'engagement des Etats-Unis dans le processus en cours. M. Clinton en est convenu, en fin de soirée, avant de recevoir à dîner ses anciens ennemis MM. Bush et Carter : « Nous ne pouvons pas nous retirer sous notre tente, a-t-il lancé. Nous avons la lourde responsabilité d'accorder notre soutien aux hommes qui ont enfilé jeudi l'accord de Washington. »

FRANÇOISE CHIPAUX et ALAIN FRACHON

Il n'y a pas que les monétaires

SICAV

qui sont de bonnes affaires

SICAV VALCOMEX

Progression sur 1 an au 1/09/93

Actions

- Valcomex sélection CAC 40 (Françaises) **+23,41 %**
- Valcomex opportunités placement (Européennes) **+28,78 %**

* coupon réinvesti

Obligataires

- Valcomex Investissement première*** [Première catégorie] **+16,87 %**
- Valcomex protection croissance [Diversifiée] **+21,02 %**

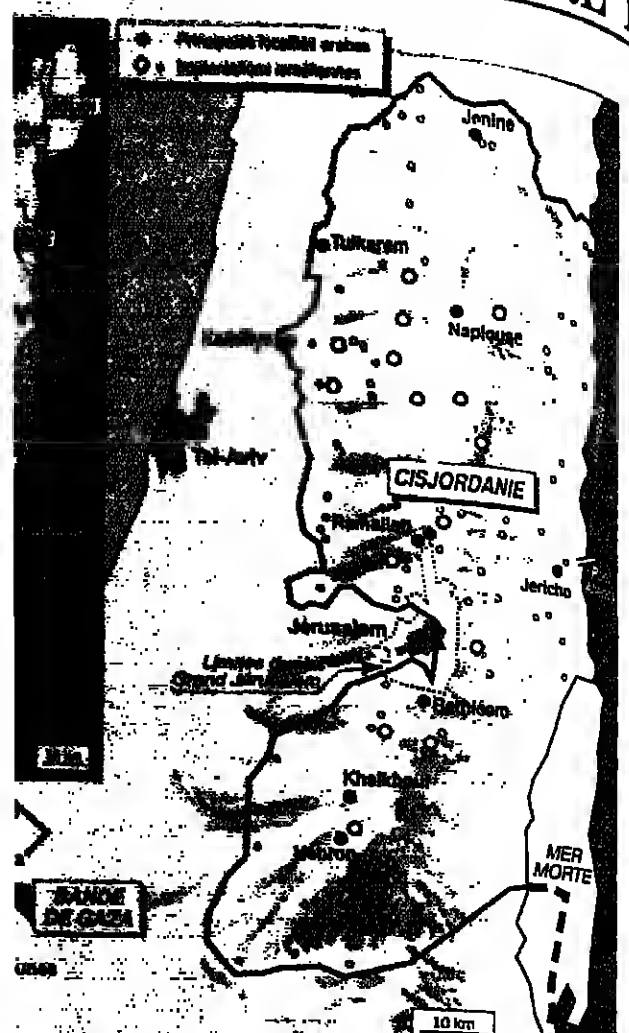
Court terme

- Valcomex sécurité jour (Monétaire) **+10,69 %**
- Valcomex trésorerie plus (Régulière) **+10,75 %**

La BFCE se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire au (1) 48 00 47 36. Les valeurs liquidatives et performances sont communiquées quotidiennement sur Minitel 3616 BFCE, sur la page Reuter BFCE, dans les Echos, et via le Numéro Vert 05 10 43 43.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

21, Boulevard Haussmann - 75009 Paris - Tél. (1) 48 00 48 00



Chef des colons israéliens

résignation à Mitzpe-Jericho

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

« On a l'impression de se retrouver à la télévision », dit un colon israélien. La porte de la gaza est telle que le commentateur de la télévision israélienne en fait une émission. Une émission psychologique qui sépare les deux peuples et les deux peuples de se séparer. Pas à Mitzpe-Jericho.

LA SIGNATURE DE

Les principaux discours

Itzhak Rabin : « Nous sommes destinés à vivre ensemble sur le même sol de la même terre »

Voici le texte intégral de la déclaration du premier ministre israélien, Itzhak Rabin :

La signature aujourd'hui à Washington de la Déclaration de principes israélo-palestinienne n'est pas simple, ni pour moi-même en tant que soldat dans la guerre menée par Israël, ni pour le peuple d'Israël, ni pour le peuple juif de la Diaspora qui nous regarde maintenant avec un grand espoir mêlé d'appréhension. Ce n'est certainement pas simple pour les familles des victimes des guerres, de la violence, de la terreur, dant la souffrance ne guérira jamais, pour les milliers de personnes qui ont défendu nos vies avec la leur et qui ont même sacrifié leur vie pour la nôtre. Pour tous ceux-là, cette cérémonie arrive trop tard.

Aujourd'hui, à la veille d'une occasion, occasion de paix et peut-être de la fin des violences et des guerres, nous nous souvenons de chacun d'entre eux avec un amour éternel. Nous venons de Jérusalem, la capitale ancestrale et éternelle du peuple juif. Nous venons d'une terre de souffrance et d'angoisse. Nous venons d'un peuple, d'une nation, d'une famille, qui n'a pas connu une seule année, un seul mois où nous n'ayons pleuré nos morts pas pleuré leurs fils. Nous venons pour essayer de mettre fin aux hostilités afin que nos enfants, les enfants de nos enfants n'aient plus à payer le douloureux tribut de la guerre, de la violence et de la terreur. Nous venons pour assurer la sécurité de leur existence, pour adoucir le chagrin et les douloureux souvenirs du passé, pour espérer et prier pour la paix.

Laissez-moi vous dire, Palestiniens, nous sommes destinés à vivre ensemble sur le même sol de la même terre. Nous, les soldats revenus des combats, entachés de sang, nous qui avons vu les membres de nos familles et nos amis abattus devant nos yeux, nous qui avons assisté à leurs funérailles et ne pouvons plus regarder leurs parents dans les yeux, nous qui sommes venus d'une terre où ce sont les parents qui enterrent leurs enfants, nous qui nous sommes battus contre vous, les Palestiniens, nous vous disons aujourd'hui d'une voix forte et claire : « Assez de sang et assez de larmes, assez. »

Nous n'avons aucun désir de vengeance, nous ne nourrissons aucune haine envers vous. Nous, comme vous, sommes un peuple, un peuple qui veut construire sa maison, planter un arbre, pour aimer, vivre à vos côtés dans la dignité, en affinité, comme des êtres humains, comme des hommes libres. Nous donnons aujourd'hui une chance à la paix et nous disons qu'un jour viendra où nous ferons tous nos adieux aux armes. Nous souhaitons ouvrir un nouveau chapitre dans le douloureux livre de nos vies communes, un chapitre de reconnaissance mutuelle, de bon voisinage, de respect mutuel, d'empressement. Nous espérons embarquer dans une ère nouvelle de l'histoire du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, ici à Washington, à la Maison Blanche, nous allons entamer le renouveau des relations entre les peuples, entre les parents fatigués de la guerre et entre les enfants qui ne connaissent pas la guerre. M. le président des États-

Unis, mesdames et messieurs, notre force intérieure, nos valeurs morales les plus élevées proviennent du Livre des Livres, dans l'un desquels, intitulé le Kohélet, on peut lire : « Il y a une saison pour toute chose et un temps pour tout sous nos cieux. Un temps pour naître et un temps pour mourir, un temps pour tuer et un temps pour soigner, un temps pour pleurer et un temps pour rire, un temps pour aimer et un temps pour haïr, un temps pour la guerre et un temps pour la paix. »

Mesdames et messieurs, le temps de la paix est venu. Dans deux jours, le peuple juif va célébrer la Nouvelle Année. Je crois, j'espère, que la Nouvelle Année apportera un message de rédemption pour tous les peuples : bonne année à vous, à vous tous, bonne année aux Israéliens et aux Palestiniens, bonne année à tous les peuples du Moyen-Orient, bonne année à tous nos amis américains qui désirent également la paix et nous aident à la réaliser. Pour les présidents et les membres des administrations précédentes, et plus particulièrement pour vous, président Clinton, et pour votre équipe, pour tous les citoyens du monde, que la paix soit avec vous.

Dans la tradition juive, il est de coutume de conclure nos prières par le mot « Amen », comme vous dites « Amen ». Avec votre permission, je me permets de conclure chaque jour par les juifs, et qui que vous soyez, volontaires, je vais demander à tout le public de se joindre à moi pour dire « Amen ». (APF)

Yasser Arafat : « Une ère de paix, de coexistence et d'égalité des droits »

Voici le texte intégral de la déclaration, faite en arabe et traduite en anglais par un interprète, du chef de l'OLP :

« Au nom de Dieu, plein de grâce et de miséricorde, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je souhaiterais exprimer notre très haute estime au président Clinton et à son administration pour avoir permis cet événement historique attendu par le monde entier. Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous assurer et pour assurer au grand peuple américain que nous partageons vos valeurs de liberté, de justice et en faveur des droits de l'homme, des valeurs pour lesquelles mon peuple a toujours lutté. »

Mon peuple espère que cet accord que nous signons aujourd'hui marquera le début de la fin d'un chapitre de douleur et de souffrance, qui a duré pendant tout ce siècle.

Mon peuple espère que cet accord que nous signons aujourd'hui débouche sur une ère de paix, de coexistence et d'égalité des droits. Nous comptons sur le rôle que vous allez jouer, Monsieur le Président, et sur le rôle de tous les pays qui croient que sans paix au Moyen-Orient, la paix dans le monde ne saurait être complète.

Maintenant que nous sommes au seuil d'une nouvelle ère historique, laissez-moi m'adresser au peuple

d'Israël et à ses dirigeants que nous rencontrons aujourd'hui pour la première fois et laissez-moi leur assurer que la difficile décision que nous avons prise ensemble était de celles qui nécessitent un courage exceptionnel.

L'application de l'accord et la route vers la mise en œuvre définitive, après deux ans, de toutes les modalités des résolutions 242 et 338 et la résolution de toutes les questions relatives à Jérusalem, aux implantations, aux réfugiés et aux frontières seront de la responsabilité palestinienne et israélienne. Il appartient également à la communauté internationale, dans son ensemble, d'aider les parties à surmonter les difficultés incroyables qui se dressent toujours sur le chemin d'un accord global et définitif.

Notre peuple ne considère pas que l'exercice de son droit à l'autodétermination puisse violer les droits de ses voisins ou porter atteinte à leur sécurité. Au contraire, mettre fin à leur sentiment d'avoir été maltraités et d'avoir subi une injustice historique constitue la plus ferme garantie pour parvenir à une coexistence et à une ouverture entre nos deux peuples et les générations futures. Nos deux peuples attendent aujourd'hui cet espoir historique, et ils veulent donner une réelle chance à la paix.

Un tel changement va nous donner l'opportunité de nous embar-

quer dans un processus de croissance et de développement économique, social et culturel et nous espérons que la participation internationale à ce processus sera aussi large qu'elle peut l'être. Ce changement sera également l'occasion de toutes formes de coopération à une grande échelle et dans tous les domaines.

Je vous remercie, Monsieur le Président. Nous espérons que notre rencontre marquera un nouveau départ pour des relations fructueuses et réelles entre le peuple arabe et le peuple palestinien.

Je tiens à remercier la Fédération de Russie et le président Boris Eltsine. Mes remerciements vont également au secrétaire d'État (Warren) Christopher et au ministre des Affaires étrangères (André) Kozirev, au gouvernement de la Norvège et au ministre des Affaires étrangères norvégien pour le rôle positif qu'ils ont joué en permettant la réalisation de cet événement majeur. Je salue également tous les dirigeants arabes, nos frères, et tous les dirigeants du monde qui vont contribuer à cette réalisation. Mesdames et Messieurs, la bataille pour la paix est la plus difficile bataille de notre vie. Elle mérite nos efforts les plus constants parce que la terre de la paix aspire à une paix juste et globale. Merci, Monsieur le Président, merci, merci, merci ! » (APF)

Les autres interventions

Voici les principaux extraits des autres discours :

Shimon Péret, ministre israélien des Affaires étrangères : « Une paix juste, durable et égale. »

Ce que nous faisons aujourd'hui est plus qu'une signature, c'est une révolution. Hier, nous rêvions ; aujourd'hui, nous engageons.

Les peuples israélien et palestinien, qui se sont combattus pendant près d'un siècle, se sont accordés à s'engager de façon décisive sur le chemin du dialogue, de la compréhension et de la coopération.

Nous vivons sur une terre ancienne, et notre réconciliation doit être d'autant plus grande que notre terre est petite. Et notre guérison d'autant plus rapide que nos guerres ont été longues. Les forces profondes appellent des ponts anciens.

Je voudrais dire à la délégation palestinienne que nous sommes sincères, que nous sommes sérieux. Nous ne voulons pas influencer votre vie ni décider de votre destin. Abandonnez les bulletins de vote, les fusils pour les pelles. Nous allons prier avec vous. Nous allons vous offrir notre aide pour créer les conditions de prospérité à Gaza et faire que Jéricho fleurisse à nouveau.

Comme nous l'avons promis, nous négocierons avec vous un règlement permanent et avec tous nos voisins une paix globale, une paix pour tous.

Cela doit être une nouvelle Genèse. Nous devons bâtir une nouvelle communauté sur notre sol arabe : un Proche-Orient pour le peuple, un Proche-Orient pour les enfants. (...)

Devenons une communauté civile. Une fois pour toutes, disons adieu aux guerres, aux menaces, à la misère humaine. Disons adieu à l'incertitude et qu'il n'y ait plus de victime de part et d'autre. (...)

Un nouveau jour commence. Ce jour peut être long et les défis énormes.

Mehmed Abbas (Abou Mazen), responsable du département des relations arabes et internationales de l'OLP : « Nous attendons les négociations sur le statut final. »

Nous sommes parvenus à ce point parce que nous pensons que la coexistence pacifique et la coopération sont les seuls moyens d'aboutir à une compréhension mutuelle et de réaliser les espoirs des peuples israélien et palestinien.

L'accord que nous allons signer reflète la décision que nous avons prise à l'Organisation de libération de la Palestine de tourner une page dans nos relations avec Israël.

(...) A cet égard, il est important pour moi de souligner que nous attendons avec impatience le moment où dans deux ans les

négociations sur le statut final de notre pays doivent commencer.

Nous réglerons alors les questions fondamentales en suspens, notamment celles de Jérusalem, des réfugiés et des implantations. A ce moment-là, nous poserons les dernières pierres sur l'édifice de la paix dont les fondations ont été creusées aujourd'hui.

Le développement économique est le principal défi auquel le peuple palestinien fait face après des années de lutte pendant lesquelles notre infrastructure nationale et nos institutions ont été trop sollicitées.

Warren Christopher, secrétaire d'État américain : « Ne pas permettre à cet accord d'échouer. »

Les Israéliens et les Palestiniens ont fait un pas spectaculaire vers une paix juste, durable et globale qui peut modifier les conditions de vie des peuples du Proche-Orient. Ils ont franchi des obstacles apparemment insurmontables en jetant les bases de cette déclaration de principes et les termes d'une reconnaissance mutuelle. Ils ont abattu les barrières de la haine et de la crainte. Au cours du processus, ils ont fait preuve d'un courage et d'un sens de l'Etat extraordinaires. Cela nous donne un espoir authentique de les voir terminer le voyage qu'ils ont entamé aujourd'hui.

(...) Nous sommes tous fiers de ce remarquable résultat mais nous ne devons pas nous en satisfaire. Nous devons encore beaucoup à faire si cet arbre que nous venons de planter doit porter des fruits. Les Etats-Unis sont engagés dans la conclusion d'une paix globale entre Israël et tous ses voisins arabes. Nous espérons et croyons que cet accord fera naître des progrès dans les pourparlers entre Israël, la Syrie, la Jordanie et le Liban.

Les Etats-Unis sont prêts à jouer leur rôle dans les négociations qui doivent encore être menées. Nous ne mésestimerons aucun de nos efforts pour aider les parties à faire que les accords signés à la table deviennent des

réalités sur le terrain. (...) Nous ne sommes certainement pas les seuls partenaires. Nous avons besoin que la communauté internationale se joigne à nous dans ce travail et pour contraindre toute tentative d'empêcher la paix. On ne doit pas permettre à cet accord israélo-palestinien d'échouer.

André Kozirev, ministre russe des Affaires étrangères : « Envers des forces de subversion, de terrorisme et d'extrémisme. »

Je voudrais vous assurer que la Russie, en tant que co-partenaire, pas seulement témoin mais co-partenaire - de ce processus de paix n'épargnera aucun effort, avec les Etats-Unis, les Nations unies et les autres parties concernées, pour s'engager sur cette route et ne pas permettre à cet événement majeur d'être un échec.

Il est seulement paradoxal qu'à un moment où le processus de paix proche-oriental semble sur les rails, et je suis certain qu'il conduira à une paix durable, d'autres forces menacent la sécurité dans la région. Il y a trois jours j'étais à Kaboul, en Afghanistan, et à la frontière tadjik-afghane et même là, nous pouvons voir ces forces de subversion, de terrorisme et d'extrémisme - religieux et pas seulement religieux, extrémisme politique - accomplir leur œuvre destructrice. Je sais qu'il existe des signes de ce nouveau danger dans d'autres parties de cette région.

Et j'espère que nous ne limiterons pas nos efforts communs à la paix entre Israël et ses voisins, à la cause des Palestiniens pour obtenir leurs droits légitimes mais (que nous aurons) aussi pour la stabilité de la région tout entière. Et pour cela, la Russie sera également un vrai et déterminé co-partenaire (...) » (APF, Reuters)

Lire également la chronique de Daniel Schneidermann en page 29

Bill Clinton : « Je m'engage à apporter le soutien actif des Etats-Unis »

Voici les principaux extraits de la déclaration du président Bill Clinton :

Aujourd'hui, nous sommes les témoins d'un moment extraordinaire dans l'un des plus grands drames de l'histoire.

(...) Pendant tout ce siècle, l'amertume entre le peuple palestinien et le peuple juif a privé la région tout entière de ses ressources, de son potentiel et de trop de ses fils et de ses filles. Cette terre s'est tellement noyée dans la guerre et la haine, les revendications conflictuelles de l'histoire ont été gravées si profondément dans les âmes des combattants que nombreux sont ceux qui croyaient que la paix aurait toujours le dessus.

Mais, il y a quatorze ans, le passé a commencé à s'effacer lorsque, à cet endroit et sur cette table, trois visionnaires ont signé l'accord de Camp David. Aujourd'hui, nous honorons la mémoire de Menahem Begin et d'Anouar El Sadate et nous saluons le leadership éclairé du président Jimmy Carter.

A ce moment-là, comme maintenant, nous avons entendu certains affirmer que le conflit renaitrait bientôt. Mais la paix entre l'Egypte et Israël a tenu bon. De la même manière, cette ère nouvelle et hardie, ce pari audacieux que l'on peut être meilleur que le passé doivent tenir bon.

Il y a deux ans, à Madrid, nous autres présidents a franchi un pas important sur la voie de la paix en réunissant autour de la même table Israël et tous ses voisins pour entamer des négociations directes et aujourd'hui nous exprimons aussi nos profonds remerciements au président Bush pour son leadership avisé.

(...) Aujourd'hui, les responsables d'Israël et de l'OLP vont signer une Déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne. Cet accord ouvre la voie de la réconciliation entre deux peuples qui ont, tous deux, connus l'amertume de l'exil. Maintenant, tous deux s'engagent à oublier les rancœurs et les antagonismes du passé et à travailler en faveur d'un avenir commun façonné par les valeurs de la Torah, du Coran et de la Bible.

(...) Saluons aussi le gouvernement de la Norvège pour le remarquable rôle qu'il a joué en permettant que cet accord voie le jour.

Mais, par-dessus tout, rendons hommage aujourd'hui aux dirigeants qui ont eu le courage de conduire leur peuple vers la paix, loin des cicatrices de la guerre, des blessures et des pertes du passé et vers un lendemain meilleur. Le

monde, aujourd'hui, remercie le premier ministre Itzhak Rabin, le ministre des Affaires étrangères Shimon Péret et le chef de l'OLP Yasser Arafat. Leur ténacité et leur hauteur de vues nous ont donné la promesse d'un nouveau commencement.

Ce que ces dirigeants ont fait, d'autres doivent le faire maintenant. Leur œuvre doit constituer un catalyseur pour le progrès dans toutes les formes du processus de paix. Et ceux d'entre nous qui les soutiennent doivent être là pour aider de toutes les manières possibles, parce que la paix doit rendre le peuple qui la fait plus confiant.

Une paix des braves est à portée de main. A travers le Proche-Orient, il existe une ardeur demandée pour le miracle tranquille d'une vie normale. Nous savons qu'une route difficile s'ouvre devant nous. Chaque paix a ses ennemis, ceux qui préfèrent toujours les habitudes faciles de la haine à la dure tâche de la réconciliation.

Aussi, décidons que cette nouvelle reconnaissance mutuelle sera un processus durable au cours duquel les parties modifieront la manière même dont elles se perçoivent et se comprennent mutuellement.

(...) Je m'engage à apporter le soutien actif des Etats-Unis d'Amérique à la difficile tâche qui s'ouvre devant nous. Les Etats-Unis sont déterminés à assurer que l'accord rendra plus confiants les peuples qu'il concerne et à prendre la tête d'un effort international pour réunir les ressources nécessaires à l'application des détails difficiles qui feront que les principes pour lesquels vous vous engagez aujourd'hui deviennent une réalité.

(...) Les enfants d'Abraham, les descendants d'Isaac et d'Ismaël ont embarqué ensemble pour un voyage hardi. Ensemble, aujourd'hui, avec tout notre cœur et toute notre âme, nous leur souhaitons shalom, salam, paix. » (APF)

Ce qu'ils ont signé

WASHINGTON

de notre correspondant

En parant lundi la Déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne, les signataires de l'accord de Washington se sont engagés sur un calendrier précis. Après une pause d'un mois, pour se remettre de la « épreuve » de l'histoire, israélienne et palestinienne, ils ont deux mois pour régler les derniers détails de l'accord d'autonomie.

Ce régime doit d'abord s'appliquer à la bande de Gaza (au moins 800 000 habitants), au sud d'Israël, et à la ville de Jéricho (15 000 à 20 000 habitants), en Cisjordanie. Ce sont là deux « tests » devant précéder l'extension de l'autonomie à toute la Cisjordanie.

D'ici quatre mois, l'armée israélienne aura quitté les principales agglomérations de la bande de Gaza et la ville de Jéricho, pour se cantonner aux frontières et assurer la sécurité des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés. Le transfert des pouvoirs - administratifs, économiques, etc. - doit être mis en œuvre au profit d'une autorité

désignée par l'OLP, qui disposera d'une police palestinienne de plusieurs milliers d'hommes. D'ici neuf mois, des élections devront être organisées en Cisjordanie et à Gaza (auxquelles participeront les Palestiniens de Jérusalem) ; elles désigneront un « conseil de l'autonomie ».

Conçu comme un mécanisme de séparation lente ou de retrait israélien, l'autonomie doit durer au maximum cinq ans. Mais dès le début de la troisième année de ce régime, une autre négociation, ou moins aussi difficile que celle de l'accord de Washington, doit s'engager entre Israéliens et Palestiniens.

Elle portera sur la « statue définitive » de la bande de Gaza et de la Cisjordanie (plus d'un million d'habitants) et chacune des questions les plus redoutables mises sous le boisseau lors de la négociation sur l'autonomie, devra alors être tranchée : l'avenir du Jérusalem, celui des implantations israéliennes (120 000 colons), le sort des réfugiés palestiniens, le tracé des frontières.

Al. Fr.

PROJET

ESPACE LOCAL, ESPACE MONDIAL

Quelle prise gardons-nous sur notre destin quand tout se « mondialise » : économie, médias, culture, sécurité, environnement ?

Avec les analyses et propositions de : Jérôme Bourdon, André Brigot, Carmel Camilleri, Bernard Dréano, Jean Fély, Jean-Charles Hourcade, Alain Lipietz, Daniel Maquart, Caroline Ravaut, Patrick Viveret.

En vente dans les grandes librairies
Le numéro (136 p.) : 65 F
PROJET • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS

Arafat : « Une ère de paix, de justice et d'égalité des droits »

d'Israël et à ses dirigeants que nous rencontrerons aujourd'hui pour la première fois et laissez-moi leur assurer que la difficile décision que nous avons prise ensemble était de celles qui nécessitent un courage exceptionnel.

L'application de l'accord et la route vers la mise en œuvre définitive, après deux ans, de toutes les modalités des résolutions 242 et 338 et la résolution de toutes les questions relatives à Jérusalem, aux implantations, aux réfugiés et aux frontières seront de la responsabilité palestinienne et israélienne. Il appartient également à la communauté internationale, dans son ensemble, d'aider les parties à surmonter les difficultés insurmontables qui se dressent toujours sur le chemin d'un accord global et définitif.

Notre peuple ne considère pas que l'exercice de son droit à l'autodétermination puisse violer les droits de ses voisins ou porter atteinte à leur sécurité. Au contraire, mettre fin à leur sentiment d'avoir été maltraités et d'avoir subi une injustice historique constitue la plus ferme garantie pour parvenir à une coexistence et à une ouverture entre nos deux peuples et les générations futures. Nos deux peuples attendent aujourd'hui cet espoir historique, et ils veulent donner une réelle chance à la paix.

Un tel changement va nous donner l'opportunité de nous embar-

autres interventions

négociations sur le statut final de notre pays doivent commencer.

Nous répliquons alors les questions fondamentales et suspensives, notamment celles de Jérusalem, des réfugiés et des implantations. A ce moment-là, nous pourrions les dernières pierres sur l'édifice de la paix dont les fondations ont été creusées aujourd'hui.

Le développement économique est le principal défi auquel le peuple palestinien fait face après des années de lutte pendant lesquelles notre infrastructure nationale et nos institutions ont été trop sollicitées.

Warren Christopher, secrétaire d'Etat américain : « Ne pas permettre à cet accord d'échouer. » Les Israéliens et les Palestiniens ont fait un pas spectaculaire vers une paix juste, durable et globale qui peut améliorer les conditions de vie des peuples du Proche-Orient. Ils ont franchi des obstacles apparemment insurmontables en jetant les bases de cette déclaration de principes et les termes d'une reconnaissance mutuelle.

Il est évident que les barrières de la haine et de la crainte. Au cours du processus, ils ont fait preuve d'un courage et d'un sens de l'Etat extraordinaire. Cela nous donne un espoir authentique de les voir terminer le voyage qu'ils ont entamé aujourd'hui.

Nous sommes tous fiers de ce remarquable résultat mais nous comprenons aussi qu'il reste encore beaucoup à faire. C'est pourquoi nous venons de planifier deux autres étapes. Les États-Unis ont engagé dans la création d'une paix globale entre Israël et tous ses voisins arabes. Nous espérons et croyons que cet accord fera naître des progrès dans les pourparlers entre Israël et la Syrie, la Jordanie et le Liban.

Les États-Unis ont aussi joué leur rôle dans les négociations qui ont abouti à cet accord. Nous ne ménagerons aucun de nos efforts pour aider les parties à faire que les accords signés à la table deviennent de-

Le marathon de Yasser Arafat à Washington

Les entretiens du président de l'OLP

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

Qui n'a pas vu Yasser Arafat ? Les quarante-huit heures washingtoniennes du chef de l'OLP ont été un long marathon d'entretiens entrecoupés d'interviews accordées à toutes les grandes chaînes de télévision américaines. A tous, le chef de l'OLP, qui devait aussi se livrer à l'examen du « National Press Club », était obligé de taire visite officielle dans la capitale fédérale, à répéter le même message : Palestiniens et Israéliens doivent trouver le chemin de la coexistence.

Poat fort de cette journée, après la signature de l'accord sur l'autonomie : le premier entretien qu'il a eu au département d'Etat le chef de l'OLP avec le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher. Entretien délicat, après que MM. Clinton et Christopher eurent demandé à M. Arafat de condamner les attentats revendiqués dimanche à Israël par le mouvement intégriste Hamas et qui ont fait quatre morts dans les rangs israéliens.

Interrogé à ce sujet, le chef de l'OLP s'est contenté de répondre : « Nous suivons la situation. J'espère que tout cela pourra être arrêté. » Sans visiblement vouloir s'étendre publiquement sur ce sujet hautement délicat pour lui, compte tenu de l'opposition à l'accord des groupes palestiniens radicaux, il a assuré que la méthode pour mettre fin à la violence dans les territoires occupés serait discutée au sein de « comités » de la centrale palestinienne. M. Christopher aurait pour sa part insisté sur la nécessité pour le chef de l'OLP de « tenir ses engagements ».

Pour l'heure toutefois, M. Arafat était souriant et détendu, assurant qu'il n'avait « jamais douté » qu'un jour il serait reçu au département d'Etat. « Lorsque nous avons décidé d'aller à Madrid, nous savions que cela survenait », a-t-il dit, avant d'ajouter que cette visite était « un des jours les plus importants » de sa longue carrière politique. Remerciant « de tout son cœur » M. Christopher, M. Arafat a affirmé que cette visite était « le début d'une bonne relation entre les Palestiniens et le gouvernement et le peuple américains ».

et le gouvernement et le peuple américains

Sera-t-elle aussi le début de la réconciliation entre la centrale palestinienne et l'Arabie saoudite, en froid depuis la guerre du Golfe ? Le prince Bandar bin Sultan, ambassadeur saoudien aux États-Unis, est en tout cas lui aussi venu s'entretenir avec le chef de l'OLP, qu'il a retrouvé peu après au dîner offert par le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa.

L'aide de l'Europe

Une reprise de l'aide saoudienne à l'OLP, interrompue depuis août 1990 en représailles à l'attitude pro-irakienne de la centrale palestinienne lors de l'invasion du Koweït par l'Irak, serait pour M. Arafat un cadeau très appréciable. Il serait certes prématuré d'assurer qu'il le recevra, mais cette visite en est une nouvelle preuve, le chemin d'une réconciliation saoudo-palestinienne passe aussi par Washington.

Nerf de la paix, l'argent avait

constitué le premier sujet de cette journée chargée. Dès 7 heures du matin et deux heures durant, le chef de l'OLP s'était entretenu avec le vice-président de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient, M. Caio Koch-Weser, du Fonds de développement de 3 milliards de dollars que la banque envisage pour le Cisjordanie et Gaza. Jacques Delors, président de la Commission Européenne, et Willy de Claes, ministre belge des affaires étrangères, ont le pays présidé en ce moment la CEE, lui avaient succédé, sortant coalisés de leur entretien.

« J'ai invité au nom des Douze le président Yasser Arafat à se rendre en visite officielle à Bruxelles », a indiqué M. de Claes, ajoutant : « Nous comprenons que le point de non-retour [sur la voie de la paix] est dépassé, et dans l'intérêt de la paix et de la stabilité, nous devons aider ». « Nous avons invité une délégation palestinienne et une israélienne, a déclaré M. Delors, pour étudier les effets immédiats de l'accord et les aides nécessaires pour

Sur CNN avec Larry King

« Je vous invite à Jéricho »

Yasser Arafat a couronné lundi 13 septembre sa journée à Washington par ce qu'il a appelé « une conférence de presse ». A-t-il été couronné ? C'est la question que se posent les observateurs. Le président de l'OLP s'est montré parfaitement à l'aise face à l'énorme foule des journalistes de la chaîne câblée. Il fallait certainement plus qu'une vedette du petit écran pour désarçonner un homme qui a vécu depuis trente ans sous les projecteurs de l'actualité et, lorsque le sort des armes ou de la politique ne lui était pas favorable, n'a parfois survécu qu'à la grâce.

« Je vous invite à Jéricho », a-t-il lancé, jouant de la familiarité avec Larry King, battant sur son propre

terrain le présentateur qui reçoit ses invités en bretelles et cravates criardes pour les mettre à l'aise. Il a obtenu les propos conciliants à l'égard d'Israël (« l'amour ne peut pas être d'un seul côté »), le fatalisme (« ce qui sera, sera »), et le ton de la confidence (« laissez-moi vous dire ceci, pour votre information »).

Interrogé sur les problèmes de fond, Jérusalem et la violence, il a esquissé avec habileté, « l'habitacle de sa Jérusalem », a-t-il dit en commentant la volonté israélienne de conserver la ville sainte comme capitale unifiée et du désir palestinien d'y faire flotter un jour le drapeau d'un Etat indépendant.

couvrir les besoins urgents. » Deux bonnes nouvelles pour le chef de l'OLP, qui dit lui-même : « L'Europe a un rôle très important à jouer. Nous avons besoin d'aide, toutes sortes d'aide. »

Artisan assidu du processus de paix, l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker s'est voulu plus circospect après une demi-heure d'entretien avec M. Arafat. « C'est un jour d'émotion mais nous devons faire attention : il y a encore un grand pas à faire pour atteindre la paix. »

Vedette incontestable d'un jour si longtemps attendu, M. Arafat a eu aussi quelques moments plus détendus qui lui ont donné l'occasion de signer les autographes que lui ont réclamés de jeunes Américains assez audacieux pour affronter des services de sécurité omniprésents. Et, heureuse surprise, le chef de l'OLP s'est même vu applaudir dans le hall de son hôtel par un groupe de clients américains quel que peu sacrilèges de le voir là.

F. C. et Al. Fr.

A qui perd gagne

par Jacques de Barrin

YASSER ARAFAT aurait-il conclu avec Israël un marché de dupes ? Oubliant, dans la grande leçon palestinienne, se contentant de lui reprocher amèrement. D'autres, au-delà des violences verbales, se disent prêts à utiliser la violence tout court pour jeter à la poubelle ces « honteux » accords de paix, voire pour éliminer physiquement ceux qui les ont négociés et évalués.

Certes, comme celui d'un « Grand Israël », la révélation d'un « Grand Palestine » qui s'étendrait de la Méditerranée au Jourdain, n'est pas une nouveauté. L'histoire n'a pas manqué à l'ordre du jour, même si certains illuminés, dans les deux camps, en nourrissent leur discours pour mieux abuser les leurs, à coups de souvenirs encore douloureux. En la matière, le dossier est clos. L'histoire n'a pas manqué à l'ordre du jour.

En revanche, la naissance, à terme, d'un Etat palestinien autonome et démocratique, réduit aux dimensions de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, est loin d'être une vue de l'esprit. Les dirigeants israéliens ont beau éluder la question, se refuser à tirer des plans sur la comète, Yasser Arafat n'a pas le droit de se laisser aller à l'optimisme, même si, en se rendant à Washington, il donne à beaucoup l'impression de s'être rendu à Canosa.

Chemins incertains

L'autonomie à laquelle vont accéder, par étapes, les territoires occupés par Israël, n'est qu'un état précaire et transitoire, pas une fin en soi. Difficile d'imaginer que puisse perdurer, faute de mieux, un « mini-Etat », qui ne disposerait pas, in fine, de tous les attributs de la souveraineté, et sur le territoire duquel l'ancien occupant continuerait de faire valoir des prérogatives de puissance publique. Plus difficile encore d'imaginer que l'Etat juif reprenne pied sur des terres, conquises à la faveur de la « guerre de six jours », au mois de juin 1967, et déclarées ingouvernables.

Au reste, pourquoi un mini-Etat

palestinien serait-il moins viable et plus douloureux pour la sécurité d'Israël, qu'une sorte de « Grande Jérusalem » qui a les faveurs de Jérusalem au sein d'un État à laquelle des milliers d'habitants des territoires occupés ? Que des accords de bon voisinage soient naturellement passés avec le royaume hachémite n'empêchera pas les habitants de ces territoires qui ont maintenant une histoire commune, déjà vieille d'un demi-siècle, de vouloir se retrouver ensemble pour gérer leurs affaires, maîtriser leur destin.

L'histoire reste à écrire dans les chemins incertains qui conduisent à cette indépendance, des obstacles qui restent ou non entre route chaotique. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner que les adversaires les plus irréductibles d'accords de paix qui bousculent des situations acquises, donnant de la voix et du poing pour arriver à leurs fins.

Mais l'expérience prouve, partout dans le monde, que la capacité de nuire de cas trouble-fête n'est pas sans limites, que les peuples, souvent plus demandeurs de paix que leurs dirigeants, finissent par se lasser de leurs redondances et de leurs violences. Yasser Arafat le sait bien, qui, malmené dans son propre entourage, tabla sur cette fameuse dynamique de paix, pour vaincre les risques que ses choix impliquent.

Aujourd'hui, les dirigeants israéliens peuvent, à bon droit, juger qu'ayant négocié en position de force ils n'ont rien cédé sur l'essentiel, rien qui puisse, en tout cas, hypothéquer l'avenir, leur propre avenir. Il n'empêche qu'ils ont enclenché une mécanique dont ils ont bien du mal à empêcher qu'elle ne conduise, coûte que coûte, sous la houlette de l'OLP, à la création d'un Etat palestinien avec — pourquoi pas, un jour ? — la partie orientale de Jérusalem pour capitale. Conscient des réalités de l'heure, Yasser Arafat s'est engagé dans une partie de qu'il perd-gagne. Au nom d'une cause qui n'exige plus le seul choix des armes.

La mémoire égyptienne

En 1980, Anouar El Sadate proposait déjà « Gaza d'abord »...

LE CAIRE

de notre correspondant

Mel 1948 : un officier d'état-major du 6^e bataillon d'infanterie arrive à Gaza pour se battre contre le tout nouvel Etat d'Israël et libérer la Palestine. Il n'a que trente ans et s'appelle Gamal Abdel Nasser. Même s'il a sauvé l'honneur, il revient à la capitale avec une blessure au bras. C'est la seule blessure de la guerre, la seule blessure de la Palestine.

C'est le raison pour laquelle certains historiens estiment que Gaza a été un facteur déterminant dans le bouleversement qu'a connu l'Egypte depuis la deuxième guerre mondiale. Gaza était, très vite, se rappeler son souvenir de Nasser, devenu chef de l'Etat. Le 28 février 1955, les Israéliens lancent un raid contre ce territoire. 38 : 38 morts du côté égyptien.

« On le leur avait bien dit »

L'opération visait à inciter Nasser à empêcher les premiers fedayins palestiniens d'attaquer Israël : elle produisit l'effet contraire. Le raid donne son plein appui aux fedayins. D'où de nouveaux et violents accrochages : une centaine de morts entre les mois d'août et de novembre 1955.

Un an plus tard, Gaza est envahi par les troupes israéliennes avec le reste du Sinaï, au moment de la guerre de 1967, lors de la guerre de six jours. Gaza, une fois encore, se transforme en piège dans

lequel une bonne partie de l'armée égyptienne se retrouve prisonnière.

Les souvenirs des Égyptiens de la rue qui ont vécu cette époque divergent de ceux des historiens. Gaza était surtout un marché où les Égyptiens, interdits de voyage à l'étranger (les visas de sortie n'étaient alors accordés qu'à quelques privilégiés), achetaient des produits importés qu'ils ne trouvaient pas chez eux. Gaza était aussi réputée pour la qualité de ses tissus, l'habileté de ses commerçants et... la beauté de ses femmes. Après la guerre de 1967, Gaza avait perdu son image flatteuse pour n'être plus qu'un lieu où des dizaines de milliers de conscrits avaient subi l'humiliation de la défaite.

Pendant dix ans, Gaza n'a plus fait parler d'elle en Égypte. Il a fallu le voyage du président Anouar El Sadate à Jérusalem, au mois de novembre 1977, pour qu'elle sorte de l'oubli. Conformément au traité de paix, Le Caire et Jérusalem entament, en effet, le 25 mai 1979, des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Négociations d'autant plus difficiles pour les Égyptiens que les principaux intéressés, les Palestiniens et notamment l'OLP, y étaient fermement opposés.

Pour essayer d'apaiser les Israéliens, le président Sadate propose, au mois d'avril 1980, que le régime d'autonomie soit d'abord appliqué à Gaza. Au mois de janvier 1981, le régime d'autonomie est officiellement mis en œuvre. Mais la centrale palestinienne, encore attachée à la politique du « tout ou rien », rejette sa proposition. Pas étonnant qu'aujourd'hui l'accord sur l'autonomie de

« Gaza-Jéricho d'abord » fasse sourdre des responsables égyptiens : « On le leur avait bien dit, soulignent-ils en privé. De plus, ils auraient eu des conditions bien meilleures qu'aujourd'hui. »

Si le gouvernement égyptien est, de tous les pays arabes, l'un des plus chauds partisans de l'accord entre l'OLP et Israël, il n'en demeure pas moins prudent. Il doit, en effet, prendre en compte les réactions de son opposition islamiste, des Frères musulmans à la Jamaa Islamiya, qui ont rejeté cet accord. Rejet qui fait craindre de nouveaux actes de violence de la part des extrémistes musulmans, crainte que les intégristes égyptiens coordonnent leur action avec leurs complices palestiniens du Hamas et du Jihad islamique à la fois contre Israël et contre le régime du président Hosni Moubarak.

Le problème de Rafah

L'Egypte pourrait donc renforcer son dispositif policier à la frontière avec la bande de Gaza dès qu'entrera en vigueur l'accord d'autonomie. Reatera à régler le problème de Rafah, située à la frontière de Gaza et de l'Egypte, et qui est étendue en direction du territoire égyptien, lors de l'occupation israélienne du Sinaï. Reste, enfin, à contenir l'éventuel afflux d'un grand nombre de Palestiniens, tentés d'essimer, pour des raisons économiques, dans le Sinaï, qui, jusqu'à maintenant, a échappé à la violence des « foues de Dieu ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

POINT DE VUE

Révolution et réciprocité

par Camille Mansour

Il y a des moments dans l'histoire où l'accomplissement d'un acte décisif apparaît comme une bénédiction. Si les Palestiniens en sont arrivés à reconnaître Israël, c'est pour trois raisons : une confiance dans leur force, dans le caractère, devenu indestructible, de leur identité nationale, malgré les crises successives qu'a connues l'OLP depuis sa création ; leur volonté de paix dans la mesure où celle-ci préserve leur intérêt national ; enfin, une raison d'ordre moral.

Il n'y a pas de doute que la reconnaissance mutuelle ouvre la possibilité d'une réconciliation historique en Palestine. Je ne voudrais pas dire par là que Palestiniens et Israéliens vont s'aimer dorénavant comme des frères, qu'ils vont cesser d'être calculateurs et intéressés, que l'événement ne présente pas de grands risques ou de graves dangers, ou même que l'histoire des sanglantes confrontations antérieures va être révisée. Ce qu'il y a de plus remarquable dans la reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël, c'est qu'elle s'est faite précisément non pas malgré, mais plutôt à cause de la mémoire que chaque partie garde des souffrances du passé. Il n'y a cependant pas de parallélisme dans les événements ou le vifion que les uns ont des autres.

Pour les Palestiniens, l'immigration juive venue d'Europe a été le début d'une « véritable » colonisation, exil, occupation. Il serait faux de croire que leur acceptation progressive du fait israélien, au cours des vingt dernières années, implique qu'ils admettent d'avoir eu, auparavant,

moralement tort ou qu'ils auraient dû considérer le sionisme dès le départ comme une bénédiction. Si les Palestiniens en sont arrivés à reconnaître Israël, c'est pour trois raisons : une confiance dans leur force, dans le caractère, devenu indestructible, de leur identité nationale, malgré les crises successives qu'a connues l'OLP depuis sa création ; leur volonté de paix dans la mesure où celle-ci préserve leur intérêt national ; enfin, une raison d'ordre moral.

Une légitimité acquise

Par raison morale, je veux dire que beaucoup de Palestiniens en sont arrivés à se convertir à l'idée que, malgré l'injustice qu'a impliquée la réalisation du programme sioniste à leur égard, il y a aujourd'hui dans la Palestine du mandat, des hommes, des femmes, des enfants qui y sont nés, y ont vécu depuis deux ou trois générations, y ont acquis le droit d'y vivre en paix et dans la liberté. Ce que les Palestiniens offrent aujourd'hui aux Israéliens, c'est une légitimité acquise. Ce serait de la flatteuse méprisance si, porté par ces moments historiques, je prétendais qu'ils leur reconnaissent une légitimité originelle.

Les Israéliens, pour leur part, ont plutôt ceux dont les parents ont venus successivement d'Europe, avaient tiré de leur histoire juive et de leur expérience tragique (sans parler des possibilités offertes par l'expansion européenne), l'idée qu'une entité politique juive en Palestine n'était pas seulement nécessaire, mais aussi légitime. Ce sentiment de légitimité était si incompatible avec le fait de la présence des Palestiniens sur leur sol que le sionisme a d'abord nié le fait de cette présence, puis l'attachement des Palestiniens à leur terre — ensuite leurs droits sur cette

terre, — enfin leur identité et leur résistance en tant que peuple.

C'est contre cet arrière-plan que la reconnaissance de l'OLP par le gouvernement israélien prend, aujourd'hui, l'aspect d'une révolution. Par ce geste, Israël reconnaît les Palestiniens — de l'intérieur et de l'extérieur — en tant que peuple, leur organisation en une structure politique, la légitimité de leur combat et de leur programme étatique de 1988, si ce n'est encore ce programme lui-même. Mais ce qui me semble plus significatif encore, c'est la façon que Shimon Pérès et Itzhak Rabin se soient référés, à l'occasion de cette reconnaissance, à un tournant dans un conflit de cent ans. Ce n'est pas à trente ans (âge de l'OLP), ou à quarante-cinq ans (âge de l'Etat d'Israël) qu'ils ont fait référence, mais bien à toute l'étendue de la confrontation entre Juifs et Arabes dès le début du projet sioniste, c'est-à-dire plus ou moins explicitement au caractère inéluctable du conflit du fait de ce projet.

Je tiens à saluer ici cette révolution en cours dans l'attitude d'Israël à l'égard du peuple palestinien, même si elle résulte en partie de considérations pragmatiques. Mais je tiens aussi à dire que cette révolution ne prendra tout son sens, ne sera irréversible, que si, grâce à l'effort d'édification nationale des Palestiniens à la réciprocité politique et morale israélienne à cet effort et au soutien international, cette révolution conduit à la coexistence d'une Palestine indépendante aux côtés d'Israël et à la coopération bilatérale et régionale, dans le cadre de la réciprocité des droits et des obligations.

Camille Mansour est conseiller de la délégation palestinienne et maître de conférences de science politique à l'université Paris-I.

PROJET

ESPACE LOCAL, ESPACE MONDIAL

Quelle prise gardons-nous sur notre territoire ?

Avec : Jérôme Bourdon, André Brugot, Gabriel Camilleri, Bernard Jean Féliz, Jean-Charles Houcque, Alain Lipetz, Daniel Moe, Caroline Ravani, Patrick Virel.

La revue (136 p.) 15 F.

Résolutions, sommets, déclarations, conférences...

Voici par ordre chronologique les textes et déclarations internationaux essentiels sur lesquels se fondent toutes les discussions et négociations pour un règlement du problème palestinien.

■ La résolution 242 : échange de territoires contre la paix (1967).

La résolution 242 sur le Proche-Orient, adoptée six mois après la guerre de six jours, a été depuis mille fois invoquée, passionnément interprétée, sollicitée, controversée, voire déformée. Elle est encore à ce jour le document le plus universellement accepté, définissant les principes d'un règlement pacifique au Proche-Orient.

Le Conseil, « soulignant l'indivisibilité de l'acquisition de territoires par la guerre » et l'engagement des membres de l'ONU à « agir conformément à l'article 2 de la Charte » (règlement pacifique des différends, interdiction du recours à la menace et à la force, etc.), affirme que « l'instauration d'une paix juste et durable » devrait s'appuyer sur deux principes : a) « retrait des forces israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit » ; b) « cessation de toute agression, respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque Etat de la région, et droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces et d'actes de force ». En outre, le Conseil affirme notamment « la nécessité (...) de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ».

Ce texte offre déjà la base de toutes les tractations ultérieures pour un règlement : la nécessité de concessions équilibrées et concomitantes comportant pour Israël l'évacuation des terres arabes et pour les Arabes la reconnaissance du droit d'Israël à la paix dans des frontières « sûres ».

Retrait

« de » ou « des » territoires ?

Israël a toujours prétendu que le texte anglais de la résolution se lisait : « Withdrawal of Israel armed forces from territories occupied during the recent conflict », sans article défini devant « territories », ses forces n'étant pas tenues d'évacuer tous les territoires, mais de se retirer seulement derrière les frontières qu'il juge « sûres », cela d'autant que l'anglais est la langue originale de la résolution. Ainsi, Israël se serait mis en règle avec l'ONU en évacuant le Sinaï. Les attendus de la résolution, notamment la condamnation sans réserve de « l'acquisition de territoires par la guerre », entraînent beaucoup de poids à cette interprétation. M. Begin en était d'ailleurs conscient, comme en témoignent, à en croire M. Carter,

son insistance à gommer ce passage de la résolution lors des discussions de Camp David (voir ci-dessous).

Les Etats arabes, de leur côté, n'ont jamais accepté que « le problème palestinien » soit réduit à « un problème de réfugiés ».

La résolution 242 fut adoptée le 22 novembre 1967 à l'unanimité du Conseil de sécurité, alors composé, outre les cinq membres permanents (Chine représentée par Formose, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS), de l'Argentine, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Danemark, de l'Ethiopie, de l'Inde, du Japon, du Mali et du Nigeria. Aucun Etat arabe n'était alors membre du Conseil.

■ La résolution 338 : une confirmation « dans toutes ses parties » (1973).

Pour mettre fin à la « guerre du Kippour » ou « guerre d'octobre », le Conseil de sécurité adopte, le 22 octobre 1973, sur proposition américaine, la résolution 338, qui décrète la « cessation de feu », demande l'application de la résolution 242 « dans toutes ses parties ». La résolution fut votée à l'unanimité, y compris la voix du Soudan, membre de la Ligue arabe, la Chine (désormais représentée par la Chine populaire) refusant seule de participer au vote.

Après l'approbation du Conseil de sécurité, Moscou et Washington convoquent à Genève une conférence qui réunit, les 22 et 23 décembre, Israël, l'Egypte et la Jordanie (la Syrie rejette l'invitation), et qui restera sans conclusion.

■ Camp David : un « cadre » à remplir (1978).

Après la visite de Sadate à Jérusalem, le président Carter invite le président égyptien et le premier ministre israélien, M. Begin, le 5 septembre 1978 à Camp David, pour qu'ils engagent une négociation directe. Elle aboutit le 17 septembre à des « accords-cadres » que le président des Etats-Unis signe aussi comme « témoin ».

L'autorité autonome

Le préambule de Camp David énumère des principes généraux. Le premier est ainsi énoncé : « Il est convenu que la résolution 242 (...), considérée dans toutes ses parties, servira de base à un règlement pacifique du conflit entre Israël et ses voisins ». L'accord-cadre général traite essentiellement de la Cisjordanie et de Gaza. Le Golan syrien n'est pas mentionné, et, à l'époque, Israël n'avait pas pénétré au Liban. Les parties « reconnaissent que, pour assurer une paix durable, tous ceux

qui ont été touchés par le conflit doivent être partie au règlement ». Avec Israël et l'Egypte, la Jordanie « et les représentants du peuple palestinien » participent à des négociations pour la solution du problème palestinien sous tous ses aspects.

Une « autorité autonome librement élue par les habitants de ces régions » remplacera le gouvernement militaire et l'administration civile israéliens pour une période de cinq ans au maximum. Les modalités d'établissement de cette autorité et ses pouvoirs seront négociés entre Israël et des délégations égyptienne et jordanienne, qui « pourront comprendre des Palestiniens » des régions considérées « et d'autres Palestiniens comme il en sera mutuellement convenu ». Les forces israéliennes seront réduites et les forces restantes « redéployées en des emplacements de sécurité spécifiques ». Une force de police locale sera mise en place.

Dans les trois ans au plus tard après le début de la période transitoire de cinq ans, des négociations entre Israël, l'Egypte, la Jordanie « et les représentants élus » des populations définiront le « statut définitif » de la Cisjordanie et de Gaza. La solution devra « reconnaître les droits légitimes (...) du peuple palestinien et ses justes besoins ». L'accord final sera soumis « au vote des représentants élus des habitants ».

Pendant la période transitoire, une commission constituée par Israël, l'Egypte, la Jordanie et l'autorité autonome « décidera, d'un commun accord, les modalités d'application des personnes déplacées » de Cisjordanie et de Gaza en 1967.

Les sommets de Fès

Les négociations pour l'autonomie à la Cisjordanie et de Gaza n'ont jamais vraiment débouté sur le fond. La Jordanie refusant d'y participer. En 8 mai 1980, Sadate suspend les pourparlers avec Israël. Le 30 juillet, Israël décrète que « Jérusalem réunifiée » est sa « capitale éternelle ». Le 5 août, Sadate réaffirme que la partie arabe de la ville appartient à la Cisjordanie et proteste contre la poursuite des implantations israéliennes dans la région.

Le 23 septembre 1981, l'Egypte accepte pourtant une reprise des conversations, mais Sadate est assassiné le 6 octobre. Une nouvelle tentative de reprise pour assurer que le processus de Camp David n'est pas interrompu, e lieu le 12 novembre, mais elle sera sans lendemain. Le 14 décembre, Israël annexe le Golan syrien. Le nouveau président égyptien, M. Mubarak, qui devait se

rendre en Israël en mars, refuse d'aller à Jérusalem, malgré l'insistance de M. Begin.

Ces idées et ces formules seront souvent répétées dans les prises de position européennes ultérieures. La déclaration du conseil européen de Venise (13 juin 1980) souligne la nécessaire coexistence de la reconnaissance des droits des Israéliens et des Palestiniens.

■ Le sommet arabe de Fès pour une garantie de paix à « tous les Etats de la région » (1982).

Le 7 août 1981, l'émir Fahd, chef du gouvernement (et aujourd'hui roi) d'Arabie saoudite, lance un appel à l'Europe occidentale et aux Etats-Unis, où il propose « la reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix ».

Cet appel est, en fait, destiné d'abord au sommet arabe de Fès du 25 novembre 1981, qui ne le discutera pas, mais il sera repris avec quelques modifications, après la guerre du Liban de l'été 1982, au second sommet arabe de Fès. La résolution du 9 septembre 1982 déclare notamment : « Le Conseil de sécurité garantit la paix entre tous les Etats de la région, y compris l'Etat palestinien indépendant » (point 7 de la résolution).

Ensuite, un certain chemin est parcouru :

— Un seul Etat arabe, l'Egypte, a reconnu formellement Israël et noué avec lui des relations pacifiques ; les autres reconnaissent « à tous les Etats de la région » le droit de « vivre en paix » et « en sécurité » dans des frontières sûres et reconnues. De surcroît « et c'est sans doute tout aussi important », il est écrit que « l'Etat de Palestine condamne la menace et l'usage de la force, la violence et le terrorisme ». Peu après, Yasser Arafat souligne, à ce sujet, qu'il s'agit d'une « renonciation » et non plus d'un « rejet ». Puis, de passage à Paris, à l'issue d'un entretien avec François Mitterrand, il fera un pas de plus en employant — en français — le mot : « condamnations », en parlant de la Charte nationale palestinienne, qui nie l'existence de l'Etat d'Israël.

■ La conférence de paix à Madrid (1991).

Peu après la guerre du Golfe, le président George Bush déclare, le 6 mars, que le « moment est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe ». Le surintendant, le secrétaire d'Etat James Baker entame la « première » de huit « tourées » exploratoires au Proche-Orient, en vue de préparer un nouveau processus de paix. En Israël, le gouvernement de droite dirigé par Itzhak Shamir manifeste de fortes réticences. Pour en venir à bout Washington doit hausser le ton, dénonçant vivement la poursuite des implantations juives dans les terri-

toires occupés, et menacer de ne pas accorder des garanties bancaires dont l'Etat juif a grand besoin.

Le 30 octobre, M. Bush ouvre les travaux d'une conférence de paix à Madrid en déclarant : « Israël a maintenant l'occasion de démontrer qu'il est désireux d'avoir de nouvelles relations avec ses voisins palestiniens ». La conférence, « coparrainée » par l'Union soviétique, introduit, entre Israël et ses différents voisins, un système de négociations bilatérales directes, basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, c'est à dire sur le principe de la restitution de territoires en échange de la paix. En ce qui concerne les Palestiniens, le projet d'autonomie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, pour une période intermédiaire, prévu dans les accords de Camp David, est repris dans ses grandes lignes.

La Syrie et le Liban ont des délégations distinctes, mais, sur l'insistance des Israéliens, les Palestiniens ne sont représentés que par des résidents de Cisjordanie et de Gaza (personne de Jérusalem-Est ni « de l'extérieur » de ces territoires) qui doivent apparemment faire partie de la délégation jordanienne. Malgré ces précautions, il apparaît très vite que les délégués palestiniens agissent plus ou moins sur instructions de l'O.P., ce qui donne son vrai caractère à ce processus. Ce qui contribue à rendre le moment « historique » pour la première fois des Israéliens et des Palestiniens s'asseyant autour d'une même table pour discuter officiellement.

■ L'O.P. reconnaît implicitement Israël et condamne le terrorisme (1988).

« Le Conseil national palestinien (...) proclame l'établissement de l'Etat de Palestine (...) ». Au-delà de cette déclaration d'indépendance purement formelle, l'O.P. le 15 novembre 1988, à Alger, fait une concession majeure en acceptant « la réunion d'une conférence internationale de paix sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et la garantie des droits nationaux du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination, conformément aux principes et résolutions de l'ONU ». La référence aux deux résolutions du Conseil de sécurité équivaut indirectement à une reconnaissance du droit d'Israël, comme tous les Etats de la région, à vivre « en paix et en sécurité » dans des frontières sûres et reconnues. De surcroît « et c'est sans doute tout aussi important », il est écrit que « l'Etat de Palestine condamne la menace et l'usage de la force, la violence et le terrorisme ». Peu après, Yasser Arafat souligne, à ce sujet, qu'il s'agit d'une « renonciation » et non plus d'un « rejet ». Puis, de passage à Paris, à l'issue d'un entretien avec François Mitterrand, il fera un pas de plus en employant — en français — le mot : « condamnations », en parlant de la Charte nationale palestinienne, qui nie l'existence de l'Etat d'Israël.

■ La conférence de paix à Madrid (1991).

Peu après la guerre du Golfe, le président George Bush déclare, le 6 mars, que le « moment est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe ». Le surintendant, le secrétaire d'Etat James Baker entame la « première » de huit « tourées » exploratoires au Proche-Orient, en vue de préparer un nouveau processus de paix. En Israël, le gouvernement de droite dirigé par Itzhak Shamir manifeste de fortes réticences. Pour en venir à bout Washington doit hausser le ton, dénonçant vivement la poursuite des implantations juives dans les terri-

toires occupés, et menacer de ne pas accorder des garanties bancaires dont l'Etat juif a grand besoin.

Le 30 octobre, M. Bush ouvre les travaux d'une conférence de paix à Madrid en déclarant : « Israël a maintenant l'occasion de démontrer qu'il est désireux d'avoir de nouvelles relations avec ses voisins palestiniens ». La conférence, « coparrainée » par l'Union soviétique, introduit, entre Israël et ses différents voisins, un système de négociations bilatérales directes, basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, c'est à dire sur le principe de la restitution de territoires en échange de la paix. En ce qui concerne les Palestiniens, le projet d'autonomie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, pour une période intermédiaire, prévu dans les accords de Camp David, est repris dans ses grandes lignes.

La Syrie et le Liban ont des délégations distinctes, mais, sur l'insistance des Israéliens, les Palestiniens ne sont représentés que par des résidents de Cisjordanie et de Gaza (personne de Jérusalem-Est ni « de l'extérieur » de ces territoires) qui doivent apparemment faire partie de la délégation jordanienne. Malgré ces précautions, il apparaît très vite que les délégués palestiniens agissent plus ou moins sur instructions de l'O.P., ce qui donne son vrai caractère à ce processus. Ce qui contribue à rendre le moment « historique » pour la première fois des Israéliens et des Palestiniens s'asseyant autour d'une même table pour discuter officiellement.

■ L'O.P. reconnaît implicitement Israël et condamne le terrorisme (1988).

« Le Conseil national palestinien (...) proclame l'établissement de l'Etat de Palestine (...) ». Au-delà de cette déclaration d'indépendance purement formelle, l'O.P. le 15 novembre 1988, à Alger, fait une concession majeure en acceptant « la réunion d'une conférence internationale de paix sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et la garantie des droits nationaux du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination, conformément aux principes et résolutions de l'ONU ». La référence aux deux résolutions du Conseil de sécurité équivaut indirectement à une reconnaissance du droit d'Israël, comme tous les Etats de la région, à vivre « en paix et en sécurité » dans des frontières sûres et reconnues. De surcroît « et c'est sans doute tout aussi important », il est écrit que « l'Etat de Palestine condamne la menace et l'usage de la force, la violence et le terrorisme ». Peu après, Yasser Arafat souligne, à ce sujet, qu'il s'agit d'une « renonciation » et non plus d'un « rejet ». Puis, de passage à Paris, à l'issue d'un entretien avec François Mitterrand, il fera un pas de plus en employant — en français — le mot : « condamnations », en parlant de la Charte nationale palestinienne, qui nie l'existence de l'Etat d'Israël.

■ La conférence de paix à Madrid (1991).

Peu après la guerre du Golfe, le président George Bush déclare, le 6 mars, que le « moment est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe ». Le surintendant, le secrétaire d'Etat James Baker entame la « première » de huit « tourées » exploratoires au Proche-Orient, en vue de préparer un nouveau processus de paix. En Israël, le gouvernement de droite dirigé par Itzhak Shamir manifeste de fortes réticences. Pour en venir à bout Washington doit hausser le ton, dénonçant vivement la poursuite des implantations juives dans les terri-

toires occupés, et menacer de ne pas accorder des garanties bancaires dont l'Etat juif a grand besoin.

Quarante-cinq ans de conflit

1948
— 14 mai : la Grande-Bretagne met fin à son mandat sur la Palestine.

David Ben Gourion, président du Conseil national juif, proclame l'indépendance de l'Etat d'Israël.
— 15 mai : la première guerre israélo-arabe éclate. Elle durera jusqu'au mois d'octobre 1949.

1949
— 14 décembre : David Ben Gourion annonce le transfert de la capitale à Jérusalem.

1950
— 24 avril : la Transjordanie annexe la Cisjordanie et forme un seul Etat : le royaume de Jordanie.

1956
— 29 octobre : la crise de Suez provoque le déclenchement de la deuxième guerre israélo-arabe.

1964
— 28 mai : l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) est créée lors du premier sommet de la Ligue arabe.

1965
— 1^{er} janvier : Yasser Arafat fonde le Fata, qui deviendra la principale composante de l'O.L.P.
— 13 mai : l'Allemagne fédérale annonce l'établissement de relations diplomatiques avec Israël.

1967
— 5 juin : Israël déclenche la guerre de six jours contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, et occupe le Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie et le plateau du Golan.
— 28 juin : la Knesset vote l'annexion de la partie arabe de Jérusalem.

— 22 novembre : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, à l'unanimité, la résolution 242 qui prévoit l'évacuation par Israël « des » (au « de ») territoires occupés en

échange de la reconnaissance de tous les Etats de la région.

1969
— 6 janvier : la France décide d'interdire toute livraison d'armes à destination d'Israël.
— 4 février : Yasser Arafat devient président de l'O.L.P.

1970
— 17 septembre : l'armée jordanienne attaque les Palestiniens après la destruction de trois avions de ligne occidentaux sur le territoire jordanien.

1972
— 15 février : la France et Israël signent un accord pour la restitution des cinquante Mirage mis sous embargo en 1967.

— 5 septembre : un commando palestinien tue onze Israéliens, en majorité des athlètes, au cours des Jeux olympiques de Munich.

1973
— 6 octobre : l'Egypte et la Syrie déclenchent la quatrième guerre israélo-arabe, dite guerre du Kippour.

— 22 octobre : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 338 qui appelle à un cessez-le-feu et à des négociations « sous les auspices appropriés et en vue d'établir une paix juste et durable au Proche-Orient ».

— 28 novembre : la Ligue arabe reconnaît l'O.L.P. en tant qu'unique représentant du peuple palestinien.
— 1^{er} décembre : mort de David Ben Gourion.

1974
— 18 janvier : l'accord sur le désengagement et la séparation des forces israéliennes et égyptiennes est signé, au kilomètre 101 de la route Le Caire-Suez, sous l'égide de l'ONU.
— 28 août : la France lève son embargo sur les armes à destination du Proche-Orient, en vigueur depuis 1967.

— 22 novembre : l'Assemblée générale de l'ONU reconnaît le droit des Palestiniens « à la souveraineté et à l'indépendance nationales ».

1975
— 11 novembre : l'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution affirmant que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciales ».

1977
— 14 août : le premier ministre israélien, Menachem Begin, décide d'entendre à la Cisjordanie et à la bande de Gaza la législation israélienne.

— 19 novembre : le président égyptien, Anwar El Sadate, est assassiné à Jérusalem et prononce un discours devant la Knesset dans lequel il énumère les cinq points sur lesquels pourrait être fondée une paix juste et durable.

1978
— 1^{er} avril : 30 000 personnes manifestent à Jérusalem pour « la paix maintenant ».

— 17 septembre : après de laborieuses négociations, à Camp David, aux Etats-Unis, sous l'égide du président Jimmy Carter, l'Egypte et Israël s'engagent à signer un traité de paix dans les trois mois.

— 8 décembre : mort de Golda Meïr.

1979
— 26 mars : le traité de paix israélo-égyptien est signé à Washington.

— 16 septembre : le gouvernement israélien autorise l'achat de terres dans les territoires occupés.

1980
— 25 janvier : la première phase du retrait israélien du Sinaï prend fin.

— 26 février : l'Egypte et Israël échangent des ambassadeurs.
— 13 juin : le Conseil européen,

réuni à Venise, adopte une résolution affirmant que « le peuple palestinien doit exercer son droit à l'autodétermination » et que « l'O.L.P. doit être associée à toute négociation ».

— 30 juillet : la Knesset adopte la Loi fondamentale qui proclame « Jérusalem réunifiée, capitale éternelle » d'Israël.

1981
— 7 juin : Israël lance un raid aérien contre le réacteur nucléaire irakien de Tammuz.

— 6 octobre : le président Sadate est assassiné, au Caire, au cours d'un défilé militaire.

— 14 décembre : la Knesset vote l'annexion du plateau du Golan.

1982
— 3-5 mars : François Mitterrand est le premier chef d'Etat européen à se rendre en Israël.

— 25 avril : Israël restitue à l'Egypte la dernière partie du Sinaï.

— 6 juin : la cinquième guerre israélo-arabe commence avec l'opération « Fatah pour la Galilée », au cours de laquelle l'armée israélienne envahit le Liban. Elle reboule les combattants de l'O.L.P. vers le nord avant de contraindre Yasser Arafat à abandonner son bastion de Beyrouth.

1983
— 10 avril : Issam Sartouli, conseiller politique de Yasser Arafat, est assassiné, au Portugal, par le groupe palestinien dissident d'Abou Nidal.

— 24 juin : Yasser Arafat est expulsé de Syrie.

1985
— 3 janvier : le pont aérien qui avait amené, en Israël, plus de six mille juifs éthiopiens (falaschas) est interrompu.

— 11 février : le roi Hussein de Jordanie et Yasser Arafat signent, à Amman, un accord qui envisage la participation d'une « délégation commune jordanienne-palestinienne » à

d'éventuelles négociations de paix avec Israël.

— 9 septembre : la Knesset adopte une loi qui interdit tout contact entre citoyens israéliens et responsables de l'O.L.P.

— 1^{er} octobre : l'aviation israélienne détruit le quartier général de l'O.L.P. près de Tunis, causant la mort d'une soixantaine de personnes.

1986
— 21 juillet : le premier ministre israélien, Shimon Pérès, s'entretient, au Maroc, avec Hassan II.

— 11 septembre : un sommet israélo-égyptien se réunit, à Alexandrie, après la conclusion d'un accord sur le litige frontalier de Tabá. Les deux parties acceptent le principe d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

1987
— 13 juillet : pour la première fois depuis vingt ans, une délégation soviétique, chargée de dresser l'inventaire des biens soviétiques en Terre sainte, arrive en Israël.

— 7 décembre : la « révolte des pierres » (Intifada) démarre dans les territoires occupés par Israël.

1988
— 30 juillet : le roi Hussein de Jordanie renonce à sa souveraineté sur la Cisjordanie en faveur de l'O.L.P.

— 15 novembre : le Conseil national palestinien (CNP), qui tient lieu de Parlement en exil, réunit à Alger, reconnaît les résolutions 242 et 338 de l'ONU. Yasser Arafat proclame la naissance de l'Etat de Palestine.

— 13 décembre : Yasser Arafat reconnaît, à Genève, à la tribune des Nations unies, le droit à l'existence d'Israël et déclare renoncer « totalement » au terrorisme.

1990
— 2 août : l'Irak envahit le Koweït, et Yasser Arafat apporte son soutien à Saddam Hussein.

1991
— 30 octobre : une conférence de paix israélo-arabe s'ouvre à Madrid. Palestiniens, Israéliens, Jordaniens et Syriens se rencontrent sous le coparrainage des Américains et des Soviétiques.

1992
— 23 juin : le Parti travailliste, mené par Itzhak Rabin, gagne les élections législatives.

— 10 septembre : M. Rabin annonce qu'Israël est prêt à négocier un « retrait limité » du plateau du Golan en échange d'une « paix totale avec la Syrie ».

— 15 décembre : 415 Palestiniens, sympathisants du mouvement intégriste musulman Hamas, sont expulsés vers le Liban sud, après l'assassinat d'un garde-frontière israélien.

1993
— 19 janvier : la loi interdisant les contacts entre Israël et l'O.L.P. est abrogée.

— 29 août : M. Pérès, ministre israélien des Affaires étrangères, annonce qu'il est parvenu avec l'O.L.P. à un accord sur un plan d'autonomie des territoires occupés, en commençant par « Gaza, Jéricho d'abord ».

— 31 août : la onzième session de discussions bilatérales israélo-arabes s'ouvre à Washington.

— 9 septembre : Yasser Arafat signe, à Tunis, un accord de reconnaissance mutuelle entre Israël et l'O.L.P.

— 10 septembre : le premier ministre israélien, M. Rabin, signe à Jérusalem l'accord de reconnaissance entre Israël et l'O.L.P.

— 13 septembre : Itzhak Rabin et Yasser Arafat participent, à Washington, en présence du président américain, Bill Clinton, à la cérémonie de signature de la Déclaration de principes sur l'autonomie des territoires occupés.

مكتب التحرير

ASIE

CHINE : incarcéré depuis 1979

Wei Jingsheng, le plus célèbre des dissidents du « printemps de Pékin », a été libéré

Les autorités chinoises ont annoncé mardi 14 septembre la mise en liberté sur parole, le matin même, du dissident Wei Jingsheng. La geste est ostensiblement opérée en vue de promouvoir la candidature de Pékin pour l'organisation des Jeux olympiques de l'an 2000, en réponse aux accusations occidentales sur la situation des droits de l'homme en Chine.

PÉKIN

de notre correspondant

Le prisonnier de Deng Xiaoping est « libre ». Wei Jingsheng, le plus célèbre des dissidents incarcérés en 1979 lors de la répression d'une première vague d'agitation pro-démocratique connue sous le nom de « printemps de Pékin », a été mis en liberté surveillée mardi 14 septembre à 9 heures du matin, pour « bonne conduite », six mois avant l'expiration en mars prochain de la peine de quinze ans de détention à laquelle il avait été condamné pour offense au Pricio. Il doit cependant se présenter à intervalles réguliers au commissariat de police de son lieu de résidence à Pékin pour rendre compte de ses faits et gestes. Et milieu de journée, il avait pu se rendre à son domicile avec la presse étrangère, mais il y avait peu de raisons de douter des déclarations officielles sur son élargissement.

Des précisions sur les circonstances de son interpellation peuvent donc aujourd'hui être rendues publiques, qui éclairaient sa personnalité. Nous avions connu Wei grâce au « mur de la démocratie », un pan de muraille grisâtre de l'ouest de Pékin où s'affichait la littérature manuscrite des dissidents depuis l'automne 1978 (1). Grand gaillard de vingt-cinq ans qui portait sur le visage son caractère décidé, il s'était illustré par un

pamphlet devenu célèbre, la *Cinquième Modernisation*, où il rejetait le marxisme-léninisme en tant qu'idéologie périmée et affirmait haut et fort que, sans la démocratie, les quatre modernisations promises par le régime que Deng n'aurait qu'un feu. Plus tard, peu avant son arrestation, il traînait publiquement Deng de « despotisme ». Ce dernier ne lui pardonna pas.

Wei tirait son anticommunisme de son expérience de garde rouge pendant la révolution culturelle, durant laquelle il avait déjà fait partie d'un groupe d'agitateurs décidés à attaquer les dirigeants à prétentions révolutionnaires comme la femme de Mao, Jiang Qing. Evidemment, la campagne, il avait découvert la misère de la Chine maoïste et s'était formé une vision du monde où ni Lénine ni Marx n'avaient décidé de leur place.

Des « secrets d'Etat »

Contrairement à ce qui lui fut reproché à son procès en octobre 1979, Wei Jingsheng n'avait pas tenté de « vendre » des « secrets d'Etat » à la presse étrangère. En revanche, il avait pris sur lui de communiquer – ainsi, semble-t-il, qu'à d'autres journalistes – des informations qui ne présentaient pas un caractère de secret militaire susceptible de nuire à la Chine mais constituaient effectivement des secrets dans le contexte fermé de l'époque. Il s'agissait de la composition du commandement du corps expéditionnaire que Deng Xiaoping venait d'envoyer contre le Vietnam pour « punir » ce dernier d'avoir envahi le Cambodge. Wei disposait de ces informations en raison de la qualité de militaire de son père – avec lequel il était d'ailleurs lié.

Les raisons pour lesquelles il jugeait important que la presse étrangère connaisse ces renseignements à sa conception de la

liberté de l'information et – nous l'avons compris après coup, mais nous n'avons pas eu le temps, sur le moment, d'en parler avec lui – à la responsabilité personnelle qu'il considérait nécessaire d'attribuer aux hommes qui, pour des raisons de grandeur obsolescentes, lançaient dans une nouvelle aventure militaire, hors de ses frontières, une Chine sortant tout juste du cataclysme maoïste. Les informations de Wei furent recueillies après d'autres sources et il apparut rapidement que plusieurs centaines de personnes au sein du régime devaient être au courant de ces « secrets ».

Peu après, Wei nous avait demandé un service qui n'était pas étranger non plus à la liberté de la presse : lui fournir une machine à ronéo afin de lancer sa revue officielle, *Explorations*, qu'il voulait un premier exemple d'organe de presse indépendant du pouvoir. Nous lui avions refusé ce service trop manifestement contraire à la conception des autorités sur les droits des journalistes étrangers à Pékin, mais avions accepté de souscrire par avance à sa revue un abonnement d'un an à un tarif nettement supérieur à celui de la presse officielle, et qui serait, aujourd'hui, dérisoire.

Lors de son procès, que les autorités voulaient secret en dépit de son caractère officiellement « public », mais dont les minutes furent publiées par d'autres dissidents, les autorités firent état de conversations dans lesquelles Wei Jingsheng paraissait tenter de manipuler ses informations auprès d'autres journalistes, un peu comme le fait aujourd'hui chaque département du gouvernement « communiste ». Les caviardages manifestes opérés dans les enregistrements sonores de la police secrète ne permettaient pas d'établir avec certitude les intentions de Wei. En tout état de cause, Wei, qui assura lui-même sa défense, exposa à quel point les faits qu'on lui reprochait

avaient rien à voir avec l'accusation implicite de trahison, et que le véritable motif de son arrestation résidait dans ses prises de position anticommunistes.

Depuis, les rumeurs les plus alarmistes avaient circulé à son sujet. Il aurait été physiquement très éprouvé par un traitement inhumain, jusqu'à souffrir de troubles mentaux. On craignait même un suicide. Les témoignages d'autres dissidents de la même époque qui ont été récemment libérés indiquent plutôt qu'ils ont été bien traités. En revanche, les autorités, qui, depuis quelques années, ont eu à cœur de faire comprendre que Wei était un prisonnier de choix, donc objet d'un traitement destiné à éviter d'en faire un martyr, ont avec insistance souligné qu'il se refusait à tout repentir quant à ses vues « contre-révolutionnaires ». Et cela même après qu'on lui eut fait faire, il y a quelques mois, un petit tour dans le Pékin « modernisé selon la théorie de Deng Xiaoping sur l'économie socialiste de marché », certes assez différent de la ville maussade et poussiéreuse que Wei avait quittée lors de son départ pour l'archipel.

Un fonctionnaire du ministère de la justice, annonçant sa mise en liberté sur parole, indiqua que le jugement du tribunal de Tangshan à l'est de Pékin, où le dissident était dernièrement détenu, précisait qu'il avait « respecté les règlements carcéraux » mais pas qu'il eut reconnu une « faute ». Va-t-il changer d'avis ? On le saura quand les autorités laisseront le vétéran des prisonniers politiques de la Chine de Deng parler aux journalistes étrangers. A moins qu'il ne soit pas libre à ce point ?

FRANCIS OERON

(1) En 1979, Francis Oeron était au bureau de l'Agence France-Presse à Pékin (NDLR).

AMÉRIQUES

HAÏTI

Le président Aristide rend l'armée responsable de la récente vague d'assassinats politiques

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Le président en exil Jean-Bertrand Aristide a réitéré la démission du commandant en chef de l'armée, le général Raoul Cedras, et du chef de la police militaire, le colonel Michel François. Dans un message en arabe diffusé par la Voix de l'Amérique, lundi 13 septembre, il a affirmé que ces deux officiers étaient responsables de la nouvelle vague de violence qui a fait plus de dix morts au cours des dernières heures (le fond du 14 septembre). Après l'assassinat, samedi, d'Antoine Izemery, l'un des partisans les plus connus du président Aristide, de nouvelles menaces de mort ont été proférées contre le maire de Port-au-Prince, Evans Paul, et contre plusieurs ministres du nouveau gouvernement, qui ont dû se cacher.

A l'issue d'une réunion samedi avec le premier ministre Robert Malval, qui reste barricadé dans sa résidence privée, le général Cedras et le colonel François ont déclaré qu'ils n'étaient pas en mesure d'assurer la sécurité des membres du gouvernement ni des installations de l'Etat. « L'armée ne joue pas le jeu de l'accord qu'elle a signé en juillet à New-York. Il est clair que Raoul Cedras, Michel François, les militaires et les attachés » (auxiliaires de la police en civil et armée) ont le

même objectif : empêcher toute coopération du retour du président le 30 octobre », constate un diplomate en poste à Port-au-Prince.

Le médiateur des Nations unies, Dante Caputo, et les représentants des « pays amis » (Etats-Unis, France et Canada) ont multiplié les pressions pour que le colonel Michel François soit démis de ses fonctions. Des informations dignes de foi, le chef de la police a refusé de se rendre au Chili, mais accepterait de partir pour la République dominicaine voisine, un pays qui sert de base arrière aux duellistes depuis 1986. Il n'est pas sûr que la mise à l'écart de Michel François suffise à remettre le processus de démocratisation sur les rails. D'autres barons duvilliers, comme Frank Román (l'ancien maire de Port-au-Prince mis en cause lors du massacre de l'église Saint-Jean-Bosco, en septembre 1988) et l'ancien général Prosper Avril sont de retour en Haïti.

Selon des informations recueillies tant à Port-au-Prince qu'à Gonâves (170 kilomètres au nord de la capitale), les « anciens » (tontons macoutes) ont été regroupés et réarmés au sein d'une nouvelle organisation, les Forces armées révolutionnaires populaires (FARP). « La communauté internationale semble ne pas comprendre la gravité de la

situation », souligne Hervé Denis, le ministre de l'information et de la culture, menacé de mort car il tente de mettre en disponibilité les journalistes de la radio et de la télévision nationales recrutés par les putschistes. Pour la grande majorité des Haïtiens, il est clair que la seule menace de rétablissement des sanctions internationales ne suffira pas à neutraliser les bandes armées et leurs commanditaires.

JEAN-MICHEL CAROIT

■ PÉROU : attentats du Sentier lumineux contre des banques. Une série d'attentats à la bombe ont fait deux blessés et des dégâts matériels devant sept banques et un édifice public, lundi 13 septembre à Lima, un jour pour jour après l'arrestation du chef et fondateur du mouvement « maoïste » du Sentier lumineux, Abimael Guzman. Selon le ministère de l'Intérieur, dix-huit rebelles de ce mouvement ont été arrêtés à l'annonce des engins explosifs contre le Parlement. La chaîne de télévision Canal 2 a brièvement montré, dimanche, Abimael Guzman, qui purge une peine à perpétuité, ainsi qu'il marchait avec difficulté dans la cour de sa prison. — (UPI, AFP)

EUROPE

Pologne, an V

Suite de la première page

Il se révéla incapable de transformer ce mouvement en grève générale : pour forcer la main au gouvernement arc-bouté sur ses limites budgétaires, Solidarité déposa une motion de censure à la Diète.

Le 28 mai, jour du vote, stupéfait y compris dans les rangs de Solidarité : la motion de censure, adoptée à une unique voix de majorité, fit tomber le gouvernement de Hanna Suchocka. Ce même gouvernement que Solidarité avait aidé à former un an plus tôt et avec lequel il venait de négocier pendant des mois un « pacte sur l'entreprise » visant à impliquer davantage les syndicats dans le processus de privatisation.

Ce vote se révéla, pour Solidarité, une démarche suicidaire : son groupe parlementaire se scinda en deux, puisque plusieurs députés de Solidarité refusèrent de voter contre le gouvernement ; et le président Lech Wałęsa lui ravit aussitôt l'initiative en décidant de dissoudre le Parlement pour convoquer des élections législatives le 19 septembre. Solidarité, premier syndicat indépendant à l'Est, tombeur du communisme, apparaît désormais clairement comme l'une des forces hostiles aux réformes.

Mais déjà, Solidarité n'était plus que l'ombre de ce qu'avait été le grand mouvement de 1980-1981. L'éclatement s'est fait en plusieurs étapes, après l'arrivée au pouvoir des hommes de Lech Wałęsa en 1989. Ce fut d'abord la guerre du soufre, qui mena au duel Wałęsa-Mazowiecki à l'élection présidentielle de décembre 1990. Cette première déchirure, la plus douloureuse peut-être, sépara le leader ouvrier et ébarbiste, l'électrique des chantiers navals de Gdansk, de ses prestigieux conseillers de l'intelligentsia de Varsovie,

de l'édification de la démocratie parlementaire. La seconde fracture a été la droite de Solidarité, en deux temps. Lech Wałęsa, devenu président de la République, s'est d'abord séparé des frères Kaczyński et de leur groupe dont il s'était entouré à la présidence en 1991, puis, l'année suivante, s'est très durement affronté avec le premier ministre Jan Olszewski, l'ancien avocat des prisonniers de Solidarité.

Wałęsa, meurtri mais vainqueur

Enfin, cette année, la dernière rupture fut celle de Lech Wałęsa avec Solidarité, « son » syndicat, qu'il avait si hétéroclitement dirigé mais qui, les relations se tendant, ne daigna pas l'inviter à prendre la parole à son congrès, en juin.

Chaque fois, le président est le dessous, mais sortit meurtri de ces combats, blessé par la dégradation de son image. Aujourd'hui, « c'est un homme très seul » qui occupe le Belvédère, remarque l'un de ses conseillers, le juriste Lech Palanysz, « Comme Polanski (1). Seul que Polanski avait ses légionnaires. Nous ici, nous sommes seuls ». Deveau méfiant à l'égard des « élites », Wałęsa préfère garder à ses côtés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, son fidèle chauffeur Wachowski, qu'il a bombardé ministre d'Etat, prêtant le flanc à toutes les critiques.

Depuis quatre ans pourtant, son flair politique ne lui a jamais fait défaut : sa décision de dissoudre le Parlement fin mai, coupant l'herbe sous le pied de Solidarité, a été saluée même par ses adversaires comme un coup de maître. « Finalement », constate Michał Zieliński, un économiste libéral, il a su diriger malgré les crises, il a eu un rôle stabilisateur. » Mais le président



Adam Michnik, Tadeusz Mazowiecki, Bronisław Geremek, Jacek Kuron... Aujourd'hui, Adam Michnik a renoué à la politique proprement dite et dirige le journal qu'il a fondé en 1989, *Gazeta Wyborcza* — une belle réussite — tout en parcourant le monde et en méditant sur les embûches du post-communisme.

Jacek Kuron, ministre du travail dévoué corps et âme à sa cause, a l'insigne honneur d'avoir donné son nom aux allocations-chômage, les *kuronizmy*, et le 25 juin dernier, s'est fait physiquement agresser par une foule de retraités craintifs alors qu'il commentait les émeutes de Radom, qui, le 25 juin 1976, avaient donné naissance au KOR, ancêtre de Solidarité. L'ancien ministre Tadeusz Mazowiecki, président de l'Union démocratique, le parti le plus engagé dans les réformes, fait pour l'ONU de courageux rapports sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yugoslavie, malheureusement jamais suivis d'effets. Quant au professeur Geremek, il est de nouveau le stratège de cette campagne pour l'Union démocratique, un stratège désespéré par les lenteurs

s'enouie dans ses habits constitutionnels trop étroits et provisoires, envie la popularité du premier ministre Hanna Suchocka, et rêve toujours d'un régime présidentiel.

Comme c'était prévisible, Solidarité s'est morcelé. Son éclatement, pourtant, s'est davantage fait sur des luttes de pouvoir, ou sur les méthodes d'exercice du pouvoir, que sur des lignes idéologiques claires. Quatre ans après leur victoire sur le communisme, les héritiers de Solidarité, désormais orphelins, n'ont pas réussi à imposer une véritable clarification de la scène politique, où à la stabiliser durablement. Parallèlement pourtant, la Pologne réussissait à prendre le bon virage économique. L'enjeu des élections du 19 septembre, précisément, se situe là : que l'immaturité politique ne réduise pas à néant les progrès économiques.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Homme d'Etat polonais de l'entre-deux-guerres.

Prochain article
II. — Le choc de la thérapie

FESTIVAL D'AUTOMNE 1993

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

Mercredi 15 septembre, le Monde vous offre en exclusivité le programme complet du Festival d'automne : théâtre, danse, musique, cinéma. Une présentation détaillée de chaque spectacle et toutes les informations pratiques.

Supplément gratuit du MONDE - 52 pages - 15 septembre (daté 16) - Uniquement en Ile-de-France

فانك من لاصط

Une étude du « Guide du pouvoir »

Les membres des cabinets ministériels sont moins nombreux que dans les gouvernements précédents

En publiant l'édition 1992 de son *Guide du pouvoir*, Jean-François Doumic observait, l'an dernier, que, « pour la première fois depuis vingt ans, tous les indicateurs sont à la baisse dans les cabinets ministériels : moins de membres de cabinets en valeur absolue, et moins dans chaque ministère ». Dans la septième édition de ce guide qui vient d'être publiée (1), cette tendance trouve une confirmation. Édouard Balladur a considérablement amplifié le mouvement lancé par son prédécesseur à l'hôtel Matignon, Pierre Bérégovoy. « Avec quatre cents membres de cabinets ministériels, le moins que l'on puisse dire, écrit M. Doumic, c'est que le régime Balladur aboutit à un dégraissage radical de ces précieux auxiliaires : 30 % de moins que sous Bérégovoy, 40 % de moins que sous Cresson, et 44 % de moins que sous Rocard ».

Cette chute brutale du nombre de collaborateurs déclarés officiellement dans les cabinets est la résultante directe de la diminution nette du nombre de membres du gouvernement. Ne comptant aucun secrétaire d'État, le gouvernement de M. Balladur rappelle, par la taille, ceux du début de la République (voir le graphique), notamment le dernier gouvernement dirigé par Georges Pompidou... dont M. Balladur fut un conseiller technique. Le gouvernement Balladur reste toutefois dans la norme pour le nombre

moyen de collaborateurs par ministère. Il compte 13,2 personnes par cabinet. Au-dessus, on trouve les gouvernements Bérégovoy et Rocard avec, respectivement, 13,5 et 14 personnes en moyenne; au-dessous, les gouvernements Fabius (12,3) et Mauroy (11,6).

« Un petit quart des actuels membres de cabinets participaient déjà à la cohabitation en 1986, un deuxième petit quart militait (et milite encore) au RPR, à l'UDF ou dans les états-majors des présiden-

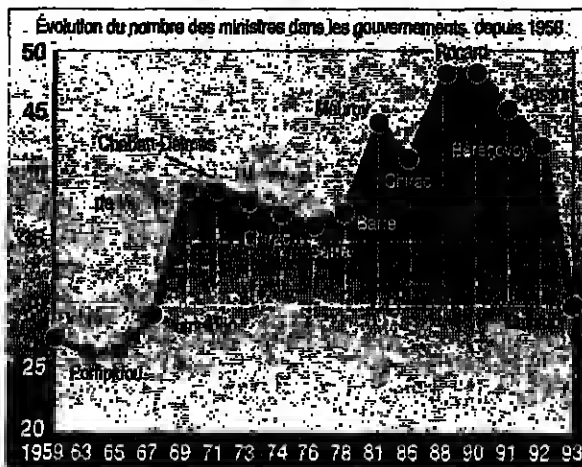
tiels », remarque l'éditeur du guide, en notant qu'un troisième « gros quart » de collaborateurs continuait souvent à travailler dans le fief local ou à la permanence parlementaire du ministre auquel ils sont attachés. Cette dernière forme de recrutement est visible, selon M. Doumic, chez Michel Girard (travail), Charles Pasqua (intérieur), Gérard Longuet (industrie), Alain Carignon (communication), Daniel Hoellfer (aménagement du territoire) et André Rossinat (fonction publi-

que). Les postes-clés sont toujours détenus par des « énarques masculins et quarantennaires », qui représentent 36 % des effectifs des cabinets en 1993, pourcentage identique à celui de la première cohabitation. Entre ces deux périodes, cependant, ce pourcentage avait régulièrement diminué. Actuellement, vingt et un des trente directeurs de cabinets ministériels sont diplômés de l'ENA. Face à cette oligarchie, les diplômés d'HEC (École des hautes études commerciales) « se comptent sur les doigts de la main » et les « X-Mines » ou les « X-Points » (polytechniciens) également diplômés de l'École des mines ou de l'École des ponts et chaussées) « ne dépassent pas la vingtaine ».

Le *Guide du pouvoir* relève, enfin, que « la féminisation des cabinets connaît un sérieux coup d'arrêt » dans le gouvernement Balladur : elles sont 23 %, contre 30 % dans les cabinets du gouvernement Bérégovoy. En valeur absolue, la chute est encore plus brutale : 93 femmes contre 180, l'an dernier. Si les ministères femmes sont moins nombreux que sous les gouvernements de gauche, en revanche, les directeurs de cabinet du « deuxième sexe » sont en proportion comparable.

O. B.

Une équipe restreinte



(1) Le *Guide du pouvoir* 93, éditions Jean-François Doumic, 750 pages, 490 francs.

Principale obédience maçonnique française

Le Grand Orient est opposé à une révision du droit d'asile

Le congrès annuel du Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française, qui revendique trente-sept mille « frères », a rassemblé à Paris, du 2 au 5 septembre, les délégués de huit cents loges, qui ont reconduit dans ses fonctions de grand maître Gilbert Abergel, élu en 1992. Au nom de cette obédience, qui a souvent été en sympathie avec le Parti socialiste avant de marquer ostensiblement ses distances avec lui au cours de ces dernières années, M. Abergel a pris acte du changement politique intervenu en mars dernier, tout en s'élevant fermement contre « les graves atteintes aux principes républicains » que représentent, selon lui, les lois sur le code de la nationalité, les contrôles d'identité et le droit d'asile.

Sur ce dernier point, le grand maître a condamné la révision constitutionnelle soumise par Charles Pasqua, car il estime qu'il ne faut pas adapter les textes fondateurs

de la République à des réalités contingentes. « Cette démarche n'est pas la bonne », a-t-il ajouté. Très attaché aux principes laïques, M. Abergel s'est enfin félicité du report sine die de l'examen de la proposition réformant la loi Falloux.

Le grand maître du Grand Orient a également évoqué la politique de développement de la maçonnerie dans les anciens pays du bloc de l'Est, où les obédiences françaises se trouvent en concurrence avec la maçonnerie anglo-saxonne. « Il y a deux écueils à éviter : la dérive mafieuse et le réseau politique », a indiqué M. Abergel, qui s'est dit « très préoccupé », aussi, par la situation africaine, où la maçonnerie française continue d'irriguer les réseaux de pouvoir. M. Abergel a souligné que la situation au Togo avait entraîné la fermeture des deux loges du Grand Orient et le report de « l'allumage » [l'ouverture] d'une troisième.

G. P.

Mis en cause pour un marché suspect

Le PC réunionnais est aux prises avec la justice

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

Le siège du syndicat intercommunal à vocation multiple de la Réunion (SIVOMR), sur la commune de Port, fait l'objet, depuis le début du mois, d'une « garde » par des militants du Parti communiste réunionnais (PCR). A tour de rôle, des équipes venant de Saint-Pierre, Saint-Louis, la Possession, le Port et Sainte-Suzanne assurent une permanence devant l'immeuble du SIVOMR, syndicat regroupant des municipalités dirigées par le PCR. La formation dirigée par Pierre Vergès a décidé de rester en alerte autour de ce bâtiment pour prévenir toute persécution des gendarmes ou des forces de police, agissant dans le cadre de l'affaire dite de l'indigement de la rivière des Galets.

Cité dans cette affaire aux côtés de responsables du groupe Dumez, qui auraient bénéficié du marché après « truquage » de l'appel d'offres - Jean-Luc Bassol, directeur de Dumez pour l'Afrique et les DOM-TOM, a été mis en examen et placé en détention provisoire le 17 août dernier. Pierre Vergès, fils de Paul et maire du Port, est sous le coup d'un mandat d'arrêt après son entrée dans la « clandestinité », en avril dernier. Pour tenter de le retrouver, les enquêteurs locaux ont reçu le renfort de six policiers venus de métropole.

Cette affaire occupe depuis plusieurs mois la « une » du quotidien du PCR. *Témoignages*, qui dénonce la « nullité » de la procédure et le « vide » du dossier. En avril dernier, le quotidien communiste estimait

que cette affaire constituait un véritable acte de « guerre » des autorités judiciaires locales à l'encontre du parti. Malgré une grande offensive médiatique, les dirigeants communistes réunionnais n'ont pas pu créer un courant d'adhésion populaire autour de Pierre Vergès.

ALIX DIJOUX

Une cantonale partielle

MARTINIQUE : caenn du Lamentin 2 (1^{er} tour).

1. 5108 : V., 1789 : A., 64,08 % ; E., 1645.

Claire Turonoff-Lesdéma, PCM, 1411 (85,77 %) ; ELUE.

Georges Descieux, RPR, 106 (6,44 %) ; Hugues Billard, div. d., 80 (4,86 %) ; Léo Costet, div. d., 48 (2,91 %).

[Ce scrutin, dimanche 12 septembre, était rendu nécessaire par la décision du tribunal administratif de Fort-de-France, qui avait déclaré « démissionnaire d'office » pour infraction à la législation sur les comptes de campagne, Pierre Samet (PCM), conseiller général très largement réélu au premier tour des élections de mars 1992. M. Samet était inéligible pour un an, le Parti communiste martiniquais a mandaté pour le remplacer Claire Turonoff-Lesdéma, qui remporte sans difficulté cette élection partielle. L'ampleur de sa victoire doit toutefois être relativisée par la faible taux de participation, M^{me} Turonoff-Lesdéma perdant, en fait, un millier de voix par rapport au score obtenu par M. Samet en mars 1992.

22 mars 1992 : L., 4 830 ; V., 3 203 ; A., 33,68 % ; E., 2 839 ; Pierre Samet, c. s., 2 486 (87,77 %) ; Henry Coridon, div. d., 215 (7,52 %) ; Hugues Billard, 146 (5,10 %).

Les rapports entre le RPR et l'UDF

Dominique Baudis estime que le premier ministre peut « réduire la fracture » de la droite

Une semaine après l'Université d'été du CDS, qui avait fourni aux centristes l'occasion de se donner comme objectif d'être le « garde rapproché » d'Édouard Balladur, Dominique Baudis, président exécutif du CDS et maire de Toulouse, a expliqué, dimanche 12 septembre au « Forum » de Radio-1, que « le premier ministre appartient au RPR », mais qu'il « a su se faire adopter par l'UDF » et qu'il « donne, à juste titre, le sentiment aux Français qu'il est en mesure de réduire cette fracture entre les deux principales familles de la majorité ».

M. Baudis a ajouté, à propos des prochaines élections européennes, que M. Balladur « est peut-être celui qui est le mieux à même de réunir le plus largement possible, au sein de la majorité, ceux qui veulent faire avancer la construction européenne ».

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a indiqué le même jour, au « Forum RMC-Express », qu'il y a, selon lui, dans sa formation politique, des candidats pour la prochaine élection présidentielle.

Citant les noms de Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing, François Léotard et René Monory, M. Millon s'est interrogé : « Pour quoi voulez-vous que l'UDF ne soit pas présente à l'élection présidentielle ? On verra le moment venu. Je suis sûr que les Français choisiront le mieux adapté à la situation. »

De son côté, Gérard Longuet, président du Parti républicain et ministre de l'Industrie, indique, dans un entretien publié dimanche par le *Republican* lorrain, que son parti briguera la présidence de l'UDF quand « le moment sera venu, c'est-à-dire quand M. Giscard d'Estaing choisira de [la] quitter ». M. Longuet, qui avait suscité une polémique en assurant, au cours de l'Université d'été du PR, que sa formation avait « vocation » à présider l'UDF (le *Monde* du 7 septembre), ajoute que « le PR, dans un système dominé par le scrutin majoritaire à deux tours, a intérêt à évoluer à l'intérieur de l'UDF ». « Nous sommes dans une logique interne à l'UDF », insiste-t-il.

S'appuyant sur les élus de Rhône-Alpes

Charles Millon se pose comme l'interlocuteur du ministre de l'aménagement du territoire

LYON

de notre bureau régional

Avant que Charles Pasqua ne lance, dans les régions, son « débat national » sur l'aménagement du territoire (le *Monde* du 9 septembre), Charles Millon, président (UDF-PR) du conseil régional Rhône-Alpes, a organisé, samedi 11 septembre, au siège du conseil, une journée intitulée « Partenaires du territoire ». Devant près de trois mille invités, dont de nombreux élus de toutes tendances, il a demandé au gouvernement que « Rhône-Alpes n'ait l'honneur d'être un terrain d'expérimentation et soit choisie comme région pilote ».

Par l'organisation de cette journée, préface à des réunions dans les huit départements de la région, M. Millon voulait rappeler que la loi de décentralisation de 1982 donne compétence aux conseils régionaux en matière d'aménagement du territoire et qu'en Rhône-Alpes la réflexion est déjà bien engagée : il y a un an, l'assemblée qu'il préside avait adopté un

schéma, tandis que la préfecture de région publiait un document prospectif (le *Monde* daté 8-9 novembre 1992). Estimant que la méthode employée pour ce dossier doit « modifier le mode de gestion des affaires publiques », M. Millon, qui se pose ainsi comme interlocuteur principal de M. Pasqua, pour l'UDF, dans ce débat, a proposé aux élus de Rhône-Alpes que chaque conseil de développement, négocié entre la région et les communes, puisse faire l'objet d'un référendum local.

Les maires de Lyon, Grenoble et Saint-Etienne étaient absents de cette manifestation. Le ministre de l'environnement, Michel Barnier, président (RPR) du conseil général de Savoie, et le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, maire (UDF-CDS) d'Amnecy, se sont bornés à adresser des messages aux participants de cette journée et à son initiateur.

BRUNO CAUSSE

Pressé de dire s'il sera ou non candidat

Michel Rocard renvoie au printemps le choix de la tête de liste socialiste aux européennes

Michel Rocard a indiqué, lundi 13 septembre, à Strasbourg, que les responsables socialistes « décideront de leur tête de liste pour les élections européennes après les élections cantonales » de mars prochain. Le président de la direction nationale du PS a ajouté qu'il n'est, lui-même, « qu'un des candidats possibles ». Venu soutenir le candidat du PS à une élection cantonale partielle fixée au 19 septembre, M. Rocard a assuré que son parti « va mieux », mais qu'« il faut encore le consolider, se refaire des forces après la défaite des législatives ».

Pressé de divers côtés d'annoncer qu'il prendra la tête de la liste du PS aux élections européennes de juin 1994 (le *Monde* du 14 septembre), M. Rocard entend se consacrer le temps de la réflexion. Il s'agit, en effet, d'un scrutin qui a toujours vu, dans le passé, les socialistes à leur « étiaje », du fait de la concurrence que leur font les écologistes ou des listes de centre gauche.

Les élections législatives partielles - déjà organisées ou prévisibles, en raison du contentieux dont le Conseil constitutionnel est saisi sur les élections générales de mars dernier - et les élections cantonales de mars prochain fourniront au PS des indications sur sa capacité à retrouver son électeur traditionnel et à rassembler la gauche au second tour.

« Débat fracassant »

« Il n'y a pas d'effet Balladur », a observé déjà, lundi, Jean Glavany, porte-parole du parti, au sujet de la législature partielle de Loire-Atlantique, qui a vu le candidat de la droite progresser par rapport au premier tour de mars

dernier, mais moins que ce l'a fait celui du PS. « Nous constatons qu'il y a un vrai décalage entre la popularité du premier ministre et le résultat de son candidat à Saint-Nazaire », a ajouté M. Glavany. C'est, pour nous, un signe d'espoir ».

La préparation du congrès socialiste d'octobre prochain préoccupe les minoritaires, qui n'ont pas signé la motion commune des principaux courants du parti et qui craignent un « vote utile » des militants en faveur de la direction. Louis Mermaz, ancien ministre, qui présente sa propre motion en compagnie de Roland Dumas, exprime, dans un entretien publié lundi par le *Figaro*, le souhait d'un « débat fracassant », afin que ces assises soient, dit-il, « un vrai congrès ».

« Nous récusons l'unanimité de façade, le consensus mou au niveau national et, à plus forte raison, nous devons nous appliquer à ne pas installer ce consensus mou à l'intérieur du PS », affirme M. Mermaz, qui estime que « le PS ne doit pas confondre son rôle avec celui du président de la République ».

Jean Poperen, ancien ministre lui aussi et auteur d'une motion pour ce congrès, a réuni ses amis, le 11 septembre, à Paris, pour dénoncer, de la même manière, la « ligne de passivité, le consensus mou » qu'accuse M. Rocard, selon lui, à la tête du PS. M. Poperen propose une « volonté politique », qui tend à faire du PS, « comme il n'aurait jamais dû cesser de l'être, l'animateur du mouvement social ». Il a indiqué que ses partisans voteront, outre leur propre motion, les amendements au texte des courants majoritaires que veulent déposer Martine Aubry et Elisabeth Guigou et qui porteront sur l'Europe et le partage du travail.

BIBLIOGRAPHIE

A la manière de... François Mitterrand

J'ALLAIS VOUS DIRE... Journal apocryphe d'un président éditions J.-C. Lattes 433 p., 110 F.

A an croire le mémorieliste anonyme qui emprunte sa plume, François Mitterrand n'aurait qu'un souci en tête lorsqu'il se retrouvait seul avec lui-même : se défendre. Assailli par ses adversaires, gêné par ses partisans, mal compris, voire incompris, mal jugé, mal considéré, suspect d'entière-pensées inavouables, déçu dans ses attentes, parfois dément par les faits, le président devrait vérifier à son tour l'intérêt qu'il a à l'approuver. Le *Journal apocryphe d'un président* assure que c'est toujours le cas.

J'allais vous dire... - la formule placée au début de chaque chapitre, selon l'éditeur, à une conversation avec le président - conjecture ce que son auteur suppose s'est retenu d'exprimer publiquement, au fil de douze ans d'exercice du pouvoir suprême. Le pari est tenu avec bonheur, le livre visant plus loin que la pastiche et composant un portrait. Il explore la pensée du chef de l'Etat et sa « manière » par mille chemins que l'auteur, anonyme, a repérés dans ses discours, ses écrits, les ouvrages déjà nombreux consacrés aux septennats et peut-être, aussi, dans une

fréquentation plus directe de son sujet, puisqu'il invoque, pour justifier son anonymat, ses « fonctions » passées et présentes, autant que le désir de s'affranchir du personnage auquel il prétend donner la parole.

François Mitterrand est crédité par son « nègre » d'une « praxis » troublante, qu'il s'agisse de l'évolution du Parti communiste, du tournant politique de 1983 ou des bêtises de Jacques Chirac pendant la première cohabitation, entre autres exemples. Pour le reste, le portraitiste rassemble sans complaisance les diverses facettes du talent politique de son héros : clairvoyance, lucidité, courage, volonté, mais aussi cynisme, mauvaise foi, mépris, goût de la revanche. De Gaulle fait les frais de la passion qu'inspire à son auteur, tel qu'il l'auteur l'imagine ou croit la connaître, le sentiment d'une longue injustice. La praxis de Mitterrand France lui inspire, dans le même ordre d'idées, un marceau de bravoure criant de vérité.

Admiratif, l'auteur anticipe néanmoins une distance désordonnée ironique avec son sujet, dont les raisonnements sont toujours forts, mais dont les idées d'écriture ou, plutôt, de pensée prêtent à sourire. L'imposture trouve à son excuse en même temps que sa réussite.

P. J.

Raymond Barre légèrement contusionné dans un accident de la route. - L'ancien premier ministre Raymond Barre et sa femme Eve devaient quitter dans la journée du mardi 14 septembre l'hôpital Saint-Roch, à Nice, où ils ont été admis lundi soir vers 18 heures, après avoir été victimes d'un accident de la circulation. Le couple regagnait la villa familiale de Saint-Jean-Cap-Ferrat quand, sur la Basse Corniche, à hauteur de Villefranche-sur-Mer, M. Barre a perdu le contrôle de la R 9 qu'il conduisait. Le véhicule a fait une embardée et heurté, sur la chaussée opposée, un poteau électrique.

Des élus écologistes d'Ile-de-France s'inquiètent du résultat de l'élection partielle de Saint-Nazaire. - Jean-Luc Benhamias, Jean-Félix Berard, Alain Lipietz et Alain Rist (Verts), Jean-Jacques Porchez, Guy Konopinski, Jean-François Bailion et Monique Le Saux (Généraliste Ecologie), estiment que le maigre résultat (4,56 % au total) obtenu par les candidats des Verts et de Génération Ecologie à l'élection législative partielle de Saint-Nazaire (le *Monde* du 14 septembre) est, pour les écologistes, « un signe supplémentaire de désaveu de la part de leur électeur ».

البيان

Cent cinquante ans après la disparition de l'expédition britannique dans l'Arctique, une équipe de passionnés découvre de curieux indices

s'agit des traces du passage du lieutenant Browne, parti à la recherche de Franklin en 1851. Il avait signalé s'être abrité de la tempête pendant trois jours sur une plage mais sans pénétrer dans l'île. S'il l'avait fait, peut-être aurait-il trouvé des survivants. A 5 kilomètres seulement de son campement...

La description d'une nouvelle espèce d'arthropode, datant du cambrien, nous permet d'espérer une meilleure compréhension de cette période cruciale pour l'évolution de la vie.

espèce fossile n'en restera pas moins essentiellement pour mieux comprendre l'explosion de vie survenue au Cambrien. Une explosion d'autant plus remarquable qu'elle aurait eu lieu, affirment la revue *Science* (datée du 3 septembre), dans un laps de temps deux à trois fois plus court que prévu : entre - 530 et - 525 millions d'années (à un million d'années près), et non entre - 570 et - 530 millions d'années comme on le pensait jusqu'alors. A en croire la datation à l'uranium utilisée par l'équipe américaine de la Berkeley (McMurtrei, du Lawrence Institute of Technology, Cambridge), c'est donc en quinze millions d'années, une broutille à l'échelle géologique, que l'ave-

du vivant se serait alors joué.

CATHERINE VINCENT

(1) *La Recherche* n° 164, mars 1983.

(2) Les trilobites (aujourd'hui disparus), les crustacés (homards, crabes, crevettes), les chélicérites (araignées, scorpions) et les autres, les arthropodes appartenant, entre autres, les insectes.

3

SON DE COMMANDE à reformer
chez Editions Hémisphère
Micheline Coleman
26, rue Racine - 75006 Paris

CIEN

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____
 Code Postal _____
 Ville _____
 Je souhaite recevoir _____ exemplaire(s) de
 la "PETITE ENCYCLOPÉDIE MÉDICALE
 HAMBURGER" au prix de souscription de
 495 FF jusqu'au 31 octobre 93 + 30 FF frais
 de port soit un montant total de 525 FF.
 J'ajoute un chèque d'un montant de
 FF à l'ordre de l'éditeur.

SCIENCES • MÉDECINE

Il était une fois les médecins

Une enquête du CNRS permet de mieux comprendre l'histoire récente de la médecine française et éclaire les enjeux auxquels le corps médical est confronté

C'ÉTAIT au temps où l'on n'avait pas l'œil fixé sur les dépenses de santé. Au temps des médecins de famille, ces hommes-orchestres pour qui « la clinique », comme on disait alors, était la référence suprême. Aujourd'hui, le temps d'une enquête, ces médecins ont accepté de se souvenir, de raconter leur époque, leur profession, leurs malades. Leurs propos témoignent de l'histoire de ce siècle et des deux grandes révolutions qui l'ont marquée : l'avènement des antibiotiques et l'instauration de la Sécurité sociale.

Pour mener à bien leur enquête, Claudine Herzlich (sociologue au CNRS et directrice de l'unité « médecine, maladie et sciences sociales » de l'INSERM), Martine Bungener (économiste, CNRS), Geneviève Paicheler (sociologue, CNRS), Philippe Rausin (chercheur en littérature, CNRS) et Marie-Christine Zuber (statisticienne, CNRS) ont adressé, en avril 1989, un questionnaire très détaillé aux 16 000 médecins retraités inscrits au fichier de l'Ordre des médecins. Au total, 5 491 d'entre eux, âgés en moyenne de soixante-douze ans, ont accepté d'y répondre.

Qui étaient-ils ? Les plus âgés ont commencé leurs études de médecine en 1908, les plus jeunes en 1962. La plupart sont des hommes (un peu moins de 10 % sont des femmes) mais l'étude selon l'âge de naissance confirme que la profession a cessé de se féminiser. Issus pour beaucoup d'une famille nombreuse (de trois enfants en moyenne), un tiers de ces médecins avaient dans leur famille un ou plusieurs praticiens.

D'emblée, on est frappé par ce que les auteurs appellent le « polyexercice » de ces médecins. Plus des deux tiers ont exercé la médecine générale et, si 36 % ont été spécialistes, 43 % d'entre eux ne l'ont été qu'à temps partiel. Dans 83 % des cas, le cabinet était intégré au domicile du médecin. Lors de la première installation en cabinet libéral, la conjointe du « jeune médecin » jouait un rôle important, répondant au téléphone et accueillant les malades dans près de 70 % des cas. Les femmes médecins n'étaient, elles, que 2 % à être secondées par leur mari...

L'avènement du téléphone automatique bouleversa les modalités d'exercice, en passant de la campagne ou en banlieue. Pour les médecins de campagne, la possession d'un véhicule était primordiale. « Avec les voitures d'occasion d'après-guerre, on n'était jamais sûr de revenir quand on partait... Alors on nous prêtait un vélo, costait l'un d'eux. On passait beaucoup de temps à faire le garagiste car on ne pouvait passer son temps à l'appeler

(...) Il fallait prendre ses précautions, s'arranger pour mettre la voiture en haut d'une pente pour pouvoir repartir si elle ne démarrait pas ou savoir mettre de l'alcool ou même parfois de l'éther directement dans le carburateur pour la faire démarrer... »

Malgré les bouleversements scientifiques et médicaux qui ont marqué ces décennies, la formation continue était laissée à la libre appréciation du praticien. 90 % des médecins se sont ainsi formés par le biais de la presse médicale ; en outre, 31 % des plus anciens et 38 % des plus jeunes ont également suivi un enseignement post-universitaire.

Une « science de l'œil »

La formation initiale était, elle, marquée par un enseignement clinique poussé, « à la lit du malade ». « C'est une science de l'œil avant tout, la médecine, dit un généraliste de soixante-six ans. Les mains, bien sûr, viennent après, le stéthoscope, les analyses... mais je crois quand même que c'est l'œil qui permet de prendre une conscience rapide. »

C'était l'époque des « maîtres », ces grands médecins « vedettes » d'un cérémonial médical qui, en fin de compte, ne visait qu'à pallier le manque de moyens techniques d'investigation. Souvent, ces « patrons » n'hésitaient pas à se transformer en « grands consultants » et à se déplacer au domicile de quelque malade fortuné. « Ils avaient la renommée d'être des grands cliniciens, qu'on faisait venir pour des cas auxquels on ne comprenait rien. C'étaient des gens qui vous débrouillaient un cas en faisant le véritable Sherlock Holmes. Ils ne se trompaient pas. On n'a plus ces gens-là », constate un généraliste installé en 1947.

Cette médecine fondée sur l'observation extérieure du corps était très proche de celle qui était en vigueur au XIX^e siècle, héritière de l'école de Paris qui, des décennies durant, avait dominé la médecine mondiale. Au terme de leur carrière, une forte majorité de médecins demeurent d'ailleurs encore très attachés à cette médecine : « Je tiens, c'est très technique. Il y a trop de laboratoires, trop d'examen de ceci, de cela. On ne sait plus examiner un malade. »

Pour autant, les médecins les plus âgés témoignent le souvenir de cette époque baignée d'un sentiment d'impuissance thérapeutique. L'acuité du regard ne débouchait sur rien de tangible. « On faisait des médications inavouables, se souvient un vieux médecin. Des hémostatiques, on prenait le sang de la mère qu'on filait dans la jesse du

gosse (...), on cherchait par tous les moyens, on n'avait rien. »

Ce sentiment d'impuissance, d'une médecine qui piétine, est pourtant largement contredit par les faits. Dès la fin du XIX^e siècle, de nombreuses découvertes avaient révolutionné la médecine. En 1895, les rayons X avaient été découverts et, à partir de 1920, il était devenu possible de radiographier une tuberculose. Avant la deuxième guerre mondiale, on pouvait effectuer des numérations globulaires, des mesures de la vitesse de sédimentation et des électroencéphalogrammes. L'insuline avait été découverte en 1921 et avec elle le traitement du diabète. Avant 1940, les vitamines A, B1, B2, B6, C, E avaient été synthétisées, permettant du même coup le traitement des maladies de carence. En 1938, le premier antihistaminique avait été commercialisé, etc. Mais, tout cela, les médecins semblent pratiquement l'avoir oublié. Ils ne conservent de leur pratique qu'un souvenir de scepticisme et de dénuement thérapeutique.

Pour tous, c'est à la Libération que s'est produit le vrai miracle, le moment exceptionnel qui surpasse tous les autres : l'arrivée de la pénicilline et de la streptomycine. « Dans l'hôpital Claude-Bernard, se souvient un généraliste, on courrait d'une salle à l'autre pour voir les miracles, les types qui étaient entérés, mouroient le soir, le lendemain, étaient guéris avec une piqûre de pénicilline (...). J'ai vu apparaître ensuite la streptomycine qui guérissait la tuberculose, puis le Rimfonc de façon totale, radicale (...). Et puis après il ne s'est plus produit tellement de choses extraordinaires, pour le reste, ça n'a pas changé beaucoup : une lente amélioration dans le traitement du cancer. Feint à petit, on grignote, d'année en année, il n'y a pas eu de choses spectaculaires. »

De la naissance à la mort

Cette époque, le médecin de famille était un personnage essentiel. Il accompagnait ses patients de la naissance à la mort et prenait en charge l'organisation sanitaire locale. Sa pratique était pourtant moins polyvalente. Il faisait toute la petite chirurgie aux poussoirs en tout genre et passait les accouchements à domicile. Le fait de assister à une naissance était pour beaucoup d'entre eux un moment de plaisir, tranchant sur la routine et la solitude de la pratique quotidienne. « Ça se passait en famille avec la grand-mère, et les enfants autour (...). C'était tout à fait autre chose qu'un accouchement en clinique (...). Ce n'était pas de la médecine, vraiment, c'était une fête comme on en voit peu. C'était extraordinaire en 1947. Les risques, les accidents, les médecins les plus âgés ne s'y référaient jamais, comme si, pour une fois, ils pouvaient abandonner un discours d'impuissance pour celui de la maîtrise et de l'habilité. Ces médecins de famille étaient véritablement les hommes-orchestres du système de santé. Acteurs de la santé publique, ils prenaient également en charge une activité préventive dont le temps fort était, surtout à la campagne, les séances de vaccination collective.

Cette description de la pratique quotidienne nous amène au médecin de famille tranché évidemment sur celle du médecin généraliste d'aujourd'hui. Dès les années 50, cette pratique s'est peu à peu circonscrite. Le généraliste est devenu l'un des acteurs d'un système complexe où les différents rôles se sont spécifiés voire hiérarchisés. Il doit situer son action par rapport à l'hôpital et par rapport aux spécialistes.

Dans le même temps, la pratique hospitalière a elle aussi considérablement évolué. Au début du siècle, l'hôpital était le lieu où l'on soignait les plus pauvres. Après la seconde guerre, il est devenu le lieu où s'exerce une médecine sophistiquée. Cette évolution s'accéléra en 1958 à la suite de la réforme élaborée par le professeur Robert Debré créant en particulier les centres hospitalo-universitaires (CHU).

Le médecin de famille disparaît. Le malade change. Plus informé et plus exigeant, il devient, au dire des médecins, moins fataliste et plus douillet. En outre, fait essentiel, les relations d'argent entre le médecin et son patient vont, elles aussi, considérablement évoluer au cours de cette période.

Dès le siècle dernier, le développement des associations médicales avait permis une stabilisation des modes de rémunération. En 1881, les syndicats de médecins, encore non officiels, avaient établi des barèmes facultatifs de « tarifs syndicaux », tentant du même coup d'harmoniser les tarifs des consultations et de diminuer la pratique des paiements en nature. C'était aussi le début de la « médecine sociale », l'apparition des premières sociétés de secours mutuel. Le « grand tournant » de la médecine libérale n'était pas loin.

C'est tout d'abord en 1930 que fut promulguée la loi créant les assurances sociales. La CGT, proche de la SFIO, y était favorable, alors que le Parti communiste, refusant en particulier l'idée d'une cotisation ouvrière, ne voulait pas en entendre parler. A ses côtés, on trouvait, pour d'autres raisons, le patronat, les paysans et les sociétés

de secours mutuel qui craignaient d'être dépossédées de leur rôle et de leur influence. Au sein du corps médical, aussi, la bataille faisait rage. Mais finalement tout est rentré dans l'ordre avec la création de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui vote une charte où figurent les principes du libre choix du médecin par le malade, du secret professionnel, de la liberté thérapeutique et de l'entente directe (le médecin fixe librement ses honoraires, indépendamment des remboursements que pourront accorder aux patients les assurances sociales).

« Le plus beau métier du monde »

Quinze ans plus tard, en 1945, ces conflits reprendront de plus belle à propos des ordonnances sur la Sécurité sociale. Le système mis en place prévoyait un « conventionnement » entre les syndicats médicaux départementaux et les caisses régionales de Sécurité sociale avec accord sur les « tarifs opposables », c'est-à-dire, en principe, imposés au corps médical. Ce système, complexe et fragile, n'était contraignant pour aucun des partenaires et fonctionnait très mal. Il faudra en définitive attendre le décret du 12 mai 1960 pour que ce système devienne imposé. A la base de celui qui existe aujourd'hui, il prévient l'adoption d'une convention fixant les tarifs, dont les dispositions sont obligatoires et engageant les signataires. Au terme de débats passionnés - de nombreux médecins dénonçant la menace de fonctionnarisation de la médecine - la convention de 1960 sera adoptée par la CSMF. 70 % des médecins se conventionneront dès cette première convention.

A les entendre aujourd'hui, les médecins d'alors ne semblent pas avoir vécu cette période comme celle d'un profond bouleversement (et ce, d'autant plus qu'elle survient dans un contexte de croissance économique et d'expansion du marché des soins). Après tout, le mécanisme du conventionnement n'a touché en rien à leur indépendance proprement technique - que ce soit en matière diagnostique ou pour le choix thérapeutique - et c'est bien là, à leurs yeux, l'essentiel. D'ailleurs, lorsqu'on leur demande lesquels, parmi les principes du « secret professionnel », du « libre choix du médecin », de la « liberté de prescription », de la « liberté d'installation » et du « paiement à l'acte » sont « absolument intangibles » ou « relèvent d'une évolution possible », les réponses sont catégoriques : les trois premiers principes sont intouchables. En revanche, près de la moitié des médecins jugent que les modalités organisationnelles et

financières de l'exercice médical sont susceptibles d'évoluer.

« Et si c'était à refaire ? » leur a-t-on demandé. 76 % recommenceraient sans hésiter parce qu'en définitive c'est bien « le plus beau métier du monde ». Pour les 19 % qui choisiraient une autre voie, les sources de mécontentement sont plus complexes. Pour les uns, la profession est « insurée », pour les autres, elle est devenue « trop exigeante ». Parmi les autres raisons avancées, sont citées également le rôle devenu mineur du généraliste dans le système de santé, la dégradation du statut social et la pratique « déshumanisée » de la médecine.

Au-delà de son grand intérêt historique et sociologique, cette enquête est essentielle pour comprendre les débats qui, actuellement, agitent le monde de la santé. On le voit bien : durant la période que couvre l'enquête, le développement scientifique a entraîné une diversification des carrières, mais a aussi contribué à homogénéiser une grande partie des pratiques professionnelles (qu'il s'agisse du diagnostic ou des thérapeutiques). Pour autant, jamais cette homogénéisation ne fut le prétexte à une quelconque restriction de la liberté de prescription. L'aurait-on d'ailleurs voulu que les médecins l'aient refusé.

Autres temps, autres principes ? On ne peut qu'être frappé aujourd'hui par le déphasage entre le vide actuel du discours libéral médical dominant, d'ordre essentiellement économique, et la passivité du corps médical à propos du débat sur les références médicales opposables. Sans la moindre résistance de sa part - ou presque - les partenaires conventionnels s'approprient à imposer, hors de toute évaluation préalable sérieuse, des pratiques médicales obligatoires et opposables (c'est-à-dire que, si elles ne sont pas respectées, les contrevenants seront sanctionnés).

Plus à cheval sur la technique et sur une certaine conception humaniste de la médecine, les médecins n'auraient sans doute pas accepté un tel état de fait. N'y a-t-il pas comme une légère schizophrénie à hurler sans cesse contre la menace de fonctionnarisation de la médecine, à se réfréter inlassablement à un discours libéral pur et dur et, dans les faits, à accepter de se comporter, en définitive, comme un salarié de la Sécurité sociale ? C'est aujourd'hui l'essence même de leur pratique que les médecins doivent retrouver.

FRANCK NOUCHI

(1) Cinquante ans d'exercice de la médecine en France - carrières et pratiques des médecins français - 1930-1980, codité par l'INSERM et les éditions Doin.

Le marché du médicament entre promotion et illusion

Comment mettre un terme aux publicités abusives des laboratoires pharmaceutiques dans le tiers-monde ?

DÉNONCER, accuser, inviquer l'éthique... comment obtenir que les laboratoires pharmaceutiques cessent enfin d'abuser les pays du tiers-monde ? Un réseau international de médecins et de pharmaciens, le Medical Lobby for Appropriate Marketing (MALAM), se bat depuis sa création, en 1983, pour enrayer la politique promotionnelle à deux vitesses des fabricants de produits thérapeutiques.

Il y a quatre ans déjà, l'association Frères des hommes avait alerté l'opinion sur les publicités abusives des industriels du médicament dans la presse spécialisée destinée à l'Afrique (Le Monde du 1^{er} août 1989). Un nouveau dossier vient d'être édité par le relais français du MALAM, le PIMED (Pour une information médicale éthique et le développement) (1). Il fournit la preuve que ces pratiques perdurent et affectent non seulement l'Afrique, mais aussi l'Amérique du Sud et l'Asie.

Environ cent mille spécialités pharmaceutiques sont actuellement disponibles sur le marché mondial, et soumises à ses lois. Une étude internationale parue cette année a passé au crible les encarts publicitaires parus entre juillet 1987 et juin 1988 dans vingt-trois journaux médicaux à grande diffusion. Sur 6 170 publicités étudiées, les contre-indications et les précau-

tions d'emploi étaient omises dans la moitié des cas, les effets indésirables et les contre-indications dans 40 % des messages.

Une autre enquête, conduite à l'initiative du Congrès américain par l'Office of Technology Assessment (OTA), révèle que, sur 241 médicaments commercialisés par les laboratoires américains dans quatre pays en développement (Brésil, Kenya, Panama et Thaïlande), « deux tiers des mentions légales ne contenaient pas les informations nécessaires à l'utilisation efficace et sans danger » de ces spécialités par le corps médical.

La quasi-totalité des multinationales pharmaceutiques sont dans la ligne de mire du MALAM. Grâce à son lobbying actif, depuis 1987 neuf spécialités ont été retirées du marché ou ont vu leur composition modifiée, et les publicités de seize autres médicaments ont été totalement ou partiellement supprimées. Parmi les retraités, citons l'Expetran (laboratoire Burroughs Wellcome), indiqué au Pakistan dans le traitement des bronchites, la Coramine (Ciba Geigy), prescrite en Thaïlande dans les cas de troubles respiratoires et qui reste commercialisée en France, dans d'autres indications, comme le reste l'Uteplex (Wyeth), vendu en Afrique pour soigner « les retards de croissance et de la marche ». Ont par ailleurs été reformulés le Furoxone (Smith Kline and French), le Kaomycin

(Upjohn) et l'Hnagel (Parke-Davis), tout trois promus comme antidiarrhéiques, le Fenol (Sterling Winthrop), indiqué dans le traitement de l'asthme, de la bronchite et de l'emphysème, l'Ilvico (Merck), prescrit pour prévenir et traiter rhumes et gripes, et le Polymagna (Wyeth).

Les modifications du contenu promotionnel ont notamment concerné le vaccin Tétracoc (Rhône-Poulenc), qualifié aux Philippines comme étant « le seul vaccin totalement sûr et efficace » contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos et la poliomyélite. La firme française a admis qu'aucun vaccin ne pouvait être efficace à 100 %, ni dénué de façon certaine d'effets secondaires. Les laboratoires Hoechst ont pour leur part modifié la longue liste des indications du Festal, pour la réduire aux seuls « troubles digestifs liés à un dysfonctionnement pancréatique ».

A l'origine de ces mauvaises pratiques, un certain flou dans les procédures d'enregistrement. Les « critères éthiques applicables à la promotion des médicaments » définis en 1988 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne coïncident pas toujours avec ceux du code de la Fédération internationale de l'industrie du médicament (FIIIM), adopté en 1981 et complété trois fois depuis. Ils ne sont pas non plus systématiquement appliqués par les autorités

sanitaires nationales habilitées à délivrer les autorisations de mise sur le marché (Food and Drug Administration aux Etats-Unis, Agence du médicament en France...).

Démarchage abusif

Que dit l'OMS ? Tout d'abord, que la promotion active des médicaments dans un pays doit être exclusivement limitée à ceux qui peuvent y être obtenus légalement et que cette promotion doit se conformer aux politiques de santé et aux réglementations nationales. Une exigence bien difficile à respecter dans les contrées les moins développées, où la législation sanitaire reste parfois précaire et où les structures d'évaluation hâtent souvent par leur absence.

L'OMS opère ensuite la distinction entre la publicité destinée aux professionnels de santé - qui doit présenter « des informations complètes sur le produit, telles que définies par la fiche d'information scientifique approuvée » lors de l'autorisation de mise sur le marché - et celle s'adressant au grand public - qui ne peut concerner que des médicaments disponibles sans ordonnance et doit contenir « les principales informations relatives au médicament promu » (dénomination commune ou nom générique,

principales indications, précautions d'emploi, contre-indications, mises en garde, etc.).

Au chapitre particulier du marketing direct, l'OMS s'intéresse aux vendeurs (ou délégués) médicaux, ces représentants des laboratoires qui démarchent à domicile les médecins prescripteurs. Ils doivent avoir reçu « une formation adéquate » et remettre à leurs clients la fameuse fiche d'information scientifique approuvée. De nombreux abus au cours de ces démarchages publicitaires - indications élargies, effets indésirables passés sous silence - ont en effet été découverts.

D'autres principes sont édictés, qui relèvent de la déontologie médicale au sens strict : la distribution d'échantillons gratuits doit rester limitée, les prestations fournies aux participants des réunions scientifiques s'en tenir « à un niveau modeste », les études scientifiques publiées après commercialisation ne pas être utilisées à des fins publicitaires. Sur le point particulier des spécialités exportées, l'OMS précise que les critères de promotion doivent rester les mêmes que ceux en vigueur dans le pays producteur.

Autant de règles hafonées, non sans conséquences sur la santé des populations abusées. Différents travaux sur l'impact de ces campagnes publicitaires ont prouvé leur influence sur l'attitude des médecins prescripteurs, n'aurait-il pas

les pays où les messages promotionnels constituent souvent la source principale de l'information médicale. La prescription d'antidiarrhéiques aux enfants des pays en voie de développement sans l'indication indispensable de réhydratation fait, aujourd'hui encore, des ravages. De même, l'utilisation par les généralistes de certaines spécialités, généralement coûteuses, réservées dans les pays riches à l'usage hospitalier peut favoriser l'apparition de nouvelles formes de résistance aux maladies infectieuses.

La future agence européenne du médicament, dont la mise en œuvre se révèle fort laborieuse, aura aussi pour tâche d'encadrer ces pratiques commerciales. Une directive européenne de mars 1992 relative à la publicité des médicaments à usage humain devrait, sur ce chapitre, servir de base à son action. Le texte reprend pour l'essentiel les définitions de l'OMS mais, en cas d'abus, les sanctions prévues se limitent à la cessation des publicités mensongères et à la publication de rectifications. Un arsenal dissuasif qui ne suffira vraisemblablement pas à décourager les ardeurs financières des marchands.

LAURENCE FOLLÉA

(1) Les Pays en développement : les abus de la publicité pharmaceutique, 1993, 28 pages, 30 F, disponible à PIMED, 24, quai de la Loire, 75019 Paris.

فلة المنهج

Medecins

Le monde de la médecine française en confrontation

Le monde médical qui craignait de perdre son rôle et de son influence en face du corps médical, la bataille faisait rage. Tout est rentré dans l'ordre avec la création de la Haute Autorité de Santé (HAS), qui a permis aux médecins de retrouver leur rôle professionnel et de leur indépendance.

La HAS, Haute Autorité de Santé

Quand, en 1945, les médecins ont obtenu de plus en plus de prérogatives sur la médecine, le système mis en place a été une convention entre les syndicats médicaux et les caisses d'Allocations Familiales et Sociales (A.F.S.). Ce système, connu sous le nom de « tarifs opposables », a permis aux médecins de bénéficier d'une indépendance financière. Ce système, cependant, a été critiqué pour avoir conduit à une dérive vers le profit. Il faudra en définitive attendre le décret du 12 mai 1983 pour que devienne officielle la notion de « médecin de ville » et celle qui existe aujourd'hui, celle de « médecin libéral ».

Aux antennes aujourd'hui, les médecins d'ailleurs ne semblent pas avoir vécu cette période comme celle d'un profond bouleversement (et ce, d'autant plus que l'arrivée de la HAS a été perçue comme une victoire des médecins sur le pouvoir politique). Les médecins ont en effet obtenu de plus en plus de prérogatives sur la médecine, le système mis en place a été une convention entre les syndicats médicaux et les caisses d'Allocations Familiales et Sociales (A.F.S.). Ce système, connu sous le nom de « tarifs opposables », a permis aux médecins de bénéficier d'une indépendance financière. Ce système, cependant, a été critiqué pour avoir conduit à une dérive vers le profit. Il faudra en définitive attendre le décret du 12 mai 1983 pour que devienne officielle la notion de « médecin de ville » et celle qui existe aujourd'hui, celle de « médecin libéral ».

motion et illusion

busives
s-monde ?

Les médecins ont obtenu de plus en plus de prérogatives sur la médecine, le système mis en place a été une convention entre les syndicats médicaux et les caisses d'Allocations Familiales et Sociales (A.F.S.). Ce système, connu sous le nom de « tarifs opposables », a permis aux médecins de bénéficier d'une indépendance financière. Ce système, cependant, a été critiqué pour avoir conduit à une dérive vers le profit. Il faudra en définitive attendre le décret du 12 mai 1983 pour que devienne officielle la notion de « médecin de ville » et celle qui existe aujourd'hui, celle de « médecin libéral ».

Les médecins ont obtenu de plus en plus de prérogatives sur la médecine, le système mis en place a été une convention entre les syndicats médicaux et les caisses d'Allocations Familiales et Sociales (A.F.S.). Ce système, connu sous le nom de « tarifs opposables », a permis aux médecins de bénéficier d'une indépendance financière. Ce système, cependant, a été critiqué pour avoir conduit à une dérive vers le profit. Il faudra en définitive attendre le décret du 12 mai 1983 pour que devienne officielle la notion de « médecin de ville » et celle qui existe aujourd'hui, celle de « médecin libéral ».

Les médecins ont obtenu de plus en plus de prérogatives sur la médecine, le système mis en place a été une convention entre les syndicats médicaux et les caisses d'Allocations Familiales et Sociales (A.F.S.). Ce système, connu sous le nom de « tarifs opposables », a permis aux médecins de bénéficier d'une indépendance financière. Ce système, cependant, a été critiqué pour avoir conduit à une dérive vers le profit. Il faudra en définitive attendre le décret du 12 mai 1983 pour que devienne officielle la notion de « médecin de ville » et celle qui existe aujourd'hui, celle de « médecin libéral ».

financières de l'exercice sont susceptibles d'évoluer. Et si c'était la réponse à la demande, 70 % des médecins choisiraient une autre profession. Pour les plus complexes, pour les autres, elle est devenue une « géométrie ». Parmi les autres avancées, sont citées les rôles devenus mineurs du médecin dans le système de santé, la dégradation du statut social et la « dénaturation » de la médecine.

Au-delà de son grand rôle historique et sociologique, la médecine est essentielle pour prendre les décisions qui, au moment, agissent le monde de la médecine. On le voit bien : dans la médecine scientifique, le rôle de la médecine est devenu mineur. La médecine est devenue une « géométrie ».

Autres temps, autres pains. On ne peut qu'être frappé de l'absence de la médecine d'aujourd'hui par le déphasage entre l'actuel du discours médical et dominant, d'ordre essentiellement économique, et la position du médecin à propos de la médecine. Sans la moindre résistance à part - ou presque - les conventions s'appliquent sans ser, lors de toute évolution possible sérieuse, des pratiques médicales obligatoires et que (c'est-à-dire que, si elles ne sont respectées, les contrevenants sont sanctionnés).

On a à cheval sur la médecine une certaine conception de la médecine, la médecine traditionnelle sans doute pas au premier état de fait. N'y a-t-il pas une légère schizophrénie sans cesse contre la médicalisation de la médecine, la médecine traditionnelle libérale par et dur et dure, et accepter de se comporter, au lieu, comme un salarié de la médecine ? C'est aujourd'hui même de leur pratique médicale qu'ils doivent répondre.

FRANCK M.

(1) Cinq ans après l'annonce de la loi relative à l'exercice de la médecine en France - l'acte de la médecine libérale - par l'INSERM et les éditions Du

FESTIVAL DE VENISE 1993

"Trois Couleurs BLEU"
de Krzysztof Kieslowski :
Lion d'or.

Juliette Binoche :
prix d'interprétation féminine.

Télérama hors série

Trois films
de Krzysztof Kieslowski.
Trois couleurs
Bleu, Blanc, Rouge.

Les acteurs,
la technique,
la musique,
recits de tournage
et dix pages
d'entretien
avec le réalisateur.



Trois Couleurs Bleu
avec Juliette Binoche

France inter



Encore bravo à Krzysztof Kieslowski, Juliette Binoche, Marin Karmitz et toute l'équipe de "Trois Couleurs Bleu", et merci de nous avoir aidé à réaliser notre Hors-Série "La passion Kieslowski" en nous accordant de longs entretiens et en nous ouvrant les portes des coulisses pendant le tournage de la trilogie "Bleu-Blanc-rouge".

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN

LAURENCE P.

JUSTICE

La révision de la réforme de la procédure pénale

La Conférence des bâtonniers suspend son mouvement de protestation

Au mois de juillet, la Conférence des bâtonniers avait demandé aux barreaux de suspendre les permanences de garde à vue afin de protester contre la réforme de la procédure pénale (le Monde des 25 et 26 juillet). Réunie en assemblée générale à Paris, cette organisation, qui rassemble tous les barreaux de France à l'exception de celui de Paris, avait dénoncé les restrictions qui venaient d'être apportées à la présence de l'avocat durant la garde à vue.

Le texte adopté en juillet par les députés et les sénateurs supprimait purement et simplement la présence de l'avocat en cas de terrorisme ou de trafic de stupéfiants, repoussait l'intervention de l'avocat à la trente-sixième heure en cas d'association de malfaiteurs, de proxénétisme aggravé, d'extorsion de fonds ou d'infraction commise en bande organisée, et rétablissait la garde à vue des mineurs de moins de treize ans. Sur les 179 barreaux réunis au sein de la Conférence, 140 environ avaient décidé de suivre le mouvement.

Le 11 août, estimant que le législateur ne pouvait, « sans méconnaître le principe d'égalité »,

priver totalement le justiciable d'un entretien avec l'avocat, le Conseil constitutionnel avait censuré la partie du texte concernant le terrorisme et le trafic de stupéfiants et il s'était opposé au rétablissement de la garde à vue des mineurs de moins de treize ans (le Monde du 13 août).

Le principe d'une indemnisation

Le dossier du financement des permanences de garde à vue a en outre avancé : alors que les avocats intervenaient gratuitement depuis le 1^{er} mars, le texte adopté au mois de juillet retient le principe d'une indemnisation financière dans le cadre de l'aide juridique. Prenant acte de ces évolutions, la Conférence a donc demandé aux bâtonniers de « suspendre le mouvement protestatoire dans l'attente des solutions qui apporteront la solution aux problèmes en suspens dans les nouvelles dispositions réglementaires ».

La Conférence des bâtonniers affirme ne pas « balancer les bras » pour autant. « Nous voulons obtenir le regroupement des sites de garde

à vue, notamment dans les zones rurales, explique le président de la Conférence des bâtonniers, François Vignancour. Il serait également nécessaire d'harmoniser les régimes de garde à vue : avec la décision du Conseil constitutionnel, les justiciables accusés de terrorisme ou de trafic de stupéfiants peuvent s'entretenir avec un avocat à la vingtième heure, alors que ceux qui sont placés en garde à vue pour extorsion de fonds ou infraction commise en bande organisée doivent attendre la trente-sixième heure ».

La Conférence dénonce enfin la rigueur accrue des unités de procédure : le texte qui est entré en vigueur au début du mois de septembre a aboli les ordonnances de non-respect pas certains articles du code de procédure pénale. « Le législateur a cherché à satisfaire le confort des juges, conclut M. Vignancour, mais il a limité les garanties accordées aux justiciables ».

ANNE CHEMIN

Déjà condamné pour corruption

Un député de la Guadeloupe est visé par des perquisitions

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Les policiers du SRPJ Antilles-Guyane ont effectué, lundi 13 septembre, plusieurs perquisitions et interpellations dans le proche entourage d'Edouard Chammougon, maire de Baie-Mahault et député (République et Liberté, ex-non inscrit) de la troisième circonscription de la Guadeloupe. C'est ainsi que Christian Gane et Michel Alcendor, adjoints de M. Chammougon à la mairie de Baie-Mahault, ont été placés en garde à vue sur la base de quatre commissions rogatoires délivrées par le juge Haouenne, saisi par le parquet de Pointe-à-Pitre.

Ces opérations interviennent trois jours avant que la cour d'appel de Fort-de-France ait à examiner, le 16 septembre, la condamnation de M. Chammougon en première instance, le 25 janvier, pour corruption (1).

Documents comptables

Si l'immunité parlementaire de M. Chammougon semble lui avoir permis d'échapper aux rigueurs d'une nuit au commissariat, elle ne l'a pas mis pour autant à l'abri des désagréments de perquisitions effectuées à son domicile et dans sa résidence secondaire.

Les enquêteurs ont également « visité » la mairie de Baie-Mahault, les bureaux de la société mixte SEROM (Société d'études et de réalisation d'opérations multiples) et les bureaux de deux

chefs d'entreprise : Christian Vivès, PDG de la société Cama, concessionnaire Renault à Guadeloupe et ancien président de l'union patronale locale, et Jacques Houelche, notonnaire de la SEROM et l'un des architectes les plus sollicités pour les chantiers municipaux à Baie-Mahault.

Les deux adjoints du maire de Baie-Mahault, MM. Gane et Alcendor, ainsi que M. Houelche, devront s'expliquer sur les comptes de la SEROM, dont on rapport d'enquête préliminaire de novembre 1992 affirme qu'il figure un « trou » de 4,2 millions de francs ou, selon un avis de la chambre régionale des comptes, un « déficit cumulé » de 4 millions de francs.

Les enquêteurs s'intéressent également à la gestion de l'office municipal de la culture et des sports, où 50 000 francs auraient été « pulvérisés », selon le rapport de l'enquête préliminaire effectuée après que la presse locale eut publié, en juillet 1992, des documents comptables municipaux.

L'existence de ces documents n'empêche pas magistrats et policiers de craindre que le très long délai qui s'est écoulé entre la fin des enquêtes préliminaires et l'ouverture de l'information judiciaire, lundi, n'ait été mis à profit par les personnes mises en cause pour étouffer leur système de défense.

EDDY NEDELJKOVIC

(1) M. Chammougon avait été condamné à trois ans de prison, dont dix-huit mois ferme, 1 million de francs d'amende et dix ans de privation de ses droits civiques et civils.

Fondateur de Légitime défense

François Roméro est mort

François Roméro est décédé à Paris, le 10 septembre à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Appelé en 1963 à la Cour de sûreté de l'Etat, le magistrat est resté pendant dix ans son premier président. Ce parti d'une répression sans faille et de la peine de mort avait fondé en 1978 l'association Légitime défense, avec des magistrats et d'anciens policiers. L'association a prôné depuis lors le droit à la légitime défense de soi-même et d'autrui, la protection des victimes, ainsi qu'une répression énergique des crimes et délits. Dans l'un de ses livres, *Plaidoyer pour la légitime défense*, François Roméro expliquait notamment que « la nuit, on aperçoit une ombre, on tire, c'est normal ». En juillet 1984, Jacques Chirac avait appelé le président de Légitime défense pour siéger au conseil parisien de sécurité.

(Né le 12 août 1908 à Paris, François Roméro, conseiller honoraire à la Cour de cassation, a commencé sa carrière de magistrat en 1934 en Indochine. Conseiller puis président de chambre dans divers tribunaux de l'Indochine, il est détaché en 1963 à la Cour de sûreté de l'Etat, dont il devient le premier président en février 1965. Nommé conseiller à la Cour de cassation en août 1971, François Roméro a consacré sa retraite à l'association Légitime défense qu'il avait fondée en 1978.)

Gilles Perrault condamné pour un article publié dans sa revue *Rebelles*. — L'écrivain Gilles Perrault a été condamné, lundi 13 septembre, par la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, à 6 000 francs d'amende pour diffamation, à la suite de propos tenus sur l'association Légitime défense dans sa revue destinée aux prisonniers, intitulée *Rebelles*. Légitime défense a obtenu 10 000 francs de dommages-intérêts, et la revue devra publier la condamnation dans ses colonnes.

Condamnation de l'auteur et de l'éditeur d'un livre sur les finances de Front national. — Blandine Henion, auteur du livre *Le Front national, l'argent et l'establishment*, ainsi que François Gize, PDG des éditions La Découverte, ont été condamnés lundi 13 septembre, pour diffamation envers le groupe hôtelier Accor et l'un de ses dirigeants, par la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'auteur et l'éditeur devront payer chacun une amende de 10 000 francs, verser un franc de dommages-intérêts à la société Accor et 10 000 francs à son directeur général, Paul Dubrule. Accor et ses dirigeants se plaignaient de ce qu'il leur était imputé de faire bénéficier de « largesses » les dirigeants du Front national. Le tribunal a jugé ces propos diffamatoires, car les faits allégués constituaient des abus de biens sociaux, et a estimé qu'aucune enquête sérieuse n'avait été effectuée. Le livre, publié au début de l'année 1993, avait aussi été retiré de la vente, avant de ressortir dans une édition corrigée.

MÉDECINE

Selon les examens bactériologiques de l'Institut Pasteur

Les rillettes Tradilège sont bien à l'origine de cas de listériose

Les directions générales de la santé et de l'alimentation et la direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes ont confirmé, lundi 13 septembre, l'existence d'un lien entre une souche épidémique de *Listeria*, présente dans les pots de rillettes de la marque Tradilège, et une épidémie récente de listériose (le Monde du 25 août).

réfrigérant de deux malades différents. Les mêmes souches ont été retrouvées aussi dans les pots achetés par trois consommateurs différents — qui les avaient rapportés dans des centres Leclerc — et dans deux autres pots retirés de la vente, une fois l'alerte donnée. Enfin, une souche épidémique a été retrouvée dans l'établissement Ker Mend.

Mesures de prévention dans les Centres Leclerc

Outre les mesures déjà prises, un audit détaillé de cette entreprise a été entrepris dès le 24 août par le Centre national des études vétérinaires et alimentaires (CNEVA), ainsi qu'une désinfection généralisée de l'établissement. Les produits autres que les rillettes toujours fabriqués à Ker Mend sont actuellement soumis, lot par lot, à des examens bactériologiques. Seuls ceux dont les examens sont négatifs sont distribués.

Une fois ces contrôles achevés, il restera aux enquêteurs à tenter de comprendre ce qui a pu se passer dans cette usine ultra-moderne, qui a été à l'origine des trente-deux cas de listériose en relation avec la consommation de rillettes recensés à ce jour.

La PDG des Centres Leclerc, Michel-Edouard Leclerc, qui, dans un premier temps, s'était étonné des

« décisions lapidaires du ministre de la santé » nous a déclaré qu'il ne regretait pas d'avoir lui-même suscité les mesures d'arrêt de la consommation des rillettes Tradilège. « En dépit du risque d'apparaître en première ligne, nous avons bien fait de jouer le jeu de la transparence », dit-il. Il entend créer sa propre banque de données de manière « à mieux suivre les souches de bactéries », et demander à ses fournisseurs, ainsi qu'à l'interprofession, de réduire les dates de consommation figurant sur les emballages.

« Jusqu'à présent, affirme-t-il, nous autres professionnels considérons comme incontournable une certaine dose de listeria dans nos produits. On ne se mobilisait que lorsqu'il y avait passage d'une situation endémique à une situation épidémique. Aujourd'hui, nous devons réfléchir au moyen d'abaisser ces seuils de tolérance ».

Reste à savoir s'il ne serait pas temps de s'interroger également sur l'opportunité de mettre en œuvre des contrôles vétérinaires stricts et réguliers au niveau même des élevages. La question est aujourd'hui taboue. Il faudra pourtant bien un jour la poser sérieusement.

FRANCK NOUCHI

Le Salon de la voyance à Paris

Le temple du réconfort

Une centaine de « devins » sont réunis jusqu'au 3 octobre au Salon de la voyance à Paris. Boules de cristal, cartes pendules ou planètes promettant un bel avenir à l'art divinatoire.

« Vous avez peur de votre futur ? Car, pour vous, elle signifie la mort », les yeux fermés, Véronique, la femme en tailleur beige, se concentre. Voyante « directe », c'est-à-dire sans support intermédiaire, elle tante, selon ses propres termes, de « mettre son âme en sympathie » avec celle de sa « chère cliente ». Les mots sont échoués, le ton grave. Les voyants réunis sous les lustres du salon feutré d'un hôtel quatre étoiles, à deux pas des Champs-Élysées, sont en quête de respectabilité. Ils disent l'avenir comme les banquiers parlent d'argent.

D'après samedi 11 septembre et jusqu'au 3 octobre, une centaine de devins : des temps modernes se relaient chaque soir, installés dans de petits boxas en contreplaque. Catéchisme d'une profession féminine à 80 % devins, pressent, subodore et conseille à la chaine. « Ils s'entraînent dès qu'ils ont mal à la tête », assure François-Charles Rambert, organisateur du Salon depuis douze ans, ancien mega reconverti dans le business — la chiffre d'affaires croissant du Salon peut atteindre 100 000 francs, — et copie pres-

que conforme de Paul-Loup Sultzer.

Comme les grands magasins, un mal de nœud, la voyance brada ses prémonitions : pour 200 francs, l'entrée du Salon donna droit à une consultation qui coûte au moins 500 francs en cabinet.

Trop belle pour être compétente

Essentiellement féminin, la public deviance intensément chacun des voyants professionnels installés sous une pancarte avant de choisir celui ou celle qui pourra « voir » la plus loin. À dire que personnel doit correspondre un ou une voyante, cartomancienne, chiromancienne, numérologue ou astrologue.

« Laura est trop belle, jauge une sage-femme d'une cinquantaine d'années. Elle ne doit pas être compétente. Une bonne voyante doit avoir des jambes courtes et épaisses ».

La bouche-à-oreille resta le meilleur critère. Ainsi l'attente est longue devant le bureau de Lén Johnson, « la petite fille du roi de l'ancien Dahomey ». Les habitués murmurent que tous les grands chefs d'Etat africains viennent consulter la jeune femme aux yeux de biche et au corail orange à lorgnes épaulettes. On peut lui préférer Fernand Tournat, petite femme vive et drôle maquillée sans mystère, ou Raymond, à l'air de vieux professeur d'un-

versité poussiéreuse. En privé, tous mettent systématiquement en garde contre les charlatans. L'un des aînés du « sérieux », qui retient M. Rambert est la durée d'exercice de cette profession, qui compterait jusqu'à 50 000 membres. Quant au succès, il repose sur des critères éprouvés : Gégère, ancien cadre dans l'industrie et voyant depuis une dizaine d'années, explique : « Quand les gens nous disent : « Dites-moi tout », il faut comprendre : « Dites-moi ce que j'ai envie d'entendre ».

Que viennent-ils chercher d'autre, ces trois mille visiteurs du Salon ? Ces femmes qui défilent, toutes « catégorisées » actives, inactives, comme ces quelques hommes téméraires se trouvent des excuses en béton du genre : « un choix professionnel désastreux » qui mérita un secours. Mais n'est-ce pas aussi un même besoin jamais satisfait, presque infantile, qui pousse ici, celui d'être rassuré, réconforté ? Les sociétés anciennes avaient leurs sages. Nous, nous avons nos « vieux » dans des maisons spécialisées. La noble tâche incombe donc à des prophètes contemporains.

Et la tentation est grande, à la fin de la première consultation, d'acheter le décal courtoisement tendu par M. Rambert, qui offre « pour 100 francs seulement » une nouvelle entrevue, un nouveau voyage.

DOROTHÉE WERNER

ÉDUCATION

Pour « équilibrer l'offre de formation »

La carte scolaire des collèges parisiens va être réorganisée

M. André Hussenot, directeur de l'académie de Paris, qui réunissait, lundi 13 septembre, les quatre cent soixante-sept proviseurs, principaux et adjoints des collèges et des lycées de la capitale, a annoncé qu'une nouvelle sectorisation des collèges de la capitale serait rendue publique vers le 15 novembre.

L'ancienne carte scolaire, qui datait d'une quinzaine d'années, se révèle chaque année plus inadaptée et ne répond plus, notamment, aux fortes croissances d'effectifs dans les dix-huitième et vingtième arrondissements.

Cette nouvelle sectorisation des collèges fait suite à la restructuration de l'académie, l'an dernier, en six districts, zones géographiques au sein desquelles s'effectuent les affectations des élèves dans les lycées parisiens et par lesquelles le

rectorat entend parvenir à « équilibrer l'offre de formation ».

Cette mesure devrait également s'accompagner, pour la prochaine rentrée, d'un gel des transferts des classes de quatrième et de troisième technologiques des lycées vers les collèges, qui s'étaient accrus ces dernières années conformément aux instructions ministérielles.

Enfin, le rectorat de Paris a précisé la méthode et le calendrier de travail adoptés pour faire progresser le dossier de l'organisation et des rythmes scolaires dans la capitale. L'attente d'évaluations rigoureuses portant sur la semaine de quatre jours, le rectorat a décidé de mettre sur pied un groupe de réflexion, issu du conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN), chargé de travailler sur

l'aménagement de la journée scolaire.

Ce groupe aura pour tâche, dès le premier trimestre, de recenser, d'évaluer et d'analyser les différentes formules d'aménagement du temps de l'enfant (dont celles financées par la Ville ou par le ministère de la jeunesse et des sports) en cours dans la capitale.

Dès janvier prochain, les conseils d'école seront ainsi consultés non seulement sur le calendrier de quatre jours, mais aussi sur l'aménagement de la journée. De sorte qu'un calendrier scolaire pour l'année scolaire 1994-1995 puisse être rendu public avant Pâques 1994. En attendant, les écoles parisiennes vaqueront un samedi sur deux (le Monde du 14 septembre).

J.-M. DY

itec

CODE CIVIL

1993 - 1994

Annoté par André LUCAS, Professeur à la faculté de Droit de Nantes

CODE CIVIL

1746 pages
167 F (Franco: 187 F)

En vente chez votre librairie spécialisée ou

itec

27, place Dauphine 75001 PARIS / 36, rue Soufflot 75005 PARIS
158, rue Saint-Jacques 75006 PARIS

158, rue Saint-Jacques 75006 PARIS

Deux jeunes Allemands, amateurs d'armes de guerre
ont été tués par un obus de 14-18 près de Pont-à-Mousson

NANCY

de notre correspondance

Ils aient la passion des armes et, plus précisément, de celles qui datent de la Grande Guerre. La chasse aux obus, grenades, cartouches était leur sport favori et ils couraient les bourses militaires pour l'asecurir. Ils en aient morts, la semaine dernière, dans un chemin creux de Lorraine.

C'est à Montaville, petit village près de Pont-à-Mousson (Maurthia-et-Moselle) qu'un promeneur, intrigué par une explosion « qui ressemblait au bruit que fait un avion quand il passe le mur du son », a découvert les cadavres horriblement défigurés de Stefan Budda, vingt-quatre ans, et Johannes Schüffen, vingt-neuf ans, deux jeunes nuivriers allemands originaires de Sarrebruck venus se livrer en terre lorraine à leur passe-temps favori : la recherche d'engins de guerre du premier conflit mondial.

**Cent tonnes de munitions
neutralisées chaque année**

C'est vraisemblablement en voulant déposer dans le coffre-fort de la voiture un obus qu'elle venait de déterrer que les deux jeunes gens ont été tués, l'engin leur ayant sans doute échappé des mains. Un cratère de près d'un mètre de diamètre, juste au pied du véhicule, atteste de la violence de la déflagration. Orne la voiture, les gendarmes ont retrouvé, entre des revues militaires, l'attirail du parfait chasseur d'obus : détecteurs de métaux, pinces, perceuses, dégrappa-
teurs divers.

MONIQUE BAUD

REPÈRES

DROGUE

**Manifestation
contre les dealers
dans le X^e arrondissement
de Paris**

Plus d'une centaine de commerçants et d'habitants du quartier de la porte Saint-Denis (X^e arrondissement) ont signé, le 13 septembre, contre les trafics de drogue qui envahissent donc ce secteur notamment dans les passages donnant sur le boulevard Bonne-Nouvelle. Ces habitants avaient déjà signé plusieurs pétitions demandant une plus grande sévérité de la police à l'encontre de ces trafics. Claude Chellé, maire (RPR) de l'arrondissement, leur a annoncé le démarrage immédiat de rondes de l'ottiera et l'envoi d'une délegation, dont il prendra le tête, à la préfecture de police.

RELIGIONS

**Près de trois Français
sur quatre pensent
que le prêtre est
«nécessaire à la société»**

S'il a perdu de sa visibilité sociale, le prêtre garde une bonne image, dans l'opinion. Selon un sondage réalisé à mi-juillet, auprès de 1 006 personnes, par CSA et publié par le mensuel *l'Actualité religieuse* dans le monde (15 septembre 1983), le prêtre n'est pas considéré « un homme nécessaire à notre société » pour 71 % des personnes interrogées, contre 23 % qui pensent le contraire. Il est « proche des autres hommes », pour 87 % d'entre eux. Mais il n'apparaît pas comme tel. Ainsi, 39 % des Français interrogés (56 % chez les catholiques pratiquants réguliers). L'expérience des prêtres au travail est enfin perçue comme positive par 80 % des Français interrogés. Ils savent qu'ils ont « fait des prêtres dans le monde du travail » une « bonne chose ».

ESPACE

Difficultés de transmissions pour la navette «Discovery»

De nouvelles difficultés de transmissions ont retardé la mise sur orbite, lundi à 17 h 06 (heure française), de la plate-forme récupérable ORFEUS-SPAS par la navette américaine *Discovery*. L'incident n'a pas eu d'autre conséquence que de forcer l'astronome Dan Bursch à garder le satellite au bout du bras-robot.

de la navette pendant une orbite supplémentaire (environ 90 minutes), mais une coupure aléatoire des communications avait déjà, la veille, retardé le lancement d'un satellite de communications (*Le Monde* du 14 septembre). D'un poids de 3,5 tonnes, le plate-forme ORFEUS-SPAS, de conception allemande, est équipée d'un télescope à ultraviolets et d'un spectrographe destinés à étudier le système et la mort des étoiles ainsi que la composition du milieu interstellaire. Elle comprend aussi une caméra IMAX qui filmiera la navette durant son vol. — (AFP, UPI.)

ENFANCE

**La crèche permanente
de Paris
fermée la nuit**

La seule crèche non-stop de Paris est fermée la nuit depuis mardi 14 septembre. A la suite de la mise en liquidation judiciaire de l'association qui la gère (le Monde date 12-13 septembre), les trente membres du personnel ont reçu une lettre de licenciement mais continuent à accueillir les enfants 24 heures sur 24. Le liquidateur les a dispensés de faire leur préavis et les a mis en garde contre leur travail illégal prenant la forme d'une sorte d'occupation des lieux. Cédant à ces pressions, le personnel a nuit, décidé de cesser son activité. Dévoilé lundi 13 septembre au conseil d'arrondissement du XIII^e arrondissement, cet offre est émise à la veille d'affrontements entre le maire RPR, Jacques Toubon, et l'opposition communiste et socialiste. M. Toubon a assuré que la crèche ne fermerait pas et qu'elle serait reprise soit par une autre association soit directement par la ville. En attendant le fin de ce conflit, et contrairement aux affirmations du maire, les enfants ne sont plus accueillis la nuit.

o Elf-Atochem porte plainte contre Greenpeace. La direction d'Elf-Atochem a assigné Greenpeace France en référé devant le tribunal d'Aix-en-Provence, mardi 14 septembre, en réclamant 5 millions de francs d'amende par jour de blocage de son usine de Fos-sur-mer (Bouches-du-Rhône). Depuis samedi 11 septembre, une dizaine de militants occupait la voie ferrée pour empêcher la sortie d'un convoi de chlorure de vinyle. L'opération s'inscrit dans une campagne mondiale de Greenpeace contre la production de chlorure.

CONSEIL EN MARKETING, COMMERCIAL ET MANAGEMENT

**BERNARD JULHIET
ACCOMPAGNE LE SERVICE PUBLIC
DANS SA MUTATION,
EN INNOVANT.**

Administrations d'Etat, Entreprises Publiques, Collectivités Territoriales, toutes nécessitent une "approche conseil" spécifique. C'est pourquoi, depuis de nombreuses années, Bernard Julhiet a tenu à mobiliser une équipe dédiée de consultants, tous seniors, qui interviennent depuis l'élaboration des orientations stratégiques jusqu'à l'accompagnement opérationnel. Introduire ou renforcer l'approche marketing dans le Service Public, développer les relations avec les usagers/clients, rénover les formes de management et d'animation des hommes, sont autant de défis relevés avec succès.

Assurer le plus haut niveau de cohérence entre les compétences internes, les structures, les stratégies et les exigences des marchés, c'est ça "l'esprit conseil" de Bernard Julhiet.

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

Bruxelles, Lille, Lyon, Paris, Strasbourg
Membre de SYNTEC. Membre IMD "International Management Development" - 79/83, rue Baudin 92309 Levallois-Perret Cedex Tél : 16 (1) 47 56 49 40 Fax : 16 (1) 47 30 16 74

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er}. - **AFRIQUE DU SUD** : Le massacre de trente-cinq personnes attribué à des Zoulous dans la cité noire de Tembisa près de Johannesburg, est suivi, à partir du 5, par une recrudescence de meurtres dans les « townships » de la ville (3, 7, 8-9, 11, 13, 24, 29-30).

2. - **ÉTATS-UNIS** : Les élections primaires du 11 septembre, dans l'Illinois et le Nord-Dakota, depuis deux mois, entraînent la « crise du siècle » du Mississippi et provoquent la mort d'une quarantaine de personnes et des dégâts estimés à 10 milliards de dollars (4, 8-9).

3. - **CEE-MAASTRICHT** : La Grande-Bretagne ratifie définitivement le traité de Maastricht après quinze mois de bataille parlementaire (4).

4. - **TCHAD** : Le massacre à Chokoyam dans l'est du pays d'une centaine de personnes marque le début d'affrontements entre opposants et forces de l'ordre. Le 8, après la sanglante répression d'une manifestation (quarante et un morts), le couvre-feu est instauré à N'Djamena (7, 8-9, 10, 11, 19, III/IX).

5. - **JAPON** : Le Parlement en discussion Morihira Hosokawa comme premier ministre met fin à trente-huit ans de pouvoir du Parti libéral-démocrate (PLD). Le gouvernement de coalition, investi le 9, est dominé par le Parti de la renaissance, dissident du PLD. Tandis que le Japon est mis en cause par la Corée du Sud dans l'affaire des « femmes de réconfort » asiatiques contraintes par l'armée impériale japonaise durant la seconde guerre mondiale, le nouveau premier ministre exprime le « regret » du pays pour son attitude durant la seconde guerre mondiale après que le gouvernement eut reconnu le 4, pour la première fois, la responsabilité des autorités militaires (5 au 7, 8-9, 10, 12, 13, 14, 17, 24, 27).

6-16. - **JEAN-PAUL II** : Il effectue un voyage officiel qui le mène successivement en Jamaïque (9 et 10), au Mexique (11) et à Denver aux États-Unis, le 12, où il s'entretient avec Bill Clinton (10 au 14, 15-16, 19).

9. - **BELGIQUE** : Albert II succède à son frère, le roi Baudouin, décédé le 31 juillet (11, 13).

14. - **AZERBAÏDJAN** : Arguant de la nécessité de protéger le Haut-Karabakh, enclave séparatiste arménienne, les Arméniens accentuent leur offensive dans le sud de l'Azerbaïdjan vers Fizouli et Djibrail tandis que l'Iran et la Turquie adressent un avertissement à Bakou (17, 19 au 21, 24, 26, 28, I/IX).

18. - **ÉGYPTE** : Alors qu'une Haute Cour de sûreté de l'Etat acquitte les islamistes accusés du meurtre du président du Parlement Riâfat Mahgoub en octobre 1990, les aveux des accusés ayant été arrachés sous la torture, au Caire, un attentat à la bombe, commis contre le ministre de l'Intérieur, le général Hassan Al Ali, qui fait cinq morts, est revendiqué par l'organisation islamiste Tala'eh al-Feth (Avant-Garde de la conquête). Il marque une nou-

velle escalade de la violence (17 au 19, 21, 27).

21. - **ALGÉRIE** : Confronté à la crise économique et au terrorisme, Redha Malek, moderniste, membre du Haut Comité d'Etat, est nommé premier ministre après le limogeage de Belaid Abdesslam. Le même jour, Kasdi Merbah, ancien premier ministre sous la présidence de Chadli Bendjedid et ancien patron de la sécurité militaire, est assassiné. Le 31, en exécution sept des condamnés à mort du « procès de l'aéroport » d'Alger, le 26 août 1992, les notoriétés durcissent la lutte contre les islamistes (12, 13, 18, 24, 25, I/IX).

24. - **GEORGIE** : La résolution 858 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU crée une mission d'observation des Nations unies en Géorgie (MONUG), ce qui constitue une « première » dans une République de l'ex-URSS. Le 20, à la suite de la démission du gouvernement dirigé par Tengiz Sigua, un nouveau premier ministre est désigné, Otar Patsiaia, mettant fin aux échauffourées que le chef de l'Etat Edouard

Août 1993 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro de *Le Monde* où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

par les Etats-Unis à l'encontre de la Chine, accusée d'avoir livré des composants de missile balistique au Pakistan en 1992, provoquent la plus grave crise sino-américaine depuis vingt ans (27, 31).

26. - **NIGÉRIA** : Le président Ibrahim Badamasi Babangida abandonne officiellement la présidence de la fédération nigérienne après huit ans de pouvoir et ommme un gouvernement intérimaire d'union nationale dirigé par un industriel « apolitique » Ernest Adegunle Oladokun Shonkan. Cependant l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin, remportée par Moshhood Abiola,

avec les deux pays de l'ex-Tchécoslovaquie. Le président russe déclare ne plus s'opposer formellement à une adhésion de la Pologne à l'OTAN (26, 27, 29-30).

28-29. - **CENTRAFRIQUE** : Contestant les résultats de l'élection présidentielle du 22 août qui le placent en quatrième position, le président sortant, André Kolingba signe des ordonnances modifiant le code électoral, mais doit admettre sa défaite, le 29, après la décision de la France de suspendre sa coopération avec la République centrafricaine (21, 31, I/IX, II/IX).

31. - **LITUANIE** : An terme de

Les négociations entre Israël et l'OLP

Le 5, le redif israélienne révèle que Yossi Sarid, ministre israélien de l'environnement, aurait secrètement rencontré au Caire un collaborateur de Yasser Arafat, Nabil Chaath.

Le 8, en désaccord avec l'OLP sur le processus de paix, trois dirigeants palestiniens (« de l'intérieur », Fayçal Hussein, Saïb Erekat et Hanane Achreoui, offrent leur démission à Yasser Arafat puis le retirent, tandis que l'OLP est en proie à une crise née des dissensions internes sur la conduite du processus de paix.

Le 20, Nabil Chaath, conseiller politique de Yasser Arafat, affirme au Caire dans un entretien accordé au quotidien israélien *Yedioth Aheronot* qu'il existe un « dialogue officiel » entre l'OLP et Israël.

Le 26, le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Peres - qui a rencontré secrètement le 19 août à Oslo un représentant de l'OLP pour négocier une « déclaration de principes »,

annonce qu'Israël est disposé à retirer son armée de Gaza et de Jéricho. Fait historique, pour la première fois, Israël négocie avec l'OLP.

Le 30, alors que Itzhak Rabin reconnaît publiquement pour la première fois avoir négocié avec la centrale palestinienne, le Knesset approuve le projet d'accord « transitoire et temporaire » négocié secrètement en Norvège par le tandem Itzhak Rabin-Shimon Peres et l'OLP depuis le mois de janvier 1993 en quatre réunions. Le même jour, Shimon Peres admet pour la première fois publiquement qu'« Israël peut reconnaître l'OLP à condition que celle-ci renonce aux passages de sa charte qui appellent à l'extermination (de l'Etat juif). La « déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie » prévoit la mise en place d'un régime d'autonomie dans les territoires occupés en application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. « La

période transitoire de cinq ans commencera avec le retrait de la bande de Gaza et de la zone de Jéricho », dans un délai n'excédant pas quatre mois après le signature de l'accord. Le transfert d'autorité du gouvernement militaire israélien aux Palestiniens s'opérera dans les domaines de l'éducation, la culture, la santé, les affaires sociales, la taxation directe et le tourisme, Israël conservant la responsabilité de la défense.

L'option Gaza-Jéricho d'abord est rejetée par les opposants à la centrale palestinienne : Hamas, le mouvement de la résistance islamique, par le chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP-CG) Ahmad Jibril et par le droitiste israélien « les faucons ». Elle est approuvée par les Etats-Unis, tandis que la Jordanie et la Syrie critiquent les « accords séparés » (3 au 7, 8-9, 10, 13, 22-23, 24, 27, 28, 29-30, 31, I/IX).

L'accord conclu entre Boris Eltsine et le chef de l'Etat baïte, indépendant depuis 1991, Algeras Brazauskas, un ancien communiste, les troupes soviétiques quittent définitivement le pays qu'elles « occupaient » depuis 1939 (I/IX).

31. - **BÉNÉZUELA** : Le Congrès vote la destitution du président Carlos Andres Perez, suspendu de ses fonctions depuis le 21 mai après son inculpation par la Cour suprême dans une affaire de malversation et de détournement de fonds publics (I/IX).

FRANCE

3. - **Banque de France** : Le Conseil constitutionnel, saisi par les parlementaires socialistes, communistes et radicaux de gauche, censure deux articles de la loi sur la réforme du statut de la Banque de France, adoptée par l'Assemblée nationale dans la nuit du 8 au 9 juillet, au motif que le gouvernement ne peut être dessaisi de ses compétences monétaires avant que le traité de Maastricht n'entre en vigueur (3).

8. - **Course** : A Corte, lors des Journées internationales de « A Cuscolta nazionalista », le ELN-Canal historique, pour la première fois, revendique trois assassinats, dont celui de l'un de ses anciens militants, Robert Sozzi, tué le 15 juin (10, 13).

18. - **Contrôle d'identité** : Après l'aval du Conseil constitutionnel, saisi par les députés socialistes, communistes et radicaux de gauche, le 5, la loi relative aux contrôles et vérifications d'identité, adoptée par le Parlement le 10 juillet, est publiée au *Journal officiel* (7, 12, 26).

11. - **Procédure pénale** : Le Conseil constitutionnel, saisi par les sénateurs socialistes, valide, pour l'essentiel, la loi réformant le code de procédure pénale, adoptée le 13 juillet par le Parlement, mais fait de la présence d'un avocat pendant les gardes à vue un droit imprescriptible. Elle est publiée au *Journal officiel* du 25 (13, 26).

12. - **Edouard Balladur** : Invité au journal de France 2, en direct de Chamoni, le premier ministre réaffirme qu'il ne changera pas sa politique économique. Il annonce une réforme du régime de l'impôt sur le revenu, qu'il confirme le 25 dans sa conférence de presse. Dans des déclarations officielles, M. Balladur exclut, contrairement à ce qu'il envisageait le 15 juillet, de conduire la liste de la majorité aux élections européennes et suggère qu'Alain Juppé soit tête de liste (14, 15-16, 27, 28, 31).

12. - **L'affaire Valen-** ciennes-OM : Dans l'enquête sur la tentative de subornation de l'ancien entraîneur de Valenciennes Boris Brannque le 17 juin, l'Albi Journal par Jacques Mellick, député socialiste, ancien ministre, adjoint au maire de Bèthune, à Bernard Tapie est contesté par les enquêteurs. Le 16, refusant l'insinuation Bernard Boffy, Jacques Mellick demande à être mis en examen. Le 31, la Fédération internationale de football (FIFA) annonce la Fédération française de football (FFF) de suspension si elle ne prend pas de décision dans l'affaire de corruption présumée avant le 23 septembre (4, 7, 8-9, 10 au 14, 15-16, 17 au 19, 20, 26, 27, I/IX).

13. - **Constitution et droit d'asile** : Le Conseil constitutionnel, saisi par les parlementaires socialistes et communistes, ainsi

que par quelques membres du groupe République et Liberté (indépendants) de l'Assemblée nationale, annule huit des cinquante et un articles de la loi sur la maîtrise de l'immigration et les conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France, adoptée par le Parlement le 13 juillet et publiée, pour le reste, au *Journal officiel* du 29 août. Il a jugé que le texte de M. Pasqua comportait des « atteintes excessives » aux droits fondamentaux. Sont notamment annulés les dispositions sur le droit d'asile, les mariages, le regroupement familial, le lien entre reconduite à la frontière et interdiction du territoire, les rétroactions administratives et judiciaires. Le Conseil constitutionnel formule également des « réserves d'interprétation » sur dix autres points.

Le 23, provoquant un débat juridique et politique et mettant en cause la décision du Conseil constitutionnel, Charles Pasqua estime, dans un entretien au *Figaro*, que l'annulation de deux dispositions sur le droit d'asile rend inapplicables les conventions européennes de Schengen de 1985 sur la libre circulation des personnes ou sein de la CEE et celle de Dublin de 1990 sur le droit d'asile. Il estime nécessaire une révision de la Constitution à propos du droit d'asile pour la rendre compatible avec l'application des accords de Schengen. Le 25, François Mitterrand préside au conseil des ministres qu'il entendra les propositions du premier ministre pour procéder à « sa propre lecture » (15-16, 17, 18, 20, 26, 27, 28, 29-30, I/IX).

17. - **Mort de Pierre Des-** granges, né en 1918, journaliste, producteur des émissions « Lectures pour tous » (1953-1968), « Cinq colonnes à la une » (1958-1968), directeur de l'Informastudio de la première chaîne de 1969 à 1972, PDG d'Antenne 2 de 1981 à 1984, auteur notamment du *Mal du siècle* et de *Hors Antenne* (18, 19).

19. - **Politique économique et sociale** : L'aveu-prêt de loi quinquennale sur l'emploi, rendu public par Michel Giraud et axé sur l'aménagement du temps de travail, et pour objectif, selon Edouard Balladur, de « relancer la croissance et l'emploi ». Ce plan suscite les critiques des syndicats et des réserves de l'UDF. Le 20, selon les comptes de l'INSEE, la récession s'accroît avec une baisse du PIB (produit intérieur brut) de 0,7 % au premier trimestre 1993 par rapport au dernier trimestre de 1992 (19 au 21, 22-23, 24, 25).

25. - **Edouard Balladur** : Dans une conférence de presse, le premier ministre présente son programme gouvernemental pour les cinq ans à venir. Il réaffirme qu'il réécrit tout changement de sa politique économique concernant le GATT, l'UEM (Union économique et monétaire) et l'entente franco-allemande. Parmi les mesures prises pour relancer la consommation des familles et endiguer le marasme de l'immobilier, un plan mobilisant 6 milliards vise à relancer l'investissement locatif privé et l'accès à la propriété ou exonérer de l'impôt sur les plus-values les vendeurs de s'écarter d'acheter une résidence principale. Il annonce l'élaboration d'un loi-programme sur le patrimoine. Il confirme la volonté du gouvernement de prendre des dispositions pour que la France accueille la Coupe du monde de football en 1998. Il envisage d'élaborer avec la garde des sceaux une loi-programme sur la justice (27, 28, 31, I/IX).

25. - **Télévision** : Edouard Balladur décide la création d'une chaîne de télévision éducative qui émettra, à partir de l'automne 1994, sur le canal laissé vacant par la Cinq jusqu'à 19 heures (25, 27, 28).

28. - **Retraites** : Les décrets sur le régime des retraites, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1994, sont publiés au *Journal officiel* (29-30).

28. - **Hooligans** : Lors d'échauffourées au Parc des Princes opposant des jeunes hooligans du Paris-SG aux forces de l'ordre lors du match de championnat de France de football PSG-Cen, dix policiers sont blessés. Charles Pasqua ommme un « monsieur Sécurité » dans les stades mais s'oppose à l'adoption d'une loi spécifique au antiséisme pour lutter contre la violence dans les stades (31, I/IX, I/IX).

31. - **Privatisations** : Edmond Alphandery annonce que le BNP sera la première grande entreprise privatisée, et cela « dans quelques semaines » (I/IX).

Bosnie : le plan Owen-Stoltenberg

Après l'accord intervenu, le 30 juillet à Genève, entre les trois belligérants bosniaques sur un projet d'Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine, prévoyant trois Républiques constitutives chapeotées par un gouvernement commun aux feibles pouvoirs, les négociations de Genève sont interrompues le 9, en raison du refus du président Alija Izetbegovic de poursuivre les pourparlers sur le partition tant que les Serbes ne se retirent pas des monts Igmán et Bjelasica qui surplombent Sarajevo.

Le 9, les pays de l'OTAN réunis à Bruxelles, reprenant à leur compte l'événement que le président américain Bill Clinton a adressé aux Serbes, le 2, approuvent le principe d'une intervention militaire en Bosnie sous forme de frappe aérienne, afin d'assurer la sécurité de la FORPRONU et de desserrer l'étau serbe sur Sarajevo, la décision finale en incombant à l'ONU.

Les 14 et 15, les forces serbes évacuent les monts Igmán et Bjelasica.

Le 18, à Genève, le leader serbe bosniaque Redovan Karadzic, le Croate Mate Boban

et le musulman Alija Izetbegovic approuvent le document présenté par les médiateurs internationaux David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU) prévoyant pour Sarajevo un statut de ville démilitarisée, administrée par les Nations unies pendant deux ans.

Le 20, les médiateurs internationaux soumettent aux belligérants un plan de découpage de la Bosnie-Herzégovine en trois Républiques autonomes, octroyant 52 % du territoire aux Serbes, 30 % aux Musulmans et 18 % aux Croates. Un statut spécial pour Sarajevo et Mostar, qui seraient sous mandat pendant deux ans, respectivement de l'ONU et de la CEE, est prévu. Ce partage euscite les réticences du président Izetbegovic, reçoit l'aval des dirigeants serbes bosniaques, tandis que les Croates bosniaques l'acceptent si les parties serbe et musulmane l'approuvent.

Le 31, les négociations de Genève reprennent alors que seuls les Serbes ont accepté inconditionnellement le nouveau plan Owen-Stoltenberg (3 au 7, 8-9, 10 au 12, 20 au 28, 29-30, I/IX).

CULTURE

1^{er}. - **Mort d'Alfred Manessier**, peintre abstrait, un des piliers de l'École de Paris (3).

Festival de Salzbourg : *Cortolan* de Shakespeare, mise en scène de Deborah Werner, avec Bruno Ganz. Le 14, *Falstaff* de Giuseppe Verdi, dirigé par Georg Solti, le festival s'ouvre aux modernes avec *Prometeo*, de Luigi Nono (17, 20, 24).

4. - **Namatisations** : Comédien français : Jean-Pierre Miquel est nommé administrateur général en remplacement de Jacques Lassalle. François Barré est nommé à la présidence du Centre Georges-Pompidou en remplacement de Dominique Bozo décédé le 28 avril (6).

4-15. - **Festival de Locarno** : hommage à Zurlini, intégrale Sacho Guity et films sur le Vietnam avec *Point de départ*, de Robert Kramer (7).

6. - **Festival de Bayreuth** : *Tristan et Isolde* mis en scène par Heiner Müller, avec Waltraud Meier dans le rôle d'Isolde (10).

22. - **Mort de Maric Sasin**, romancier corse, membre du jury Femina, auteur de *Ille sans rivages* (25).

31. - **Mostra de Venise** : le festival, présidé par Gillo Pontecorvo, s'ouvre avec *Le Temps de l'innocence*, de Martin Scorsese. Un *deux, trois, soleil*, de Bernard Slier représente la France (26, II/IX).

La crise du franc et du SME

Dans la nuit du 1^{er} au 2, les ministres des finances de la CEE concluent un accord, le « compromis de Bruxelles », pour enrayer la spéculation sur le franc et mettre un terme à la crise du système monétaire européen, le troisième (après celles de septembre 1992 et janvier 1993) et le plus grave depuis sa création en 1979. Les marges de fluctuation des monnaies sont élargies temporairement, de part et d'autre du cours pivot, de 2,25 % à 15 % (portées de 4,5 % à 30 % au total). Officiellement, la grille des parités est maintenue, le franc n'est pas dévalué mais « préservé dans sa valeur », affirme Edouard Balladur le 2. Cependant, l'élargissement de la bande de fluctuation - en installant de facto un flottement interne des monnaies à l'intérieur du système monétaire européen - conduit à son éclatement.

Le 3, la Bundesbank ramène le taux de ses prises en pension de 8,95 % à 8,85 % - et la Banque de France abaisse progressivement son taux de prise en pension à vingt-quatre heures, entre le 9 et le 23, de 10 % à 7,75 %. Le franc continue à se déprécier vis-à-vis du deutschemark pour atteindre, le 18, son plus bas niveau (le DM cotant 2,5485 franc), ce qui représente une dévaluation par rapport au deutschemark de 3 %.

Le 3, le conseil économique et financier franco-allemand, réuni le 24 juin, se tient à Paris. Le même jour, le ministre de l'économie allemand Günter Rexrodt, dans une déclaration au *Monde*, rejette les analyses qui font porter la responsabilité de la crise à la Bundesbank. Relançant le débat sur la construction européenne, Helmut Kohl déclare à la chaîne allemande SAT-1, le 9, que le « calendrier de l'UEM pourrait être retardé de un ou deux ans » et John Major reprend l'idée d'une « monnaie commune » qui remplacerait une « monnaie unique » dans la CEE.

Le 12, Edouard Balladur, invité en direct au journal de France 2 depuis Chamoni, déclare : « La crise était due à un désajustement du système monétaire européen » et rappelle qu'il ne modifiera pas sa politique économique. Le 18, François Mitterrand, dans une interview à Sud-Ouest, rend hommage au comportement de M. Balladur dans la crise monétaire. Le 25, le premier ministre précise dans une conférence de presse : « C'est sur une bonne entente franco-allemande que repose le progrès de l'Europe ». Cette convergence est réaffirmée le 26 à Bonn par le premier ministre français et son homologue allemand Helmut Kohl, déterminés à respecter le calendrier de l'Union monétaire allemande (1 au 13, 16 au 21, 23 au 30, II/IX).

Le 12, Edouard Balladur, invité en direct au journal de France 2 depuis Chamoni, déclare : « La crise était due à un désajustement du système monétaire européen » et rappelle qu'il ne modifiera pas sa politique économique. Le 18, François Mitterrand, dans une interview à Sud-Ouest, rend hommage au comportement de M. Balladur dans la crise monétaire. Le 25, le premier ministre précise dans une conférence de presse : « C'est sur une bonne entente franco-allemande que repose le progrès de l'Europe ». Cette convergence est réaffirmée le 26 à Bonn par le premier ministre français et son homologue allemand Helmut Kohl, déterminés à respecter le calendrier de l'Union monétaire allemande (1 au 13, 16 au 21, 23 au 30, II/IX).

Le 12, Edouard Balladur, invité en direct au journal de France 2 depuis Chamoni, déclare : « La crise était due à un désajustement du système monétaire européen » et rappelle qu'il ne modifiera pas sa politique économique. Le 18, François Mitterrand, dans une interview à Sud-Ouest, rend hommage au comportement de M. Balladur dans la crise monétaire. Le 25, le premier ministre précise dans une conférence de presse : « C'est sur une bonne entente franco-allemande que repose le progrès de l'Europe ». Cette convergence est réaffirmée le 26 à Bonn par le premier ministre français et son homologue allemand Helmut Kohl, déterminés à respecter le calendrier de l'Union monétaire allemande (1 au 13, 16 au 21, 23 au 30, II/IX).

CULTURE

PHOTO

VISA POUR L'IMAGE à Perpignan

Au nom des damnés de la terre

Le Festival de photojournalisme met l'accent sur les reporters « engagés »

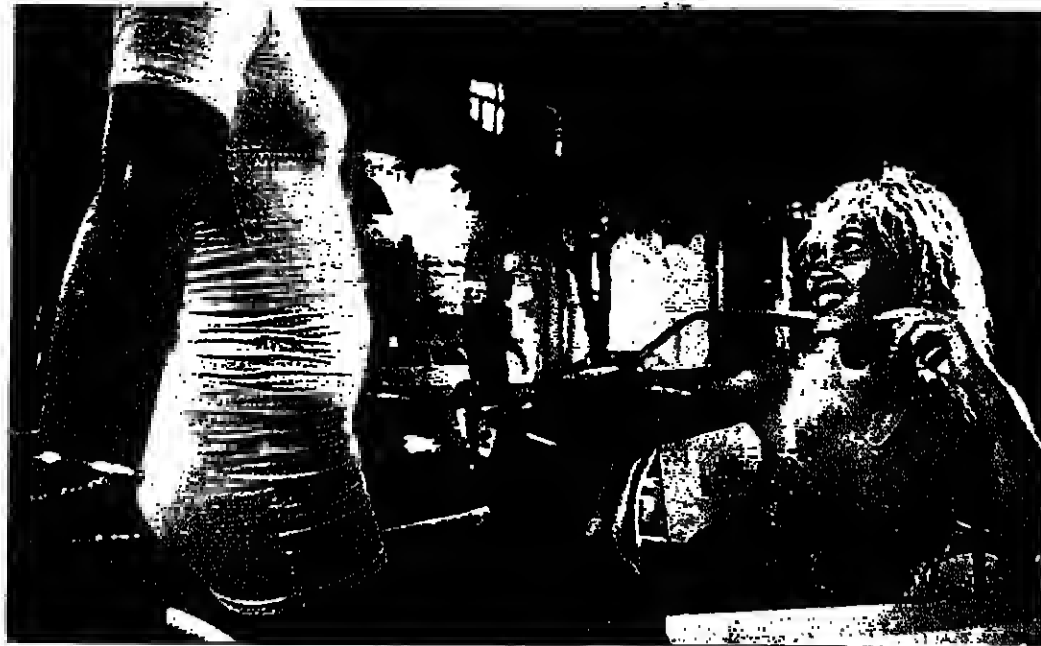
PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Peut-on photographier la réalité autrement qu'en s'impliquant dans son sujet? Non, ont répondu, dans les années 60, quelques photographes qui ont laissé des photos-séquences marquantes : la pollution au mercure à Minamata, au Japon, par Eugene Smith; la 100^e Rue Est à Harlem, par Bruce Davidson; les « Noirs dans une Amérique blanche », par Leonard Freed. Ces photographes ont été regroupés sous l'étiquette de « photographes engagés », dont Cornell Capa a écrit le manifeste en 1967 : « C'est un antidote à la notion si généralisée et rassurante d'objectivité de l'image, synonyme de neutralité et d'absence de toute passion. »

Vingt ans plus tard, le Festival international de photojournalisme de Perpignan présente les « enfants » nombreux, de cette *Concerned Photography*. Citant souvent Eugene Smith, ils témoignent, dénoncent, accusent. Ils optent pour le noir et blanc, tirent eux-mêmes leurs images, passent des mois, voire des années sur un sujet, écrivent parfois un journal et vivent modestement de leur travail. « Je suis de la photo », précise l'Espagnol Javier Bauluz. Ils partagent – un temps – la vie de ceux qu'ils photographient, le plus souvent des damnés de la terre : prostituées au Brésil, enfants de Bombay, « martyrs » de l'Inde, affamés du Soudan, Sahraouis sans terre, exclus américains, sans-abri italiens, vieillards dans un hospice français, victimes de la guerre à Sarajevo.

« Que d'horreurs », affirment des festivaliers désemparés par cette avalanche de malheurs. « Tel est le monde », répond Jean-François Leroy, directeur artistique de la quarantaine d'expositions. Les textes qui les accompagnent traduisent l'enga-



« Est-ce que je peux partager votre vie ? » a simplement demandé Viviane Moos...

gement des auteurs : « J'ai essayé de rendre compte de leur combat pour survivre » (Viviane Moos, sur les prostituées de Recife). « Je me sens redevable envers eux de l'impérieuse nécessité de témoigner et de faire connaître la tragédie qu'ils vivent » (Stanley Greene, la famine au Soudan). « Témoigner, c'est partager la souffrance de mon peuple », affirme le Croate Zoran Filipovic.

Tous s'affirment « physiquement » proches des gens. « Est-ce que je peux partager votre vie ? », a simplement demandé Viviane Moos aux prostituées de Recife. Viviane Moos, ex-Yugoslavie, Indonésie, Chili – a dirigé une aide humanitaire en You-

goslavie et donne ses photos à Amnesty International. Au-delà des mots, une image améliorée-telle le sort de ceux qui sont gravés sur la pellicule? « La photographie peut déboucher sur une prise de conscience », a répondu Eugene Smith. Aujourd'hui, beaucoup en doutent et se contentent de revendiquer la « subjectivité de leur regard ».

Rula Halawani, vingt-neuf ans, installée à Jérusalem-Est, se place dans une logique qui ne laisse aucune place au doute. Elle est sala-

rie de la Délégation palestinienne pour qui elle conçoit « toutes les réunions et reportages officiels ». Mais elle poursuit parallèlement un travail sur son « peuple opprimé ».

Exemple : vingt-quatre portraits serrés de mères dont l'enfant a été tué pendant l'Intifada. « Symbolisent vingt-quatre ans d'occupation de la Palestine ».

Zoran Filipovic, trente-quatre ans, a tout perdu dans la guerre yougoslave : sa famille a été décimée, ses maisons ont brûlé, sa réputation de photographe – il était célèbre en Yougoslavie, avant la guerre – est devenue dérisoire. Il lui reste ses photos et son studio de Zagreb. « J'ai d'abord aidé la Croatie en soignant les blessés, aujourd'hui en montrant mes reportages. » Il gagnait très bien sa vie en réalisant des livres ou couleurs. Aujourd'hui, il travaille en noir et blanc, mais les images sont gris, sans effet aucun. Des rues dévastées, une femme qui se protège du froid dans la vitrine d'un confiseur en ruine. Peu de combats, des enterrements.

Le casse-tête de la diffusion

Mais, pour ému, encore faut-il arriver à diffuser ses images. C'est un véritable casse-tête. Prenons l'italien Dario Mordenti. Son essai sur les enfants de rue à Bombay a été couronné à Perpignan par les plus grands magazines et quotidiens du monde entier. Mais aucun ou presque ne l'a publié... Trop dur, trop « noir », pas assez « positif ». On est loin du temps où *Life* publiait une quinzaine de pages sur « L'héroïne à New York », par Bill Eppridge. « Il y a de plus en plus de photographes qui font du photojournalisme et de moins en moins de magazines qui le publient », constate Laurie Kratochvil, du magazine *Rolling Stone*. Le genre meurt car les magazines américains sont devenus des véhicules pour les départements marketing, la promotion et la publicité.

Alors que faire? Trouver des sponsors pour financer les sujets, toucher le public par d'autres moyens, multiplier les expositions. La plupart ne se séparent jamais d'un livre ou d'une maquette : Zoran Filipovic a sept livres en préparation. L'Américain Stephen Shames montre son *Outside The Dream* (1991) : dix ans de travail sur les douze millions d'enfants pauvres aux États-Unis. « Un enfant sur cinq », précise cet ancien photographe officiel des Black Panthers. Les images sont rythmées par des chiffres accablants : « Chaque jour, 135 000 enfants vont à l'école avec des armes à feu ».

Stephen Shames va plus loin. En collaboration avec le Children Defense Fund, il organise des dizaines d'expositions dans les musées de l'enfance, avec des légendes éducatives destinées aux six-treize ans. Son livre a été envoyé à tous les membres du Congrès et aux cinq cents premiers chefs d'entreprise américains. Shames fait du lobbying, prend la parole devant des congrès de travailleurs sociaux, à l'université... « Je suis peut-être un missionnaire, mais je ne suis pas Jeanne d'Arc. Je veux être un artiste social et politique. »

MICHEL GUERRIN

► Maison du festival « Visa pour l'Image ». Hôtel Parra, Perpignan. Tél. : 68-35-97-00. Expositions jusqu'au 19 septembre.

Affluence et balourdises

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

On trouve de tout au « Visa pour l'Image » de Perpignan, le festival de photojournalisme qui vient de fêter ses cinq ans et dont le budget atteint aujourd'hui 10 millions de francs. Les rendez-vous sont une réussite : photographes, agences, agents, magazines, laboratoires, fabricants se retrouvent à l'Hôtel Parra, centre nerveux de « Visa », pour faire des affaires.

Jean-Paul Aldy, le maire (CDS) du 4^e arrondissement, se félicite aussi de la griffe entre « Visa » et la ville ait bien pris : 100 000 visiteurs pour les expositions, plus de 10 000 pour les soirées, qui, l'an prochain, seront présentées dans un espace plus grand (2 500 places) et plus central, la Campo Santo.

Côté expositions, Perpignan trouve l'équilibre entre les essais « difficiles » et les sujets souvent publiés dans la presse : les

Dogons, par José Azzi; la mafia à Moscou, de Hans-Jürgen Burkard; les dinosaures, par Louis Polheux; les « exploits sportifs », d'Alain Emoult; Shanghai, de Robert Van der Horst. Sujets d'un intérêt réel, mais qui « accrochent » le public.

Beaucoup de ces sujets gagneraient à être portés par une véritable « histoire » et non par un thème souvent flou, sans propos affirmés, les expositions « Europe industrielle » et « Voyage, technologie et drame » (7) en étant les caricatures. Bill Eppridge a dominé ce festival, car il était le seul, au-delà de la force du sujet, des deux dernières années de Robert Kennedy, à proposer une vraie histoire, avec un rythme, un début, des rebondissements et une fin tragique.

Sinon, on retiendra les portraits de Robert Kennedy, de Shaper Sharbel, et la rétrospective John Phillips, un ancien de *Life*, dont on aurait aimé que l'exposition mette plus en valeur le parcours. Restant

les soirées-spectacles. Les thèmes inquiétaient par leur ampleur : « Voyage dans les bas-fonds », « Combattants sans fusils », « L'histoire du communisme, le couteau entre les dents » (1), « Déchets et déchets », « L'Inde ». Le résultat oscille entre le sérieux de patronage, le ridicule et le honteux. Ainsi « Combattants sans fusils » évoquait pêle-mêle des combats de coqs, des manifestations d'agriculteurs contre le GATT, la chienne à la palombe, la joueur d'échecs Kasparov, les combattants du fascisme. Sans parler des mises en scène balourdissimes avec des acteurs qui apprenaient leur texte, une médiocre sélection d'images et des commentaires-pommes.

Le décalage entre les expositions et les soirées est tel qu'il a provoqué une crise au sein du comité d'organisation. Le maire reconnaît que les projections « sortent de leur cadre » et qu'il va falloir les revoir. Il est surtout temps qu'on y parle simplement de photographie.

M. G.

CINÉMA

Contre les images américaines

Les professionnels intensifient la défense de l'audiovisuel européen

Les professionnels français du cinéma et de la télévision poursuivent leur forcing auprès du monde politique pour que leurs intérêts soient préservés dans le cadre des négociations du GATT, face à la menace d'une invasion sans frein des programmes américains (1).

Après avoir reçu le soutien du président de la République et des ministres de la culture, de la communication et des affaires étrangères, ils ont plaidé leur cause, vendredi 10 septembre, auprès d'Alain Lamassoure, ministre chargé des relations européennes, qui les a également assurés de son appui.

Par la voix de la société des auteurs-réalisateurs producteurs (ARP), les professionnels montent aussi au créneau sur un nouveau front, distinct mais aux enjeux similaires. Il s'agit, cette fois, du renouvellement de l'exemption accordée à trois majors hollywoodiennes pour la diffusion de leurs films en Europe. Alors que la réglementation communautaire interdit la concen-

tration dans le secteur de la distribution, la Commission européenne avait accordé à Paramount, Universal et MGM une autorisation de distribuer ensemble leurs films sur les vieux continents à travers leur filiale commune, UIP. Décadée en juillet 1989, cette exemption temporaire courait jusqu'en juillet 1993. Elle devait servir pour contrepartie un soutien à la production européenne de la part des sociétés qui en bénéficiaient, ou directement de UIP.

C'est, comme il était prévisible, exactement le contraire qui s'est produit : non seulement les Américains ont rien fait pour soutenir la production européenne mais, profitant de la « force de frappe » ainsi concentrée par leur filiale commune, ils ont accru leur pression sur les exploitants et occupé de manière encore plus systématique les écrans. Sans grande sagesse, la Commission européenne s'est, pour l'instant, donc deux mois après l'expiration de cette clause, abstenue de décider si elle la prolongeait ou l'abrogeait.

Dans un communiqué publié le 13 septembre, l'ARP demande donc au gouvernement d'intervenir auprès des autorités compétentes de la CEE en vue d'obtenir la dissolution de l'entente UIP, et également « de porter plainte contre le gouvernement de la Grande-Bretagne, qui accepte l'émission à partir de son territoire des chaînes de télévision contrôlées par le groupe de Ted Turner ». Ce dernier point concerne un troisième terrain d'affrontement, celui de l'« étranger » incontrôlé par des satellites de diffusion. Il risque lui aussi de connaître de nouveaux développements, et d'entraîner de nouveaux conflits, après le récent rachat de Paramount par Viacom, qui contrôle plusieurs chaînes thématiques (le *Monde* du 14 septembre).

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Jacques Toubon, ministre de la culture, déclare, dans la *Figaro* du 14 septembre, refuser catégoriquement que l'audiovisuel – et donc le cinéma – entre dans la négociation du GATT.

MUSIQUES

Jean Guidoni, l'ange noir

En chapeau melon, il surgit de la nuit, descend sur une nacelle et « ça c'est de la musique, de la vraie musique... » Jean Guidoni passe quatre soirs au Théâtre de la Ville, il annonce le couleur. Ce sera noir, ce sera bizarre, ce sera de la musique. Les paroles aussi sont là, qui décrivent son univers gaucque, tragédie et sarcasme. Comme si, sans excès, sans fracas, la chanson dite « à texte » reprenait du souffle : « Il y a dix ans, se souvient Jean Guidoni, les groupes rock maîtrisaient mal le langage, et tout le monde disait : c'est normal, le français ne s'adapte pas à ces rythmes. Progressivement, pourtant, il s'y est adapté. Du coup, de nouveaux gens acceptent le mot. Peut-être aussi grâce au rap, que je n'aime pas tellement, mais qui joue totalement sur leur accumulation. Je connais des rappeurs qui, un moment, ont travaillé à partir de disques de Marianne Oswald. Mais elle était très cérébrale. Dansait était sophistiquée et Marie Dubou, une chanteuse, passée de l'opéra à la variété, passant du vaudeville au mélodrame. Une bête de music-hall. Si on met Piaf à part, ce qui revient plutôt, c'est Fréhel. Hormis les orchestres, elle pourrait passer telle quelle sur scène. Elle était sobre, naturelle, viscérale. Ces femmes sont devenues des classiques, c'est logique. Regardez le façon dont on n'est passé pour les Brésiliens, Ford : ils n'ont pas été reconnus d'abord par leur génération, mais par celles qui suivent. Tout le monde, à toutes les époques, a besoin de classiques et les fabrique. D'ailleurs, c'est ça ou on est ramené dans un tiroir. »

Classique ou non, Jean Guidoni ne rompt pas avec le passé. Aux nouvelles chansons de son dernier disque, il mêle quelques anciennes, parmi les toutes premières : *Cadavre exquis*, *Tout va bien*, *Un enfant...* légèrement réorchestrées. Il y ajoute *Ima la douce*, les *Violentiers* (en espagnol), *Belle Cielo* (en italien), *Tipperary* (dans un anglais à la Maurice Chevalier) « pour le plaisir, dit-il, de chanter en langues étrangères ». Et, s'il ne danse pas en tel ou tel spectacle, il fait un numéro de claquettes.

« Je ne peux pas triquer »

Le disque donne une ambiance tendue, la spectacle ménage des respirations : « Voilà trois ans que je fais de la scène, j'y suis à mon aise, quelquefois trop. Mais autres, chanteurs, nous allons volontiers chercher le public. Moi, en tout cas, donc je me retiens. J'ai un micro à la bouche, dont la tige est accrochée derrière l'oreille, qui me laisse les mains libres, et toute ma mobilité. On ne peut pas triquer la voix, je ne peux pas triquer. C'est comme si je chantais à cappella et je suis plus à l'aise. Avec les autres, par moments, je ne sais plus où j'en suis. »

James Smyth me met en scène. Il est comédien, danseur – il était du dernier spectacle. Nous nous entendons bien, nous avons même gagné un prix d'humour, bien qu'il soit britannique et moi pas du tout. Je ne sais pas si je le raterai une fois devant le public, mais il m'aide à être rigoureux. »

COLETTE GODARD

► Théâtre de la Ville, place du Châtelet, métro Châtelet. Du 15 au 18 septembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77, 80 F.

La mort d'Erich Leinsdorf

Un lumineux miroir

Le chef d'orchestre autrichien, naturalisé américain, Erich Leinsdorf est mort, samedi 11 septembre, à Zurich. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

Cet homme n'avait pas seulement la technique, la culture, la curiosité. Il était la générosité incarnée, un miroir pour la musique, qu'il dirigeait sans imposer sa personnalité, mais avec un bonheur singulier. La sûreté de sa batte levait, en France, fait classer trop vite dans la catégorie des chefs « sans risques ». Autant dire, routiniers.

C'est vrai que ce Vénitien naturalisé américain avait été le successeur de Charles Munch à Boston au début des années 60. Et qu'on ne pouvait imaginer talents plus opposés. Elaboré et fonctionnel chez Leinsdorf, instinctif et démonstratif chez Munch. Or la France et les critiques français adulaient Munch et celui-ci, après avoir quitté Boston, fut le premier patron de l'Orchestre de Paris. Leinsdorf n'a jamais été de ce côté-ci de l'Atlantique la réputation qu'il méritait.

A Vienne, il étudia le piano (avec Paul Eremich), la violoncelle et la composition. En 1934, Bruno Walter le prend comme assistant au Festival de Salzbourg. Toscanini renouvelle son contrat pour trois ans. Il travaille sur des productions aussi différentes que les *Maîtres chanteurs* et la *Flûte enchantée*. La chanteuse Lotte Lehmann, qu'il avait connue sur le plateau de *Fidelio*, vante ses mérites auprès du Met. Fuyant les premières menaces hitlériennes, Leinsdorf accepte un poste de répétiteur à New-York. En 1938, il y est nommé deuxième chef titulaire.

Souvent alors, pour ce juif immigré, une fabuleuse carrière américaine. Arthur Rodanzky meurt accidentellement : Leinsdorf assure à l'Opéra de New-York la responsabilité du grand répertoire allemand. De Melchior à Flaggstad, il dirige alors les plus grandes voix vopériennes. Il passe par Cleveland (1943-1946), se retrouve à Rochester pour mener cette formation, en neuf ans (1947-1956), au premier rang de la vie musicale américaine.

L'année 1956 voit son avènement à la direction du New-York City Opera. Il y reste une année seulement. Mais en profite pour

assurer la création d'œuvres contemporaines de Franck Martin et de Carl Orff. En 1957, Rodolf Bigg, intendant du Met, le réintègre à New-York et en fait son conseiller artistique. Poste que Leinsdorf quitte en 1962 pour l'Orchestre de Boston et des cours à l'Académie d'été de Tanglewood. En 1969, quand il réalise son contrat avec cette formation, il a exécuté 721 concerts en sa compagnie, dirigé 429 œuvres et créé, notamment, le *Requiem de guerre* et le *Concerto pour violoncelle*, de Britten.

Invité par toutes les grandes scènes lyriques et les grands orchestres du monde, notamment en Espagne et en Amérique latine, il s'était fait le défenseur, au concert et au disque, de la musique postromantique, de Martinu à Strauss, en passant par Korngold.

« Redevenir un homme libre »

De 1978 à 1981, Erich Leinsdorf accepte la responsabilité de l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin. Puis son immense notoriété lui permet de mener sa carrière en toute indépendance. « Je veux, déclare-t-il alors, revenir dans ma vieillesse à ce que j'ai toujours voulu être : un intermédiaire entre un diplomate. En tant que musicien, je veux redevenir un homme libre, pour la première fois peut-être depuis que j'étais étudiant. » Humanisme et modestie n'étant plus tout à fait dans l'air du temps, Leinsdorf avait vu un bon tiers de ses enregistrements disparaître du catalogue (1).

ANNE REY

(1) Restent disponibles notamment, chez RCA, les concertos pour piano de Beethoven avec Arthur Rodanzky, le *Deutsches*, de Brahms, avec Richter et l'Orchestre de Boston, de Tchaïkovski, avec Leinsdorf, de Korngold, avec Nielsen, Kollo, Fry et l'Orchestre de la Radio de Munich, la *Claymore*, de Mahler, de nouveau avec Boston, *C'est fin sans*, avec Prie, Trossen, Milnes et le New Philharmonia, la *Bohème*, de Puccini, avec l'Orchestre de l'Opéra de Rome, le *Barbier de Séville*, avec l'Orchestre du Metropolitan, la *Quatrième*, de Schumann, avec Boston, *Salomé*, de Strauss, avec Cabell, une *Aida* londonienne, avec Price et Domingo, un *Bal natif*, avec Prie, Bengali et Vernet, *Macbeth*, avec Warren, Kravynak et Bergonzi, le *Sacre du printemps* et l'*Oiseau de feu*, avec Boston.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTSCHATELET
THÉÂTRE
MUSICAL
de PARIS
20 septembre
21 septembre
à 17 heures
(p.a. Valentin)**Philharmonia
Orchestra**
Dir. Mikhail
PLETNEV
JARD VAN NES
R. STRAUSS
MAHLER, SCHUBERT**Bychkov**
Maïsky/Dupouy/
Ewing/Schaer/Tear**STRAUSS**
Don Quichotte
Salomé, extraits
18 septembre à 16h
Salle Pleyel - 45 83 27 3820h30 - 80°
DU 15 AU 18 SEPT.
**JEAN
GUIDONI**
nouveau récital
2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

THEATRE DE L'ATELIER

**ISABELLE ODETTE
CARRÉ LAURE
ROBERT RIMBAUD
RONNY COUTTEUR**
et
CLAUDE EVRARD**LE MAL COURT**de
JACQUES AUDIBERTI

MISE en SCÈNE

PIERRE FRANCK

Décor et Costumes

JACQUES NOËL**HENRI LABUSSIÈRE****BRUNO WOLKOWITCH**France Inter **JEUPEU**

Télérama

LOCATION 46.06.49.24

EXPOSITIONS

KER-XAVIER ROUSSEL au Musée de l'Annonciade**Les après-midi d'un faune***Ce peintre nabi et symboliste vaut mieux
que la petite place que l'histoire lui consent*

SAINT-TROPEZ

de notre envoyé spécial

Qu'un désastre efface les archives et les catalogues, qu'il ne reste que quelques œuvres vendues à l'anonymat, un amateur tenterait alors d'attribuer au même maître inconnu des tableaux étranges, scènes mythologiques dans une Arcadie azurée. Il surmonterait leur auteur « le maître aux nuages roses », ayant observé que, dans le ciel de plusieurs de ces toiles, le couchant colore de pourpre et de carmin de petits nuages épars. Ils ne s'expliquent pas, ils ne suggèrent rien, ils n'ont aucune importance. Ils sont là, au centre de la toile, dont ils troublent la sérénité.

Le peintre pourrait encore s'appeler « le maître des nymphes jouannes », n'ayant d'autre sujet que les loquaces de ces aimables personnes. Elles dansent, elles courent, elles folâtraient, elles tressent des guirlandes de fleurs écarlates, elles battifolent dans des fourrés sans épines et des prairies sans urtiées. Des satyres les guident, mais des satyres bons vivants et rieurs. Elles ne se cachent pas trop vite, afin qu'ils puissent les rattraper sans trop peine. Après, ce sont des idylles dans l'ombre verte des chênes, des étreintes dans les joncs, près de la mer au bleu royal. Les filles de Léonippe se laissent enlever en poussant de petits cris de condescendance. Proserpine n'a pas grand peur du dieu qui la saisit. Rien de tragique ne saurait advenir dans ce paradis grec. La mélancolie est interdite, le jour un éternel midi, la vie un éternel été. Les dieux, les hamadryades, les faunes cornus et vains et les bergers adolescents pique-niquent sur les pelouses du Parnasse.

Le peintre avait un nom, cepen-

dant. Il s'appelait Roussel, Ker-Xavier, né près de Metz en 1867. Il fut des nabibs, avec Bonnard, avec Vuillard dont il épousa la sœur Marie, avec Denis aussi, dont il fut assez l'ami quoique l'un prît l'olympique et l'autre le golgotha. Il fut d'avant-garde, autrement dit, vers 1891. Puis il cessa d'en être, sans renoncer à ses amitiés. En 1906, il voyagea avec Denis. Ils rendirent visite à Cézanne, à Aix-en-Provence, et à Signac, à Saint-Tropez. Mais déjà sa peinture avait trouvé son aire et ses sources : elle serait mythologique et cultiverait les souvenirs de Rubens et de Delacroix, auxquels elle additionnerait un peu de Poussin et de Fragonard. Ces préférences n'étaient point faites pour déplaire à Cézanne, tout aussi épris que Roussel d'Ovide et de Théocrite.

Coincidence ? C'est moins simple. Les bacchantes de Roussel n'ont rien d'anachronique. Ses nymphes sont connues - connues élogées, sans doute - des baigneuses de Cézanne et de celles de Renoir. Vallotton, Ménéard, Cross, Bonnard - l'illumination pourrait se prolonger. Ces peintres lisent les poètes, La Fontaine de Lisie, Mallarmé, Régner, les *Poèmes antiques* et *L'Après-midi d'un faune*. Ils peuvent lire aussi les premiers poèmes de Valéry. La France de 1900, où l'on apprend encore le grec et le latin, récite Virgile et traduit Lucrèce. Classicisme renouvelé, néopaganisme, culte des Anciens : le symbolisme parisien, qui ressemble fort peu au symbolisme nordique, rêve d'Atlantide et admire Jean Marais, né Papadimitriopoulos.

Que peint Matisse, le moderne Matisse, en 1906 ? *La Joie de vivre*, son Arcadie fauve, pas moins éti-

que que celle de Roussel, mais autrement. Ne rappellerait-elle que ces données, ne ferait-elle que remettre en mémoire ces éléments un peu oubliés, l'exposition que Saint-Tropez dédie à Roussel serait assez justifiée. Traitant d'un peintre hors les modes, retiré, et cependant loquace et prolifique, elle rétablit une part de l'histoire des goûts et des idées. Elle suggère à demi-mot l'essentiel d'un amour de la Grèce qui ne doit rien aux voyages et au pittoresque, mais beaucoup à l'hérédité parnassienne et à la persistance de l'idéalisme, philhellénisme intellectuel.

Ce rêve est plaisant, cette nostalgie savante pleine de grâce. Il faut, dans les salles de l'Annonciade, se retenir un peu pour ne pas céder tout à fait aux charmes des scènes rousselesques. Des gris et des jaunes délicieusement disposés, les nuages roses, des corps aux mouvements fluides, des compositions dont la rigueur se dissimule derrière l'abandon de la touche, des effets de lumière et de texture caressants, une peinture tantôt veloutée et tantôt satinée - que de délices pour l'œil et la main, que de virtuosités à l'huile et au pastel à goûter et à contempler. Tableaux trompeurs, assurément, mais tellement séduisants. Ils furent contemporains des tueries de la Grande Guerre, des drames de l'entre-deux-guerres : Roussel mourut en 1944 sans avoir rien changé de son esthétique et de son style. Roussel est un beau peintre, au sens où l'on dit aussi un beau message.

PHILIPPE DAGEN

► Musée de l'Annonciade, place Grammont, 83930 Saint-Tropez. Tél. : 94-97-04-01. Jusqu'au 11 octobre.

ART CONTEMPORAIN en Provence

Au-delà des frontières*Un parcours des années 50 à nos jours*RÉGION
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

de notre envoyé spécial

Il est des expositions-éclaires qui proposent des chemins de traverse et permettent les rapprochements non déclarés. Celle de l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse) est de cette nature indépendante. Le conservateur, Jean-Paul Letord, l'a conçue comme la moisson d'un collectionneur qui aurait procédé par coups de cœur. On devine sans peine qu'il s'agit de ses propres choix passionnés.

Elle va, en gros, de Bissière à Basquiat et Arman, et comporte une majorité d'œuvres datant des années 50. Des ardoises, de l'acrobacie, Basquiat n'est pas loin de Chassac et voisine, sans en avoir l'air, avec Paladino dans *Les Masques* (1983) marquant un retour à l'état primitif. Une salle Lapierre, aux couleurs de l'été vénitienne, présente des Zao Wou Ki en grisailles tremblantes parcourues de graphismes. Soleil et brume... Des sculptures de Germaine Richier, de César, d'Edouard Martin - dont l'œuvre, par sa singularité, transcende les convulsions de l'art - se dressent le long d'un couloir.

Non loin de là, à Saint-Rémy-de-Provence, on retrouve quelques-uns de ces peintres dans un hommage à Myriam Prévot et Gildo Caputo, dit à la Fondation Prassinos et présenté sous le titre « Les Années 60 à la galerie de France ». Gillet, Zan Wou Ki, Soulages sont de ces temps fertiles où les deux animateurs réunissaient sous leur tutelle peintres, écrivains et hommes de théâtre.

Autour des derniers arbres crépusculaires peints par Prassinos l'année de sa disparition, on voit flamboyer, comme un brasier de mémoire, des œuvres de petit for-

mat souvent mais fortement symboliques. Magrelli, Hartung, Manessier, Singier, Le Moal, Pignou, Musie, Maryan, Dotremont, Alechinsky, Jacobson, Reinhold, Müller, Libéraki rappellent la belle aventure d'une galerie.

Si l'on pousse jusqu'à l'étang de Berre, on peut faire une halte au Musée Ziem, à Martigues, où Jacques Brul a exposé l'été dernier. Au cours de ses voyages en Afrique, il a collecté des hauts de jerrycaus qui avaient été coupés en deux par leurs utilisateurs. Il leur a conféré un statut de masques par un simple artifice d'assemblage, et il a fait copier dans le bois certains de ces masques par d'authentiques sculpteurs africains.

L'ingéniosité de cette métamorphose des jerrycaus, la capacité inventive du regard qu'elle suppose sont quelque peu dévalorisées par une présentation esthétisante. En revanche, la réflexion de Jacques Brul a plus de force dans un autre détournement d'objet : ces chiffons que les balayeurs de Paris utilisent pour orienter l'eau des caniveaux, ils deviennent de très étranges poutres-éclisses par une simple promotion verticale sur un socle. Jacques Brul les appelle des moïses.

JEAN-JACQUES LERRANT

► « Un parcours d'art contemporain », Hôtel Domède de Camprodun, L'Isle-sur-la-Sorgue. Tél. : 90-38-17-41. Jusqu'au 17 octobre.

► « Les années 60 à la galerie de France », chapelle Notre-Dame-de-Pitié, Saint-Rémy-de-Provence. Tél. : 90-92-35-13. Jusqu'au 30 septembre.

► « Jacques Brul », Musée Ziem, Martigues. Tél. : 42-44-33-33. Jusqu'au 26 septembre.

GRANDS TRAVAUX

Le mécano de la BNF*La Bibliothèque nationale de France
devrait sortir des limbes à la fin de l'année.
Mais les personnels sont inquiets...*

La fusion de la très ancienne Bibliothèque nationale (BN) et de la toute nouvelle Bibliothèque de France (BDF) a été annoncée par Jacques Toubon, lors d'une conférence de presse, le 21 juillet dernier (*Le Monde* du 23 juillet). Celle-ci sera effective le 1^{er} janvier 1994, a indiqué le ministre de la culture, pour donner naissance à la Bibliothèque nationale de France. Philippe Bélaval, conseiller d'Etat déjà chargé, au printemps dernier, d'une sorte d'audit de ce dossier à trois, s'est vu confier la responsabilité d'opérer ce rapprochement. Rapprochement d'Etat tout le monde s'accorde à penser qu'il doit être réalisé le plus tôt possible. Mais, à moins de sept semaines de la date de la fusion, le climat au sein de l'établissement public n'est pas à l'euphorie. Les personnels de la TGB ont adressé une lettre au ministre de la culture pour lui faire part de leur inquiétude. En dehors des problèmes de personnels, ils évoquent trois dossiers capitaux qui ne sont toujours pas réglés : l'informatique - le marché de la réalisation des programmes n'est toujours pas passé ; le rôle exact de la bibliothèque « haut de jardin » - l'espace « grand public » ; et la place de l'audiovisuel dans la BNF.

Oiseau

rare

Pour Philippe Bélaval, qui tente de concilier des points de vue que plusieurs années de guérillas plus ou moins nuancées entre BN et BDF n'avaient pas contribué à rapprocher, ces trois dossiers sont effectivement prioritaires. « Les problèmes liés à l'informatique sont tous à fait réels, explique-t-il. Il est exclu que l'ouverture de la BNF soit retardée en raison d'un mauvais fonctionnement de l'informatique. Or, celle-ci conditionne son ouverture. Et l'on sait que trente-trois mois sont nécessaires aux sociétés qui auront emporté le marché de la réalisation des programmes. C'est en raison de délais trop tendus que l'ouverture de Tolbiac, prévue pour janvier 1990, a été repoussée à la fin de cette même année. Mais, à cette date, les fonctions informatiques essentielles de la BDF devaient fonctionner à 100 %. Ces retards ne sont pas dus au manque de sérieux de l'équipe en place mais à la trop grande omission du système proposé, au dogme de l'innovation à tout prix qui décourage de la notion officielle de dépôt - « une Bibliothèque entièrement nouvelle ». Pour réduire les risques possibles, il s'agit de cerner ce qui est au centre du dispositif informatique, le noyau dur des fonctions qui doivent absolument marcher le jour de l'ouverture au public. Ensuite de mettre au point une route de secours, pour que les incidents, toujours possibles, n'aient pas de répercussion sur le fonctionnement de la bibliothèque. Enfin de renforcer l'équipe chargée de piloter le projet. » La première conséquence de cette réorganisation est le départ d'Alain Gilbard, responsable du programme informatique de la BDF. Il sera remplacé, à partir du 1^{er} octobre, par André Zysberg, professeur à l'université de Caen.

Le deuxième point, tout aussi capital, est le sort de l'espace « haut de jardin », une bibliothèque où 480 000 volumes seront en libre accès. Après de nombreux débats - nuirent tous les fonds de la TGB au grand public, créer en son sein une sorte de Bibliothèque publique d'information... comme un Centre Pampidun - il s'est peu à peu forgé l'idée d'une bibliothèque publique de recherche où l'on pourrait se livrer à un embryon de lecture savante. Notion encore très floue : ce type d'établissement n'existe pas dans notre pays. « On peut redouter un décalage entre l'offre et la demande, indique Philippe Bélaval. Les collections ont été constituées à un certain niveau : dans la bibliothèque « haut de jardin », on ne trouvera ni la dernière

parution romanesque, ni des livres pour les enfants. C'est, selon le mot de Dominique Jamet, une bibliothèque destinée à des gens qui ont un projet personnel fort et qui ont épuisé les ressources de la bibliothèque de quartier. Mais ce concept doit être précisé. En effet, en 1994, a indiqué le ministre de la culture, à une bibliothèque de recherche. Il va donc y avoir entre les deux espaces des flux importants, une dynamique que l'espérance stimule, mais qui peut être déstabilisante si elle est mal maîtrisée. » Un gros travail reste donc à faire pour mieux cerner les contours de cet oiseau rare. Travail qui en lui-même justifie la fusion dans les plus brefs délais. En effet, personne n'avait encore vraiment réfléchi à la globalité de Tolbiac. Ni la BN, obsédée par son gigantesque fonds patrimonial à déplacer (8 à 9 millions de volumes), ni la BDF, qui doit gérer les mille et un problèmes d'un établissement nouveau, en construction.

Reste le dossier de l'audiovisuel. Le groupe de travail, présidé par Philippe Bélaval avant les vacances, s'était ému de l'articulation de l'audiovisuel, tel qu'il devait se déployer à la BDF, avec les autres centres parisiens dédiés aux médias audiovisuels - comme la future Bibliothèque du film et de l'image qui doit se déployer au Palais de Tokyo. Ce souci a renforcé le désir des responsables de la BDF de faire le point sur le déroulement et les finalités des activités audiovisuelles programmées dans la BDF. Un audit du projet a été lancé. Il est piloté par un membre de la Cour des comptes, Jean-Michel Thomary. « Une certaine inquiétude se fait sentir à la BDF, on se demande si le projet n'est pas en train d'être déformé, reconnaît Philippe Bélaval. Il ne s'agit pas de le défigurer, mais d'éclaircir des zones d'ombre. Il est normal que sur un sujet de cet ampleur, qui a été mené tambour battant, il subsiste encore des questions à résoudre. »

En attendant une direction commune à Tolbiac et à Richelieu, on comit de direction, où l'on retrouve Philippe Bélaval, Emmanuel Le Roy Ladurie (BN), Dominique Jamet (BDF) et quelques-uns de leurs collaborateurs, se réunissent désormais deux fois par mois. Reste à régler le sort de la Bibliothèque nationale des Arts et de l'Institut qui devait s'installer dans les locaux restés vacants rue Vivienne. Depuis le départ de François Benhamon, qui pilotait le projet, ce dernier fait eau de toutes parts. Là encore, Philippe Bélaval a l'intention de le ramener, de renouer les fils entre les différents partenaires - conservateurs et universitaires. Mais cette tâche sera-t-elle achevée avant la fin de l'année ? On peut en douter.

EMMANUEL DE ROUX

► Un siècle de dessins de presse. - Sous le titre « Années folles et folles années », le douzième salon international de Saint-Just-Martin, dans la banlieue de Limoges (Haute-Vienne), proposera, du 2 au 10 octobre, une rétrospective, en une dizaine d'expositions, d'un siècle de dessins de presse et d'humour. Des auteurs (Daumier, Toulouse-Lautrec, Rubida, Steinlen, Foulbot, Forain, Willette, Senne) aux dessinateurs du *Canard enchaîné* de l'après-guerre (Moisan, Grove, Ferjac, Lap). Parmi les expositions particulières (l'une d'entre elles est consacrée à notre collaborateur Pancho), il faut noter la rétrospective du dessinateur Woop, de son vrai nom William Wolde, Allemand autrichien, collaborateur de l'hebdo résistante *la Marseillaise*, édité à Londres puis à Alger.

► Tél. : 55-09-26-70 et 45-83-62-73.

FESTIVAL D'AUTOMNE 1993

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

Mercredi 15 septembre, *le Monde* vous offre en exclusivité le programme complet du Festival d'automne : théâtre, danse, musique, cinéma. Une présentation détaillée de chaque spectacle et toutes les informations pratiques.

Supplément gratuit du MONDE - 52 pages - 15 septembre (daté 16) - Uniquement en Ile-de-France

JANVIER 1994

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

MERCREDI

Intégrale Sacha Guitry (v.f.) : Façons un

rêve (1936), de Sacha Guitry, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (47-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma arménien : Tout va très bien, madame la marquise (1991, v.o. s.t.f.), de Robert Sahakian, David-Bak (v.o. s.t.f.), de H. Sahakian, 14 h 30 ; La Mitraille (1978, v.o. s.t.f.), de Georges Melès, les Bonhommes (1972, v.o. s.t.f.), d'Edmond Kousstian, 17 h 30 ; Triangle (v.o. s.t.f.), de H. Melès, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,

porte Saint-Eustache,

Forum des Halles

(47-34-34-30)

MERCREDI

Portraits de Paris : Maf 68 : le Fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, 14 h 30 ; Front populaire : Trente-trois d'été aussi... (1978) de Jean Rouch, 16 h 30 ; Maf 68 : le Fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, 18 h 30 ; le Commune de Paris : Commune de Paris (1981) de R. Menezes, les Arbres de Paris (1982) de Grigori Rodat, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A TOUTE ÉPREUVE (Hongkong, v.o.) :

Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09).

AKIRA (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3

(42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15

(45-54-46-85).

AMANTS (Esp., v.o.) : Latine, 4

(42-78-47-88).

ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Lucerna,

5 (45-54-46-85).

L'ARRÊTÉ, LE MAIRE ET LA MÉDIA-

THÈQUE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3

(42-71-52-38) ; Denfert, 14

(43-21-41-01).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum

Orient Express, 1^{er} (42-33-42-28 ;

36-65-70-87) ; Images d'ailleurs, 5

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

(45-54-46-85) ; George V, 6

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ARPEUTEURS DE MONT-

MARTRE. Film français de Boris E-

scho : Europe Panthéon (ex-Flé-

Panthéon), 5 (43-54-46-85).

DANDY. Film allemand de Peter

Sempel, v.o. : Accotone, 5 (43-54-

46-85).

LA FIRMIE. Film américain de Sydney

Pollack, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-

05-57-67 ; 36-65-70-87) ; Grand

Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lam-

bert, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28,

18 (45-54-46-85).

LES ÉPIQUES DE LA PASSION (Max,

v.o.) : Lucerna, 5 (45-54-46-85).

ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chn.,

v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ;

Lucerna, 5 (45-54-46-85).

ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE

(A., v.o.) : Club Gaumont (Publics Mar-

gnon), 8 (42-68-75-85) ; UGC Opéra,

8 (42-68-75-85) ; UGC Odéon, 8

(42-68-75-85) ; UGC Montpar-

nasse, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ;

36-65-70-87) ; UGC Opéra, 8 (42-68-75-85) ;

UGC Odéon, 8 (42-68-75-85) ; UGC

Montparnasse, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

Faubourg, 14 (42-68-75-85) ; UGC

ÉCONOMIE

Les mesures gouvernementales contre le chômage

Le ministre du travail prévoit la création de 400 000 emplois

Adopté dans sa nouvelle version par le conseil des ministres, lundi 13 septembre, le projet de loi quinquennal sur l'emploi va constituer sa course de vitesse. Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement, a annoncé que le débat s'ouvrira vraisemblablement le 28 septembre, devant l'Assemblée nationale, une date confirmée depuis. La discussion interviendra avant l'examen du projet de budget.

Michel Giraud, ministre du travail, affichait sa satisfaction en commentant, devant la presse, la décision du conseil des ministres. Il s'est félicité de l'aboutissement d'un processus « rapide mais non

précipité » et a souligné que l'élaboration du projet de loi avait fait l'objet d'une « concertation large et ouverte » qui s'est déroulée « telle que le gouvernement l'a voulue, c'est-à-dire caries sur table ». Pensé d'avoir ainsi pu « dépasser certains conservatismes », il a assuré que « de l'ordre de 400 000 emplois en année pleine » pouvaient être attendus de la conjonction de toutes les mesures prévues.

Par rapport aux documents d'origine, plusieurs modifications sont intervenues. La répartition de la durée du travail « sur tout ou partie de l'année » pourra être « assortie notamment » d'une

réduction collective de la durée du travail. Pour le travail du dimanche, outre les aménagements déjà imaginés, la décision du projet sera prise « sur proposition du conseil municipal ». S'agissant de la formation professionnelle, le plan régional « prendra en compte les contrats d'objectifs de branches » pour répondre davantage aux souhaits formulés par les partenaires sociaux. Quant à la constitution d'une filière unique de formation en alternance, elle demeurera un objectif. Mais elle donnera lieu à une concertation « avec les différents partenaires concernés afin d'aboutir à l'élaboration d'un projet de loi ».

Dans de nombreux domaines, des dispositions restent à préciser. M. Giraud en a cité trois, pour lesquels il « souhaite un accord partenarial », et qui seront soumis au Parlement par voie d'amendements « présentés par le gouvernement ». Il s'agit du contrat d'insertion pour les jeunes diplômés, du « guichet unique » pour les jeunes, qui pourrait ainsi confirmer le rôle des missions locales et des FAIO (permanences d'accueil, d'information et d'orientation), et du fonds partenarial pour l'insertion des jeunes.

A. L.

La discussion du plan quinquennal

L'interminable débat sur l'annualisation

« Une histoire de dix-huit ans se termine », dit-on au CNPF sans en être victorieux, pour saluer l'inscription, dans le projet de loi quinquennal sur l'emploi, de l'annualisation du temps de travail. « Enfin ». De fait, la revendication vient de loin, reprise ensuite dans la controverse latente sur la flexibilité. Elle a connu de multiples péripéties, s'est parfois dissimulée sous la notion d'aménagement du temps de travail, et, au cours de débats épiques, s'est souvent trouvée flanquée de son équivalent syndical, la réduction du temps de travail.

En forme de ballon d'essai, François Ceyrac, alors président du CNPF, lance le sujet en octobre 1975. « J'ai proposé de fixer à 2 000 heures la durée annuelle du travail », déclare-t-il à l'époque. « Notre système actuel de 40 heures date de près de quarante ans. Il est trop rigide, à la fois pour les entreprises et pour les salariés. » Il faudra attendre 1979, et l'échec de la gauche aux élections législatives, pour qu'une première tentative de négociation soit amorcée. Raymond Barre, premier ministre, et Raymond Soubie, son conseiller social, voulaient redonner de la

vigueur à la politique contractuelle. De son côté, ayant opéré son « recentrage » depuis le rapport de Jacques Moreau, le CFTD clamait haut et fort son intérêt pour le sujet. Mais en attendant en vain les « 35 heures ».

Précédées de rencontres d'experts, les discussions commencent à l'autourne pour se terminer par un échec en juin 1980, après plusieurs interruptions. Pourtant, en novembre 1979, le CGC et la CFTD avaient signé un texte commun qui se fixait pour objectif d'atteindre la durée annuelle de 1 800 heures. Pierre Giraudet, alors président d'Air France, entreprit une mission de bons offices, Las, l'opération cessa à la fin de 1980.

Avec la gauche au pouvoir, à l'initiative de Pierre Mauroy, une évanescence se produisit. Des tractations reprennent le 16 juillet 1981, « en tripartite », pour se conclure le 17 juillet par un protocole d'accord fixant à 39 heures la durée hebdomadaire, généralisant la cinquième semaine de congés payés, et introduisant en contrepartie une série d'assouplissements (le module, le contingent annuel d'heures supplémen-

taires, les équipes de fin de semaine...).

Sur ce long chemin, l'arbitrage du président de la République, imposant la compensation salariale intégrale à 100 % - « 39 heures payées 40 », - qui marquait un temps d'arrêt, ouvrit une longue période de glissement. A mots couverts, le CNPF s'efforçait de revenir sur la question avec le vaste campagne, d'inspiration libérale, que l'organisation patronale développait en faveur de la flexibilité de 1983 à 1986.

An terme d'une bataille parlementaire

Mais en vain : fin 1984, l'historique négociation sur la flexibilité échoue dans des conditions rocambolesques. Au dernier moment, alors qu'un protocole avait été rédigé, FO et surtout le CFTD renouent à seuler le pas. Près de dix ans plus tard, les stigmates de cet échec sont toujours présents.

En février 1988, au terme d'une interminable bataille parlementaire, Michel Delebarre, ministre du travail, fera adopter une loi sur l'aménagement du temps de travail dont l'application sera soumise à des nég-

ociations de branches. En juillet 1987, Philippe Séguin, son successeur apportera un correctif, réclamé par le patronat. Désormais, les entreprises, comme les branches, pourront négocier de tels accords, liant aménagement du temps de travail à réduction du temps de travail. Puis viendra, en mars 1989, un « accord de méthode », signé des seules CFTD et CGC...

Malgré cette intense activité, et l'espèce d'échecement qui a si longtemps prévalu, le dossier conserve cependant tout son mystère. Il est à peu près évident que, sous l'une ou l'autre formule, l'aménagement du temps de travail n'a pas réellement permis de créer de l'emploi. Bien que François Parigot ait appelé « solement » les professions à engager des négociations, en septembre 1987, le nombre d'accords reste très limité. Et, surtout, parce qu'ils tiennent compte de l'équilibre des forces, restent ceux qui innoveraient vraiment. Comme si l'annualisation devait rester une utopie, savamment entretenue pour faire bouger lentement les mentalités.

ALAIN LEBEAUSE

Après la décision de la Banque de France de maintenir ses taux

Le franc s'est redressé

Lundi 13 septembre, la Banque de France a maintenu à 6,75 % le taux de ses appels d'offres, contrairement aux espoirs des milieux financiers. Ces derniers anticipaient en effet un abaissement de ces taux après la diminution d'un demi-point des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, jeudi 9 septembre. Mais la Banque de France s'était, ce jour-là, contentée de ramener le taux de ses pensions à cinq-dix jours au niveau 7,75 %, déjà atteint par ses pensions à vingt-quatre heures. Elle se bornait ainsi à revenir à la situation en vigueur à la fin de juillet, avant l'écroulement de la crise monétaire, qui s'aboutit à l'élargissement des marges de fluctuation au sein du SME.

En se refusant à assouplir sa politique, l'institut d'émission français entend privilégier la défense du franc et la rentabilité de devises sorties au moment de la crise, rentées qui s'effectuent trop lentement à son gré puisque, pendant la

semaine qui s'est terminée le 2 septembre, elle n'a récupéré que 17 milliards de francs sur les 300 milliards empruntés.

Lundi 13 septembre et mardi 14 septembre, le franc s'est nettement raffermi vis-à-vis du mark, dont le cours est revenu de 3,5050 francs vendredi 10 septembre à 3,4760 francs, retrouvant son niveau d'il y a quinze jours.

F. R.

Rectificatif. - Sur la foi d'une dépêche de l'Agence France-Presse nous avons annoncé par erreur, dans le Monde du 14 septembre, une baisse d'un quart de point des taux de prise en pension à 24 heures de la Banque de France. En fait, la Banque de France a annulé auprès de l'AFP ses premières informations après une confusion due, selon un porte-parole de l'institut d'émission, à « une erreur de transmission ».

Le plan à étapes de la SNCF

Dix-huit mesures commerciales pour faciliter le voyage en train

Jacques Berdeau, directeur « grandes lignes » de la SNCF, a donné, mardi 14 septembre, le coup d'envoi à la mise à plat de la politique commerciale de la SNCF, de ses règles de vente et d'après-vente. Suivant la consigne donnée par Jacques Fournier : « Proposer de bons produits, faciles à utiliser, à des prix accessibles » (le Monde du 10 septembre), il a présenté dix-huit mesures commerciales de la SNCF... - ont déjà été annoncées. Les nouvelles mesures commerciales concernent surtout l'amélioration des prestations fournies aux voyageurs et l'assouplissement des règles de réservation et des pénalités tarifaires.

• Renseignements écrits. De nouveaux documents et guides, comprenant les prix des réservations et des suppléments seront mis gratuitement à la disposition des clients dans les gares.

• Réservations à prix réduit sur TGV hors ligne à grande vitesse. A titre expérimental, sur les TGV

Nord Europe et Atlantique de la branche Sud-Ouest, le prix de la réservation sera très sensiblement réduit, de l'ordre de 60 % à 70 %.

• Règles de correspondance sur TGV. Dans ce cas, la SNCF s'engage à offrir une autorisation d'accompagnement pour un autre TGV et, si possible, attribuer une place assise, sans surcoût.

• Echanges des réservations après le départ du TGV. Le client aura une heure devant lui pour échanger gratuitement son billet après avoir manqué son TGV.

• Pour les groupes. La SNCF s'engage, lorsque la demande est formulée deux mois à l'avance, à mettre à la disposition des organisateurs de voyages les horaires et les places attribuées (aller-retour) au moins un mois avant le départ.

• Simplifications des conditions de remboursement. Une retenue unique de 10 % (contre 20 % actuellement, avec un minimum de 50 francs par voyageur) sera appliquée dans tous les cas de figure.

L'ensemble de ce dispositif sera mis en œuvre et complété en cours du prochain trimestre.

A. B.-M.

CORRESPONDANCE

Le projet de loi et le Conseil d'Etat

Nous avons reçu d'Henri Rouanet, directeur du cabinet du ministre du travail, le texte suivant :

Dans l'article intitulé « Emploi : recettes éprouvées » que M. Leclercq a publié dans le Monde du 14 septembre, vous affirmez, s'agissant de l'élaboration du projet de loi quinquennal relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, que le Conseil d'Etat « a été consulté, mais sur une version antérieure à la concertation, qui a eu lieu le 6 septembre, avec les syndicats et le patronat ».

Vous dénoncez ainsi un « camouflage institutionnel » autant qu'une « ironie de procédure ».

Ayant assumé la responsabilité de présenter ce projet de loi, au nom du gouvernement, d'abord auprès du rapporteur, puis devant la section sociale, et enfin, vendredi, devant l'assemblée générale

du Conseil d'Etat, je ne puis laisser passer une telle inexactitude.

Au lendemain même de la rencontre de Matignon, le Conseil d'Etat, par les soins du secrétaire général du gouvernement, faisait l'objet d'une saisie complémentaire portant sur toutes les modifications proposées par le gouvernement.

En d'autres termes, la section sociale puis l'assemblée générale se sont prononcées, en toute connaissance de cause, sur le texte qui, ce jour, vient d'être adopté par le conseil des ministres.

Centralement à ce que nous avons écrit, le Conseil d'Etat n'a pas été saisi sur une version antérieure au 6 septembre du projet de loi. Il n'a resté pas moins que des modifications au texte doivent encore intervenir, la concertation s'étant poursuivie et devant se poursuivre. M. Giraud a d'ailleurs confirmé qu'il présenterait des amendements au nom du gouvernement. - A. L.]

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 36.15 Code A3T puis QSP

Vie stais. imm. PAL. JUST. PARIS, le JEUDI 30 SEPTEMBRE 1993, à 14 h
APARTEMENT EN DUPLEX A PARIS-15^e
21, et 23, rue Gutenberg, esc. 1 au R.-de-CH. 2 PCES PPALES
Drt jointes, excl. jardin et balconnet. 2 nrs, par esc. part.
M. A PX : 200 000 F S'adr. M. G. JOHANET
PARIS-8^e, 43, av. Hoche. T. : 47-66-03-40 (M. P. BONNO, poste 416)
Sur place pour visiter le 27 SEPTEMBRE 1993, de 9 h à 11 h.

VENTE sur saisie immobilière, palais de justice à PARIS
le JEUDI 30 SEPTEMBRE 1993, à 14 h 30 - 3 LOTS
1 - LOGEMENT, 1 P. cuis. au 1^{er} étg - DÉBARRAS au 6^e étg
2 - BOUTIQUE, 1 P. rez-de-cha. - 2 CAVES au s/sol
3 - APPART. mixte, 2 P. princ., cuis. au 1^{er} étg
34, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS - PARIS-1^{er}
M. à P. : 250 000 F - 400 000 F - 400 000 F
S'adr. à la SCP BRUN et ROCHER, avocats à PARIS-8^e
40, rue de Liège - T. : 42-93-72-13

Le Parlement est convoqué en session extraordinaire

Le Parlement, dont la rentrée est fixée par la Constitution au 2 octobre prochain, est convoqué en session extraordinaire à compter du mardi 28 septembre pour examiner le projet de loi quinquennal sur l'emploi, indique un décret signé du président de la République, François Mitterrand, et du premier ministre, Edouard Balladur, publié au Journal officiel du mardi 14 septembre.

A l'ordre du jour de cette session figurent, également, les deux projets de lois organiques relatives au statut de la magistrature et au Conseil supérieur de la magistrature. Réuni en congrès, le 19 juillet dernier, à Versailles, le Parlement avait adopté la loi constitutionnelle portant révision des articles 64, 65, et 68 de la Constitution, relatifs à la Haute Cour de justice et au Conseil supérieur de la magistrature.

Compromis entre le patronat, le SNB et la CFTC

Accord pour réformer la retraite du personnel des banques

L'Association française des banques (AFB) ainsi que les syndicats SNB-CGC et CFTC ont signé, lundi 13 septembre, un accord d'étape sur la réforme des régimes de retraite complémentaire de la profession. A moins que la CFTD et FO ne signifient explicitement leur hostilité - une abstention de leur part vaudrait approbation, - ce compromis permettra aux organismes bancaires de rejoindre dès 1994 les caisses de retraite du secteur privé (ARRO) pour l'ensemble du personnel, AGIRC pour les cadres). Cette intégration doit assurer leur avenir, menacé par l'évolu-

tion défavorable du rapport entre actifs et retraités au sein de l'AFB (240 000 salariés).

Dès que l'évolution excédera 1,9 %

Très complexe, l'accord ratifié lundi prévoit que la revalorisation des retraites déjà liquidées interviendra « dès que » l'évolution annuelle des pensions de la Sécurité sociale et des retraites complémentaires ARRO-AGIRC excédera 1,9 % et sera égale au montant de ce dépassement. Pour le personnel en activité, « il sera procédé à une comparaison au

31 décembre 1993 entre la pension calculée forfaitairement selon les anciennes règles et la pension calculée sur les nouvelles règles ». « Lorsque le premier montant sera plus favorable au salarié que le second », cet écart sera reconnu mais, jusqu'à son départ en retraite de l'intéressé, il sera réactualisé selon la valeur du point bancaire, c'est-à-dire l'évolution des salaires de base (pour une ancienneté de quinze ans et plus, « un complément minimum sera reconnu »). Enfin, les banques s'engagent à financer par des cotisations patronales ce complément de pension.

En résumé, cet accord isole sans les supprimer les avantages supplémentaires dont bénéficiaient jusqu'à présent les retraités des banques. Cependant, il est clair que le mode de revalorisation choisi va, sur le long terme, réduire puis virtuellement annuler ce différentiel. D'autre part, la profession s'est vu répartir les efforts financiers nécessaires à l'intégration au sein de l'ARRO et de l'AGIRC. Ainsi, la Caisse de retraite du personnel bancaire (qui regroupe des banques « jeunes ») recevra, d'ici à 2008, 1,485 milliard de francs de la part des établissements dont les salariés sont en moyenne plus âgés. Ainsi, la BNP devra verser au total 582 millions de francs, le Crédit lyonnais 268 millions, la Société générale 154 millions.

Alors que le SNB-CGC estime avoir « préservé l'essentiel des intérêts des salariés », la CFTD et FO - qui ont « réservé leur décision » - ont maintenu leur appel à une journée de grève, le 17 septembre, aux côtés de la CGT.

J.-M. N.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes 7^e arrdt RUE DE VERVAUL. 128 m ² 5 ^e asc. Cheminée, poutres. Double exposition. Travaux. P. 750 000 F. 42-95-35-56	15^e arrdt STUDIO rue Fimé-Giot 30 m ² env. 5 ^e asc. 1 ^{er} étg. à rénover 375 000 F.	appartements achats Rochefort 2 à 4 P. PARB Proches RIVE GAUCHE PARC COMPTANT chez nous 48-73-85-43 même le soir	maisons de campagne Dans les Deux-Sèvres, à 25 km de Niort et 10 km de Fontenay-le-Comte, à 100 km de la mer, sur un terrain clos de 900 m ² , une maison Kosmos de l'in décembre 78, 10, deux garages, cuisine aménagée, salle à manger - salon avec cheminée, maison plein-pied, tous commerces à 500 m, docteur, pharmacie, écoles, CST, 95 U. T. : 48-06-23-70
8^e arrdt FBS SAINT-HONORÉ 83 m ² 3 p, grd séjour, char, cheminée, P. 1 000 000 F. 42-95-35-56	bureaux Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services 43 55 17-50	locations non meublées offres Paris Bon 10 ^e M. Fontenay-le-Comte 5 P. Gar. env. 17 000 F. 40-14-58-51 M	DEMANDES D'EMPLOI JH 28 a diplômé en géométrie baccal. parcours 1982 nuit et jour. Ecrire M 6080 Le Monde Pub. 116-17, rue du Colonel-P. Rivet, 75002 Paris Cédex 16
14^e arrdt 2 P. 5 ^e asc. Cuis. soif, balcon. P. 1 250 000 F. VALETTE 42-95-35-56	CH-ÉLYSÉES 34 82 m ² BUREAUX s/avenue poss. part. 47-27-54-24	Région parisienne FEUCHEROLLES mels. gd stand. 7 P. 17500 m ² env. Loyer net 17 000 F/mois Ag. Emp. 30-54-58-00	

Je vous recommande

COMMUNICATION

Le rachat de Paramount par Viacom

Un nouveau géant pour la télévision du futur

Cinéma, programmes télévisés, chaînes câblées, édition et Madison Square Garden : le rachat de Paramount Communications par Viacom (le Monde du 14 septembre) forme un nouveau conglomérat de l'industrie du spectacle.

LOS ANGELES

correspondance

En signant cette promesse d'achat de Paramount Communications Inc., le dimanche 12 septembre, Viacom International Inc. a pris la seconde place sur la liste des fusions-acquisitions qui se multiplient dans le secteur audiovisuel américain. « Colosse », « titan », « géant », « monstre » : la presse américaine a recours aux hyperboles pour commenter l'émergence de Paramount Viacom International Inc., qui devient le sixième groupe de communication multimédia dans le monde derrière Time-Warner, Bertelsmann (Allemagne), NewsCorp, le groupe de Rupert Murdoch, Walt Disney et Capital Cities-ABC.

Sumner M. Redstone, qui débute comme directeur de cinémas drive-in et qui contrôle aujourd'hui Viacom, devient le président du conseil d'administration du nouveau groupe, ainsi que son actionnaire majoritaire (il détient 69 % des actions munies d'un droit de vote). Martin S. Davis, actuellement PDG de Paramount, sera, lui, le PDG de la nouvelle société.

La fusion devrait être conclue au début de l'année 1994, à moins qu'une surchère ne surgisse du côté de Barry Diller (un ancien de la Paramount qui dirige actuellement QVC Networks, un réseau de télé-achat), soutenu par John Malone, patron de Telecommunications Inc., le plus gros câble-opérateur américain. Tous deux cherchent un studio à acheter et pourraient offrir 70 dollars ou plus par action Paramount contre 69 dollars offerts par Viacom.

La raison de cette convoitise généralisée est simple : à l'heure où la compression numérique va rendre possible un démultiplication du nombre de chaînes de télévision, l'approvisionnement en programmes devient un problème-clé pour la survie des grands groupes

de télévision. Ces machines à produire des films et des séries qui sont les studios passent donc les uns après les autres sous la coupe des industriels de la communication.

Fondé en 1912 par Adolph Zukor et Jesse Lasky, Paramount Pictures reste le seul grand studio encore situé dans le quartier même de Hollywood, avec trente-deux salles de tournage, un logo légendaire (la cime enroulée constellée d'étoiles) ainsi qu'une chaîne de salles de cinéma (800 aux États-Unis et au Canada et 345 en Europe). Son catalogue de films a constitué l'un des enjeux de la négociation. Sa filmothèque compte en effet près de 900 titres, dont une bonne partie sont exploitables au plan national et international.

Seule Disney...

Paramount Television produit aussi trente heures environ de programmes télévisés par semaine, dont la série « Star Trek », « Les Incorruptibles », « Cheers » (sept ans de succès sur NBC), et possède 50 % de USA Network, une chaîne câblée à vocation populaire. Sans oublier cinq parcs d'attractions, deux équipes sportives de basket et de hockey et le célèbre Madison Square Garden de New-York, une salle de spectacles récemment rénovée. Au total, Paramount Communications emploie 12 000 personnes.

Créé par CBS en 1970 et rapidement revendu, Viacom Entertainment s'est spécialisé dans la production et la distribution de programmes. Le groupe est devenu progressivement l'un des principaux câble-opérateurs (le troisième, avec 1,2 million d'abonnés). Il possède également trois stations de télévision affiliées à NBC et deux à CBS, quatorze stations de radio, et il s'apprête à tester l'un des premiers systèmes de télévision interactive en Californie avec la compagnie de téléphone ATT. Son chiffre d'affaires était de 1,9 milliard de dollars en 1992 et l'entreprise emploie près de 5 000 personnes. Dans le grand Monopoly qui secoue le secteur américain de la communication, Disney reste la seule « major » à conserver son indépendance.

CLAUDINE MULARD

Au tribunal de grande instance de Paris

Demande d'expertise pour « le Château des Oliviers »

Statuant en référé, Françoise Ramoff, magistrat à Paris, se prononcera le vendredi 24 septembre sur l'opportunité de désigner un expert pour comparer le scénario du feuilleton de France 2 « le Château des Oliviers », écrit par Frédérique Hébrard en 1992-1993, et le « synopsis » de Michelle de Jais, « Feudal », déposé chez un huissier en 1986. La demande d'expertise a été déposée le 30 juillet (le Monde du 4 septembre) par M^{me} de Jais, un pseudonyme, qui voit « une trentaine de coïncidences » entre son œuvre et le feuilleton à succès de cet été.

M^{me} Hébrard, présente à l'audience, a déclaré vivre « des moments abominables », « à tel point que j'ai peur d'une expertise, à-t-elle ajoutée, mais je voudrais être débarrassée de cette affaire. » Pour M^{me} de Jais, M^{me} Gildas André a

justifié la demande de sa cliente par des similitudes relevées entre les deux textes : « Le fil directeur, une femme qui réunit les siens pour sauver une propriété de famille menacée par un promoteur immobilier ; un personnage, Amélie, qui a le même prénom. » Il a précisé n'avoir « jamais affirmé que M^{me} Hébrard avait copié le script de M^{me} de Jais. Mais il estime qu'un expert doit analyser « les traces de l'œuvre » de sa cliente dans celle de M^{me} Hébrard. M^{me} Patrick Gaultier, qui représente les éditions Flammarion, l'éditeur du « Château des Oliviers », a jugé « scandaleux » le procès intenté par M^{me} de Jais : « Jamais je n'ai vu un expert nommé en matière de propriété littéraire, a-t-il souligné. C'est au juge de décider. »

DÉFENSE

Au conseil des ministres

Le général Bertrand de La Presle est nommé commandant de la Force d'action rapide

Sur la proposition du ministre de la défense, François Léotard, le conseil des ministres du lundi 13 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

- Terre. — Est nommé commandant de la Force d'action rapide (FAR), le général de corps d'armée Bertrand Guillaume de Sauvville de La Presle, à compter du 1^{er} décembre prochain, date du départ en deuxième section (réserve) du général d'armée Michel Roquejeoffre.

[Né le 5 septembre 1937 à Marseille, ancien élève de Saint-Cyr, licencié en sciences économiques, Bertrand de La Presle aura fait une grande part de sa carrière dans le 1^{er} régiment d'artillerie, puis en Allemagne, lors de plusieurs séjours entrecoupés d'affectations en état-major. À la tête du 1^{er} régiment d'artillerie de cavalerie, il sera, comme colonel chef d'état-major à Beyrouth, au sein de la Force multinationale en 1983. Après plusieurs postes à l'état-major de l'armée de terre, il commande en 1989, avec le grade de général de division, la 3^e division blindée outre-Rhin. Elevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée en 1990, Bertrand de La Presle devient major général de l'armée de terre, le numéro 2 de la hiérarchie de cette armée.]

Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée le général de division Paul Brutin, nommé major général de l'armée de terre.

[Né le 30 mars 1938 à Boulogne-Billancourt, ancien polytechnicien et ancien élève de l'École supérieure d'électricité, Paul Brutin a longtemps servi dans l'artillerie et il a notamment participé à la mise au point du système d'armes nucléaires tactiques Pluton (aujourd'hui retiré de service). Après avoir été affecté en état-major, il commande, de 1982 à 1984, le 5^e régiment d'artillerie à Vieux-Brianch (Allier). Promu général de brigade en 1987, il sert à l'état-major de la région militaire de Paris et, en 1989, il est responsable de la division « plans-programme-espace » à l'état-major des

armées. En 1991, avec le grade de général de division, Paul de Brutin commande la 7^e division blindée et la circoscription militaire de défense à Besançon.]

Sont nommés : commandant le (II) corps d'armée, le général de corps d'armée Jean Vaujour ; inspecteur de l'armée blindée et de la cavalerie, le général de division Jacques Genest.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Daniel Toulouse, Daniel Roudeillac, Henri Duhouet, Edouard Loustalot-Forest et Bernard Devaux (nommé directeur central du génie) ; général de brigade, les colonels Joël Marchand, Marcel Colatella, Alain Magon de La Vilhuchet, Jacques Neuville, Daniel Perrin et Michel Kreher.

• Marine. — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Philippe Durteste ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Gilles Combarieu.

Sont nommés : commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française, commandant le centre d'expérimentations du Pacifique et commandant la zone maritime du Pacifique, le vice-amiral Philippe Euverte ; inspecteur des forces maritimes, le contre-amiral Christian Rouyer ; président de la commission permanente des programmes et des essais des bâtiments de la Flotte, le contre-amiral Bernard Moysan ; chef de la division « relations extérieures » à l'état-major des armées, le contre-amiral Gilles Combarieu.

• Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Emmanuel Duval ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Philippe Roger.

CARNET DU Monde

Naissances

DÉLIER DESORMEAUX et Marianna GAZEAU, Clément, Alicia, ont la joie d'annoncer la naissance de

Caelle,

le 4 septembre 1993.

30, avenue Claude-Vieljeux, 75010 Paris.

Roland FISZEL et Nadine, née Kohn, laissent à

Amance et Sankha la joie d'annoncer la naissance de

Rafael, Léo.

Paris, le 8 septembre 1993.

Anniversaires de naissance

Véronique BOISSON

Paul BOUILLI

sont heureux de fêter ce jour le premier anniversaire de

Zacharie.

Mariages

Fabienne CORDONNIER

Frédéric BIDAUT

sont heureux de faire part de leur mariage qui sera célébré le samedi 18 septembre 1993, à 15 h 30, en la salle des mariages de l'hôtel Grosloir, mairie d'Orléans.

Décès

Le professeur Jean-Baptiste

Bouvier,

son épouse,

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Boc,M^{me} et M^{me} François Bouvier,M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Bouvier,M^{me} et M^{me} Alain Colvez,M^{me} Geneviève Bouvier-Falcoz,

ses enfants,

Et ses petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Jean Ternois,M^{me} et M^{me} Georges Millot,

sont heureux de faire part du décès,

survenu à son domicile, le 13 septembre 1993, dant sa quatre-vingt-cinquième année, de

M^{me} le docteur,

Jean-Baptiste BOUVIER,

née Louise Ternois,

La cérémonie religieuse aura lieu le

jeudi 16 septembre 1993, à 10 h 30, en

l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,

88, rue de l'Assomption, Paris-16^e.

3, rue Oswald-Cruz,

75016 Paris.

- Paris, Caracas, Londres.

Sa famille,

ses amis,

font part de la disparition survenue à

Paris, le 11 septembre 1993, de

Juan Pablo ARMITANO,

comédien et chanteur.

Un office religieux sera célébré mer-

credi 15 septembre, à 14 heures, en

l'église Saint-Roch, à Paris.

Armitano, Ave. El Suran,

Avila 42, El Marques,

Caracas 1070 (Venezuela).

- Sa famille,

ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Richard DAVID,

mort du sida, à l'âge de quarante-deux

ans, le 11 septembre 1993.

La cérémonie accompagnant l'incin-

ération aura lieu le lundi 20 septembre,

à 12 heures, en l'édifice du cimetière du

Père-Lachaise, à Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

Pour soutenir le journal *Remède*,

des dons peuvent être adressés à :

AIDES, 247, rue de Belleville 75019

Paris.

- Pierre Gourgand,

son épouse,

Les familles Paglinno, Chappuis,

Leridon, Dacellier,

Les familles Josselin,

ont l'immense douleur de faire part du

décès de

M^{me} Hélène GOURGAND,

née Paglinno.

La cérémonie n'a été célébrée ce mardi

14 septembre 1993 dans l'intimité

familiale, en l'église de l'Assomption.

Priés, pensez à elle.

Cet avis tient lieu de faire-part, en

particulier pour tous ses amis et pour

tous ses élèves, dont certains conti-

nuent à lui vouer une grande affec-

tion qu'elle leur rendait bien.

Ni fleurs ni couronnes, mais si vous

le souhaitez, un don à l'ARC, BP 300

Villégat.

- Stanislas Innocenzi,

Colette et Bernard Lannoy,

Martine-Noëlle Innocenzi,

Laurent Innocenzi et Chantal

Louppe,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Ercole Roger INNOCENZI,

leur mari et père,

survenu le 11 septembre 1993, à Paris.

Une messe sera célébrée en l'église

de Saint-Jacques (Ménilmontant), samedi 18

septembre.

- Alger, Paris.

M^{me} et M^{me} Paul Moatti

et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Guy Abbou

et leurs enfants,

Les familles Mesgulch, Moatti,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Henri MOATTI,

née Yvonne Mesgulch,

à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi

15 septembre 1993, à 14 heures, au

cimetière du Montparnasse.

Réunion porte principale, 3, boule-

vard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

71, avenue Paul-Doumer,

75016 Paris.

- Sarah Rubinowicz,

M^{me} et M^{me} Rodolphe Talsin,

Alain et Philippe Hugot,

Valérie, Anne-Laure

et Géraldine Talsin,

Camille Hugot,

son épouse, ses enfants, ses petits-en-

fants, son arrière-petite-fille,

ont le chagrin de faire part du décès de

Benjamin RUBINOWICZ,

survenu le 9 septembre 1993.

Les obsèques ont lieu ce jour 14 sep-

tembre.

- Le docteur et M^{me} Albert Tosoni-

Pittoni,

M^{me} et M^{me} Claire Naud,M^{me} et M^{me} Danielle Verlingue,M^{me} Eliane Tosoni-Pittoni et Pascal

Chebrou,

Loïc, Cyril, Gaston, Etienne, Imene,

Florent et Ugo,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Bianca TOSONI-PITTONI,

officier de l'ordre italien du Mérite,

leur mère, belle-mère, grand-mère et

arrière-grand-mère,

survenu le 11 septembre 1993, dans sa

quatre-vingt-dixième année.

La levée du corps aura lieu le jeudi

16 septembre, à 9 h 30, à l'hôpital CRF

des Peupliers, 22, rue des Peupliers,

Paris-13^e, et l'inhumation à Trieste, sa

ville natale.

20, avenue d'Ivry,

75645 Paris, Cedex 13.

Manifestations du souvenir

- La traditionnelle cérémonie de Hacharah, dédiée à toutes les victimes sans exception de la Shoah, sera célébrée le dimanche 19 septembre 1993, à 10 h 45 précises sur le parvis du mémorial du Martyr juif inconnu, 17 rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-4^e.

L'évocation sera faite par M. Henry Buhawick, président de la commission du souvenir du CRIF, président de l'Association des déportés juifs de France.

Messes anniversaires

- Un office sera célébré le jeudi 16 septembre 1993, à 17 heures, pour le centenaire de la mort de

Maria CALLAS,

en la cathédrale orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16^e.

Association des amis de Vasso

Devrety,

19, rue Molitor,

75001 Paris.

Anniversaires

- « Je dis toujours ton nom
Ton nom en moi
Comme si tu étais »
(J. Roubaud *Quelque chose noir*)

Marthe BER,

sous de l'oubliions pas.

P. Allbra,

77, rue Charlot,

75003 Paris.

Communications diverses

- Un atelier mensuel de

Calligraphie hébraïque

aura lieu à l'école Estienne, Paris-13^e, à

partir d'octobre.

Renseignements : 42-74-05-45.

- Le groupe d'études C. G. Jung de Paris organise, les 27 et 28 novembre 1993, un colloque ayant pour thème « Jung aujourd'hui ».

Pour tous renseignements, écrire

1, place de l'École-Militaire 75007

Paris ou téléphoner au 45-55-42-90, le

jeudi de 13 heures à 19 heures.

- Les autres de

« Thierry, Alain, Claude et les

autres... » remercient

« Katherine »

d'avoir accepté de leur rendre visite à

Saint-Suliac, le 12 septembre 1993.

- Commission d'enquête sur les

délocalisations, Assemblée nationale,

audition de M. L.-L. Mucchielli, prof.

université Paris 4, mercredi 15 septem-

bre 1993, à 14 h 30, 10, rue de l'Université,

salle Lamartine, ouverte au public.

Soutenances de thèses

- « La sociologie française entre

Auguste Comte et Emile Durkheim »,

par Yamashita Masayuki, sous la direc-

tion de Raymond Boudon, le 16 sep-

tembre 1993, à 14 h 30, à la Sorbonne,

1, rue Victor-Cousin, Paris-5^e, salle des

Actes, centre administratif.

Réceptions

- Pour son anniversaire,

Marcelle Claire CHAPPY

recevra le 17 septembre 1993, de

17 heures à 20 heures.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du

La préparation du budget de 1994

Nouvelles facilités pour les plus-values de sicav monétaires

Parmi les mesures fiscales que le gouvernement achève de mettre au point pour la présentation, la semaine prochaine, du projet de loi de finances pour 1994, deux sont maintenant arrêtées. La première concerne les plus-values réalisées lors de la vente de sicav monétaires. On sait que le gouvernement a annoncé que celles-ci seraient exonérées d'impôt si elles étaient réinvesties dans un PEA (plan d'épargne action), ou titre d'emprunt Bâle ou l'achat d'une résidence principale. L'exonération fiscale sera accordée également dans le cas de l'achat d'une résidence secondaire. La décision est maintenant prise.

Autre mesure importante : la CSG (contribution sociale généralisée) ne sera plus du tout déductible, alors qu'elle l'était partiellement. L'Etat économisera ainsi 4 milliards de francs. La décision n'était pas définitivement arrêtée mardi 14 septembre, mais il y a très peu de chance maintenant pour que cette mesure ne soit pas entrée en vigueur au conseil des ministres du mercredi 22 septembre. Le ministre du budget a d'ailleurs prévu que 19 milliards de francs iraient à la réforme de l'impôt sur le revenu dont le barème ne comptera plus que 7 tranches au lieu de 13 et dont les majorations seront définitivement intégrées, ce qui favorisera les familles. Ainsi la moitié des contribuables verront l'année prochaine - à revenu équivalent - leur impôt diminuer de plus de 10 %, l'allègement pouvant aller jusqu'à 13 % et même 14 %. Les contribuables les plus favorisés seront les familles, et les couples à partir d'un revenu brut mensuel de 13 000 francs. Tous les autres contribuables verront leurs impôts diminuer d'une somme comprise entre 1 et 4 %.

Enfin, le gouvernement étudie une mesure fiscale consistant à alléger, de 35 à 15 %, le prélèvement libératoire sur les bons de caisse et les livrets B. Cette mesure, coûteuse pour l'Etat, s'ajouterait à une autre mesure qui, elle, a été décidée : l'abaissement de 8 000 francs (16 000 francs pour un couple), qui bénéficiera aux bons de caisse et livrets B.

Al. V.

ALLEMAGNE : le congrès du Parti chrétien-démocrate à Berlin

Le chancelier Kohl se présente en « rassembleur »

Le chancelier Kohl a ouvert le congrès du Parti chrétien-démocrate (CDU), lundi 13 septembre à Berlin, en prononçant un discours programme ouvrant une année électorale décisive. Il a affirmé son souci de faire régner l'ordre et la sécurité dans le pays, et souligné son attachement à la construction européenne.

BERLIN

de notre correspondant

L'année 1994 sera pour l'Allemagne un interminable marathon électoral avec de nombreuses élections régionales, les élections européennes, et l'élection en octobre d'un nouveau Parlement fédéral. Sur fond d'incertitude quant à une reprise économique, dont nul ne peut prédire si elle sera au rendez-vous, la prudence a été de rigueur chez les principaux dirigeants politiques. Le congrès du Parti chrétien-démocrate, les 13 et 14 septembre à Berlin, a essentiellement permis de présenter le chancelier Helmut Kohl dans son rôle de rassembleur au-delà des partis.

Le premier grand débat parlementaire de la rentrée, la semaine dernière au Bundestag, avait vu le chancelier et le nouveau leader de l'opposition, Rudolf Scharping, élu cet été à la tête du Parti social-démocrate, s'affronter à fleurs mouchées. Le SPD, qui doit encore résoudre de nombreux conflits internes, notamment sur la politique étrangère, n'a guère de solutions miracles à proposer sur les grands sujets de préoccupation de l'opinion publique - la crise économique et la sécurité intérieure - et doit surtout s'attacher à assoir sa crédibilité de parti « responsable ». Le chancelier, qui briguera l'année prochaine un quatrième mandat à la tête du gouvernement, n'a aucun intérêt dans ces conditions à durcir les débats.

Le chancelier a réitéré son soutien à la candidature à la présidence de la République de Steffen Heilmann, ministre de la Justice du Land de Saxe, jugé par trop conservateur, y compris dans certains secteurs de la CDU. M. Heilmann affrontera, le 25 mai prochain, Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, désigné, lundi, par le SPD. Helmut Kohl a, par ailleurs,

prononcé un discours destiné à rassurer la partie plus modérée de son électorat tout en apaisant les préoccupations sécuritaires de sa base. La lutte contre la criminalité, la sécurité publique, qui s'annonce comme l'un des thèmes dominants de l'année électorale, a fait l'objet d'une résolution adoptée, lundi soir, pour exiger un renforcement des moyens de lutte de l'Etat. Le chancelier s'est assuré l'appui de son public en défendant la notion de loi et d'ordre et du système démocratique allemand. Mais il a longuement insisté aussi sur la lutte contre l'extrémisme de droite et les violences contre les étrangers. « Qui attise la haine contre les étrangers ne peut pas et ne pourra jamais prétendre être un

patriote allemand », a-t-il lancé. Devant un public qui est loin d'être tout à fait insensible à la critique de sa politique européenne, comme l'a témoigné la récente campagne de l'ailé droite de la CSU bavaroise aux élections municipales de Munich, le chancelier n'a pas hésité non plus à réaffirmer ses convictions. « Politiquement et économiquement, l'unification de l'Europe est pour l'Allemagne une question de destin », a-t-il souligné. Attaquant le Parti social-démocrate sur son point faible, il a dénoncé la nécessité d'une politique de défense et de sécurité commune : « L'unité allemande va de pair avec l'unité de l'Europe, la sécurité allemande va de pair avec la sécurité européenne », a-t-il affirmé.

HENRI DE BRESSON

La France et l'Allemagne présenteront en même temps leurs plans de convergence à l'automne

La France et l'Allemagne présenteront « en étroite concertation et de façon simultanée à l'automne » leurs programmes de convergence économique, comme cela est prévu par le traité de Maastricht, a déclaré, lundi 13 septembre, Edmond Alphandery, ministre de l'économie, qui participait à Bruxelles au conseil des ministres de l'économie et des finances de la CEE.

Le traité de Maastricht prévoit que chaque pays doit présenter un programme définissant le rythme et les modalités pour atteindre les critères de convergence qui permettent un rapprochement des économies avant la mise en place de la monnaie unique prévue pour 1997 ou 1999.

Ces critères concernent les taux d'inflation, les taux d'intérêt, les taux de change, les déficits publics et l'endettement. La plupart des pays de la CEE ont, depuis deux ans, creusé leurs déficits publics pour combattre la récession et se sont ainsi beaucoup éloignés des critères prévus par le traité.

Restructuration dans l'industrie des plastiques

Elf-Atochem reprend les installations d'Enichem à Carling

La crise de la pétrochimie, provoquée par un effondrement des prix, oblige les différents acteurs à se restructurer. Dans le domaine des plastiques, après les accords signés entre Shell et Montedison, les projets de BP et Enichem, Elf-Atochem procède à une double opération en annonçant, lundi 13 septembre, une cession et un rachat.

Côté désengagement, le chimiste français vend son activité polystyrène expansible à l'américain Huntsman Chemical. Implantée à Ribécourt, dans l'Oise, cette unité produit 52 000 tonnes par an de ce matériau utilisé dans l'isolation et l'emballage, ce qui représente un chiffre d'affaires de 400 millions de francs.

Côté rachat, Elf-Atochem se renforce dans le secteur du polyéthylène « basse densité » utilisé pour la fabrication des films plastiques pour l'emballage, le bâtiment et l'agriculture, en reprenant à l'italien Enichem ses installations de Carling-Saint-Amand, en Moselle. Cette activité, qui génère 900 millions de francs de chiffre d'affaires pour une capacité de 210 000 tonnes par an, permettra au groupe français de

D. G.

En vente à partir de vendredi

Un numéro spécial du « Monde » sur l'accord Israël-OLP

Le Monde publiera, dès le vendredi 17 septembre, un numéro spécial entièrement consacré à la signature de l'accord israélo-palestinien à Washington.

Ce hors-série exceptionnel de 16 pages reprendra les principaux articles publiés au jour le jour dans notre journal depuis le début du mois. Il retracera ainsi le fil des négociations officielles et secrètes qui ont conduit au rapprochement entre Israéliens et Palestiniens, il brodera les portraits de ceux qui en furent les principaux acteurs, il retracera l'histoire tourmentée de

l'Organisation de libération de la Palestine, il décrira les réactions des populations en Israël et dans les territoires occupés, il explorera les voies de la paix, notamment sur le plan économique, et analysera les obstacles qui se dressent contre la volonté de réconciliation.

Le texte intégral des accords, des lettres d'échanges, des résolutions de l'ONU, une chronologie des événements, le tout illustré par Plénu, et de nombreuses cartes compléteront ce numéro spécial, qui sera mis en vente au prix de 15 francs.

L'accord entre Hachette et Calmann-Lévy est signé

La signature de l'accord prévoyant l'entrée du groupe Hachette (Hachette Livre) dans le capital de l'éditeur Calmann-Lévy (Le Monde du 10 septembre) a été rendue publique lundi 13 septembre. Au terme de cette alliance, Hachette Livre acquiert la majorité des parts (52 %) de la maison de la rue Auber, dont les autres actionnaires sont les héritiers des fondateurs, la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) et Jean-Étienne Cohen-Séat, actuel PDG de Calmann-Lévy.

Cette maison, qui réalise 35 millions de chiffre d'affaires annuel - et qui fut, en 1982, l'un des éditeurs de Flaubert, notamment - dispose d'un catalogue de quelque mille trois cents titres dans lequel figurent, par exemple, Pierre Loti, Luigi Pirandello, Arthur Koestler ou Hermann Hesse.

Pour Jean-Étienne Cohen-Séat (qui avait aussi entamé des négociations avec le groupe Gallimard), « le rapprochement avec Hachette Livre est la solution optimale pour le développement de la société ».

R. R.

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « Pour une Allemagne forte et responsable », par Karl Lamers... 2

ÉTRANGER

L'accord de Washington et les réactions en France et à l'étranger. 3 à 9
Chine : le plus célèbre des dissidents du « printemps de Pékin » a été libéré... 10
Les élections législatives en Norvège : les travaillistes gardent le pouvoir... 11
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Vivre avec »... 11

POLITIQUE

Une étude du Guide du pouvoir sur les membres des cabinets ministériels... 12
Michel Rocard renvoie au printemps prochain le choix de la tête de liste socialiste aux élections européennes... 12

SCIENCES • MÉDECINE

Les traces retrouvées de John Franklin • Kierkegaard entre au Musée • Il était une fois les médecins • Le marché du médicament entre promotion et illusion 13 et 14

SOCIÉTÉ

La Conférence des bailleurs et la réforme de la procédure pénale 16
La progression de l'épidémie de diphtérie dans les pays de l'ex-URSS... 17

CHRONOLOGIE

Avril 1993 dans le monde... 18

CULTURE

Le festival « Visa pour l'Image » met l'accent sur les reportages « engagés »... 19
Musiques : Jean Guidoni, l'ange noir... 19

Demain dans « le Monde »

Le programme du Festival d'Automne
Le Monde offrira demain à ses abonnés et lecteurs de la région Ile-de-France un cahier de 52 pages détaillé du Festival d'Automne

Expositions : Ker-Xavier Roussel au Musée de l'Annonciade... 19
Le mécano de la BNF... 20

ÉCONOMIE

L'Espagne et l'Irlande apportent leur appui à la France sur la ratification du pré-accord de Blair House... 23
Les mesures gouvernementales contre le chômage... 24
Le plan à étapes de la SNCF... 24
Vie des entreprises... 26

COMMUNICATION

Le rachat de Paramount par Viacom... 28

INITIATIVES

Le communication réduite au silence • Le fin de l'âge d'or • Repli sur soi • Blocage à tous les étages • Quand la prise prend la parole • L'édieu aux armes • Vie et mort des DEUG • Le retour à la sagesse • Tribune : « Construire », par Dominique Morine • Les stages... 31 à 48

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 24
Carnet... 28
Marchés financiers... 26 et 27
Météorologie... 29
Mots croisés... 28
Radio-télévision... 29
Spectacles... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » illustré de 31 à 48
Le numéro de « Monde » daté 14 septembre 1993 a été tiré à 502 703 exemplaires.

La mort de la journaliste Lise Elina

La journaliste de radio et de télévision Lise Elina est morte, dans la nuit du 11 au 12 septembre, à son domicile parisien. Elle était âgée de soixante-dix-neuf ans.

Une grande « pro »

Elle était adorable, Lise Elina, mignonne à croquer. Ça me fait tout drôle de parler d'elle au passé tant elle reste présente dans les mémoires. Vous vous souvenez de la Famille Duraton ? C'est elle qui jouait la fille. Et voilà qu'on vient d'apprendre sa mort. Excellente journaliste avec ça. On n'attendait qu'elle à la radio. D'une redoutable et désopilante efficacité, sa façon d'interviewer les personnalités mariait le colat à la fausse naïveté.

Elle sortait des trucs du genre : « Bonjour Monsieur Alain... comment déjà ?... Delon, ah ! oui, c'est ça. » « Alors, cette revue ou, Casino de Paris, ça se présente comment ? Ça doit pas être facile à descendre, le grand escalier. Pas trop le trac ? C'est pas une nouvelle revue ? C'est un nouveau film ? Excusez-moi, j'ai confondu... » Et l'interlocuteur interloqué, partagé entre la surprise et la colère, obligé de relâcher sa garde, répondait au lieu de répondre, et se livrait à elle, à nous, avec une franchise souvent musclée. Un vrai régal.

Reporter, chroniqueuse de mode, coproductrice et animatrice, avec Max Faveille et Paul-Louis Mignon, des « Trois temps » et de « Place au théâtre » sur la première, longtemps l'unique, chaîne de ce qui s'appelait l'ORTF, comédienne à ses heures, elle aura occupé, pendant quarante ans, les ondes et les écrans. Une grande « pro ». Un modèle et de rouerie et de gentillesse. Un exemple que personne depuis n'a eu le courage ou le talent de suivre.

CLAUDE SARRAUTE

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

SCIENCE & VIE MICRO

HORS SERIE

LE PC

FACILE

■ APPRENDRE

MS DOS et WINDOWS

■ BIEN DÉBUTER

avec un traitement de texte,

un tableur, un gestionnaire de fichiers

■ DÉCOUVRIR

la PAO, le dessin, la communication

■ TRAVAUX PRATIQUES

17 applications clés en main avec les

principaux logiciels

GUIDE PRATIQUE LOGICIELS

EN BREF

■ M. Juppé assure que « le partage des rôles est très clair » entre M. Balladur et M. Chirac. - Alain Juppé a affirmé, lundi 13 septembre, au « Grand Débat » de Radio-Shalom, que jusqu'à la fin de 1994, « le partage des rôles est très clair » entre Edouard Balladur et Jacques Chirac. « Le premier ministre gouverne, et le président du RPR anime son mouvement politique », a déclaré le ministre des affaires étrangères, secrétaire général du RPR, ajoutant qu'il y aura un moment où les deux hommes se mettront d'accord pour que nous puissions, alors, entrer en campagne présidentielle. S'agissant des élections européennes, il a souligné : « Mon action, pour l'instant, n'est pas de réunir les conditions pour qu'il y ait une seule liste de la majorité ».

■ Une héroïne coupée de caféine à l'origine de six morts par overdose dans l'Hérault. - Les toxicomanes qui sont morts de overdose dans l'Hérault durant le mois d'août ont succombé aux effets d'une substance composée « d'héroïne et d'une très importante quantité de caféine », selon les résultats des autopsies pratiquées sur les corps des victimes. L'examen de personnes hospitalisées ces derniers jours laisse penser que le produit est toujours en circulation, selon le parquet. Fin août, cinq personnes avaient été mises en examen à Montpellier pour acquisition, détention et offre de stupéfiants sans que la tête de la filière ait été identifiée (Le Monde du 27 août).

■ Patrick Sabatier condamné à quatre ans de prison avec sursis. - L'ancien animateur de télévision Patrick Sabatier a été condamné, mardi 14 septembre, à quatre ans de prison avec sursis et 250 000 francs d'amende par la 14^e chambre correctionnelle de Nanterre, pour fraude fiscale. Une peine de trois ans, dont dix-huit mois ferme, et 250 000 francs d'amende avait été requise contre lui par le procureur le 15 juin.

Le Monde

INITIATIVES

La communication réduite au silence

La stratégie est au mutisme. Verrouillée vers l'extérieur, coincée à l'intérieur, l'information de l'entreprise se réfugie dans les valeurs sûres : l'institutionnelle



JAMAIS ou rarement les directions de la communication, au sein des entreprises, n'auront été autant sur le qui-vive. Ombageuses quand une information sensible peut gêner. Renfrognées et cultivant paradoxalement le goût du secret, alors qu'elles n'hésitent pas, il y a peu encore, à orchestrer le moindre événement. Tatillonnes ou expéditives, selon les cas, parce qu'elles ne pensent plus maintenant qu'il importe d'abord de faire parler de soi ou qu'elles préfèrent le silence pour vivre heureuses.

Au quotidien, de multiples anecdotes renforcent cette impression qui s'est confirmée au fil de la décennie 90. Telle compagnie entend que chaque collaborateur préviene en toutes circonstances dès qu'il rencontre un journaliste. Même s'il s'agit d'un ami de longue date et même s'ils se retrouvent pour une soirée en famille. Tel groupe de dimension internationale, qui s'est forgé une réputation grâce aux talents de communicant de son PDG, se refuse à en assumer le suivi en information. Cela s'est produit chez Rhône-Poulenc, après que Jean-René Fourton ait publiquement fait état de ses préoccupations et de ses propositions au sujet de l'emploi. Mais il est vrai que l'entreprise nationale se figure au rang des privatisables. Chez Pechiney, des voix se sont élevées pour conseiller à Jean Gandois de mettre en veilleuse ses interventions, là aussi sur l'emploi, alors que, lorsqu'il présidait la commission du XI^e Plan consacrée à la « compétitivité française », ses prises de position hardies l'avaient mis au-devant de la scène. Mais lui objectait-on, il devenait difficile de tenir de beaux dis-

cours à l'extérieur tandis que, crise de l'aluminium aidant, le groupe était amené à annoncer des plans de réduction d'effectifs.

NOUS y voilà. Peu à peu, la situation de crise économique et le retour des licenciements massifs qui n'épargnent plus personne ont mis à mal les politiques ouvertes de communication. Celles-ci étant nées avec la reconnaissance de l'entreprise dans les années 80, puis s'étant développées sur un mode euphorique au fur et à mesure que s'ancrait l'idée selon laquelle l'emploi viendrait de la compétitivité et de la modernisation, elles ont logiquement subi le resac, accompagnant à leur tour la perte de confiance dans l'entreprise, puis ne résistant pas à la vague de sinistres qui s'est ensuite gonflée. Communiquer au cœur des difficultés aurait relevé, plus que de la prudence, de l'insouciance.

De fait, et le volume des offres d'emploi en atteste, ainsi que le souligne l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), les services de communication ont été dégraissés et ont perdu - c'est un euphémisme, par rapport à leurs pratiques précédentes - de leur superbe. Autrefois mirobolants, les postes de directeur de la communication se raréfient au point que la profession fait partie des tout premiers perdants de la période. Signe supplémentaire : la querelle de pouvoir ou de territoire entre les « dirocoms » et les directions des ressources humaines est oubliée, faute de combattants, voire niée, avec le recul. Désormais, assure-t-on, le conseil en communication se fait plus stratégique, essai de maintenir des politiques d'image, mais ne s'apparente plus au fait du prince qui exécutait si facilement les états-majors. Concrètement, la communication est coincée. Vers l'extérieur, elle verrouille d'autant plus que les effets produits par les informations, en interne, peuvent être désastreux. Vers l'intérieur, le climat peut

confiner à la schizophrénie. Comment entretenir le moral des troupes quand tout va mal ? Peut-on tout dire ou, au contraire, doit-on se montrer incorrigiblement optimiste ? Peu de sociétés ont trouvé la solution et le ton juste. Mais certaines, courageusement, tentent de réaliser des « journaux de crise » où tout est expliqué sans fard et où, surtout, on laisse le champ libre aux angoisses ou aux préoccupations du personnel. Ne serait-ce que pour mieux saisir la conjoncture sociale et s'éviter ainsi de sévères déconvenues. Quelques cabinets extérieurs - qui ont, eux aussi, connu la débâcle - se sont d'ailleurs placés sur ces créneaux et cherchent à conseiller plus qu'à proposer de nouvelles campagnes, soudainement jugées indispensables.

Et pourtant, il faut communiquer. L'entreprise, qui a appris de l'époque précédente les vertus de la transparence, ne doit plus se replier. Sinon, elle reviendrait sur un acquis de sa modernisation et, pour tout dire, régresserait. C'est devenu un besoin, et d'autant plus fort que la faiblesse de la représentation syndicale prive les directions d'indispensables palpeurs en interne, tandis que le jugement sur les produits se fait aussi sur l'image sociale, auprès de l'opinion publique.

Pour tenter de résoudre cette quadrature du cercle, certaines entreprises se sont lancées dans des opérations de communication dite « institutionnelle », qui mettent en avant ce qui reste ou supplée les anciennes actions. Elles communiquent sur le produit, ou, plus largement, par l'image humanitaire ou sociale. Le mouvement en faveur d'« ingénieurs sans frontières », qui s'inscrit dans la lignée de « médecins sans frontières », bien accueilli par les mentalités d'aujourd'hui, s'inscrit dans cette logique. Cela permet d'entretenir le feu, en attendant des jours meilleurs.

Alain Lebaube

■ La fin de l'âge d'or
Les directions de communication
par Jean-Michel Baudouin

■ Repli sur soi
Après de coûteuses tentatives
par Marie-Cécile Baudouin

■ Blocage à tous les étages
On nous convainc
ou nous démonte
par Françoise Alzicovici

■ Quand l'entreprise perd
la parole
Le rôle du journaliste
par Marie-Cécile Baudouin

■ Vie et mort des DEUG
Des diplômes en survie
par Liliane Delmas

■ L'adieu aux armes
DEUG et DIRCOM
la fin des querelles
par Catherine Lévy

■ Le retour à la sagesse
Vendre sa spécialité
par Olivier Bérard

ORGANISATION
□ Dialogue sans frontières
par Catherine Lévy
BÉNÉVOLAT
□ Un nouveau regard
missionnaire
par Marie-Cécile Baudouin

INSERTION
□ Le chômage en vitrine
par Françoise Alzicovici

TRIBUNE
□ Construire
par Dominique Moraine

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est tous les mardis* c'est le Monde Initiatives.



Le Monde
INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir

3^e cycles
ADMISSION SUR TITRE
(Bac + 4 ET CADRES)

MBA PROGRAM
14 MOIS en MANAGEMENT INTERNATIONAL
- 20 semaines à PARIS
- 3 semaines en EUROPE de l'EST
- 18 semaines à NEW YORK
- 10 semaines à TOKYO
- 6 semaines en ASIE

3^e CYCLE SPECIALISE : 5 FILIERES
7 MOIS à FULL TIME
7 MOIS d'INSERTION PROFESSIONNELLE
- MARKETING-PHARMACOLOGIQUE et MANAGEMENT de la SANTE
- INGENIERIE-CHIMIE INTERNATIONALES
- MANAGEMENT AVANCE
- ORGANISATION des ENTREPRISES - CONSULTING
- MANAGEMENT de l'AGRO-ALIMENTAIRE et des BIOTECHNOLOGIES



INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat
46/8 RUE DE LAITIA - 75116 PARIS - Téléphone : (1) 45 53 60 00

En vente à partir de vendredi

Un numéro spécial du « Monde »
sur l'accord Israël-OLP

Le Monde publie, dès le
vendredi 17 septembre, un
numéro spécial entièrement
consacré à la signature de l'ac-
cord israélo-palestinien à
Washington.

Ce jour-là exceptionnel de
16 pages résumera les prin-
cipes, les enjeux, les condi-
tions de l'accord, les réac-
tions des deux camps, les
difficultés de sa mise en
œuvre, les perspectives de
l'avenir.

L'industrie des plastiques

end les installations
à Carling

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

La signature de l'ac-
cord entre Hachette et
Calmann-Lévy est signée

DOSSIER • La communication réduite au silence

Repli sur soi

La tentation est forte
de se protéger de l'extérieur

UNE société internationale. Coups de téléphone pour interviewer le cadre spécialiste d'un dossier. L'intéressé se dit prêt à répondre mais demande que l'on contacte au préalable le responsable de la communication. Ce dernier réclame un délai, promet de rappeler, ne rappelle pas, suggère - lorsqu'on le relance - l'interview d'une autre personne, promet de confirmer, ne confirme pas... Que de fois cette comédie se produit! Et avec combien de journalistes! Le métier devient difficile.

Avant d'écrire un article sur «La communication externe des entreprises en temps de crise» est une occasion de se faire expliquer une bonne fois cette chagrinante situation. Une entrevue est demandée au directeur de la communication. Il n'y a pas. Ou plus. Qu'à cela ne tienne: puisqu'il y a un «responsable des médias, du marketing et de la communication», il fera l'affaire. Mais ce dernier refuse le rendez-vous: «Nous n'avons pas l'habitude de nous exprimer sur notre politique de communication», fait-il savoir par personne interposée. Fin de l'histoire...

Manque
de visibilité

Le cas est extrême, mais il n'est pas isolé. On a vu un «verrouillage» ou un freinage de l'information sensible aujourd'hui dans la majorité des entreprises. Interrogé à ce sujet, Bernard Reumaux, délégué général d'Entreprise et Progrès - association qui regroupe des dirigeants d'entreprise désireux de réfléchir aux problèmes de leur fonction, - s'excuse de faire une réponse «banale, triviale...»: «Quand la conjoncture est difficile à interpréter et qu'on est perplexe à son sujet, on n'a rien à dire et il vaut mieux se taire. Simple attitude de bon sens».

«Le manque de visibilité provoque un repli sur soi», confirme Marie-Cristine Malingre, directrice de la communication du groupe papeterier Aussédar-Rey, c'est évident chez nous.

Intervenant dans des entreprises qui ont à mettre en place des plans sociaux, Manuelle Delrie-Couque, chargée de projet à Développement et Emploi, association de conseil en ressources humaines, utilise spontanément les mêmes mots: repli, fermeture. «La crainte est grande des problèmes que peut couvrir la moindre information donnée à l'extérieur: quel impact va-t-elle avoir? Quelle panique ne risque-t-elle pas de déclencher? Quel mécontentement chez les salariés qui apprennent «la nouvelle» par les journaux?». Elle note que ce repli ne touche pas seulement les dirigeants mais quasiment tout le monde: «On sait sans savoir,

tout en sachant; on dit sans dire, tout en disant. Chacun a le sentiment que moins il parle, moins il risque d'attirer sur lui la foudre». Elle souligne la lenteur avec laquelle progressent les processus des plans sociaux: «Les décisions sont souvent difficiles à prendre, longtemps en gestation, les autorisations légales tardent à venir...».

Dans ce contexte, l'information extérieure arrive presque toujours trop vite: «Je suis intervenue, raconte-t-elle, dans une grosse société du secteur tertiaire financier. Alors que la négociation sur le plan social était en cours, un petit entrefilet est paru dans les Echos, donnant les résultats comme acquis, y compris avec des chiffres. Il en est résulté une situation très difficile...».

La situation
s'est inversée

Quant à la communication concernant les produits ou l'image de l'entreprise, elle a bien des raisons de se faire discrète. Dépenser de l'argent pour une campagne importante est mal reçu du personnel quand on annonce des licenciements: «Quels que puissent être les effets positifs à terme, notent les responsables, c'est ressenti comme un gaspillage». Par ailleurs, l'argent manque. Partout les budgets ont été réduits, et parfois de manière drastique. Et l'on s'avise que bien des dépenses de la dernière période étaient peu justifiées, mal ciblées: «On parlait un peu dans toutes les directions, fait observer un cadre du secteur banques-assurances: humanitaire, le culturel, le sportif... en se disant que, de toute façon, tout marcherait».

Aujourd'hui, la situation s'est inversée: «L'efficacité des plans de communication est jugée de plus en plus limitée», note Serge de Ganay, PDG du groupe G., cabinet de conseil en management, le retour de l'argent investi se réduit...».

Le recul des politiques de communication est tel qu'il finit par démontrer par la négative la nécessité d'en maintenir une: «Nous en avons fait l'expérience récemment, à l'occasion d'un incident en soi minime, constate Marie-Cristine Malingre. Faute de l'effort de communication nécessaire, ce dernier a eu un retentissement catastrophique. L'image de la société en a souffert et l'affaire nous a coûté très cher car nous avons dû faire des investissements disproportionnés». «Dans un cas de ce type, note-t-elle, une direction générale redécouvre la nécessité d'agir en matière de communication: de rappeler que cette dernière constitue l'une des responsabilités du management, de relancer des formations à la communication de crise...».

Autre aspect positif d'une période difficile: «La recherche de formes de communication moins coûteuses, plus discrètes et mieux ciblées peut amener à revenir à l'essentiel: dire très simplement des choses vraies; la direction générale s'implique davantage, recevant les personnes qu'il faut informer...».

Mais combien vont dans cette direction? La crise pourrait aussi bien laisser des éléments de régression durables: «La nécessité de faire des économies conduit à supprimer des postes», explique ainsi le directeur de la communication d'une entreprise, appartenant à l'industrie traditionnelle où tout ce qui n'est pas production pure est encore souvent considéré comme dépense superflue, on garde alors surtout les dirigeants à poigne: ils sont aussi le plus souvent les plus réfractaires à la communication: productivistes avant tout, axés sur les aspects quantitatifs des problèmes... On risque ainsi de voir s'installer un déséquilibre durable dans l'état d'esprit des dirigeants au détriment des parisiens d'une communication active et ouverte».

Marie-Claude Betheder

«DEPUIS deux ans, je n'ai pas traité une seule offre de responsable de communication, encore moins de directeur de la communication». Consultant en recrutement à l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), Gérard Durget est cependant conscient qu'il s'agit là d'un marché «occulte». Rares, voire exceptionnelles, sont les offres faites par voie d'annonce.

Il reste que le marché réel des offres affiche aujourd'hui un électro-encéphalogramme plat: «On retrouve en 1993 les niveaux du début des années 80, date à laquelle on situe le début du développement en flèche de la profession», observe Gérard Durget.

Aux heures fastes, les postes ont été largement pourvus. S'ajoute à cela, là comme ailleurs, les économies d'échelle. Elles font que, d'une manière générale, les entreprises réduisent les budgets qu'elles considéraient comme non prioritaires. De 1986 à 1989, selon l'APEC, en pleine période d'euphorie communicationnelle, les budgets poursuivaient

La fin de l'âge d'or

Les directions de la communication
sont menacées de coupes claires

une croissance d'environ 15 % par an. En 1990, elle n'était plus que de 6 %. En 1991, de 4 %, et en 1992 d'à peine 1 %, voire 0 %. La traduction de cette peur de chagrin a été immédiate: diminution drastique des recrutements et des offres, suppression de postes, allègements des structures, licenciements.

«Il arrive, mais c'est un cas de figure, que ce soit le directeur de la communication qui parle le premier, commente Gérard Durget. On garde ses assistants et les outils qu'il a mis en place. Il reste que la fonction vit des heures paradoxales: pour faire passer le message des plans sociaux, on a besoin de directeurs de la communication».

La récession
sonne le glas

Le phénomène doit cependant être nuancé et, pour être mieux perçu, une remontée dans le temps s'avère nécessaire. En France, l'essor de la fonction remonte à la période des natio-

nalisation-dénationalisations, des restructurations, des décentralisations administratives. Une période qui coïncide, au milieu des années 80, avec la reconnaissance de la légitimité de l'entreprise. L'information économique se développe. On médiatise d'abondance le monde de l'entreprise et ses patrons. La communication vit son âge d'or.

«Dans ces années d'euphorie», analyse Francine Londez, PDG de l'agence Londez, personne ne pouvait vivre sans son «dircom». D'où la montée en puissance de la fonction, portée aussi par un phénomène de mode. Il y a eu aussi excès de pouvoir... Ce qui a déclenché en interne une certaine hostilité à l'endroit des communicants».

A cela s'est ajouté un gonflement des effectifs, lequel fut accéléré par la vague des privatisations de 1986-1987. Certains grands établissements, publics ou privés, créaient à grands frais des services de communication intégrés disposant même parfois de studios audiovisuels ou d'ateliers graphiques.

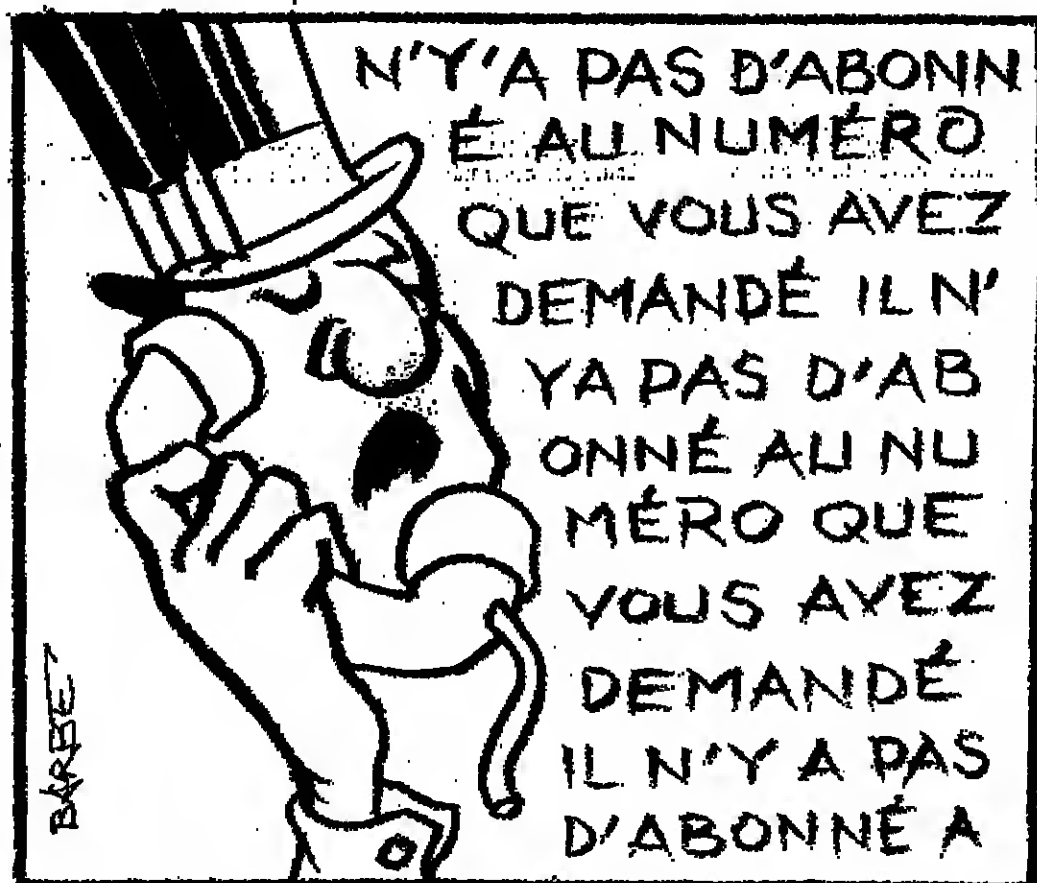
La récession, à l'instar de ce

qui se passe dans la publicité, est venue mettre un terme à ce que d'anciens appellent pudiquement «une certaine gabegie». «Aujourd'hui, les entreprises ont toutes le réflexe de réduire leurs dépenses de communication et de tailler dans des effectifs souvent pléthoriques», reconnaît Jean-Pierre Lahro, président d'Entreprises et Médias et directeur de la communication du groupe Elf Aquitaine. «La crise, ajoute-t-il, a conduit la profession à un réexamen et à externaliser les tâches non essentielles». A ses yeux, en effet, le «dircom» des années 90 joue de plus en plus un rôle de stratège, de conseiller, de formateur au sein d'une direction générale. Il partage ses responsabilités avec les autres directions. C'est l'ensemble de l'entreprise qui communique. Enfin, comme tout un chacun, il ne sera pas fait de cadeau s'il déroge à la règle du ratio coût-efficacité. En d'autres termes, le temps de l'amateurisme est fini. Légitimité et professionnalisme sont devenus les maîtres mots.

Jean Menanteau

Blocage à tous les étages

Le mutisme peut dégrader
la cohésion sociale dans l'entreprise



Les bouleversements dans la vie d'une entreprise sont des moments-clés pour la communication interne. C'est le cas de la BNP prochainement privatisée. Premier faux pas: les syndicats n'ont pas du tout apprécié d'apprendre par la presse que les agences organisent une nuitée jusqu'à 21 h 30 durant la semaine de l'offre publique de vente, alors que le comité d'entreprise n'en était pas informé. «Une fuite», commente-t-on à la BNP. «Un mode de communication inhabituel pour nous, déplore Patrick Toutin, responsable CFDT au comité central d'entreprise (CCE). On a découvert que les directeurs de vente étaient au courant avant les syndicats auxquels la direction du personnel répondait qu'elle ne pouvait rien dire».

Deux journaux télévisés quotidiens, une Lettre de la privatisation, huit cents réunions de salariés prévues, etc. La communication interne s'intensifie. «On nous martèle qu'il faut vendre mais cela ne répond pas aux craintes des salariés sur l'emploi», affirme la CFDT. C'est de l'infox. «On ne pouvait pas informer avant l'an-

nonce officielle de la privatisation. Intervenu fin août», réplique-t-on à la BNP.

Le prétexte
du secret défense

Perméables au contexte actuel d'avalanche de plans sociaux, les salariés s'inquiètent rapidement, comme l'illustre le cas Dassault. Le 17 août, une dépêche de l'AFP indique d'après l'annonce dans un journal de Taiwan l'ouverture d'une représentation de Dassault dans l'île - qui lui a commandé l'an dernier soixante avions militaires Mirage 2000-5; les syndicats craignent une délocalisation de la production à Taiwan. Le secrétaire du CCE réclame alors par écrit des éclaircissements à la direction, tandis que la CFDT, dans une lettre au premier ministre auquel elle demande un entretien, se plaint d'avoir «en neuf mois, jamais réussi à obtenir la moindre information sur ce contrat». «Nous ne pouvions pas encore en parler», explique Eric Chaumeau, responsable de la communication interne.

C'était lié à des problèmes politiques. Du coup, l'information venue de Taiwan a affolé les salariés. «Nous avions peur. Il y a déjà un plan de huit cent soixante-seize suppressions d'emplois en 1993, explique Robert Van Sieghem, délégué central CFDT - en faisant remarquer que la société a déjà perdu sept mille salariés en sept ans. Dassault utilise abusivement le secret défense pour empêcher la communication interne».

Une réponse parvient au secrétaire du CCE, avec copie aux syndicats: «Ce contrat ne prévoit pas de transfert de fabrication ou d'intégration des Mirage 2000-5 à Taiwan». «Quand les gens ne veulent pas entendre cette vérité...», se plaint Eric Chaumeau. La CFDT continue de craindre une délocalisation mais dans le domaine civil.

«Ne rien dire, dire la vérité, enrober les discours? De toutes façons, les salariés sont inquiets», souligne Olivier Bas. La vraie question est de lutter contre l'opacité qui vise à manipuler les gens».

Francine Abzievici

IHTTI
SCHOOL OF
HOTEL MANAGEMENT
NEUCHÂTEL/SWITZERLAND

3-YEAR
BACHELOR'S DEGREE AND
HIGHER DIPLOMA IN
HOTEL MANAGEMENT

2 1/2 YEAR
DIPLOMA IN
HOTEL MANAGEMENT

1-YEAR
CERTIFICATE COURSES

ASK MARIA BAKS FOR
INFORMATION AT:
IHTTI, BOX 4006 BASEL,
SWITZERLAND.
PHONE 41-61-312 30 94
FAX 41-61-312 60 35

Traduction: cette annonce concerne la formation dans une école hôtelière en Suisse.

هكذا هو الحال

l'âge d'or

la communication
de coupes claires

nationalisations-dénationalisations, des restructurations, des décentralisations administratives. Une période qui coïncide, au milieu des années 80, avec la reconnaissance de la légitimité de l'entreprise. L'information économique se développe. On médiatise d'abord dans le monde de l'entreprise et ses patrons. La communication vit son âge d'or.

« Deux très années d'euphorie, analyse Françoise Londev, PDG de l'Agence Londev, personne ne pouvait vivre sans son "diarcum". D'un tel moment en quinzaine de la fonction, parfois aussi par un phénomène de mode. Il y eut aussi des ex de pouvoir... Ce qui a débouché en interne une certaine hostilité à l'endroit des communications ».

A cela s'est ajouté un gonflement des effectifs, lequel fut accéléré par la vague des privatisations de 1986-1987. Certains grands établissements, publics ou privés, créaient à grands frais des services de communication intégrés disposant même parfois de studios audiovisuels ou d'ateliers graphiques.

qui se passe dans la politique, venu mettre un terme à « une certaine politique ». Aujourd'hui, les entreprises toutes les régions de France, de personnes de communication, tâtiller dans des efforts « plurithématiques », reconnaît Pierre Laro, président de la communication du groupement Aquitaine. « La crise a conduit la profession à réexaminer à l'extérieur, tactiles non essentielles », yuux, en effet, le « dixième années 90 joue de plus en plus un rôle de stratégie, de formation au sein de la direction générale, la portée des responsabilités avec les directions. C'est l'essence de l'entreprise que commander. Enfin, comme tout ce que nous lui sera pas fait de cadeau dérogé à la règle du savoir efficace. En d'autres termes de l'amateurisme : L'Élémentaire et professionnels sont devenus les maîtres et

Jean Menard

us les étages

neut dégrader
le dans l'entreprise

N'Y'A PAS D'ABONNÉ
AU NUMÉRO
QUE VOUS AVEZ
DEMANDÉ IL N'
Y A PAS D'ABONNÉ
AU NUMÉRO QUE
VOUS AVEZ
DEMANDÉ
IL N'Y A PAS
D'ABONNÉ A

nomme officier de la privatisation,
intervenant fin août.
Rattaché à la BNP.

Le prétexte du secret défense

Présidents au contenté
des salaires s'inquiètent
comme l'illustre le
17 août, une
l'AFP indique
dans un journal
l'ouverture
de l'association de
l'île - qui lui a
la dernière sixante
militaires (Mirage
1980-83) les syndicats craignent
la production à Taïwan. Le secrétaire
du CEC réclame alors par écrit
à la direction, tandis que la CFDT, dans
une lettre au premier ministre
elle demande un entre-
tien, se plaint de n'avoir « en-
tre la moindre information sur
les salaires » Nous ne pouvons
pas entrer en détail, explique
M. Chautouau, responsable de
la communication interne

C'est lui, à des problèmes
fréquent. Du coup l'union
venue de Taiwan a été
saluée. « Nous avons par-
tir à deux un plan de ba-
sistance sociale », supplé-
mentait-il en 1987. C'est
Robert Van Siedelheim,
centraliste CFTD, « en in-
tervenant sept mille et en-
sept ans. Paru aux mille et
vement le secret d'écouler
empêcher la commu-
nisme ».

Une réponse parvint à
secrétaire du CCE avec
aux syndicats : « Ce com-
Prévoir pour le transfert de
l'ation, ou d'intégration à
l'Afrique 2000-5 à l'Asie
« Quand les deux se ren-
entrent, c'est une ré-
plante. Jean Chaumon-
CFTD continue de que-
rison décalé entre mali et
domaine civil.

« Je ne dirai rien de la
exécution des décisions », Pe-
lancien, des salaires
l'industrie, souligne Olufé-
« Je ne suis pas question de
compte l'industrie qui me di-
gérer les gens ».

Francine Alzet

Francine Allyn

DOSSIER • La communication réduite au silence

Quand la crise prend la parole

Le journal interne doit expliquer les enjeux économiques du groupe, estime la direction de la Sollac

MAI 1993. A la «*une*» d'*Emergences*, le journal interne de la Sollac pour ses trois sites de production Est, un titre sans ambiguïté : «L'acier européen est dans une situation catastrophique». Le texte est signé de Christophe Couvreur, le directeur général et de la stratégie de la branche produits plats du groupe sidérurgique. L'expert maison en somme. Une déclaration électrochoc dans la lignée de beaucoup d'autres. Un an plus tôt, en janvier 1992, les dix mille salariés et retraités qui reçoivent *Emergences* par routage tous les mois à leur domicile, avaient eu la confirmation de la poursuite de la diminution des effectifs et des reclassements extérieurs qui en résulteraient. Cette fois-là, c'est Robert Frimat qui fait les bons- et mauvais-ouais. «C'est la première fois que je suis en position d'annoncer que ça va mal», dit-il. «C'est un titre qui se voulait positif : «Nous réussissons», suivi d'uo article clair où il indiquait que les suppressions d'emplois devait continuer.

colennes intérieures un dossier complet qui indiquait service par service le nombre de suppressions d'emplois. Des chiffres déjà présentés au comité central d'entreprise, largement commentés dans les tracts syndicaux mais désarticulés et officialisés pour obscurs. « Quand on est en crise, on o*u* i*u*bert*u* à le dire, assure Alain Bertrand, directeur de la communication et de la qualité de la Soliac. La vérité n'o*u* rien de dégradant, bien au contraire. » C'est une des manières possibles, eco*u*lrme Pierre Amet, responsable communication de Soliac Florange, directeur de la publication d'*Emergence*, de ne pas vouloir comprendre les problèmes, mais quels nous faisons face et s'approprient les solutions proposées par le groupe. »

Empêcher le discrédit

Cette stratégie est pratiquée par quelques-uns. « Éviter la langue de bois, ce n'est pas toujours facile,

explique Gilbert Abergel, directeur du département communication interne de la GME et responsable de Visages, le trimestriel maison. Mais c'est la seule voie pour empêcher le discrédit auprès des soloristes. Vous savez, en période de crise, les rumeurs vont très vite. Or il ne faut absolument pas perdre la maîtrise de l'information interne. « Visages » est un trimestriel, les faits bruts ne sont donc pas pour lui, la seule solution consiste donc à faire de l'analyse,

laSollac. « C'était une presse antique, se souvient Pierre Arant, qui, à l'époque, ne s'occupait pas encore de la communication. La revue étoit surtout à la gloire du travail et de l'acte via la noblesse des installations industrielles ».

Si Emergence n'en est plus là, visiblement, des progrès restent encore à faire, à en croire les syndicats. « Les informations ne sont pas fausses, les chiffres pas truqués », affirme la CFDT du site, qui édite sa propre revue, Cactus, qui épingle régulièrement Emergence.

Méfiance, donc, mais encore persécution. « On nous a fait une perquisition », s'émotionne. « Il faut le garder, reconnaît Antoine Combré, délégué syndical central CFE-CGC de la Sollac branche produits plats, mais il faudrait que les gens puissent s'y exprimer librement, sans peur et sans retour de bâton, ce qui n'est pas toujours le cas. » « La crédibilité suprême, ça n'est ni une affaire d'argent, ni d'organisation », conclut-il. « Il y aurait, serait évidemment que les organisations syndicales puissent y prendre la parole. » Pour le moment, on n'en est pas encore là.

Marie-Béatrice Baudet

Les DRH et recherchent la

LA guerre des chefs a-t-elle vraiment eu lieu ? A écouter directeurs des ressources humaines et directeurs de la communication ou en douzième Pounant, il y a trois ans, le magazine *l'Expression d'entreprise* organisait un colloque sur le thème : « DIRCOM-DRH : un fauteuil pour deux ».

Dans la foulée, la presse spécialisée se livrait l'écho de combats à fleurs et mouchettes. Aujourd'hui plus rien ou presque. « Les querelles DRH-DIRCOM, s'il y en a eu, sont désormais fauchées à la gravité des problèmes économiques actuels », affirme Jean-Pierre Labro, directeur de la communication du groupe Elf et président de l'Association Entreprises et médias. « Le conflit DRH-DIRCOM est devenu anecdotique par rapport à la pérennité de l'entreprise », répond en écho Patrick Bézier, délégué général de l'ANDCP (Association nationale des chefs de personnel). Désormais, chacun s'accorde à reconnaître, à l'instar de Jacques Suar, DIRCOM de Lafarge-Coppée, et d'Alain Piveteau, DRH de Sony-France, que, dans les entreprises, les conflits de ce genre, s'ils existent plus de querelles de personnes que de querelles de fonctions.

Querelles de territoire

Sommé de s'expliquer, le malicieux Patrice Legendre, organisateur du fameux colloque opposant DHR et DIRCOM, reconnaît que le thème est un peu « provocant » : « maintenant toutefois, que l'avènement d'un nouveau régime récent des DIRCOM a pu créer quelques déséquilibres du côté des DHR et autres directeurs du personnel habitués à gérer directement la communication interne et la communication de recrutement. D'où l'apparition, ici ou là, de quelques « querelles de territoire ».

La période de croissance a pu donner lieu à quelques peins excessifs : comme explique Alain Fiset, les DHR et le DIRCOM se sont parfois disputés leurs mérites respectifs dans la réussite de l'entreprise. La crise

les a ramenés à plus de sobriété. Il est vrai que les DRH ne peuvent guère se louer des plans sociaux qu'ils sont amenés à cococier. Quant aux DIRCOM ils ont dû abandonner la « communication paillettes », selon le mot de Jacques Suar, pour une communication « plus ciblée » avec, bien souvent, des budgets réduits.

Motiver les salariés

Plus que jamais DRH et DIRCOM se doivent de travailler au coude à coude pour motiver les salariés, en utilisant la motivation.

« Le travail d'équipe est encore plus important en période de crise lorsque les collaborateurs ont tendance à remettre en cause l'image de l'entreprise, estime Jean-Pierre Labre. On imagine mal une communication interne élaborant sans le DRH qui est chargé de maintenir le dialogue social avec les représentants du personnel et sans le DIRCOM qui est responsable de la communication globale de l'entreprise. Un consensus semble s'établir sur le rôle du DIRCOM : expert en communication, il est son savoir-faire à la disposition des directions (juridique, financière, ressources humaines...) qui souhaitent communiquer sur leur stratégie.

« On fonctionne un peu comme une agence intégrée », résume Jacques Snard.

Jacques Snard.

Un rôle qui nécessite que les DIRCOM soient rattachés à la présidence ou au moins à la direction générale : « Il est important que le DIRCOM puisse intervenir en amont des décisions, explique Jean-Bernard Pinatel, directeur de la communication de Bull. S'il estime que quelque chose n'est pas communicable, il peut le dire et, en cas de désaccord, réclamer un arbitrage du président ou du directeur général. » La plupart des grandes entreprises ont cherché à faciliter ce travail d'équipe en créant des comités de communication interne placés sous la double responsabilité du DRH et du DIRCOM.

Catherine Leroy

MBA

SCIENCE PO

**Un programme bilingue.
9 mois intensifs.
De janvier à septembre.**

Un diplôme international reconnu,
La tradition culturelle de Sciences Po,
des professeurs de plusieurs pays, des études à Paris.

Admission niveau 3^e cycle : grandes écoles,
magistères, maîtrises, Sciences Po.
Expérience professionnelle requise.

Pour toute information, nous vous invitons
à contacter le directeur du MIRA, le Pr. J. J. Rossi,
ou à venir à la réunion d'information
du jeudi 30 septembre à 18 H 30, en nos locaux

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
174, bd Saint-Germain 75006 PARIS
Tél : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 93

MBA Part-Time ESCP

Programme Inter-Européen de Management
Janvier 1994

Le MBA ESCP s'adresse à de jeunes cadres et dirigeants ayant 5 à 10 ans d'expérience. Ce programme, compatible avec l'activité professionnelle, comprend 550 heures d'enseignement réparties sur 18 mois.

Remise des dossiers avant le 1er octobre
Sélection et entretien du 1er au 30 octobre
Informations : Hélène Pénin au 49 23 22 70



INTERNATIONAL
MANAGEMENT
DEVELOPMENT

Executive MBA

Faire la différence.

Totalement compatible avec la vie professionnelle, l'Executive MBA est réservé aux jeunes managers à fort potentiel. Ce programme constitue un atout décisif dans le développement de leur carrière. Basé sur les principes d'interaction et d'innovation, l'Executive MBA d'ESSEC IMD est le fruit de l'expérience et de l'excellence du corps professoral international de l'ESSEC.

Prochaine session :
juillet 1994 à octobre 1995.
80 jours échelonnés
(vendredi/samedi).

CNIT, BP 230, 2 place de La
Défense, 92053 Paris-La Défense.

Programmes dirigeants Executive programs

46922100

VIVIANE HENRIOT
OU CATHERINE BOURGEOT


Ag. Opter

« L'EUROPE ET L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE »

Rémi Lejeune
Editions Syros - Collection Ten

**Un outil d'information
et une approche des réseaux européens**

*Cet ouvrage reprend les débats et interventions qui se sont tenus lors
des « Assises européennes de l'insertion par l'économique »,
organisées par le Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale (CJDES)
et « le Monde » les 19 et 20 novembre 1992 à Betune*

 **Le Monde**


EN VENTE EN LIBRAIRIE OU EN RETOURNANT CE BON DE COMMANDE
au CJDES, 6, rue Mémul, 75116 PARIS - Tél.: (1) 47-27-01-44. Fax (1) 47-04-90-06

NOM _____ Organisation _____

Adresse _____


Code _____ Ville _____ Tél. _____

Commande _____ ex. de *L'Europe et l'insertion par l'économie* au prix de 190 FF
soit au total _____ FF (+20 F de frais de port pour la France, +35 F pour la CEE)



MBA Part-Time ESCP
Programme Inter-Européen de Management
Janvier 1994

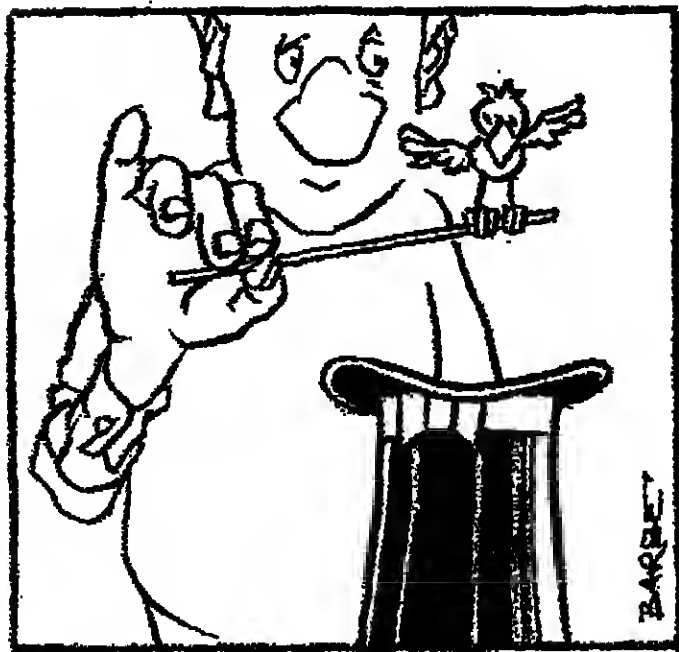
Le MBA ESCP s'adresse à de jeunes cadres et dirigeants ayant 5 à 10 ans d'expérience. Ce programme, compatible avec l'activité professionnelle, comprend 550 heures d'enseignement réparties sur 18 mois.

 Remise des dossiers avant le 1er octobre
Sélection et entretiens du 1er au 30 octobre
Informations : Hélène Pencin au 49.23.22 70

DOSSIER

Le retour à la sagesse

Les entreprises recentrent leur image institutionnelle



«**A**GIR dans le champ plus clair de la définition de notre métier», «traduire l'espace de notre spécificité», «recentrer notre image»: exprimées dans le jargon de la communication, ces expressions reviennent aujourd'hui sur toutes les bouches. Elles traduisent à leur manière un changement profond lié à la situation économique: «La crise nous force à revoir nos stratégies de communication, précise le responsable d'un groupe industriel, notamment dans le domaine institutionnel. Avec moins de moyens financiers, notre tâche consiste à continuer à faire parler de nous.»

Cette réflexion a le mérite de définir clairement le plus petit dénominateur commun de l'état d'esprit qui s'impose aujourd'hui dans les entreprises. En fonction de leurs métiers et de leur secteur, ces dernières envisagent et traduisent certes différemment les nouvelles contraintes, mais tous les directeurs de communication partagent le même constat: l'«âge d'or» de la fin des années 80 est bel et bien révolu.

Enfin, le temps des budgets juteux, de la communication tous azimuts, de la surenchère au prestige. Les paramètres de la nouvelle équation rendent celle-ci plus délicate à résoudre: garder le lien avec les jeunes diplômés alors que le recrutement est au plus bas; soigner l'image de l'entreprise alors que les réductions d'effectifs se généralisent; soutenir la notoriété de la société et de ses produits alors même que la concurrence s'exerce et que les budgets s'effritent.

«La précédente période a vu le développement d'un véritable détournement de pouvoir entre la communication et l'institution [l'entreprise], souligne Jacques Jordan, directeur de la communication du groupe Pechiney. L'entreprise était bien souvent assimilée aux opérations extraordinaires montées par les responsables de la communication.» Confortées par d'importants soutiens financiers, les stratégies d'image se sont prises à croire à la réalité - gracieuse - de la galerie des glaces. Soucieuses de brasser toujours plus large, elles ont amplifié la logique du reflet grossissant et déformé de l'entreprise, au point de vivre une quasi-indépendance. La crise économique pousse à présent à des réajustements que certains caractérisent de «retour à la sagesse».

Premier changement: la communication institutionnelle retrouve le chemin des produits et, plus largement, de ce qui fait la spécificité des compétences professionnelles. Pour celles des entreprises qui avaient eu tendance à délaisser l'image-produit, au profit notamment de l'image-carrière, le retour à la présentation directe de l'entreprise-institution offre l'avantage de pouvoir rester présentes dans les esprits sans avoir à faire de promesses en termes de recrutement.

Pour celles des entreprises qui avaient continué à privilégier une image institutionnelle déclinée

autour de leurs produits, la crise pousse aujourd'hui à affiner la démarche. Chacun se souvient de la campagne publicitaire de Rank Xerox, qui associait la marque à l'image du «camion magique» livrant la gamme des derniers-nés du groupe. «Ce type de communication ne suffit plus, explique Jean-Claude Alexandre, directeur de l'information à Rank Xerox France: elle reste trop vague sur la spécificité de nos services.»

Développement du mécénat

En juin 1993, la direction mondiale du groupe décide de lancer une vaste campagne institutionnelle dans tous les pays d'Europe. L'objectif: présenter la société au travers d'un slogan unique: «L'expert du document». «Cette campagne permet à notre marque de souligner sa spécialité, note Jean-Claude Alexandre. En période de concurrence plus dure, c'est une façon d'éviter que les autres ne marchent sur nos plates-bandes.» Autre avantage: en insistant sur le service aux clients plutôt que, trop généralement, sur la seule gamme des produits, «nous aidons les chefs d'entreprise à justifier leurs dépenses sur des besoins précis».

Seconde adaptation à la période: le développement des différentes formes de mécénat et de sponsoring. L'évolution est suffisamment significative pour qu'un récent ouvrage lui soit consacré (1), traitant de l'esprit et des différentes «retombées» de ce type de démarche. Il en est une qui, à l'évidence, répond au souci de bon nombre d'entreprises: conserver le lien avec les jeunes diplômés alors que le recrutement se réduit à une peau de chagrin. Le choix du groupe Pechiney est assez représentatif.

En 1990, des études d'image auprès des étudiants de grandes écoles montrent que le groupe souffrait d'un «déficit d'image» par manque notamment «de chaleur et de proximité vis-à-vis de ces cibles». En novembre 1991, le groupe signe un accord de partenariat humanitaire avec l'association Ingénieurs sans frontières (ISF). Outre un fonds de soutien de 500 000 francs, Pechiney s'engage à des actions de soutien aux initiatives d'ISF. Huit opérations ont ainsi bénéficié de l'aide du groupe en 1992 et dix sont prévues pour cette année. «L'image de Pechiney commence à s'améliorer», concluent les récentes études des recruteurs du groupe. Surtout, souligne Yvonick Moré, responsable du mécénat et du sponsoring chez Pechiney, «cette opération nous permet de conserver un contact étroit avec des jeunes diplômés tout en évitant les frustrations».

Olivier Plot

(1) Mécénat et sponsoring, la communication, de Patrick Dambrou, Les Éditions d'Organisation.

INITIATIVES

EXPÉRIENCES

ORGANISATION

Dialogue sans frontières

Décloisonner les métiers et les compétences pour innover

COMMENT travailler et réussir ensemble quand on vient d'horizons très différents et que l'on poursuit des objectifs différents, voire antagonistes? Tel est le défi auquel sont confrontés les acteurs d'un projet d'innovation. Eurêka (1) patronné par la Communauté visant à mettre au point des méthodes et des outils pour mesurer les pollutions agricoles liées à l'emploi de produits phytosanitaires et de fertilisants. Objectif: améliorer le traitement des eaux contaminées, mais aussi amoindrir les pollutions lors de la fertilisation.

Ce projet associe dans sa démarche une dizaine de partenaires aussi différents que des spécialistes de l'eau (Compagnie générale des eaux, Agences de l'eau), des chimistes (la Grande Paroisse, Ciba, Rhône-Poulenc), des informaticiens (le Laboratoire hydraulique de France), des responsables de recherche (Cemagref), en particulier. Et il est coordonné par la firme italienne Aitec (génie logiciel) du groupe Ferruzzi.

Un projet fédérateur de grande envergure qui prend en compte le problème dans sa globalité, de la conception des produits jusqu'au traitement des pollutions. «Une approche multi-partenaires s'imposait car l'environnement est au carrefour de multiples disciplines», explique-t-on à la Compagnie générale des eaux. Il était indispensable de décloisonner les métiers, chacun devant apporter ses compétences dans le «melting-pot».

Cela n'a pas été simple. Le groupe a dû travailler pendant de longues semaines sur des ques-

tions d'objectif commun, de langage et d'organisation avant de se lancer dans le travail technique et à proprement parler. «Au début, chacun suivait dans sa logique, met en avant Philippe Beutin, coordinateur Eurêka du projet. Les gens de l'eau raisonnaient pollution potentielle et rendement à l'hectare. Des divergences de vue apparemment inconciliables. D'autant, jusqu'alors tous ces acteurs communiquaient peu ensemble, ce qui créait des idées fausses, des incompréhensions, voire des comportements alarmistes. La tâche semblait d'autant plus ardue que personne ne parlait le même langage, chacun étant enfermé dans ses modes de pensée et sa culture. Mais le groupe s'est donné les moyens de relever le défi.

Dégager un consensus

Qui dit décloisonner dit d'abord chasser les antagonismes. Pour dégager un consensus et créer la synergie, les règles du jeu ont été clairement explicitées, et les aspirations de tous prises en compte. Ainsi, il ne s'agit pas d'éliminer les engrais, mais de concilier leurs bénéfices avec les risques de contamination de l'eau. «Nous avons chassé toute analyse sujette à caution, qui aurait privilégié les intérêts des uns ou des autres», souligne un responsable du LHS. Pour la même raison, une bible répertoriant les diverses définitions a

été élaborée ainsi qu'une base scientifique commune objective. D'autre part, pour valoriser les compétences, le rôle de chacun a été clairement identifié, et une organisation solide mise en place pour éviter que la structure de travail ne s'effondre sous le poids des tâches et des hommes (pas moins de 50 personnes concernées). Ainsi, un comité exécutif franco-italien, qui se réunit quatre à cinq fois par an, fixe les grandes orientations du projet. D'autre part, un comité de coordination technique français fait la synthèse des dix groupes de travail spécialisés. «Cela marche aussi car les gens sont motivés», explique-t-on à la Générale des eaux.

Autant de mesures qui ont créé l'indispensable climat de confiance, «car le jeu n'est jouable que si chacun livre un peu de ses secrets», met-on en avant chez LHF. Climat de confiance qui permet aussi de comprendre que, «à long terme, chacun a besoin de collaborer pour respecter ses propres objectifs». Mettre au point des produits innovants, être mieux armés contre le couperet d'une réglementation stricte, les chimistes semblent gagnants et mieux préparés psychologiquement pour éviter le choc frontal avec les professions en cas de crise majeure. En ayant accès aux nombreuses formulations des engrais et pesticides, les spécialistes de l'eau seront de leur côté mieux outillés pour lutter contre la pollution. Et, finalement, tout le monde semble apprécier. «Participer à un projet collectif est toujours très enrichissant, car on côtoie d'au-

tres structures, d'autres approches», estime l'un des participants.

Le projet semble aujourd'hui sur de bonnes rails. Les premières conclusions sont expérimentées sur un site pilote, ce qui a d'ailleurs exigé de nouer des liens plus étroits avec la profession agricole, d'où l'entrée en piste d'un nouveau partenaire, l'Institut technique des céréales et des fourrages. En effet, un tel rapprochement est indispensable pour éviter les erreurs d'interprétation particulièrement dangereuses à ce stade du projet. Avec un nouvel enjeu: créer une symbiose entre la culture industrielle et technique des participants actuels et le monde de l'agriculture.

Ce projet-pilote laisse augurer de nouvelles pratiques. En effet, aujourd'hui, la résolution de nombreux problèmes de pollution bute souvent sur l'absence d'outils techniques pour les mesurer et les traiter, une carence commune à toutes les disciplines transversales et complexes au carrefour de multiples métiers. Au-delà de leurs difficultés techniques, ces casse-tête se heurtent au manque de communication entre métiers cloisonnés aux objectifs apparemment distincts ou contradictoires. Le défi est donc d'abord humain...

Catherine Lévi

(1) Créée en 1985, Eurêka regroupe vingt pays et la Commission des Communautés européennes. Il soutient des coopérations transnationales industrielles et le développement d'innovations.

BÉNÉVOLAT

Un nouveau regard missionnaire

«Consultants du monde» met compétences et expériences à la disposition d'organisations étrangères

«**E**N 1986. Sous les bombes, pose la question à Yves Chamussy, afin de savoir quand lui est venue l'idée de «Consultants du monde», sa réponse met de suite les cartes en main. S'il est spécialiste de la médiation en entreprise et travaille plutôt en France, ce consultant indépendant a aussi derrière lui l'expérience de nombreuses missions à l'étranger où, comme il l'explique lui-même, «il ne peut plus supporter tous ceux, dignes représentants du monde industriel, qui débarquent dans un pays, solutions clés en main, sans se soucier de l'histoire et de la culture de leurs interlocuteurs». Avec Antoine Sfer, le directeur des Cahiers de l'Orient, il réécrit, à l'occasion de diverses rencontres, à «une manière de faire», «une approche différente» qui permettraient d'être à l'écoute des régions en difficulté sans imposer de modèles. Consultants du monde (CDM) était né.

Officiellement aujourd'hui, CDM est une association de loi 1901, avec un président, un trésorier, un secrétaire et un «groupe de management» composé d'une quinzaine de personnes, membres du réseau professionnel et interreligieux des deux fondateurs, les premiers à avoir immédiatement montré leur intérêt pour l'initiative. Ce noyau dur est largement international (Français, Belges, Suédois, Libanais...). Mais le cercle s'est d'ores et déjà élargi puisque l'association compte plus de soixante-dix membres d'horizons très divers: consultants indépendants, universitaires, directeurs de ressources humaines, chefs d'entreprise, syndicalistes... Formateurs sans frontière, organisme belge, s'est par exemple rallié à la démarche afin de concentrer les moyens disponibles, tandis que

FANDCP (Association nationale des chefs de personnel), vin délégué général, Patrick Bézier, suit de près l'avancement des travaux.

Si la structure est officiellement déclarée, Yves Chamussy et le groupe de management doivent encore finaliser son fonctionnement. Ce devrait être fait d'ici à la fin de l'année. Le chantier est nuvert. «Consultants du monde» se veut avant tout un «rassemblement de compétences et d'expériences». C'est à ce titre que les portes de l'association s'ouvrent, mais pas à l'importe qui et pas dans n'importe quelles conditions. «Nous allons établir une charte éthique, précise Yves Chamussy, qui définira clairement notre méthodologie et notre déontologie.» Les principes fondateurs sont à peu près établis. L'association fera appel à tous les spécialistes de l'entreprise (gestion, audit social, management des ressources humaines...) qui accepteraient de consacrer sans rémunération une partie de leur temps (dix, quinze, trente jours par an) à des missions à l'étranger afin de répondre aux demandes de toute une série d'organismes économiques ou sociaux qui échappent aux circuits classiques de financement international.

Offrir du temps

«Consultants du monde» se veut totalement autonome financièrement et «ne demandera donc pas de subventions». «Si certaines des missions peuvent bénéficier, par exemple, d'aides de la communauté européenne, cela ne changera rien, prévient Yves Chamussy. Les consultants ne seront pas payés et les sommes récoltées seront

mises au pot commun afin de financer la logistique des interventions bénévoles.»

Un «consultant du monde» devra essentiellement offrir du temps disponible. Sans arrière-pensées. Dès les premières réunions du groupe de management, la question a été immédiatement posée: comment éviter que la structure ne devienne un faux nez bien valorisant et fort utile pour faire de l'entrisme commercial auprès d'interlocuteurs étrangers forcément déterminés? «Nous allons être très vigilants, avance Daniel Gaultier, consultant indépendant, récemment élu président de CDM. Chaque mission sera évaluée et je pense que nous devrions décider à terme d'une procédure «d'agrément» de chacun de nos membres.» Plus cyniquement, Yves Chamussy avance que «si dérive il y a, et il se pourrait qu'il y en ait, elles ne mèneront pas très loin car les secteurs d'intervention offrent, quoi qu'il en soit, une perspective marchande très faible».

Autre originalité de la démarche: justement la volonté de ne pas en faire une chasse gardée des pays industrialisés. Dans l'immeuble de CDM, on trouve, par exemple, un responsable d'une ONG camerounaise, qui travaille sur les questions de développement rural dans son pays et qui, selon Yves Chamussy, «a va élargir le champ de nos compétences». Ces «pilotes d'expériences», ce sont également les équipes locales d'intermédiaires qui développent des systèmes d'écoute privilégiée rarement mis à profit. CDM a l'intention de rassembler autour de son nom tout un réseau de traducteurs appelés à sortir de leur champ d'intervention traditionnel. Toutes ces pistes sont à explorer très vite, car à l'horizon, se profilent et se confir-

ment les premières missions officielles de CDM. En octobre, Yves Chamussy retournera ainsi en Pologne, au sud de la Silésie, pour poursuivre l'élaboration d'un programme social de réinsertion destiné aux salariés des industries textiles locales qui, de par la perte du marché captif d'URSS, ont vu leur chiffre d'affaires diminuer de 30 à 50 %. A la même époque, CDM sera également présent au Liban afin d'évaluer les dispositifs sociaux financés par les Églises orthodoxes.

Une mission en vue, mais encore au stade des premiers contacts, celle possible à Phnom-Penh, afin d'aider la ville cambodgienne à se doter d'un réseau moderne de distribution d'eau. «Le Brésil aussi semble demandeur, se souvient Yves Chamussy. C'est la fonction ressources humaines au sein de l'entreprise qui intéresse dans ce cas de figure.»

La demande existe. Cela ne fait aucun doute. CDM doit parvenir à y répondre. Une fois les questions organisationnelles réglées, «qui ne feront jamais de CDM, insiste Yves Chamussy, un grand machin administratif», ce sont bien les hommes qui seront à la tâche et qui feront la différence. Les premiers volontaires à avoir répondu présents n'agissent pas tous pour les mêmes raisons. «Pour moi, lance Emmanuel Froissard, un ancien inspecteur du travail, aujourd'hui consultant à l'ID, c'est une question de dimension personnelle. J'ai envie d'aller voir ce qui se passe ailleurs et de confirmer ou d'infirmer ce que je connais ici.» Une démarche tout à fait personnelle, mais qui rejoint bien le principe de «Consultants du monde»: un investissement pour soi, mais aussi pour les autres.

Marie-Béatrice Baudet

Le chômage en ville

Le chômage en ville

Le chômage en ville

Solidarités

Solidarités

D'UNIVERSITÉ MANAGEMENT DE L'EXPORTATION

D'UNIVERSITÉ MANAGEMENT DE L'EXPORTATION

DAUPHINE

INITIATIVES
EXPÉRIENCES

INSERTION

Le chômage en vitrine

Briser l'anonymat, la solitude, voire la honte

C'EST une boutique presque comme les autres, à deux pas de la gare de Bondy (Seine-Saint-Denis). Sur la vitrine, un logo bleu-vert dessine un grand arbre. Plus déformé, mais tout le monde, explique Thierry Benoit, directeur du cabinet Efel Conseil, qui assure l'ingénierie de la structure. C'est pour cela que la boutique est au centre de la ville. Le bouche à oreille fonctionne bien, semble-t-il. Les personnes viennent s'informer pour un ami, un parent au chômage. «Le lieu est accueillant, estime Thierry, un Bondinois de vingt-huit ans, un chômeur. On peut y venir consulter les annonces chaque matin en allant prendre son café au bar voisin. C'est moins anonyme que l'ANPE. On sent que l'on y est considéré comme une personne, pas comme un numéro, mais je ne suis pas certain que cela change le regard des autres sur les chômeurs.»

Peut-être est-il encore trop tôt pour percevoir un changement dans les mentalités.

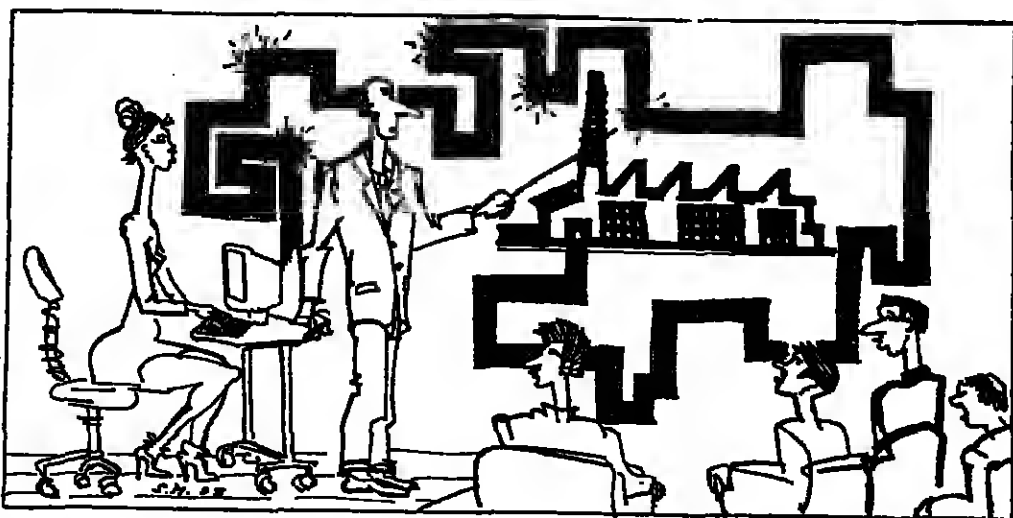
Car la boutique de Bondy, la première du genre à avoir ouvert en France, n'existe que depuis mars 1993. Elle est le pro-

longement de l'un des «clubs emploi» lancés fin 1991 en Ile-de-France, à l'initiative de la délégation régionale des droits des femmes, dans le cadre du programme européen NOW (New Opportunities for Women). Ces clubs sont des sessions collectives de recherche d'emploi inspirées d'un modèle canadien expérimenté outre-Atlantique depuis plus de dix ans (voir encadré). La boutique en est aussi la vitrine car, jusqu'à présent, pour s'y inscrire, il fallait passer par les associations qui les organisaient. Cette boutique fonctionne elle-même grâce à deux conseillers, deux autres postes administratifs étant réservés à des chômeurs en contrat emploi-solidarité de six mois qui, à l'issue, suivront eux aussi un club emploi.

Comme les clubs, les boutiques-emploi - une dizaine devraient voir le jour ces prochains mois, comme à Valenciennes en octobre, à Athis-Mons et Pau en novembre, Créteil et Lyon en janvier 1994 - sont gérées par des associations locales d'aide à la

réinsertion, telles que l'ATEP 93 (Association territoriale d'éducation permanente) de Bondy, dont Thierry Benoit est également le président, ou encore Starter, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) qui démarre une structure le 1^{er} janvier 1994. Elles bénéficient de financements publics et privés. A Bondy, la municipalité dirigée par Véronique Nielitz (PS), le fonds d'action social, l'ancien secrétariat aux droits des femmes, la direction départementale du travail, notamment, participent en financement de la boutique-club, dont le budget de fonctionnement - qui n'est assuré jusqu'à présent qu'à environ 50 % - atteint 800 000 à 1 million de francs. L'ANPE et le conseil général devraient apporter, eux aussi, un soutien.

Des discussions sont également engagées avec le DSQ (développement social des quartiers) de Bondy nord à l'intention des jeunes des cités. Enfin, il est prévu que les entreprises qui procèdent à des plans sociaux puissent offrir des places dans le club emploi - de 5 000 à 6 000 F l'unité - pour les personnes qu'elles licencient ou bien s'enga-



Les frontières

vers les métiers
inconnus pour innover

La recherche d'un emploi est une base commune à tous. Mais, pour valoriser les compétences, le rôle de chacun a été révisé. L'ANPE, l'association nationale pour l'emploi, a été créée en 1985. Elle a pour mission de faciliter la recherche d'emploi et de promouvoir les compétences. Elle a été créée en 1985, à la suite de la loi relative à l'emploi. Elle a pour mission de faciliter la recherche d'emploi et de promouvoir les compétences. Elle a été créée en 1985, à la suite de la loi relative à l'emploi. Elle a pour mission de faciliter la recherche d'emploi et de promouvoir les compétences.

Recherches solidaires

Basé sur l'idée que chercher un emploi est une activité en soi, chaque club, dont deux conseillers formés par des responsables canadiens assurent l'animation, dure quatre semaines à plein temps. Une douzaine de personnes y participent, de niveaux, de professions et d'âges hétérogènes. «Cela permet à chaque personne de relativiser son problème», constate Thierry Benoit, initiateur des clubs en France.

Seules conditions pour s'inscrire : avoir défini un projet professionnel et être apte à travailler immédiatement. Il faut aussi bien sûr qu'il y ait des places disponibles. Or, le club emploi de Bondy reçoit 70 demandes d'inscription par mois, alors qu'une session démarre toutes les cinq semaines.

Une grande partie de la recherche vise l'exploration du marché caché des offres d'emploi par le biais des relations personnelles et des candidatures spontanées.

Outre les techniques et les combines pour décrocher un rendez-vous, par exemple, le stage d'appui sur la solidarité, l'échange d'expériences et de pistes entre les stagiaires. «Ils ne sont pas concurrentiels sur les mêmes postes», précise Marie-France Gignallée, conseillère à la boutique de Bondy. Si bien que chacun cherche un emploi pour lui-même ou les autres.

Cheque matin, les participants font le point sur le nombre de lettres de candidature envoyées, d'appels téléphoniques passés, de rendez-vous obtenus. Les appels aux employeurs démarrent dès la troisième semaine. «Ce qui plaît aux gens, c'est de passer très vite à l'action», affirme Thierry Benoit. Résultat : dans les trois à six mois après la session, 70 % à 75 % des personnes ont retrouvé un travail, à durée déterminée ou indéterminée.

L'expérience de Bondy donne des indications sur le comportement des chômeurs. Certains, par exemple, ont été intéressés mais finalement n'ont pas donné suite. Il est vrai que le stage n'est pas rémunéré. Mais aussi, «la peur d'engager un processus positif» freine les intéressés, remarque Thierry Benoit.

Certains stagiaires trouvent du travail avant la fin de la session, mais ils sont priés de continuer à signaler aux autres les offres d'emploi dont ils ont connaissance. Solidarité oblige.

F. A.

5
oct.
93

“ Le 5 octobre, j'aurai le plaisir de vous proposer une grande aventure : inventer et construire ensemble l'entreprise de demain. Ces derniers mois, j'ai rencontré beaucoup d'entre vous, chefs d'entreprises, petites et grandes. Vous m'avez confié vos préoccupations, et nous avons échangé nos perceptions sur les grandes tendances du futur. En confrontant vos réflexions avec mes recherches et observations dans les pays anglo-saxons et au Japon, il m'est apparu, fondamentalement que nous partageons de façon régulière ce capital d'expérience. C'est pourquoi j'ai récemment fondé ERASME INTERNATIONAL, plate-forme de rencontres et d'échanges pour tous ceux qui ont le désir profond de promouvoir la renaissance de l'entreprise en renouvelant les pratiques de management. Vous qui souhaitez faire bouger les choses, je vous propose donc pour commencer :

une soirée de partage avec Michael Doyle
(L'expert international de la vision partagée)

Cette soirée d'ouverture d'ERASME INTERNATIONAL vous fera découvrir en direct cet expert reconnu comme le plus novateur en matière de management. Michael Doyle nous parlera des techniques de création d'une vision collective, et nous montrera comment cette approche permet de développer la cohésion et l'efficacité dans les entreprises, en particulier lorsque l'avenir est difficile à anticiper.

Je vous attends le 5 octobre. »

Meryem Le Saget

ERASME
INTERNATIONAL

Les Responsables de l'entreprise de demain
Prospective dans l'action

DIPLÔME D'UNIVERSITÉ MANAGEMENT DE L'EXPORTATION

Une formation supérieure à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité internationale des entreprises. Ce stage est réalisé avec le concours financier du Conseil régional d'Ile-de-France.

Public concerné : Bac + 2, 3 ans d'expérience professionnelle, anglais et espagnol ou allemand.

- Demandeurs d'emploi : rémunération du Conseil régional d'Ile-de-France possible.

Période de la formation :
11 octobre 1993 - 10 juin 1994

Inscription immédiate aux tests de sélection
Téléphone : 44-05-44-76
D.E.P. - place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny,
75775 Paris Cedex 16



UNIVERSITÉ PARIS
DAUPHINE

DÉPARTEMENT D'ÉDUCATION PERMANENTE



Meryem Le Saget
Fondateur d'ERASME INTERNATIONAL
Le Nouvel Observateur - Challenges
Auteur de «Le Manager Intuitif» (Dunod), ouvrage consacré par le Prix Paris Dauphine du meilleur livre de management 93.

IMPORTANT

Si vous souhaitez faire partie des privilégiés qui partageront cette soirée qui se déroulera à l'Hôtel Inter-Continental de Paris à 20 heures précises, nous vous invitons à nous le faire savoir très vite. En effet, dans l'intérêt de chacun le nombre de places est limité.

Recevez gratuitement le livre
«10 conseils pour le Manager de demain»
écrit par Meryem Le Saget.

GRATUIT



Merci de me faire parvenir gratuitement «10 conseils pour le Manager de demain», ainsi que les conditions de participation à votre soirée du 5 octobre 1993.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom _____ Prénom _____

Société _____

Fonction _____ Tél. _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

A retourner à Erasme International 9, rue Saint-Florentin 75008 Paris

Marie-Béatrice

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Le climat actuel est à la dépression. C'est le retour, et plus de 80 000 jeunes sans diplôme ni qualification sont sur le carreau.

Le climat apparent cache un profond malaise. Le cycle des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre s'est interrompu pour l'instant, mais l'explosion a fait place bien souvent au renouveau. Après avoir chacun, dans leur registre et suivant leur partition, surenchééri sur leur prise de conscience des maux vécus par la population et par les jeunes ou partiellement, les hommes politiques se sont efforcés de ne pas cesser de constater l'urgence des mesures à prendre, des initiatives à promouvoir. Les ministres annoncent et gèrent. Un plan quinquennal est annoncé.

Les acteurs du champ social écotoeur, lisent, réfléchissent, mais surtout s'interrogent. Les professionnels de l'insertion, les accueillants des missions locales et PAIO (permanence d'accueil, d'informations et d'orientation), de l'ANPE, des services sociaux, les formateurs sont au premier rang, au contact quotidien. Le désarroi qu'ils expriment est profond. Désarroi devant ceux qui ont pour vocation de répondre, de décider et qui ont bien trop longtemps, constaté. Désarroi devant les déclarations d'intention, les discours vides, l'absence de cohérence, le flou entretenu. Désarroi devant la remise en cause latente de tout le travail réalisé depuis plus de dix ans autour de la construction du parcours individualisé d'insertion. Désarroi face au public, remise en cause de sa propre utilité, peur de son propre échec, appréhension du regard du jeune.

Echec d'une vocation, incompréhension devant une situation ressentie comme impossible à dénouer. Comment se projeter, et surtout faire se projeter dans l'avenir quand le projet n'existe pas et que personne ne veut ou ne peut construire un dessin. La place au rêve a disparu, occupée par le traitement des dossiers.

D'aucuns considèrent que la continuité est assurée. Les contrats emploi-solidarité portés à 650 000, est-ce la continuité d'une politique privilégiant la coconstruction d'un parcours individuel visant l'emploi? Les études récentes témoignent d'une élévation du niveau de recrutement des contrats emploi-solidarité (CES) et d'un vieillissement de la population concernée. Les jeunes sans diplôme ni qualification sont de moins en moins atteints. Les CES ne touchent plus le public le plus éloigné de l'emploi et redonnent donc les exclus encore plus exclus.

Les études d'opinion témoignent d'une attente des Français de mesures concrètes sur l'emploi. Le gouvernement veut annoncer une loi quinquen-

nale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle. L'accent, entre autres choses, est porté sur les jeunes de moins de vingt-six ans. Deux mesures-clés : la régionalisation des fonds de la formation, l'accueil des jeunes en no seu lieu, l'ANPE. Ces deux mesures ont-elles été étudiées dans toutes leurs conséquences actuelles et futures? Immédiatement, les régions gèrent les phases qualifiantes de la formation des jeunes et seront principalement en charge de crédit formation individualisé.

Depuis quelques années, l'Etat avait prouvé son approche « localiste » en collaborant notamment avec les collectivités locales pour l'instauration de réels partenariats. Les régions auront-elles les compétences, sauront-elles se prévaloir de l'expérience, mais surtout de la neutralité de l'Etat? Les régions, par ailleurs, ne s'engagent sur aucune contrepartie de recrutement des publics en difficulté d'actions de formation destinées à ce même public. N'est-ce pas là une dénaturation du crédit formation individualisé, les régions ne s'attachent-elles pas à s'adresser au public le plus proche de l'emploi? Le droit à la deuxième chance serait alors faussé puisque excludant une bonne partie des jeunes. Ne s'agit-il pas, par ailleurs, d'une rupture avec une politique d'insertion? Les régions n'ont pas en charge les politiques de santé publique, de logement. En dissociant l'intervention ou direction des jeunes, on privilégie-t-on pas l'insertion professionnelle au détriment de l'insertion sociale? La lutte contre l'exclusion sociale nécessite une approche globale incluant des actions de socialisation, de formation, d'aide à la prise en charge par le jeune lui-même des questions de logement, de santé, de personnalité et de comportement. Le plan ou risque-t-il pas, par ailleurs, de renforcer une vision surévaluée de l'échec scolaire comme cause d'exclusion?

La période ne nécessite-t-elle pas, au contraire, de poursuivre les actions entreprises visant à recueillir les fils d'noe citoyenneté active par la construction de parcours individuels d'insertion, par la contractualisation de celui-ci entre le jeune et son correspondant? Quant à l'extension des facilités faites aux entreprises pour l'emploi des jeunes, aucune contrepartie n'est exigée. Elles ont si peu contribué à ce jour à l'insertion des jeunes

Construire

par Dominique Moraine

(hormis celles qui ont initié les entreprises d'insertion), pourquoi demain inverseront-elles cette tendance si catastrophique pour la société française?

L'accueil des jeunes en matière d'information et d'orientation se fera dans un guichet unique. L'ANPE serait le support de ce guichet au terme de la loi, c'est-à-dire dans cinq ans. D'ici là, la région, l'ANPE, les collectivités locales concluront des conventions pour définir les conditions de réalisation par les structures existantes des missions déléguées par l'ANPE.

Le guichet unique? Bertrand Schwartz, en 1981, dans son rapport sur l'insertion des jeunes, le proposait : non pas comme guichet d'information et d'orientation, mais comme lieu d'insertion où le jeune construit avec un professionnel ou projet, mesure l'évolution de sa réalisation, agit en partenariat avec la structure pour lever les obstacles à son insertion. C'est le fondement de la création des missions locales pour l'insertion des jeunes qui, par ailleurs, s'appuient sur des partenariats avec les travailleurs sociaux, les associations, les collectivités locales.

La situation est plus que préoccupante

La mesure envisagée ne va-t-elle pas démobiler fortement les élus, salariés, bénévoles de l'insertion, mais aussi ne va-t-elle pas être facteur supplémentaire de démantèlement de la population? Ce sont en effet des milliers de jeunes qui, pour s'inscrire à l'ANPE, ont dû être repérés, touchés, convoqués par les acteurs du champ social. Les parcours individuels d'insertion, au travers d'un crédit formation, a structuré toute une profession car elle s'y est identifiée et a donné des résultats non négligeables.

Mais aujourd'hui des milliers de jeunes s'organisent autour de référents issus de l'exclusion sociale. La drogue fait des ravages, on ne peut pas par la consommation occasionnelle mais par l'aspect commercial qui se développe autour. L'économie souterraine structure des flots où les jeunes, contrairement, trouvent leur insertion. La prostitution des jeunes se développe sournoisement, sans que personne n'en parle, dans un rapport où le jeune, qu'il soit homme ou femme, échange l'utilisation de son corps contre un service. Faut-il attendre que l'année 94 commémore

les marches de l'abbé Pierre de 54 pour décider et mettre en œuvre un plan d'urgence de logement des SDF? Faut-il attendre que les fractores deviennent irréversibles et que les quartiers paupérisés s'organisent en dehors de la collectivité nationale? Faut-il attendre la démission collective des acteurs du champ social, des professionnels déçus, des responsables usés? Devra-t-on une nouvelle fois déplorer? « Rien n'est plus dangereux qu'une idée quand on n'a qu'une idée », disait le philosophe Alain. Les hommes politiques d'en ont apparemment qu'une : 1995. La question mérite d'être posée. Y aura-t-il encore un tissu social, des forces vives, des volontaires, des acteurs? La destruction des corps intermédiaires est réelle. L'urgence est à l'action, ce qui ne signifie pas précipitation et gadget.

Bertrand Schwartz, en 1981, a présidé une commission d'experts et de praticiens dont les travaux ont permis d'élaborer une politique cohérente en direction de la jeunesse, mais surtout de constituer un référentiel commun à tous les acteurs du champ social. Ne semble-t-il pas judicieux, aux fins de retrouver les capacités d'anticipation, de lancer une grande consultation débouchant sur des propositions concrètes, des objectifs communs, réalistes et mobilisateurs?

N'est-il pas nécessaire de réaffirmer que rien ne se fera sans les jeunes, sans l'action de ceux-ci sur leur propre vie, et que la construction d'un projet, quel qu'il soit, participe pleinement de l'insertion et est facteur de cohésion sociale?

La responsabilité de l'Etat n'implique-t-elle pas un accroissement des moyens mis à disposition des collectivités locales, des structures d'insertion, des associations qui agissent chacune, suivant leurs spécificités, quotidiennement. Enfin, n'est-il pas temps de développer la contractualisation entre l'Etat et les organismes de formation, permettant à ceux-ci de travailler dans le temps avec la sérénité de l'existence, et donc d'affiner leurs méthodes.

Au-delà de l'urgence, il semble que l'élaboration d'un dessin passe par la redéfinition de l'exclue par rapport à l'inclus, le passage dans les mentalités de l'évolution de l'espérance de vie et donc la modification des rythmes et échéances exigés par le corps social, la reconnaissance des acquis de vie des individus par une évaluation pertinente et non scolaire, l'acceptation des valeurs nouvelles issues de l'évolution, la redéfinition de la « valeur travail ».

Les retrouvailles avec le désir et l'envie sont à ce prix.

Qui en prendra l'initiative?

► Dominique Moraine est président de l'association Défi.

STAGES

Pour consulter l'une de ces offres de stages et plus de 5000 autres (bac + 6), tapez directement 3615 LE MONDE. Pour en bénéficier et poser votre candidature, contactez STAG'ETUD, le service des stages de la MNEF au : (1) 45-46-16-20. Les entreprises souhaitant passer une annonce sont priées de contacter le même numéro.

COMMERCE INTERNATIONAL

□ Secteur : tourisme. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Formation : bac + 2 minimum. Commerce International, Bureaux, anglais, avec convention de stage. Mission : participer à la promotion de la société et à la réalisation de projets de développement international. 05730.

□ Secteur : négoce international. Lieu : La-Blanc-Mesnil (93). Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3. Commerce International, anglais courant, avec convention de stage. Mission : assister le client, organisation de séminaires, de congrès, de séminaires. 05773.

COMMUNICATION

□ Secteur : événementiel. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2. BTS, action commerciale ou commerce international. Mission : organisation d'action commerciale gestion du fichier client, organisation de séminaires, de congrès, de séminaires. 05773.

□ Secteur : presse. Lieu : Paris. Date : 20 septembre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 800 F/3 000 selon profil. Formation : bac + 2, communication/publicité, avec convention de stage. Mission : assurer le suivi de l'activité achat d'espace et participer à des dossiers de communication interne. 05780.

□ Secteur : presse. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Formation : bac + 4, littéraire/journalisme. Mission : assister le journaliste dans la recherche d'informations. 05798.

□ Secteur : distribution de logiciels. Lieu : La Défense. Date :

1^{er} octobre. Durée : 6 mois. Ind. : 6 000 F. Formation : bac + 4/5, école de commerce, communication, marketing, connaissance du TTX et de l'anglais, avec convention de stage. Mission : effectuer des travaux de marketing direct et de communication : mailing, newsletters, documents. Aider à la préparation et au suivi d'expositions, de conventions et de séminaires internes/externes : roadshows, statistiques. 05723.

GESTION

□ Secteur : presse. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Formation : bac + 2, école ou université de gestion ou école de commerce, connaissance du tableur Lotus, avec convention de stage. Mission : assister le responsable de la gestion des ventes dans une étude de coûts et mise à jour de tableaux de bord. 05781.

INFORMATIQUE

□ Secteur : informatique. Lieu : Les Ulis (91). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2/5, BTS/DUT informatique, école d'ingénieur, connaissance de la micro-informatique, de Word, d'Excel, de Windows, de Dos, et de l'Office, et de l'anglais, avec convention de stage. Mission : assistance technique auprès des utilisateurs sur la gamme des produits applicatifs de la marque. 05715.

□ Secteur : SSIL. Lieu : Nanterre (92). Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, connaissances en système d'exploitation, avec convention de stage. Mission : étude d'évaluation de programme en environnement Windows NT SDK. 05765.

MARKETING

□ Secteur : études marketing/management. Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Formation : bac + 4, marketing, connaissance de l'anglais, avec convention de stage. Mission : études qualitatives et quantitatives en marketing et management (audit marketing, gestion qualité, marketing prospectif). 05797.

□ Secteur : conseil formation. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : fixe + primes.

Formation : bac + 5, école supérieure de commerce, connaissance en marketing, avec convention de stage. Mission : réaliser une étude de marché pour la création d'une école de formation commerciale professionnelle. 05792.

□ Secteur : éclairage. Lieu : Rosny-sous-Bois (93). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 700 + prime. Formation : bac + 2 à 4, marketing, gestion/commerce, connaissance des logiciels Excel + Word, posséder un PC équipé de Word et d'Excel, avec convention de stage. Mission : assister le chef de marché (étude de marché consommateurs, tarification, élaboration du catalogue, opérations promotionnelles, suivi des ventes). 05776.

□ Secteur : informatique. Lieu : Les Ulis (91). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4/5, école de commerce ou équivalent, connaissances informatiques, aptitudes rédactionnelles, avec convention de stage. Mission : réalisation d'un catalogue regroupant toutes les solutions produits de la marque chez les clients grands comptes, les SSIL, les grossistes, et mise en place des moyens de promotion pour le catalogue. 05707.

□ Secteur : marketing. Lieu : Bordeaux (33). Date : 27 septembre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Formation : bac + 2, avec convention de stage. Mission : assister chargé d'études, suivi d'études quantitatives et qualitatives. 05778.

PERSONNEL

□ Secteur : conseil en recrutement. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2/3, école de commerce ou d'ingénieur, connaissance de la micro-informatique et des langues européennes, avec convention de stage. Mission : assister les consultants en recrutement et rapprochement d'entreprises et gestion de bases de données d'entreprises et de candidats et à la prospection commerciale. 05737.

PUBLICITÉ

□ Secteur : publicité. Lieu : Boulogne (92). Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2/3, connaissance d'Excel, avec convention de stage.

Mission : assister les chefs d'opérations dans la gestion et le suivi des campagnes d'animation des points de vente. 04914.

RELATIONS PUBLIQUES

□ Secteur : édition. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, relations publiques, capacités relationnelles et organisationnelles, avec convention de stage. Mission : assurer le suivi des campagnes de promotion discographique et de relations avec les médias. 05754.

SECRÉTARIAT

□ Secteur : équipement automobile. Lieu : Créteil (94). Date : immédiat. Durée : 6 mois minimum. Ind. : 6 000 F. Formation : bac + 2, secrétariat, connaissances en TTX et tableur, anglais souhaité, avec convention de stage. Mission : assister le responsable des affaires internationales et la direction des ressources humaines en effectuant divers travaux de secrétariat et en réalisant des études. 05783.

□ Secteur : conseil/formation. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : fixe + prime. Formation : bac + 1, secrétariat, connaissances en micro-informatique, avec convention de stage. Mission : effectuer le suivi de dossiers de candidatures sur micro-ordinateur et sur Macintosh. 05790.

TECHNOLOGIE

□ Secteur : industrie. Lieu : Plaine-St-Denis (93). Date : immédiat. Durée : 6 semaines. Ind. : 2 000 F. Formation : BEP/Bac technique, dessin industriel, connaissances SMED, avec convention de stage. Mission : mettre à jour des dessins de définition d'outillage de fabrication et de produits, relevés de cotes sur outillage existant, correction de plans, définition d'outillage (dessins). 05684.

VENTE

□ Secteur : parfumerie luxe. Lieu : aéroports RP. Date : immédiat. Durée : 15 jours minimum. Ind. : à définir. Formation : bac professionnel de vente/BTS, connaissance de l'anglais, avec convention de stage. Mission : conseil à la vente de pro-

duits de luxe, accueil de la clientèle, et participation à la tenue des boutiques. 05777.

□ Secteur : événementiel. Lieu : Boulogne (92). Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 6 000 F. Formation : bac + 2 minimum, école de commerce, être bilingue, avec convention de stage. Mission : prendre en charge le montage d'une opération sur la partie internationale. 05752.

□ Secteur : édition. Lieu : Paris. Date : 1^{er} octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 600 F/mois. Formation : bac + 2, formation commerciale, connaissance des domaines de la photographie, du jazz et des arts, avec convention de stage. Mission : réaliser l'inventaire et la commercialisation d'une collection de photos sur le jazz, définition et prospection des clients. 05727.

□ Secteur : constructeur informatique. Lieu : La Défense (92). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4, maîtrise Dauphine, ESCP, ESCI, ENHIC, avec convention de stage. Mission : participer au lancement d'un produit en milieu industriel (étude de marché, documentation, formation, services) en direction de prospects bancaires. 05728.

□ Secteur : études/conseil. Lieu : Nemours (77). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % du SMIC + %. Formation : bac + 2 à 4, école de commerce/gestion, connaissance de Word, avec convention de stage. Mission : création et vérification de fichiers, mise en place d'une action mailing et idémarketing, vente de séminaires et d'études auprès des responsables de haut niveau. 05782.

Les 3^{èmes} Cycles de Management

IGS enseignement supérieur

- Ressources Humaines et Communication
- Finance et Contrôle de Gestion
- Qualité Totale et Gestion de Projet

18 mois de formation
7 mois de mission en entreprise

Admission : Diplômés de l'enseignement supérieur (BTS, DUT, Licence, etc.) ou candidats se préparant à ces diplômes (spécialités) Concours : Session 1993, Avril, Juin, Septembre Renseignements tel : (1) 47.57.31.41 IGS, 120 rue Danton 92200 Levallois-Perret

CONCOURS 14 SEPTEMBRE 1993

J'ai souhaité recevoir une documentation détaillée des 3^{èmes} Cycles de Management

☐ Ressources Humaines et Communication

☐ Finance et Contrôle de Gestion

☐ Qualité Totale et Gestion de Projet

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Niveau d'études _____

Tel _____

IGS, 120 rue Danton 92200 Levallois-Perret - Tél (1) 47.57.31.41

DIRECTEUR GENERAL

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

LES DIRIGEANTS

Groupe de Sociétés spécialisé dans l'ingénierie patrimoniale, l'optimisation fiscale et le développement international recherche, disponible rapidement, son

600KF+ DIRECTEUR GENERAL

De formation supérieure, c'est un professionnel confirmé des produits financiers de placement et de gestion patrimoniale, sur lesquels il pourra intervenir tant au stade du développement qu'à celui du marketing (particuliers, entreprises). Il dispose impérativement d'une expérience d'au moins dix ans du management d'une entité autonome.

Outre les missions d'animation, d'organisation et de contrôle liées à la fonction, le poste exige une personnalité dotée du charisme et de l'entregent nécessaires pour impliquer ses équipes afin de concourir à la croissance commerciale attendue.

Le Conseil de l'Entreprise, Alain LOREAL, attend vos candidatures (lettre de motivation, curriculum vitae complet, photo, dernière rémunération) à l'adresse indiquée ci-dessous. Les candidats retenus recevront, préalablement à l'entretien, une note d'information sur la Société. La procédure de recrutement implique la passation de tests. Il ne sera pas répondu aux dossiers non conformes.

SIGMUND
LES NOUVELLES METHODES D'EVALUATION

SIGMUND, réf. 93118
43, avenue Hoche
75008 PARIS.

ASSOCIATION NATIONALE ET INTERNATIONALE D'AIDE A L'ENFANCE recherche son

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Responsable de la Communication interne et externe, ainsi que de l'organisation et de la gestion des opérations de collectes de fonds.

En plus d'une sérieuse expérience dans ces domaines, il lui est demandé d'être motivé par l'action sociale et d'adhérer au projet pédagogique de l'Association.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions. Sous la réf. : 8673

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

DIRECTEUR GENERAL "D'UNE PMI"

SUD OUEST

Nous sommes une entreprise leader depuis 25 ans en Ingénierie et Construction Mécanique Systèmes complexes. Une de nos filiales, située dans le Grand Sud Ouest recherche son Directeur Général.

Ingénieur Mécanicien Automatique, "Homme de Production" vous avez la réelle maîtrise des techniques suivantes : machine-outils lourds, systèmes - robotisation, atelier flexible... (10 ans d'expérience minimum).

Vous vous distinguez par de réelles qualités de manager et avez une perception juste des contraintes inhérentes à la gestion d'une PMI.

Associant l'esprit de créativité, d'objectivité et de rigueur vous saurez diriger les équipes d'études et de production. Vous définirez la stratégie industrielle avec le PDG du groupe et serez l'interlocuteur direct des grands donneurs d'ordres, dans les domaines des biens d'équipements industriels spécifiques (aéronautique, armement, automobile, transports, nucléaire etc...).

Vous vous investirez activement pour le développement de l'entreprise. La pratique de l'anglais technique est indispensable. Fréquents déplacements en région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite) sous la réf. 5614496 à Premier Contact, 38 rue de Villiers 92532, Levallois Perret cedex.

AU SERVICE DE LA PERFORMANCE

INGÉNIEURS X, MINES, PONTS, CENTRALE, TELECOM...
HEC, MBA, ENA, ENSAE, DOCTORATS,...

Les missions de SOLVING visent l'atteinte des meilleures performances et le renforcement des positions concurrentielles.

De dimension internationale, SOLVING est une société dont la taille autorise à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients.

LES CONSULTANTS DE SOLVING interviennent dans des réorientations stratégiques majeures, des fusions d'entreprises et des améliorations substantielles de rentabilité.

SOLVING, par le pragmatisme de ses approches et le haut niveau de ses missions, offre d'excellentes opportunités de développement personnel pour des candidats à fort potentiel.

Nous cherchons à intégrer dans nos équipes des "tempéraments de leaders" bénéficiant d'une expérience professionnelle réussie, parfaitement bilingues et réunissant l'ensemble des qualités suivantes :

- Intelligence de la vie des affaires,
- Largeur de vue et créativité,
- Esprit analytique et grande rigueur intellectuelle,
- Forte capacité de travail,
- Excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement.

Adressez votre candidature à
SOLVING INTERNATIONAL
A l'attention de Yves Hombieux,
22, avenue de la Grande Armée - 75017 PARIS.

SOLVING
International

PARIS • BARCELONE • BERNE • BRUXELLES • BUENOS AIRES
COLOGNE • LONDRES • MILAN • NEW YORK

DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL

SUD OUEST

Dans une PMI spécialisée dans l'ameublement, sous l'autorité directe du Président du Groupe et avec l'aide d'une équipe compétente - financier, industriel et commercial - vous êtes le responsable de l'entreprise, le vecteur de son image régionale, le garant de sa pérennité, le moteur de son développement stratégique.

Vous, Ingénieur Grande Ecole de formation, à 40/45 ans environ, votre acquis professionnel s'est d'abord développé en atelier de production ou de montage, en PME ou dans la filiale d'un groupe puis dans le management industriel et la gestion d'un centre de profit.

Vous souhaitez donner une dimension supérieure à vos responsabilités, gagner en autonomie et offrir à votre carrière l'ampleur de vos ambitions.

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 RUEIL-Malmaison sous la référence 56.0525/LM portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Executive Service

Les 3èmes Cycles de Management

- Ressources Humaines et Comportement
- Finance et Contrôle de Gestion
- Qualité Totale et Gestion de Projet

GRUPPO ICS

Apprenez rapidement une documentation détaillée des 3èmes Cycles de Management et des 3èmes Cycles de Management et des 3èmes Cycles de Management.

100, rue de la République 92000 Levallois Perret

CARRIÈRES INTERNATIONALES

**EUROMANAGER
EURENGINEERS**

SIXTH YEAR • BRUSSELS **93** DECEMBER 16 & 17 1993



Le Monde

with EMDS and media partners in ten countries invite
400 high-potential graduates

to a two-day meeting with central recruiters from:

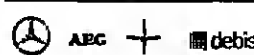
• AEG • AGIP • ASEA BROWN BOVERI • BARCLAYS BANK • BAT • BERTELSMANN • BMW • BNP • BOOZ-ALLEN & HAMILTON • BP OIL • BULL • COMMERZBANK • COMPAGNIE BANCAIRE • CPC EUROPE • DAIMLER BENZ • DEBIS • DEUTSCHE AEROSPACE • DEUTSCHE BANK • DRESNER BANK • EDF-GDF • HEWLETT-PACKARD • LEHMAN BROTHERS • MCINSEY & CO • MERCEDES-BENZ • RWE • SHELL • SOCIÉTÉ GÉNÉRALE • SWISS BANK CORPORATION • THOMSON CONSUMER ELECTRONICS • UNILEVER/LEVER EUROPE • VOLKSWAGEN • WEST LB •

EMDS will consider applications from students and graduates who demonstrate the following:
• high academic achievement... outstanding intellectual and interpersonal skills... ability to operate in at least two languages... international exposure... international mobility... no more than five years post-academic experience... availability for employment in 1994.

For further information and an application form, please write on a postcard or the back of a sealed envelope your first name, family name, title (Mr, Ms, Or, etc), full address, birth date, nationality, year of graduation, field of studies and language abilities in BLOCK CAPITALS and return to us at:

EMDS International, P.O. Box 2, belles 2, B-1050 Brussels.
To arrive in Brussels by October 3, 1993.

DAIMLERBENZ



COMMERZBANK



EXPERTISE IN INTERNATIONAL RECRUITMENT
Graduates - Young Professionals

ALTRAN SYSTEMES D'INFORMATION.

Filiale d'ALTRAN TECHNOLOGIES

Société de Conseil et d'Ingénierie.

apportant aux grands industriels des solutions innovantes
en s'appuyant sur l'expérience de plus de 1000 ingénieurs consultants.

recherche pour son département agréé SAP des :

Consultants SAP et Chefs de projet SAP R2/R3

Vous développerez et mènerez nos
projets auprès de nos clients et coordonnerez des
actions de conseil auprès des directions de grands
groupes industriels et tertiaires. Vous accompagnerez
les évolutions du logiciel SAP dans les
environnements de type Clients/Serveurs.

Votre évolution vous permettra de
prendre en charge l'organisation et le management
d'équipes.

De formation supérieure, vous avez
acquis une expérience de conception et réalisation de
systèmes d'information dans des environnements
industriels et disposez d'une ou plusieurs années
d'expérience de mise en oeuvre de modules du
logiciel SAP.

Postes à pourvoir à
PARIS, MADRID, BRUXELLES.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence SAP-05 à



Jean-Michel MARTIN
58 boulevard Gouvion St-Cyr
75358 PARIS cedex 17 - FRANCE

L'esprit PIERRE FABRE : amener ses équipes à la réussite.



Pierre
Fabre

Les Laboratoires PIERRE FABRE
recherchent pour leur filiale, le

DIRECTEUR GENERAL GRECE

Agé de 40 ans environ, de formation
supérieure gestion/marketing, vous avez
déjà une expérience significative acquise
à l'international. Cette expérience vous
a permis de connaître parfaitement
le marché de la cosmétique sur
le territoire grec.

Vous serez chargé de définir, mettre en place
et faire appliquer la stratégie de dévelop-
pement de notre filiale et d'animer une
équipe de 20 personnes environ.

Le français est votre langue maternelle mais
vous avez une connaissance parfaite du grec
et si possible de l'anglais.

Ce poste est basé à ATHÈNES.

Merci d'adresser votre dossier de candi-
dature (lettre manuscrite + CV + photo)
sous réf. G 420/M à PIERRE FABRE S.A.
D.R.H. - Recrutement Cadres
11, rue Thérion Périé - 81106 CASTRES
CEDEX - FRANCE.

Industrie
Pharmaceutique
et Cosmétique
15 300 personnes
CA 5 Milliards



Parrainé par
les Laboratoires
PIERRE FABRE
CASTRES
OLYMPIQUE
Champion de France
de Rugby 1993

AFRIQUE FRANCOPHONE

Notre client, un Important Groupe minier de 1.400 personnes
situé en Afrique de l'Ouest, recherche pour assister le Directeur
Général un :

CADRE SUPÉRIEUR SPECIALISTE DE LA GESTION FINANCIÈRE

De formation supérieure technique ou de gestion (X, Centrale,
HEC ou équivalent), 50/55 ans, il a obligatoirement une
expérience vécue de l'expatriation dans des pays en voie de
développement et une parfaite maîtrise de la gestion financière à
un poste de Direction en milieu industriel ou sur des sites
importants.

Maîtrisant parfaitement l'outil Informatique et les procédures de
contrôle, il assurera les fonctions de Direction Financière, de
Conseil et d'Interlocuteur des partenaires extérieurs.

Sa personnalité de premier plan, son expérience, ses qualités
professionnelles, sa rigueur et son sens du dialogue lui donneront
l'autorité nécessaire et la faculté de transmettre ses acquis à ses
collaborateurs.

Engagé dans le cadre d'un contrat local d'une durée de 2 ans
renouvelable, bénéficiant d'un revenu important à la hauteur du
poste et d'avantages sociaux de haut niveau, il résidera dans la
capitale et pourra bénéficier de deux congés annuels.

Résidant de préférence en famille, il devra être dégagé de
préoccupations immédiates de charge d'enfants.

Le poste est à pourvoir dans le meilleur délai possible et les
entretiens préalables auront lieu à Paris.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo, sous réf. ADG à
notre Conseil :

JEAN GOUTHIÈRE CONSEIL

19, avenue de Messine - 75008 PARIS.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

envisage de constituer, par voie de sélections, une réserve de
recrutement d'

AGENTS TEMPORAIRES (m/f) de catégorie A

ayant une formation universitaire complète en:

1. SCIENCES ÉCONOMIQUES (réf.: AT/A 1), notamment: économie, économétrie, statistiques, finances, audit;
2. DROIT (réf.: AT/A 2);
3. AUTRES DISCIPLINES (réf.: AT/A 3), notamment: sciences politiques, sciences sociales, administration et gestion;
4. DISCIPLINES SCIENTIFIQUES (réf.: AT/A 4), notamment: ingénierie, chimie, biologie, physique, environnement, pharmacie, informatique, médecine;

pour l'accomplissement de tâches techniques spécialisées d'étude, d'analyse, de suivi et de contrôle dans
un ou plusieurs des différents domaines d'activité de la Commission, tels que: relations extérieures,
affaires économiques, industrielles et sociales, statistiques, agriculture, transports, aide au développement,
information et culture, environnement, marché intérieur, politiques régionales, énergie, crédit et investis-
sements, budgets, douanes et fiscalité indirecte, PME, commerce et économie sociale, aide humanitaire,
politique des consommateurs, éducation, formation et jeunesse.

L'attention des intéressés est attirée sur le haut niveau de qualifications requises. Le candidat idéal devra
être ressortissant d'un état membre de la C.E., avoir plusieurs années d'expérience spécifique dans les
domaines indiqués, acquies de préférence au niveau international, et s'exprimer couramment en plusieurs
langues européennes. Certaines limites d'âge sont appliquées.

Les candidats jugés les mieux qualifiés par rapport aux conditions requises seront convoqués à un entre-
tien de sélection, à l'issue duquel il pourrait être proposé à des bureaux, en fonction du nombre d'emplois
disponibles, un contrat d'une durée de trois ans, pouvant être prorogé jusqu'à cinq ans.

En raison du contexte budgétaire difficile auquel sont également confrontées les institutions com-
munautaires, il n'est pas possible de fournir un calendrier précis de recrutement. En tout état de cause,
compte tenu des délais de procédure, les recrutements ne pourront débuter, pour l'essentiel, avant le
premier trimestre 1994.

La Commission met en oeuvre, en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les
femmes et les hommes, et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne sont pas recevables.
Les intéressés sont priés de se manifester par carte postale à envoyer au plus tard le 01/10/1993 de cachet
de la poste faisant foi, à l'adresse indiquée ci-dessous, en mentionnant le nom, l'adresse, la langue
maternelle ainsi que la référence correspondant à leur formation et à leur expérience (en principe
1 seule référence). Ils recevront le profil détaillé des emplois, un acte de candidature et tous les rensei-
gnements nécessaires pour postuler.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Direction Générale Personnel et Administration,
Unité Recrutement SC 41 AT/A —, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles.

Les cartes postales envoyées au plus tard le 01/10/1993 et mentionnant la référence choisie
(réf.: A1, A2, A3 ou A4) seront seules prises en considération.

**Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance
de répondre à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents
qui leur ont été confiés.**

فكرة منه ليد

SECTEURS PUBLICS

ORCHESTRER
LES ACTIVITÉS
DE STRASBOURG

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

LE MONDE DES CADRES



Est-ce La Culture Qui Fait La Campagne,
Ou La Campagne Qui Fait La Culture ?

(1) 48 88 23 91

Cultures d'entreprise - cultures en mouvement - et campagnes de communication. Comment articuler les questions et élaborer les réponses ? Que dire et comment le dire ? La communication pour les Ressources Humaines s'inscrit dans une problématique de l'échange. En découvrant notre savoir-faire, vous saurez pourquoi vos cultures sont les nôtres et nos campagnes sont les vôtres.

MEDIA SYSTEM
GROUPE DE COMMUNICATION

Grand Prix Stratégies corporate 1993 de la communication de recrutement et Prix de l'annonce institutionnelle de recrutement pour la campagne Renault
• Prix de l'annonce ponctuelle de recrutement pour la campagne Gesteimer
• Mentions pour les campagnes 3M France et Aerospatiale

Cabinet Conseil en Stratégie et Management
souhaite intégrer pour accompagner
son développement

2 DIRECTEURS DE PROJET

Vous voulez valoriser et développer vos savoir-faire en vous impliquant au sein d'une équipe pluridisciplinaire en stratégie, management, organisation, marketing et communication, reconnue pour la qualité et l'efficacité de ses interventions, son éthique, l'originalité de ses approches et son implication.

Nous souhaitons intégrer deux véritables professionnels du conseil qui auront à concevoir, diriger et/ou intervenir dans des missions complexes auprès d'entreprises performantes.

Vous disposez, comme nous, de compétences reconnues (double, triple formation, voire... plus), d'une autorité naturelle, d'une image forte, d'un portefeuille clientèle à la hauteur de vos ambitions, d'un enthousiasme et d'un esprit d'entrepreneur.

Si vous répondez à ces critères et que ce challenge vous intéresse, nous serons heureux de vous faire partager nos valeurs et participer à notre développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) à notre conseil : DMHE (Développement et Management des Hommes et des Entreprises),



29, RUE DE MIROMESNIL - 75008 PARIS

Aujourd'hui,
LA CHAMBRE DE
COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DE
PARIS est au
service de 267.734
entreprises sur
Paris et sa région
et gère un budget
de 3 milliards de F.

Son rôle est
multiple:
consultatif, appui
aux entreprises,
enseignement,
gestion
d'équipements
publics.

Mais la C.C.I.P.,
ce sont aussi de
prestigieuses
filiales : Palais des
Congrès, Parc des
Expositions Paris-
Nord Villepinte - et,
à travers ses
réalisations,
la maîtrise des
technologies de
pointe.

LA DIRECTION DE L'ORGANISATION
ET DE L'INFORMATIQUE
conseille les Directions, Ecoles et Filiales de
la C.C.I.P. sur le plan organisationnel et
informatique. Elle assure la maîtrise d'œuvre
(conception, réalisation, exploitation)
des projets qui lui sont confiés.
Elle recherche un

Organisateur

Vous intervenez en tant que conseil auprès
des opérationnels dans leurs choix
organisationnels.

Vous concevez et améliorez les procédures
générales.

De formation supérieure (Bac + 4), vous
avez une expérience réussie de plus de
5 ans en organisation (dont 2 en tant que
chef de projet) dans des organismes du
secteur public ou dans des sociétés de
conseil. Vous avez une bonne culture
générale en informatique.

Vos aptitudes au dialogue et à la
concertation, ainsi que vos qualités
rédactionnelles seront valorisées à ce poste.
Notre politique de formation et de mobilité
vous assurera de réelles perspectives de
carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous
référence ALM09338 à la C.C.I.P. - DRH -
8, rue Chateaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

Le Crédit Mutuel, 252 milliards de Francs de dépôts,
8 millions de clients, 4 000 agences et
22 000 collaborateurs est
le 5ème groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération
Nationale, force de proposition et d'anticipation,
recherche son Responsable du Marché de
l'Agriculture.

Au sein de la Direction du Développement et en
collaboration étroite avec nos Fédérations Régionales :

- Vous proposerez les orientations stratégiques
permettant de conforter la position du Crédit Mutuel
sur le Marché de l'Agriculture et participerez à
l'élaboration et à la mise en œuvre des actions retenues.
- Vous développerez la notoriété et la présence du Crédit Mutuel, 2ème Banque de l'Agriculture
auprès des pouvoirs publics, des instances professionnelles et de la presse.

35/40 ans, de formation supérieure (Ecoles d'Agronomie, de Commerce...), votre expérience du
Marché Agricole acquise au sein d'organismes professionnels ou dans le secteur bancaire vous a
donné une parfaite connaissance de ce milieu.

Stratégie mais aussi pragmatique, vos excellentes capacités relationnelles alliées à votre force de
conviction seront des atouts déterminants pour réussir dans ce poste.

CONTACT

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 302/M à la DRHRS, Confédération
Nationale du Crédit Mutuel, 88/90 rue Cardinet, 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
la banque à qui parler

**RESPONSABLE
DU MARCHÉ
AGRICULTURE**

GROUPE **RMC** FRANCE

RMC - leader européen du béton prêt à l'emploi et des granulats - 4 MdF de CA
2000 collaborateurs - recherche pour son siège à RUNGIS (94) son

Responsable des Etudes Economiques - hf

A 25-30 ans, de formation économique, vous êtes diplômé(e) de Sciences-Po, grande Ecole
de Commerce ou DESS de Sciences Economiques, vous possédez idéalement une première
expérience du milieu industriel. Vous avez la maîtrise des techniques d'études macro et micro
économiques, de réelles qualités rédactionnelles, une bonne pratique de l'outil informatique
(IBM PC ou PS) et de l'anglais écrit.

En collaboration avec notre Directeur du Plan et du Développement, vous participerez à
l'analyse de la conjoncture et des marchés afin d'élaborer les prévisions d'activités du Groupe.
Vous assurerez la représentation du Groupe auprès des instances d'études économiques.

Vous prenez en charge les études de diversification, de concurrence, d'orientation stratégique
et gérez les systèmes d'information. Vous développez des contacts tant en interne avec nos
Directions Opérationnelles, qu'à l'extérieur avec les organismes d'information.

Vos qualités humaines, de rigueur, de disponibilité, d'autonomie
et de confidentialité sont les atouts indispensables pour réussir
dans notre entreprise dynamique et attrayante.

Adressez lettre, CV, photo et prétentions sous référence 9089M à
PLURI CONSULTANTS - 28 rue Viala - 75015 Paris.

PLURI CONSULTANTS

LE MONDE

Entrez dans le monde de l'entreprise
par la vente directe

FORMATION D'ETUDES SUPERIEURES

PORTANTE
travailler sur le
territoire

TRAVAILLER dans le cadre
développement international

Responsable de Zone Expo
Département de l'Europe, puis l'Amérique du Sud et Singapour

Travailler dans la Direction Générale

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

Travailler dans le secteur de la construction

LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

Entrez dans le monde de l'entreprise par la vente directe

Un nouveau concept, une nouvelle formule... et de nouvelles ambitions qui deviennent déjà réalité. **Le Nouvel Économiste** poursuit sa stratégie de développement et crée un Département de Vente Directe. C'est l'opportunité pour un

JEUNE DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

d'intégrer une entreprise de presse en expansion et de s'y former à un métier d'avenir. Votre formation universitaire (Bac + 4 ou 5) vous a permis d'aborder le domaine de l'Économie. Elle vous a, si possible, amené à approcher des dirigeants d'entreprises et à comprendre leurs préoccupations et leurs attentes. Vous êtes passionné par le monde de l'entreprise et vous savez quel rôle essentiel y joue la fonction commerciale.

Après une première formation aux techniques de la Vente Directe, vous rejoindrez notre équipe de Tâcheurs et vous participerez à nos différentes opérations de vente de produits de communication destinés aux responsables de la vie économique. Vous pourrez ainsi renforcer vos compétences techniques, faire la preuve de vos qualités de rigueur, d'écoute et de contact; vous vous préparerez à exercer les responsabilités d'animation et d'encadrement que nous souhaitons vous confier à terme.

Merci de nous adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence JD999

Le Nouvel Économiste
10, rue Guynemer - 92136 Issy-les-Moulineaux



Groupe d'Intérêt Économique dans le domaine industriel, représentant 98% de la production nationale nous voulons promouvoir notre produit et défendre les intérêts de notre profession tout en menant notre action dans le domaine de l'environnement.

Dans ce contexte d'avenir, nous créons le poste de :

**ADMINISTRATEUR,
DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION**
H/F

■ En coordination avec le Comité Directeur, vous proposerez la conception et assurerez la mise en œuvre de la politique globale de la communication, communication institutionnelle, documents internes et externes.

■ Tout en maintenant une relation permanente auprès des différentes instances qui influencent l'avenir de notre profession, vous devrez entretenir des relations avec la Presse : communiqués et conférences de presse, réponses aux demandes ponctuelles.

■ Expérimenté, autonome, de formation supérieure, type Sciences-Po ou CELSA, vous possédez plusieurs années d'expérience dans la communication externe, si possible en milieu industriel.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Ce poste est basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe réf. ADC à :

Design Média - 53, rue Lafayette 75009 Paris - qui transmettra.



INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES

LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - MADRID - FRANCFORT

Nous recherchons pour nos opérations françaises des

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

Notre activité : Conseil en management orienté vers l'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité.

Notre atout : la performance. Pour faire face à la forte croissance de la filiale France, nous renforçons notre équipe en intégrant plusieurs Consultants en management.

Votre mission : coordination de toutes les actions impliquées dans la mise en place d'organisations plus performantes et de systèmes de gestion adaptés. Partie intégrante d'une équipe, votre rôle est primordial dans l'exécution du projet.

Votre expérience, votre état d'esprit, votre

sens du contact humain vous permettent de maîtriser rapidement les concepts de stratégie et d'organisation.

Votre sens analytique très prononcé ou votre empathie ne vous empêchent pas d'avoir une vision synthétique des problèmes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (École de commerce ou d'ingénieur), vous êtes âgé de 28 à 32 ans.

Vous maîtrisez bien entendu parfaitement l'anglais. Une autre langue européenne serait un atout (en particulier le portugais et le néerlandais). Vous serez fréquemment en déplacement.

Adressez CV, lettre manuscrite et photo, sous la référence 2608 M, à notre Conseil Jean-Claude MAURICE CONSEIL, 15, rue Sarrette - 75014 Paris.

RECHERCHE dans le cadre de son développement international

Un Responsable de Zone Export

(pour la Suisse, la Turquie, le Portugal, puis l'Amérique du Sud et Singapour...)
Directement rattaché à la Direction Générale

VOTRE MISSION :

- Prendre connaissance des produits existants.
- Analyser les potentiels de la zone géographique sous votre responsabilité.
- Mettre en place les outils commerciaux et définir un budget.
- Organiser le réseau de commercialisation le mieux adapté au pays.
- Assurer la promotion et développer le chiffre d'affaires.

VOTRE PROFIL :

- 28 ans minimum.
- Diplômé d'une école supérieure de commerce.
- Excellente maîtrise de l'anglais et de l'espagnol.
- Une bonne connaissance de la commercialisation de produits d'équipement sanitaire (ou équivalent) serait un atout supplémentaire.
- Rompu aux techniques de négociation commerciale à l'export.

Poste basé à Paris, 70 % du temps en déplacement

Votre rémunération sera composée d'un fixe important + primes

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) à :

SEPTEMBRE 93 : HEWLETT-PACKARD PREND L'INITIATIVE

Ingénieurs généralistes, informaticiens, électroniciens expérimentés

H-P vous propose de nouveaux postes chaque semaine dans Le Monde Initiatives.

Le Monde du 8 septembre : Informatique Interne

Le Monde du 15 septembre : Recherche et Développement.



**HEWLETT
PACKARD**

Conseil en Stratégie et Management
intégrer pour accompagner
son développement

2 DIRECTEURS DE PROJET

Vous êtes passionné et développez vos savoir-faire en tant que chef d'une équipe pluridisciplinaire en stratégie, organisation, marketing et communication. Vous avez la qualité et l'efficacité de vos interventions et la capacité de vos approches et son implication.

Vous êtes capable d'intégrer deux véritables professionnels du conseil : un concepteur, dirigeant et/ou intervenant dans des missions d'entreprises performantes.

Vous disposez, comme nous, de compétences reconnues dans la formation, voire... plus, d'une autorité naturelle, d'un langage clair, d'un portefeuille clientèle à la hauteur de vos ambitions, d'un enthousiasme et d'un esprit d'entrepreneur.

Si vous répondez à ces critères et que le challenge que nous vous proposons vous attire, nous serons heureux de vous faire partager nos valeurs, participer à notre développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre de motivation et prétentions) à notre conseil en Stratégie et Management des Hommes et des Entreprises,

Pluri Consultants

10, rue de Miromesnil - 75008 Paris

LA DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

conseille les Directions, Ecoles et Filiales de la C.C.I.P. sur le plan organisationnel et informatique. Elle assure la maîtrise d'œuvre (conception, réalisation, exploitation) des projets qui lui sont confiés. Elle recherche un

Organisateur

Vous intervenez en tant que conseiller des opérationnels dans leurs projets organisationnels.

Vous concevez et améliorez les procédures générales.

De formation supérieure (Bac + 4), vous avez une expérience réussie de plus de 5 ans en organisation (dont 2 en tant que chef de projet) dans des organismes du secteur public ou dans des sociétés de conseil. Vous avez une bonne culture générale en informatique.

Vos aptitudes au dialogue et à la concertation, ainsi que vos qualités rédactionnelles seront valorisées à ce poste.

Notre politique de formation et de mise à jour assurera de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous référence ALM09355 à la C.C.I.P., 10, rue Chateaubriand - 75008 Paris.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

FRANCE

Un million prêt à l'emploi et des granulats - 4 Md de Ca
Niveau 1000 m2 à RUNGIS (94) son

Responsable des Etudes Economiques - hf

Responsable des Etudes Economiques, vous possédez de nombreuses années d'expérience. Vous avez la maîtrise des techniques d'études macro et des outils statistiques, une bonne pratique des outils informatiques.

En tant que Directeur du Plan et du Développement, vous participez à l'élaboration des politiques économiques du Groupe et des marchés, ainsi qu'à l'élaboration des prévisions économiques.

Vous développez des contacts avec les instances économiques et financières du Groupe, ainsi qu'avec les administrations publiques.

Vous êtes responsable d'équipes et avez une expérience de la gestion de projets.

Adressez votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 90411 à :

10, rue Vauve - 75018 Paris



CARRIÈRES INTERNATIONALES



The Food and Agriculture Organization
of the United Nations
invites applications for the post of

INTERPRETER/TRANSLATOR (French)

at its Headquarters in Rome, Italy

Responsibilities: to interpret (simultaneously and consecutively) into French and English from Spanish and possibly from other official languages of the Organization (The languages of the Organization are: Arabic, Chinese, English, French and Spanish) and/or from German, Portuguese and Russian. Candidates must also translate into French from English and Spanish.

Requirements: Diploma from an internationally recognized interpreter/translator school and/or relevant University degree. Applicant must have one of the official languages of FAO as her/his mother tongue. Five to seven years' experience in interpretation and translation (preferably within the UN family).

Benefits: The posts carry a net salary per year (inclusive of a variable element for post adjustment) from US\$ 46 176 to US\$ 68 634 (without dependants) and from US\$ 49 418 to US\$ 74 185 (with dependants). Other benefits of the International Civil Service.

Please send detailed curriculum vitae no later than: **7 October 1993** quoting VA 362/363-GIC to: Personnel Officer, GID, FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy - Telex: 610181 FAO I - Telefax: 57973152.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

EUROPEAN MARKETING SPECIALIST Automotive Electronics • Frankfurt

Motorola's Automotive and Industrial Electronics Group has an enviable reputation for its quality and innovation. Our European operation is highly successful and fast growing.

The Automotive Powertrain and Chassis Electronics Division is seeking an experienced marketing professional to play a part in Motorola's strategic thrust into new products for this highly competitive and complex market. The job will involve evaluating new product possibilities, sizing new markets, competitor analysis, initiating market research programmes as well as helping to prepare positioning papers, management and customer presentations, product displays and reacting to customer requests for information.

We would like to discuss this challenging role with graduates (Engineering or Marketing) plus ideally an MBA. Experience of the Automotive Industry is an essential requirement. Fluency in English and French is also a requirement for this role. German would be helpful. You will be a self-motivated person who works well in a team environment.

It is likely that the job will be located in Frankfurt for 1 to 2 years and the person appointed will then be relocated to the UK.

To apply send your curriculum vitae, quoting reference EMS/MOT/FF, to our consultant Deborah McGovern at Cambridge Recruitment Consultants, 11 King's Parade, Cambridge CB2 1SJ, UK. Tel: ++44 223 311316, Fax: ++44 223 316162.



MOTOROLA
Automotive Electronics

OPÉRATION
SPÉCIALE

FINANCIERS ET JURISTES

PME à vocation commerciale située en banlieue parisienne. CA : 200 MF, effectif : 120 personnes, recherche un

Contrôleur de gestion

Sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier, il aura pour mission dans un premier temps d'auditer les différentes comptabilités du groupe afin d'assurer un reporting mensuel fiable, de mettre en place la consolidation et d'établir les budgets. Dans un deuxième temps, le poste devra évoluer vers un contrôle de gestion général et la mise en place d'une comptabilité analytique.

Le candidat, âgé de 25 à 30 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce, aura une expérience de 3 à 5 ans en cabinet d'audit et si possible une première expérience du contrôle de gestion. Une bonne maîtrise de la micro-informatique est indispensable.

Merci d'envoyer CV, photo, lettre de motivation manuscrite et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 4563 à l'agence VOG, 32 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

Juriste d'affaires

Après votre DEA en Droit des Affaires, vous avez développé une expérience de généraliste en entreprise ou en cabinet. Ces cinq premières années d'exercice vous ont permis de traiter une grande variété d'affaires : droit des marques, d'auteurs, contrats, procédures collectives, contentieux, recouvrement de créances, droit économique,...

En rejoignant, à Paris 8ème, la Direction Juridique de cette entreprise dont les activités, liées au secteur des services, sont en plein développement, vous ferez progresser votre carrière. Les consultants du Cabinet CLEAS vous en diront plus. Envoyez leur sous référence 325 UM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 Paris
MEMBRE DE SYNTHEC

MEESCHAERT-ROUSSELLE GROUPE AXA

Société de Bourse de 200 personnes en pleine expansion, nous recherchons pour notre département de négoce obligataire un :

OPÉRATEUR DE MARCHÉ JUNIOR (Débutant/1^{re} expérience)

Homme ou femme dynamique, vous êtes diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, de préférence complétée par un 3^e cycle de spécialisation sur les marchés financiers.

Vous faites état d'une grande rigueur intellectuelle, d'une attirance pour les marchés de capitaux et de réelles qualités relationnelles.

Vous parlez couramment l'anglais ; l'allemand est un plus.

Le poste est basé à Paris ; déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo à Madame DENOLF - MEESCHAERT-ROUSSELLE - 16, boulevard Montmartre, 75009 PARIS.

DIRECTEUR FINANCIER

Notre groupe, créé récemment avec des partenaires institutionnels, est spécialisé dans l'immobilier, en particulier dans la dimension de finances et d'investissements : montage d'opérations importantes, promotion, gestion de patrimoine immobilier. Au siège social à Paris et rattaché au Président, vous avez pour mission d'assurer le suivi de la comptabilité des sociétés et de mener à bien les travaux de consolidation, de prendre en charge le contrôle de gestion et la gestion budgétaire, d'établir les plans de financement, de gérer la trésorerie. Vous animez une équipe de 2 à 3 personnes et vous entretenez des relations permanentes aussi bien avec les responsables des sociétés du groupe qu'avec les commissaires aux comptes et les contrôleurs de gestion des actionnaires.

Vous avez 30 ans minimum et vous êtes titulaire d'un diplôme d'une grande Ecole de Gestion ou équivalent. Au cours d'au moins quatre ans d'expérience, de préférence dans le secteur tertiaire, vous avez acquis de solides compétences comptables et financières incluant la maîtrise de la consolidation des comptes. Il est très souhaitable que vous ayez aussi la pratique du contrôle de gestion et de la gestion budgétaire ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 933 à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature de façon confidentielle.

HRC HELENE REFREGIER CONSEIL
8, rue Saint-Philippe-du-Roule, 75008 Paris.

Jeunes Avocats Fiscalistes

Diplômés de l'enseignement supérieur (3ème cycle de droit, grande Ecole de Commerce, IEP), actuellement Conseillers juridiques stagiaires ou titulaires du CAPA, débutants ou bénéficiant d'une première expérience.

Pour ces postes basés à Paris/La Défense, une capacité à travailler en équipe, alliée à des qualités de rigueur et de disponibilité, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais, sont indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 52848 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

Contrôleur de gestion

Notre entreprise, spécialisée dans le secteur des services, recherche un contrôleur de gestion expérimenté pour rejoindre son équipe. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant que contrôleur de gestion, avec une bonne maîtrise de la micro-informatique et une connaissance approfondie des méthodes de gestion budgétaire et analytique. Une formation universitaire en comptabilité ou en gestion est requise. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (CV, lettre de motivation, références) à : Direction des Ressources Humaines, 15 rue de la République, 75001 Paris.

Economist confirmé(e)

Notre entreprise, spécialisée dans le secteur des services, recherche un économiste confirmé(e) pour rejoindre son équipe. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant qu'économiste, avec une bonne maîtrise de la micro-informatique et une connaissance approfondie des méthodes de gestion budgétaire et analytique. Une formation universitaire en économie est requise. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (CV, lettre de motivation, références) à : Direction des Ressources Humaines, 15 rue de la République, 75001 Paris.

RENNES

JURISTE CONTENTIEUX

Notre entreprise, spécialisée dans le secteur des services, recherche un juriste contentieux expérimenté pour rejoindre son équipe. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant que juriste contentieux, avec une bonne maîtrise de la micro-informatique et une connaissance approfondie des méthodes de gestion budgétaire et analytique. Une formation universitaire en droit est requise. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier (CV, lettre de motivation, références) à : Direction des Ressources Humaines, 15 rue de la République, 75001 Paris.

CPC

**OPÉRATION
SPÉCIALE**

FINANCIERS ET JURISTES

MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

POTASSE & PRODUITS CHIMIQUES est aujourd'hui la filiale récemment intégrée à un groupe chimique américain (4.500 personnes, 2,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires) intervenant dans la fabrication et la vente de spécialités à haute valeur ajoutée. La direction européenne du groupe a décidé la création d'un poste de manager des ressources humaines et communications pour son site en Alsace (300 personnes, 600 millions de francs de chiffre d'affaires). Aidé par une structure annexe pour la partie administrative (paie), ce collaborateur diplômé de l'enseignement supérieur et ayant l'expérience des groupes anglo-

saxons (anglais impératif) aura à cœur de structurer le service, en générant procédures, outils, démarches susceptibles de développer à la fois les hommes, les compétences et les structures en harmonie avec le siège européen. Véritable partenaire de la direction, il agira sur l'ensemble des facettes de la fonction dans un contexte où l'approche TQM est fortement valorisée. Poste évolutif dans un univers international. Ecrire à Jean-François JARDINI en précisant la référence S/0871M - PA Consulting Group - 3, Quai Kléber - 67080 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54.



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

JEUNE CHARGE D'ETUDES

Région parisienne - Nous sommes un groupe financier en plein développement, l'un des leaders de la banque-assurance sur le marché de l'épargne et de la prévoyance auprès des particuliers et des entreprises. Notre direction de l'actuariat étoffe son équipe et recherche un jeune chargé d'études. Il aura pour mission de suivre les statistiques des risques et des résultats de nos différents contrats d'assurance vie. Il mettra à jour et établira périodiquement les tables d'expérience et définira les nouvelles règles de tarifica-

tion. Il interviendra en matière de risques sur les dossiers stratégiques de la direction générale. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de grande école d'ingénieurs (ECP, ENSAE, ENSI...) ayant le goût des statistiques appliquées. De réelles perspectives sont offertes au sein du groupe pour un candidat de valeur. Ecrire à D. BAUD-BERTRAND en précisant la référence R/0026M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74



Creating Business Advantage

Contrôleur de gestion

NOTRE SOCIÉTÉ (CA 280 MF),
FILIALE D'UN GROUPE
INTERNATIONAL,
EST UN DES LEADERS
EUROPÉENS DANS LE
DÉVELOPPEMENT
ET LA FABRICATION
D'INTERMÉDIAIRES DE
SYNTHÈSE ET DE PRINCIPES
ACTIFS POUR L'INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE.
NOUS RENFORÇONS NOS
ÉQUIPES DE LA RÉGION
PARISIENNE (92).

Rattaché au directeur administratif et financier, vous participez à l'élaboration du budget annuel et réalisez le tableau de bord mensuel. En outre, vous analysez les résultats des différents sites - quatre - afin de garantir l'information objective de la Direction sur la situation économique de la société. De formation bac + 4 (école de gestion ou université), vous maîtrisez l'informatique de gestion (Excel). De courts déplacements en province sont à prévoir. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), sous référence 44862, à Media System, 61 passage des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Juriste droit des affaires

Ce professionnel de haut niveau sera chargé du conseil, de l'audit et de l'assistance notamment en matière contractuelle et en matière d'ingénierie juridique pour la Direction du Groupe et ses différentes entités. Rattaché directement au Directeur juridique, il sera assisté d'un collaborateur.

Titulaire d'un diplôme de 3ème cycle en droit, complète idéalement par une formation en gestion, le candidat aura une expérience de 7 à 8 ans environ.

Ref. LM 930. 7031.

Fiscaliste

Il assumera l'ensemble des fonctions de fiscaliste au sein d'une équipe performante pour les différentes entités du Groupe.

De formation supérieure (maîtrise, diplôme de 3ème cycle en fiscalité...) et fort d'une expérience d'au moins 5 ans acquise en cabinet ou en entreprise, il devra rapidement maîtriser la réglementation juridique, fiscale et comptable applicable aux entreprises d'assurances.

Ref. LM 930. 7032.

Veuillez adresser votre dossier (CV, photo, lettre manuscrite, rémunération actuelle) sous la référence choisie, en toute confidentialité, à INTUITU PERSONAE, 97 avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris.



JURIDIQUE & FISCAL

**CENTRE PRIVE
D'ETUDES
ECONOMIQUES**
r e c h e r c h e

Economiste
confirmé(e)

pour analyse, conjoncture et prévision macroéconomique. Doctorat, ingénieur grandes écoles, ENSAE ou équivalent.

Adresser C.V. à REXECODE, 29, av. Hoche
75008 PARIS
ou contacter : Christian de Perthuis : 43.59.04.56.

RENNES

Notre organisme à forte notoriété intervient depuis plus de 30 ans auprès des entreprises de l'Ouest comme conseil et intermédiaire financiers. Nous recherchons pour notre siège basé à Rennes un(e)

JURISTE CONTENTIEUX

Au sein d'une équipe de 3 personnes et après une formation aux produits, vous prendrez en charge des dossiers contentieux, pré-contentieux relatifs à la gestion des prêts et crédits-bail immobiliers, en relation avec les services concernés.

Avec au moins une maîtrise en droit des affaires, vous justifierez d'une première expérience réussie dans un service identique au sein d'un organisme bancaire, financier ou cabinet spécialisé.

Vous devrez avoir une expérience professionnelle dans le domaine de la gestion des crédits relationnelle et vous aimez les chiffres. Rigoureux, organisé, ouvert et curieux, vous avez une réelle aptitude relationnelle et vous aimez les défis.

Ce poste vous offre l'opportunité d'un poste motivant au statut cadre, avec une formation garantie au sein d'un organisme unique, performant et reconnu.

Envoyer lettre man. + CV sous réf. SF 985, à mettre sur l'enveloppe, à CPC - 2 Av. de France - 35000 Rennes.

Déclaration sur l'honneur

Description par retour



Description par retour

DIRECTEUR FINANCIER

[illegible]

Faites vous remarquer et vous serez
 nommé. Faites REPAGER votre candidature
 dans les établissements
REPAG 11 rue Saint-Philippe 75008 Paris

Conseil en Ressources Humaines

Consultants/Chefs de Nouveaux Projets

Le pôle Ressources Humaines de Bernard Krief Consulting Group exerce déjà, avec succès, des activités dans les domaines de la recherche de dirigeants et de cadres, de l'outplacement (individuel et collectif) et de la formation.

Son objectif aujourd'hui est de développer de nouveaux services, auprès des DRH des Entreprises et des Collectivités d'une part, des Directions Générales des PME/PMI d'autre part.

Régie de consultants, détachement temporaire d'experts, communication interne, évaluation des potentiels, assessment centers, gestion dynamique des emplois, définition de programmes de formation, qualité du service... sont des projets qui nous intéressent.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la fonction ressources humaines ayant développé par formation et expérience (en entreprise ou en conseil) un savoir-faire dans ces domaines. Nous leur proposons d'être de véritables chefs de projets non seulement pour nous aider de la définition technique de leur service mais aussi chargés de sa commercialisation et de sa rentabilité. Comme nous, ils veulent être des interlocuteurs privilégiés des Entreprises. Ils participent aux réflexions préalables à la détermination de la politique sociale la mieux adaptée, compte tenu du contexte et de l'environnement de chacune. Ils sauront ensuite proposer des outils fiables permettant de conduire cette politique.

***Vous êtes vous-même porteur d'un projet. Merci de nous adresser votre dossier complet sous référence M 93 à Christian LAUE, Bernard Krief Ressources Humaines, 26 rue de la Baume, 75008 PARIS.**



BERNARD KRIEF RESSOURCES HUMAINES

Washburn, George, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2

OPÉRATION
SPECIAL

FINANCIERS ET JURISTES

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

**Inspecteur
à la Direction Générale
des Impôts :
une formation
rémunérée,
des métiers variés,
une carrière évolutive.**

Première direction du Ministère du Budget, la Direction Générale des Impôts remplit des missions essentielles pour la collectivité nationale : elle applique la réglementation fiscale, fixe les impositions, contrôle les déclarations et recouvre une partie des recettes fiscales (TVA). Elle assure par ailleurs des missions financières en matière de cadastre, de publicité foncière et d'administration du domaine de l'Etat.

Diplômé de l'enseignement supérieur (licence, maîtrise...), âgé de moins de 30 ans, vous avez le sens des responsabilités et du service public. Vous souhaitez entreprendre une carrière variée et évolutive.

Nous vous proposons de valoir 18 mois de formation rémunérée à l'Ecole Nationale des Impôts et dans les services, à l'issue desquels vous serez nommé inspecteur (la sélection débutera le 1^{er} septembre 1994). Vous aurez ainsi de par votre statut (catégorie A), des fonctions d'études générales, d'encadrement, de conception ou de direction. Les scientifiques pourront s'orienter vers des postes d'analyses et de chefs de projet. Des stages de perfectionnement et des enseignements adaptés accompagneront l'évolution de vos missions vous permettant une mobilité fonctionnelle.

Le prochain concours aura lieu les 4, 5, 6 et 7 janvier prochains. Les dossiers d'inscription sont à déposer avant le 28 octobre 1993. 300 postes, dont une trentaine informatiques, sont ouverts cette année à Paris et en régions.

Pour en savoir plus et poser votre candidature, n'hésitez pas à nous contacter au (1) 44.94.79.66. En permanence au (1) 49.39.80.00, ou écrivez au Centre d'Etudes de Paris, 1^{er} rue Scribe, 75340 Paris Cedex 09.

MINISTÈRE DU BUDGET

Loueur de systèmes informatiques
et distributeur de micro-ordinateurs.
nous sommes aujourd'hui leader en Europe.

CONTROLEUR

Rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion "location" et en relation avec l'ensemble des responsables du groupe, vous élaborerez et validerez les budgets des frais de gestion de notre activité française. Vous assurerez un suivi opérationnel de ces frais : contrôle budgétaire, contrôle des coûts, préconisation d'actions correctives en vue d'optimiser notre gestion. Pour assurer cette mission, vous encadrerez deux collaborateurs.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et justifiez d'une solide expérience (6 à 10 ans) dans la fonction, en milieu industriel si possible.

Ce poste requiert rigueur, méthode, ténacité et d'excellentes qualités relationnelles.

Des perspectives d'évolution sont offertes à l'intérieur du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser lettre et CV sous réf. E.M.40 à
ECS - Relations Humaines - 16, rue Washington
75399 Paris Cedex 08.

MECS

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

ING LEASE

Filiale française de leasing d'un important groupe de service financier européen (50 000 personnes), ING LEASE recherche pour son agence Ile de France un :

INGENIEUR D'AFFAIRES

Vous serez chargé de prospecter un marché, d'élargir et de développer un portefeuille de clients susceptibles d'utiliser le CREDIT, le CREDIT BAIL, et la LOCATION pour le financement de leurs investissements productifs.

A 25/30 ans, de formation supérieure commerciale et/ou gestion financière, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans à un poste opérationnel de terrain dans un secteur similaire.

Vous parlez anglais et maîtrisez la micro-informatique.

Poste basé en région parisienne Est.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 36 à notre conseil : A.L. PARTNERS - 86/88 Grande Rue - 92310 SEVRES.

A.L. PARTNERS
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Contrôleur de gestion



VAG Financement (180 collaborateurs) est la filiale de VAG France, spécialisée dans le crédit automobile.

Au sein du département Contrôle de Gestion, vous prenez en charge la branche contentieux-crédit classique LOA-crédit-bail, dont vous déterminerez les provisions et élaborerez les budgets et les plans (pour la partie contentieux).

De formation ESC ou universitaire (maîtrise de gestion, option finances), vous avez impérativement 3 à 5 ans d'expérience dans une société financière ou dans une petite structure bancaire.

Vous maîtrisez donc parfaitement toutes les techniques d'établissement de budgets, de planification, d'élaboration de barèmes et d'analyse ainsi que l'outil informatique (Excel, Word, Lotus...).

Esprit d'analyse, rigueur et sociabilité sont des qualités essentielles pour une intégration harmonieuse dans notre société. La pratique professionnelle courante de l'anglais et de l'allemand est impérative.

Poste basé à Villiers-Cotterêts (80 km au nord-est de Paris).

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à VAG, Direction du personnel, BP 64, 02601 Villiers-Cotterêts Cedex.

ETABLISSEMENT
FINANCIER
DE
PREMIER PLAN
RECHERCHE

Juriste Bancaire à culture internationale

Intégré dans le service juridique et fiscal de notre direction financière, vous effectuerez des études juridiques complexes portant sur les produits et montages financiers de l'établissement. Vous serez plus particulièrement chargé des dossiers des filiales étrangères.

Au sein d'une équipe de juristes polyvalents, vous aurez de plus un rôle d'assistance en droit bancaire, de la bourse et des sociétés pour la Direction et ses filiales financières.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un juriste confirmé justifiant d'un DEA de droit des affaires et d'une formation financière ou de gestion. Une expérience d'au moins cinq ans dans un établissement bancaire est demandée.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 308 à COMMUNIQUE - 50/54 rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Contrôleur de Gestion

Notre société, l'une des toutes premières en France dans son secteur d'activité est reconnue dans la profession pour la qualité de ses prestations (service aux entreprises). Elle exploite de nombreuses unités opérationnelles autonomes en région parisienne et en province.

Reportant à la Direction Générale, vous avez un rôle de Conseil et d'Assistance auprès des Responsables d'unités. Vos responsabilités recouvrent l'intégralité de la fonction : élaboration des budgets, analyse de l'activité, établissement des tableaux de bord, reporting. Responsable des relations bancaires, vous négociez les lignes de découvert et le financement du matériel d'exploitation et des opérations exceptionnelles. Basé en banlieue Nord de Paris, ce poste implique de nombreux déplacements dans les différentes unités.

La trentaine, de formation supérieure (ESC, IEP, Dauphine...) vous avez de solides connaissances comptables et vous maîtrisez la micro-informatique.

Votre expérience (4/5 ans) en contrôle de gestion et négociation bancaire vous rend rapidement opérationnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous réf. 108.07/LM à notre conseil ARPE 43 rue Lafayette 75009 Paris.

arpe
EN RECRUTEMENT

Le Groupe
EUREST FRANCE
(7000 p., 2,5 Mds CAI
doté d'une organisation
décentralisée, occupe
une place prépondérante
sur le marché de la
restauration
collective et
recherche
aujourd'hui un(e)

Responsable Service Juridique

Animateur d'une équipe de 3 personnes, vous intervenez pour l'ensemble des activités de restauration du groupe (entreprises, enseignement, santé).

Vous prenez en charge la négociation des contrats et des accords conclus dans le respect de la réglementation spécifique à notre métier. Vous avez un rôle permanent d'assistance et de conseil auprès des responsables commerciaux et opérationnels. Vous garantissez l'application par l'entreprise de la réglementation en vigueur en tenant compte de son évolution. Enfin, vous assurez la gestion des dossiers contentieux et des assurances.

Agé(e) de 35 ans environ, titulaire d'un 3ème cycle de droit des Affaires complété, si possible, par une formation en gestion, vous avez acquis une expérience professionnelle similaire et possédez de réelles qualités d'organisation, de rigueur et de communication. Une bonne connaissance des contrats publics est un atout supplémentaire. Poste basé à Levallois Perret.

Corinne LANGOURIEUX vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, cv, photo et prétentions sous référence RSJ09.93 à EUREST France BP 327 - 92307 Levallois Perret Cedex.

EUREST
FRANCE

L'avenir de bon appétit

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ
IMMOBILIÈRE

située à PARIS
(AMÉNAGEMENT,
CONSTRUCTION, GESTION)
recherche pour
renforcer sa Direction Gestion

CHARGE
DE
MISSION

h/f

Sous l'autorité du Directeur de la Gestion (800 millions de recettes locatives pour un patrimoine constitué principalement de logements), vous prendrez en charge le suivi quotidien des activités de la Direction, le contrôle des procédures et l'analyse de la qualité. Vous proposerez des actions d'amélioration et vous contribuerez à leur mise en place et à leur suivi.

A 30-35 ans environ, vous justifiez d'une solide formation acquise dans l'enseignement supérieur (Grande École de Commerce ou D.E.S.S.), d'excellentes capacités rédactionnelles et d'une expérience réussie de préférence dans un poste opérationnel.

Nous offrons à moyen terme de réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur qui aura su prouver sa finesse d'analyse, son intelligence des situations, son sens du terrain et sa volonté d'aboutir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 0410320 à Premier Contact, 38 rue de Villiers, 92532 Levallois-Perret cedex qui transmettra.

OPÉRATION
SPECIAL

FINANCIERS

Juriste

Vous êtes un jeune homme dynamique, vous aimez l'écriture, il est essentiel que vous figurez la référence dans votre domaine, afin de pouvoir vous démarquer dans les concours.

UNION EUROPÉENNE DE CRÉDIT REVELE LES TALENTS

ESPACE, NOUVEAUX METIERS

RESPONSABLE COMPTABLE ÉTRANGER

SOCIÉTÉ CENTRALE DE TRÉSORERIE

طلة امين الخط

هذه ايام العمل

REPRODUCTION INTERDITE

OPÉRATION
SPÉCIALE

FINANCIERS ET JURISTES

Locaux de systèmes informatiques
et distributeur de micro-ordinateurs,
nous sommes aujourd'hui leader en Europe.

CONTROLEUR

Rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion "location" et en relation avec l'ensemble des responsables du groupe, vous élaborerez et validerez les budgets des frais de gestion de notre activité. Vous assurerez un suivi opérationnel de ces frais : contrôle budgétaire, contrôle des coûts, présentation d'actions correctives en vue d'optimiser notre gestion. Pour assurer cette mission, vous encadrerez deux collaborateurs.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et possédez une solide expérience (6 à 10 ans) dans la gestion, en milieu industriel si possible.

Ce poste requiert rigueur, méthode, ténacité et d'excellentes qualités relationnelles.

Des perspectives d'évolution sont offertes à l'intérieur du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser lettre et CV sous réf. EMI/4 à
RCS - Relations Humaines - 16, rue Waddington
75399 Paris Cedex 08.

XECS

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

Juriste Bancaire à culture internationale

Intégré dans le service juridique et fiscal de notre direction financière, vous effectuerez des études préalables complètes portant sur les produits et montages financiers de l'établissement. Vous serez plus particulièrement chargé des dossiers des filiales étrangères.

Au sein d'une équipe de jeunes polyvalents, vous aurez de plus un rôle d'assistance en droit bancaire de la banque et des sociétés pour la Direction et les filiales étrangères.

Pour ce poste, nous recherchons un candidat titulaire d'un D.E.A. de droit des affaires et d'une formation juridique ou de gestion. Une expérience d'au moins cinq ans dans un établissement bancaire est souhaitable. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Collège de l'Allemagne et du Japon.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 308 à COMMUNICATION - 16, rue de Solh
92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

CHARGE
DE
MISSION

située à PARIS
(AMÉNAGEMENT,
CONSTRUCTION, GESTION)
recherche pour
renforcer sa Direction Gestion

Sous l'autorité du Directeur, vous encadrerez 1800 collaborateurs locaux pour la mise en œuvre de la politique de développement de logements sociaux. Vous serez chargé le suivi quotidien des activités de la Direction, le contrôle des procédures et l'analyse des données. Vous participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de développement.

A 30-35 ans environ, vous devez être titulaire d'une licence de droit ou d'une maîtrise de droit, d'une expérience significative dans le secteur de la construction ou du commerce du B.T.S. et d'une expérience significative dans la gestion d'un service de gestion.

Nous offrons à moyen terme des perspectives d'évolution pour un candidat sérieux et motivé. Nous offrons également une formation continue et des possibilités de mobilité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 0410320 à Relations Humaines - 16, rue de Solh
92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Etablissement public recherche
pour ses services de la Défense

un(e)

Juriste

CDD minimum 10 mois

Diplômé bac + 5 en droit de la construction (DESS de préf.)

Vous possédez une expérience professionnelle réussie d'au moins 5 années dans une entreprise du secteur bâtiment/travaux publics.

A ce titre, vous devez instruire des dossiers relevant de marchés de travaux/génie civil TP et maîtriser les réclamations et contentieux du début jusqu'à l'achèvement d'un projet d'implantation.

Vos capacités relationnelles seront appréciées (travail en équipe).

Merci de téléphoner directement pour RV : 49-02-91-67 ou 49-02-93-73

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

CIC

Union
Européenne
de CIC

L'UNION EUROPÉENNE DE CIC RÉVÈLE LES TALENTS

Filiée du GAN, l'Union Européenne de CIC, Holding du Groupe CIC et Banque d'Affaire de premier plan, vous propose un environnement de choix à la mesure de vos ambitions. La technicité de nos équipes nous permet de développer ou d'adapter nos produits aux évolutions des marchés. Riches d'opportunités grâce à la diversité de nos métiers, nous vous offrons la dimension du premier Groupe Européen de Bancassurance.

Pour participer au développement de notre Direction des Activités de Marchés nous recherchons :

POUR LA SALLE DES MARCHÉS DE PARIS

• DES TRADERS sur produits dérivés de taux et de change (swaps, options, produits structurés...).

POUR LA SALLE DES MARCHÉS DE LONDRES

• UN TRADER swaps de taux.

POUR LA SALLE DES MARCHÉS DE SINGAPOUR

• UN TRADER swaps et opifor : de taux.

Vous possédez une formation initiale de type Grande École ou Université (BAC + 5 minimum) ainsi qu'une expérience réussie de trading ou d'arbitrage ou sein d'un établissement bancaire. Vous pratiquez un anglais courant et maîtrisez les mathématiques financières.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous réf. TRAD à l'Union Européenne de CIC - Direction des Ressources Humaines Frédéric DELATTRE - 4, rue Gaillon - 75107 Paris Cedex 02.

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE et le CONSEIL RÉGIONAL (D.R.A.C.)

recrutent

LE DIRECTEUR

de DOMAINE MUSIQUES RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS - LILLE

ayant une première expérience réussie dans le domaine culturel.

Missions :

- en charge d'une mission prioritaire de coordonnateur régional pour la musique, il bâtit un plan annuel d'actions sur proposition des responsables de départements : patrimoine - pratiques musicales - musiques actuelles - création - formation spécialisée.
- En collaboration avec l'administrateur, il élabore et contrôle le budget annuel de l'association.
- Il a autorité sur l'ensemble du personnel et est responsable du fonctionnement de l'association devant le Conseil d'administration.

Profil :

- Formation supérieure (avec dérogation pour expérience professionnelle).
- Connaissances administratives et techniques affirmées ayant trait au domaine de la musique.
- Très bonne culture musicale.
- Capacités d'organisation incontestées.
- Sens aigu des relations humaines et service d'une double fonction de médiateur et de directeur d'équipes.

Adresser lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae et prétentions à Madame la Présidente de Domaine musiques, région Nord-Pas-de-Calais, 2, rue des Buissons - 59800 Lille.

Avant le 1^{er} octobre 1993.

NOUVEAUX ESPACES, NOUVEAUX MÉTIERS...

Filiée commune de la Caisse
des Dépôts et Consignations
et des Caisses d'Épargne
et de Prévoyance, investie
de responsabilités de

RESPONSABLE COMPTABLE ÉTRANGER

La Direction Internationale de la SCTCEP a pour vocation d'assurer la centralisation du traitement des ordres étranger pour le compte des Caisses d'Épargne.

A ce titre, elle tient les comptes des correspondants étrangers associés au Réseau et impute les différents mouvements comptables entre les correspondants et les Caisses d'Épargne.

Au sein du Back-Office de cette direction, vous aurez pour missions :

- le contrôle des activités comptables concernant le traitement des opérations.
- la contribution à la mise en place des projets de la direction pour les aspects comptables et contrôles.
- la tenue des tableaux de bord comptables et de suivi d'activité.

Vous serez assisté de deux collaborateurs placés sous votre responsabilité.

Pour ce poste, une formation supérieure en comptabilité ainsi qu'une expérience significative dans le domaine des opérations bancaires internationales sont indispensables.

Poste cadre situé à La Défense (92).



SOCIÉTÉ CENTRALE DE TRÉSORERIE
CAISSE D'ÉPARGNE

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo et de vos prétentions sous la référence RCE à SCTCEP - Service Ressources Humaines - La Grande Arche
92044 Paris La Défense Cedex 41 ou tapez 3611 NC2 réf. RCE.

NOS PORTES S'OUVRENT SUR VOTRE AVENIR

Nous sommes la filiale française d'un groupe d'origine allemande fortement implanté à l'international.

Notre spécialité : les ferme-porte, les portes automatiques et les systèmes de sécurité. Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons renforcer l'encadrement de notre filiale française, en accueillant notre futur

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Depuis toujours, vous vous passionnez pour les chiffres : vous avez opté pour une filière post-baccalauréat, universitaire ou grande école ; aujourd'hui vous êtes diplômé BTS, DUT, Sup de Co ou maîtrise de gestion. Agé de 30-35 ans, vous êtes doté d'une première expérience professionnelle réussie en entreprise ou en cabinet et vous souhaitez maintenant accéder à de plus larges responsabilités, tout en sachant rester très opérationnel. Outre les responsabilités classiques liées à la fonction - comptabilité générale et analytique, tableaux de bord, controlling et organisation interne - nous attendons de vous de solides compétences

informatiques. Pour faciliter notre communication interne, vous maîtrisez la langue allemande.

De réelles perspectives allées à des conditions de travail attrayantes font de cette proposition une excellente opportunité pour un candidat à fort potentiel.

Faites-nous part de votre intérêt en adressant votre dossier sous réf. DAF/MO à notre Conseil, MOOG DF - Airports Charles de Gaulle "Les Portes de Roissy" - 73, avenue du Général de Gaulle - 95700 ROISSY-EN-FRANCE. Nous garantissons une totale confidentialité à votre démarche.

Suche nach Führungskräften im deutsch-französischen Raum
Recrutement de dirigeants dans le contexte franco-allemand

PARIS
Aéroport Charles de Gaulle
"Les portes de Roissy"
73, av. du Général de Gaulle
95700 ROISSY EN FRANCE

STRASBOURG
Aéroport Strasbourg
"Le Plain Cail"
Allée de l'Europe
F 67060 ENTZHEIM

FRANKFURT
AIRPORT CLUB FRANKFURT
FRANKFURT AIRPORT CENTER
Hugo Eckener Ring
D 60509 FRANKFURT/AM 75 (LUGHAFFEN)

MOOG
D F

SECTEURS DE POINTE

Notre Centre de Recherche et d'Essais en Hydrodynamique Navale situé aux environs de Rouen souhaite renforcer son équipe et recherche son

**Responsable
Tenue
à la Mer**

CHEF
DE LA DIVISION



MANAGEMENT
CONSEIL

40 quai du Havre Immeuble "Front de Seine" - 76000 ROUEN

A 30/45 ans, Ingénieur Grande Ecole ou Docteur en Mécanique, vous avez une expérience significative du calcul numérique et de la mécanique des milieux continus ; si possible dans le domaine Aérodynamique ou Hydrodynamique.

En intégrant notre division "Tenue à la mer", vous serez chargé de la coordination des études et de l'animation d'une équipe d'ingénieurs. Garant de la qualité scientifique des études réalisées au sein de la division, du respect des coûts et des délais, vous aurez en outre un rôle commercial dont la finalité est le développement des contrats d'études.

Ce poste, évolutif, implique des déplacements en France et à l'étranger. Votre important intérêt scientifique et votre "culture maritime" nous convaincront.

Notre équipe, prête à vous accueillir, vous remercie d'adresser votre CV avec lettre manuscrite et photo d'identité sous la réf. 93121 à notre Conseil

**Conjuguez
votre
futur
au
présent**



SYBASE, éditeur de logiciels, actuellement n°2 mondial sur le marché des bases de données relationnelles, a aujourd'hui pour ambition de devenir en Europe le Système de référence. Acteur majeur de cet enjeu, Sybase France, avec un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs en 1992, poursuit son développement et renforce sa structure marketing en recrutant un :

**CHEF DE PROJET
TRADUCTION/LOCALISATION**

Vous prendrez en charge l'adaptation pour la France, l'Espagne et l'Italie de nos documentations et logiciels en supervisant la traduction, la révision, la correction et le diagnostic.

Vous serez l'interlocuteur principal de nos prestataires extérieurs pour la réalisation de ces produits.

De formation linguistique ou traduction (ESIT, ISIT, ...) votre expérience dans un environnement high-tech vous a amené à coordonner des projets similaires. Vous êtes bien sûr familiarisé avec les environnements Macintosh et Unix ainsi qu'avec les logiciels de Desktop Publishing.

De tempérament rigoureux, vous avez le sens de l'organisation et faites preuve d'une grande aisance relationnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite et cv en mentionnant la réf. PM à SYBASE FRANCE, DRH, 31/35 rue Froidevaux, 75014 PARIS.



Le Système de Référence

LE MONDE DES COMMERCIAUX

**COMMERCIAL
DE HAUT NIVEAU H/F
HEC-ESSEC-SUP DE CO PARIS**



plus de 3 000 km et le chiffre des ventes dépasse les 2 milliards de francs. Au sein du Service Commercial, vous assurerez les relations commerciales avec les distributeurs : constitution des dossiers, analyse commerciale et élaboration des propositions, participation aux négociations. Vous prendrez aussi en charge les études de rentabilité économique de projets commerciaux particuliers et participerez à la détermination

des prix. Une première expérience commerciale. Doté d'un esprit de synthèse et d'excellentes capacités relationnelles, votre sens du dialogue et votre goût des contacts vous permettront de donner à ce poste toute sa dimension.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant la référence LM/GSO, à G.S.O., 49, avenue Dufau, BP 522, 64010 Pau Cedex.

CHEF DES VENTES

Paris 8^e - 300 KF+

ECO-ARC, lance en 1964 le concept original d'organisation, de gestion et de consultation délocalisées des archives et documents sur sites spécialisés pour le compte des entreprises. En 1993, cette filiale du groupe SUEZ est devenue la référence de la profession en Europe. Avec plus de 3 000 clients : Banques, Assureurs, Hôpitaux, Grands Groupes. Professions Juridiques, elle couvre 60% du marché national et sa croissance est de 15% l'an. Sa réussite est fondée sur son avance technique, la perfection du service rendu et sur les moyens financiers qu'elle met en œuvre. Sous l'autorité du Directeur Général, le Chef des Ventes orchestre les actions par type de clientèle, négocie les objectifs, épaulé chacun dans ses performances : il anime son équipe grâce à une pédagogie de l'exemple et n'hésite pas à prospecter et à vendre lui-même. Issu de la Vente de Services à haut niveau, il complète l'Equipe de Direction d'ECO-ARC par une expérience acquise éventuellement dans d'autres secteurs. Sa formation technique est assurée par l'entreprise.

A 32 ans ou plus, de formation supérieure (ingénieur ou gestionnaire) avec de bonnes bases en informatique, vous avez fait vos preuves sur le terrain et votre passion est de donner aux autres l'envie de se dépasser : René CASIMIR, Directeur AWW Ressources Humaines est votre contact personnel et confidentiel : écrivez-lui dès maintenant au : 1, rue Auguste Vacquerie 75116 PARIS. (lettre, CV, photo).



RESSOURCES HUMAINES

CEAC

COMPAGNIE EUROPEENNE D'ACCUMULATEURS

**Leader Européen
sur le marché
des batteries
au plomb avec
6 200 personnes,
5 milliards
de Francs de C.A.
et 27 % de part
de marché,
nous consacrons
une large part
de nos
investissements
à la Recherche.**

Nous recrutons pour notre Siège social à Clichy, notre

RESPONSABLE RECHERCHES

Rattaché au Directeur de la Recherche, vous serez chargé de concevoir et de développer des innovations techniques, et d'animer une équipe de 8 personnes dont 2 ingénieurs.

Agé de 35-38 ans, vous êtes Ingénieur Diplômé (ou Universitaire Bac + 5 minimum), vous possédez une expérience significative en Recherche ou Développement dans le domaine des matériaux ou de l'électrochimie.

Votre sens du leadership et vos qualités de créativité, curiosité intellectuelle, et ouverture d'esprit, constitueront vos meilleurs atouts.

La pratique de l'Anglais est indispensable, l'Allemand et l'Italien seront appréciés.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 2121/M à : CEAC - Service Personnel 18, quai de Clichy - 92111 CLICHY CEDEX.



Leader Mondial des Progiciels de Gestion. Notre groupe, présent dans plus de 35 pays (3 300 personnes, 3 milliards de CA) conçoit et commercialise un système de gestion intégré couvrant l'ensemble du système d'information de l'entreprise dans les environnements grands systèmes et Unix.

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

DOMAINES FINANCIERS/LOGISTIQUE

De formation Bac + 5 ou équivalent, vous avez une expérience de 5 à 10 ans en entreprise et/ou en SSII dans les domaines concernés et les systèmes d'information.

Votre sens de la communication et vos aptitudes relationnelles, alliés à une expérience commerciale réussie doivent vous permettre, au sein de nos équipes :

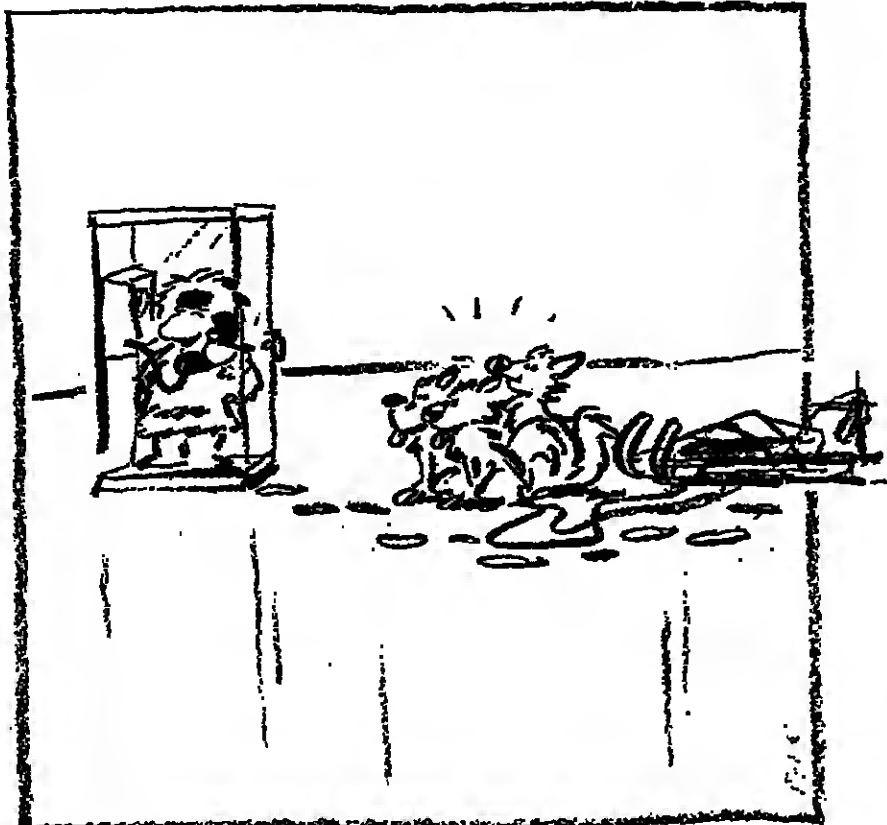
- de faire connaître notre offre auprès des grandes entreprises industrielles, banques et assurances,
- d'assurer la gestion du cycle de vente (relations, négociations commerciales...),
- d'analyser les besoins et valider l'adéquation du progiciel,
- d'assurer les présentations de notre solution.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la référence FI/MMW0993 à l'attention de : Eva WERTHMANN - SAP FRANCE - 14 avenue des Olympiades - 94132 FONTENAY-SOUS-BOIS Cedex.

15/09/93

SECTEURS DE POINTE

**SANS COMMUNICATION,
LE MONDE NOUS PARAÎTRAIT
BIEN FROID**



Dans un environnement difficile, H.P. continue à afficher une croissance et une rentabilité exemplaires. Les raisons de ce succès : des paris technologiques audacieux. C'est dans le cadre de cette stratégie que H.P. a décidé d'investir dans la **NOUVELLE TECHNOLOGIE ATM**. Composante déterminante du multi-média, cette technologie sera développée au niveau mondial par la Division Réseaux à Grenoble. Une opportunité immédiate pour des ingénieurs de rejoindre H.P. dans un des domaines les plus prometteurs de l'informatique de demain.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES 510 ANS D'EXPÉRIENCE (Supélec, Sup Telecom, Centrale, Mines, Sup Aéro, ...)

Si vous maîtrisez l'une des spécialités que nous recherchons, adressez votre candidature en précisant le poste choisi à : Agnès GABIROUT
Service Recrutement - Hewlett-Packard - 5, avenue Raymond Chanas -
38053 GRENOBLE Cedex 9.

- Ingénieurs développement, débutant ou première expérience en électronique ou informatique.
- Ingénieurs développement logiciel, 3 à 5 ans d'expérience, pour le développement de produits "temps réel". La connaissance des réseaux et protocoles serait un plus.
- Ingénieurs développement Hardware, 3 à 5 ans d'expérience en conception de circuits intégrés. La connaissance des réseaux haute-vitesse ATM serait un plus.
- Ingénieurs développement mécanique, 3 à 5 ans d'expérience en conception et industrialisation de produits.

Pour tous ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.



**HEWLETT
PACKARD**

COURTAUD & ASSOCIES Recherche de cadres et de dirigeants crée le département Achats - Approvisionnements - Logistique

Pour répondre aux besoins croissants de compétences dans ces fonctions, le groupe Courtaud crée ce nouveau département dont il confie la responsabilité à Sylvie Lambert, consultante chez Courtaud depuis 1987.

Contact : Groupe Courtaud, 26 rue de Berri, 75008 Paris.
Tél : 45.62.55.13.

Groupe Courtaud

PARIS et PROVINCE

INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE Temps réel, Réseau, Système

Espace, aéronautique, télécommunications, énergie, transport, défense. Dynamisme, professionnalisme, ambition sont vos qualités pour réussir. Nous recrutons des ingénieurs grandes écoles ou universitaires pour des postes de

INGENIEURS D'ETUDES et CONSULTANTS

Notre recherche est plus particulièrement orientée vers les domaines et les compétences suivants :

- Télécommunications (X25, RNIS, Gestion de Réseaux, Hauts Débits, ...)
- Interfaces homme-machine (WINDOWS, MOTIF, UIMS, ...)
- Conception orientée objet (ADA, C++, HOOD, ...)
- Temps réel (VRTX, VX WORKS, ARTK, RTC, ...)

Donnez une nouvelle dynamique à votre carrière en rejoignant une SSII spécialisée dans les domaines de haute technologie.

Adresser votre candidature à AUSY - 10 rue des Acacias - BP 94 - 92 134 ISSY-LES-MOULINEAUX cedex ou contacter Marie-Thérèse TALAR. Tél. (1) 46 44 29 29

AUSY



Premier indépendant européen de gaz de pétrole liquéfiés, recherche pour son Etablissement de TOURS (37)
INGENIEUR AM, MINES, INSA ou équiv.
10 ans d'expérience minimum

SECTEURS CONSTRUCTION, RESISTANCE DES MATERIAUX, MECANIQUE, METALLURGIE, ELECTRICITE, CHIMIE ORGANIQUE...

ADJOINT de notre DIRECTEUR TECHNIQUE, votre formation de haut niveau et votre solide acquis professionnel vous permettront d'instruire et de suivre des dossiers, sur les plans administratif, technique et financier, directement liés à nos installations en France et à l'étranger (usines, dépôts de gaz, terminaux maritimes, réservoirs à pression, machines spéciales, robotisation...)

Une bonne maîtrise de la négociation est nécessaire ainsi qu'un réel sens de l'initiative et des responsabilités.

Pour ce CDD d'un an, pouvant être reconduit en CDI, des déplacements sont parfois inhérents au poste. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand ou de l'espagnol appréciée.

PRIMAGAZ
L'ENERGIE D'ALLER PLUS LOIN

Si vous êtes intéressé par ce challenge, adressez rapidement votre dossier de candidature (lettre-motiv, CV, photo et prétentions) à M. CLEISSOT - PRIMAGAZ - DRH - 64 avenue Hoche - 75008 PARIS

**Le Monde
PUBLICITE**

Pour passer vos annonces :



**46-62-72-02
46-62-73-90**

FAX : 46-62-98-74

Les Etats-Unis vont de soutenir la

Les bénéfices ma

Jim
Goldsm
Le piè

SECTEURS DE POINTE

CHEF DE PROJET TRADUCTION/LOCALISATION

Vous prendrez en charge l'adaptation pour la France, l'Espagne et l'Italie de nos documents et logiciels en supervisant la traduction, la révision, la correction et le diagnostic. Vous serez l'interlocuteur principal de nos prestataires extérieurs pour la réalisation de vos produits.

De formation linguistique ou traductrice (RSIT, ISIT, ...), votre expérience dans un environnement high-tech vous a amené à coordonner des projets similaires. Vous êtes bien sûr familiarisé avec les environnements Macintosh et Unix ainsi qu'avec les logiciels de Desktop Publishing.

De tempérament rigoureux, vous avez le sens de l'organisation et faites preuve d'une grande aisance relationnelle.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et vos mentions à la réf. PM à SYBASE FRANCE, DRH, 31/35 rue Froidevaux, 75014 PARIS.



Le Système de Référence

BCEOM

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE

500 personnes - 320 MF de chiffre d'affaires dont 80% réalisés à l'export recherche :

Ingénieur Transport Senior

A 35/40 ans, vous souhaitez vous investir dans une mission qui allie autonomie, organisation et développement d'une activité.

Ingénieur de formation (X, Ponts, Centrale, ENTPE...), vous justifiez d'une expérience confirmée (10 ans minimum) dans la direction d'études de transport urbain intégrant : prévision de la demande, élaboration de scénarios d'offres et évaluation de l'intérêt économique de projets.

Au sein de notre département Développement Régional et Urbain, vous encadrerez notre équipe TRANSPORT dans l'élaboration d'offres et dirigerez des études portant sur la conception, l'organisation et le développement de systèmes de transport urbain.

Vos compétences acquises sur le terrain et votre dynamisme, associés à de réelles qualités relationnelles, feront de vous un des acteurs principaux du développement de notre activité.

L'environnement international de ce poste, basé à Saint Quentin en Yvelines, suppose une pratique courante de l'anglais et implique une grande mobilité : Afrique, Asie, Europe Centrale / Orientale, Amérique Latine.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence 93/21 à : BCEOM - DRH - Place des Frères Montgolfier 78286 GUYANCOURT Cedex.

Play A Key Role In Building A Multi-National Team

Founded in 1980, GENUS Inc. is a worldwide leader in both CVD and Ion Implantation semiconductor equipment, committed to product quality and satisfaction for our major international semiconductor users. As we continue to expand our impressive range of products and services throughout Europe, we have created exciting ground floor opportunities for forward thinkers ready to grow with us in the global marketplace.

FIELD SERVICE ENGINEERS

Positions exist in Wafer Fabrication Departments at various sites in Europe including the Paris area. Individuals will be responsible for installing and maintaining CVD equipment and for managing service contracts, parts and materials.

The selected candidates will be motivated individuals with a technical degree and 2-5 years' background in the maintenance and repair of front-end semiconductor equipment. Prior experience must include shift work in a production environment. The ability to read, write and speak English is essential. A 3-6 month initial training program will take place in either California or Massachusetts (USA). The compensation and benefits offered reflect the standing of our organization.

The GENUS Inc. Directors of Customer Services and Human Resources will be conducting on site interviews in Paris the second week of October.

To be considered for a local interview, please FAX (on a 24-hour basis) your name, day and evening telephone number and Curriculum Vitae, in strict confidence to : B. Colanghi, Director of Human Resources, GENUS Europe SARL, Zac du Clos aux Pôles, Isses, 91048 Evry Cedex, France. Telephone 331-60-86-37-09; FAX 331-60-86-35-57.

GENUS

VERILOG

Groupe International implanté en Europe, Etats-Unis, Asie, n° 2 mondial du Génie Logiciel, recherche pour renforcer sa stratégie commerciale

DIRECTEUR COMMERCIAL EUROPE

Vous développez en relation avec le Président et le Directeur Général une stratégie de conquête dans une optique de développement de la performance de nos utilisateurs.

Vous avez l'expérience du management, de l'animation et du développement d'une équipe de haut niveau : vous êtes un leader, homme d'action et de Résultat.

Mais votre expérience de la vente de produits logiciels, associée à une réussite prouvée fait de vous un homme clé de notre développement.

Réf: 48.0288/LM

INGENIEURS COMMERCIAUX

Vous êtes, soit expérimenté dans la vente de produits logiciels, soit spécialiste des secteurs Défense, Télécom, Transports, Aéronautique, soit Ingénieur ayant une connaissance des besoins de l'Informatique Technique en production de logiciels.

Vous négociez, après formation, auprès des majors de l'industrie des produits et des solutions dont les noms sont associés aux projets industriels les plus prestigieux.

Des opportunités de développement valorisantes en France et à l'International ainsi qu'une équipe entrepreneuriale séduiront des candidats de valeur.

Réf: 48.0289/LM

Tous ces postes sont basés en région parisienne.

Merci d'adresser CV, photo, lettre et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURY URVAL 95, avenue Victor Hugo, 92562 RUEIL-MALMAISON Cedex en précisant la réf. choisie, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Aujourd'hui, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 267.734 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 3 milliards de F.

Son rôle est multiple : consultatif, appui aux entreprises, enseignement, gestion d'équipements publics.

Mais la C.C.I.P. ce sont aussi de prestigieuses filiales : Palais des Congrès, Parc des Expositions Paris-Nord Villepinte - et, à travers ses réalisations, la maîtrise des technologies de pointe.

Dans le cadre d'une mission d'aide au développement des entreprises des secteurs Défense - Aéronautique LA DIRECTION DE L'ACTION ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE recherche un

Ingénieur Conseil

avec culture technologique
Défense-Aéronautique

Conseiller auprès des entreprises de ces secteurs d'activités, vous êtes chargé de leur apporter un appui dans leur développement et de les orienter vers les systèmes d'aide existants.

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez une expérience réussie en entreprise industrielle (de préférence PME) et de solides compétences en gestion.

Votre réussite à ce poste et notre politique de mobilité vous permettront d'envisager de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous référence ALM09365 à la C.C.I.P. - DRH - B, rue Chateaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CEAC

Leader Européen sur le marché des batteries au plomb avec 6 200 personnes, 5 milliards de francs de C.A. et 37 % de part de marché, nous consacrons une large part de nos investissements à la recherche.

Nous recrutons pour notre Siège à Clichy, notre

RESPONSABLE RECHERCHES

Rattaché au Directeur de la Recherche, vous serez chargé de concevoir et de développer des innovations techniques, et d'animer une équipe de 8 personnes dont 2 ingénieurs.

Agé de 35-38 ans vous êtes Diplômé (ou Universitaire BAC minimum), vous possédez une expérience significative en Recherche ou Développement dans le domaine des matériaux ou de l'électronique. Votre sens du leadership et vos qualités de créativité, d'analyse intellectuelle, et ouverture d'esprit constitueront vos meilleurs atouts.

La pratique de l'Anglais est indispensable. L'Allemand et l'Italien seront appréciés.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 2121/M à : CEAC - Service Perso 18, quai de Clichy - 92111 Clichy CEDEX.



INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

DOMAINES FINANCIERS/LOGISTIQUE

De formation Bac + 5, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des logiciels de gestion financière et commerciale.

Vous serez chargé de la gestion et de l'animation d'un département (8 personnes), chargé de la réalisation d'études et de recherches sur les méthodes et outils de calcul de structures en béton ainsi que sur les logiciels d'aide à la conception. Parallèlement, vous mènerez des missions de conseil et de formation auprès d'industriels. Vous participerez aux commissions nationales et internationales de normalisation.

De formation supérieure (PC, Mines, Centrale, ESTP, AM...), vous possédez de grandes compétences techniques acquises au cours d'une expérience de 10 ans environ en Bureau d'Etudes BTP. L'économie et les réglementations de ce secteur vous sont familières. Dynamique, organisé et animateur, vous avez le goût de l'innovation, l'esprit d'équipe, d'excellentes capacités relationnelles et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Adressez C.V. + lettre manuscrite s/réf. F. 137/M à notre conseil OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Responsable d'Etudes Outils d'aide à la conception d'ouvrages BTP

Quest de Paris. Cet organisme technique dispose d'ingénieurs de haut niveau et de puissants moyens d'études, de recherche et d'essais. Il apporte au plan national un soutien décisif et reconnu au développement d'un secteur d'activité important.

Vous serez responsable de la gestion et de l'animation d'un département (8 personnes), chargé de la réalisation d'études et de recherches sur les méthodes et outils de calcul de structures en béton ainsi que sur les logiciels d'aide à la conception. Parallèlement, vous mènerez des missions de conseil et de formation auprès d'industriels. Vous participerez aux commissions nationales et internationales de normalisation.

De formation supérieure (PC, Mines, Centrale, ESTP, AM...), vous possédez de grandes compétences techniques acquises au cours d'une expérience de 10 ans environ en Bureau d'Etudes BTP. L'économie et les réglementations de ce secteur vous sont familières. Dynamique, organisé et animateur, vous avez le goût de l'innovation, l'esprit d'équipe, d'excellentes capacités relationnelles et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Adressez C.V. + lettre manuscrite s/réf. F. 137/M à notre conseil OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

Responsable Qualité

Membre du Comité de Direction du Site, rattaché au Directeur d'Usine, vous aurez pour mission de mener à bien le projet de certification ISO 9002. Vous mettrez en place le plan d'action, coordonnerez l'activité des équipes internes et externes, et serez le véritable maître d'œuvre jusqu'à l'obtention de l'accréditation.

Ingénieur Arts et Métiers ou Généraliste, vous avez plus de 10 ans d'expérience soit en Méthodes/Production, soit en Qualité, aimez relever les défis dans un contexte à dominante technique et relationnelle, où le pilotage de projet requiert une forte implication personnelle et d'excellentes capacités de persuasion.

C'est justement cela qui vous passionne. Nous vous proposons un poste évolutif au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. HQ/LM à : ESSILOR INTERNATIONAL Service Recrutement Ingénieurs et Cadres 147, rue de Paris - 94227 CHARENTON cedex



Ingénieur Qualité

Nous sommes leader européen et à la pointe de la technologie dans le chauffage et le conditionnement d'air destinés aux véhicules automobiles. Pour satisfaire nos clients constructeurs européens, américains, japonais, nous avons conçu un système de production et une stratégie d'implémentation, d'innovation, de Perennariat, qui visent à atteindre la Qualité Totale.

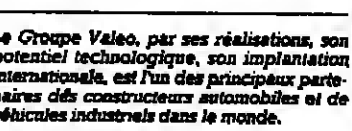
Nous recherchons pour la Direction Branche située à LA VERRIERE (78) un Ingénieur Qualité.

Sous la responsabilité de la Direction Qualité Branche, vous serez chargé de développer, promouvoir, mettre en place, contrôler et auditer le programme Qualité Totale pour les Divisions Internationales de la Branche.

A 25/30 ans, Ingénieur diplômé avec un parcours de formation lié à la démarche Qualité Totale, vous pratiquez couramment l'anglais.

Ouvert à des expériences professionnelles internationales, vous êtes prêt à travailler dans un domaine compétitif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RDB1 à VALEO THERMIQUE HABITACLE - Rue Louis Lormand - BP 13 - 78321 LA VERRIERE Cedex.



Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

LEQUIPEMENT AUTOMOBILE